

## Six jours qui ont fait Cannes

**QUE RESTE-T-IL** du Festival de Cannes, dont la cinquantième édition s'ouvre mercredi 5 mai ? Tant de films, d'émotions, d'images, de colères, de gags, de grands bonheurs et de gros ennuis. Il est arrivé que tout cela précipite, au sens chimique du mot. Ce furent les « journées particulières » du Festival. La conjonction des œuvres, des hommes, parfois d'événements politiques ou sociaux, a fait date. Toute la semaine, *Le Monde* raconte six journées qui ont marqué l'histoire de Cannes. Aujourd'hui, le 20 septembre 1946, premier jour du premier Festival.

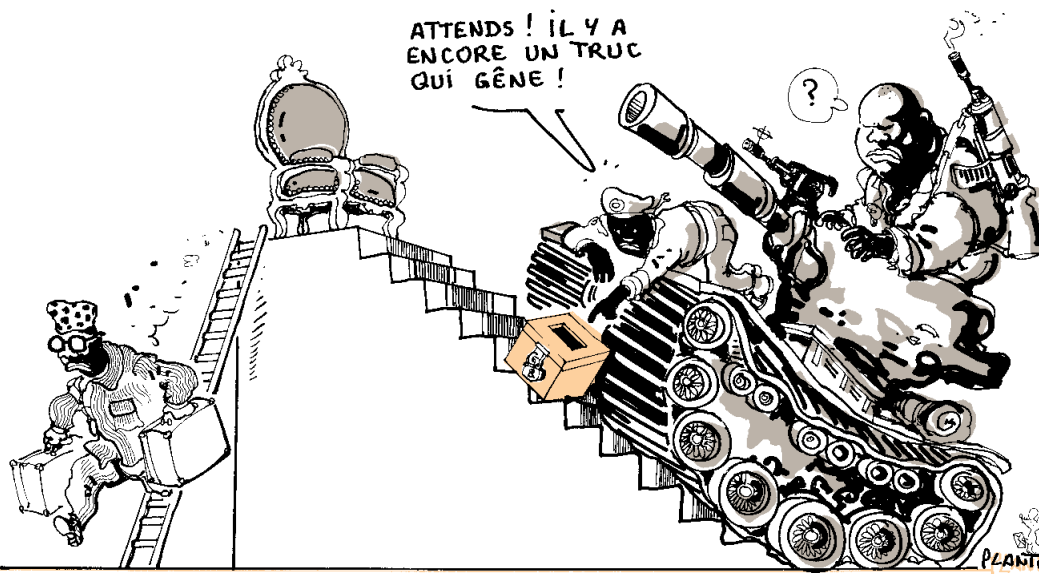
Lire page 14

## Le maréchal Mobutu accepte de se démettre mais tente de négocier son départ

Les troupes de Laurent-Désiré Kabila sont à moins de 100 kilomètres de Kinshasa

**AU TERME** de la rencontre entre le maréchal Mobutu et son adversaire Laurent-Désiré Kabila, dimanche 4 mai, à bord d'un navire sud-africain, au large du port congolais de Pointe-Noire, les interrogations demeurent sur les modalités du départ du président zaïrois. Si Mobutu Sese Seko semble admettre qu'il devra abandonner le pouvoir, il souhaite l'organisation d'une élection présidentielle à laquelle il ne se présentera pas. Sans parler d'élections, le chef de la rébellion, veut, pour sa part, diriger une autorité provisoire qui succéderait au maréchal déchu.

Au cours d'une conférence de presse, prévue lundi en fin de matinée dans le fief des forces de l'Alliance, à Lubumbashi, Laurent-Désiré Kabila devait préciser le véritable contenu du « geste de bonne volonté », un cessez-le feu, évoqué dimanche par l'envoyé spécial de l'ONU, Mohamed Sahnoun. « M. Kabila, précisait le diplomate, a ordonné à ses troupes d'arrêter leur avance sur tous les fronts. » Or,



quelques heures plus tard, M. Kabila, dans une déclaration à l'agence Reuter, a affirmé : « Je veux que ce soit clair, un cessez-le-feu est hors de question, mes forces

continueront de progresser sur tous les fronts. » Les militaires de l'Alliance, qui sont maintenant à moins de 100 kilomètres de Kinshasa, semblent décidés à continuer

leur marche vers la capitale et la conquérir rapidement.

Lire pages 2, 3 et 32 et notre éditorial page 16

## Elections législatives

■ Jacques Chirac interviendra le 7 mai par l'intermédiaire de la presse régionale

■ Une équipe Elysée-Matignon pilote la campagne de la majorité

■ Plus de 6 300 candidats ont été officiellement enregistrés

Lire pages 6 à 9, 15 et 16 et la chronique de Pierre Georges page 32

## Le Royaume-Uni s'ouvre à l'Europe

Le gouvernement de Tony Blair, entré en fonctions samedi 3 mai, devrait mener une politique plus européenne et plus sociale. p. 4 et un point de vue p. 17

## Sida : l'« exil » de Luc Montagnier

Le découvreur du virus du sida va ouvrir un centre de recherche sur le sida aux Etats-Unis et y enseigner. p. 32

## Kasparov rattrapé par Deeper Blue

Le champion du monde d'échecs et le super-ordinateur d'IBM ont chacun remporté une partie. p. 23

## Les sources de la Shoah

Daniel Jonah Goldhagen, l'auteur des *Boureaux volontaires de Hitler*, explique comment, en Allemagne, l'antisémitisme éliminationniste a conduit à l'Holocauste. p. 15

## Toyota sur le Vieux Continent

Le constructeur automobile japonais cherche à implanter une nouvelle usine en Europe. L'investissement prévu s'élève à 9 milliards de francs. p. 18

## La folie des arts primitifs

Diverses expositions en Europe témoignent de l'exceptionnelle collection d'arts océanien et africain constituée par Josef Mueller et sa famille. p. 25

## Les espions français, fonctionnaires moroses

« **LES LENTEURS** s'accroissent, le découragement s'installe. » Ce constat est établi par des responsables de l'Association des fonctionnaires de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), face aux « blocages » qui retardent la réforme des statuts des personnels – toutes catégories confondues – dans les services spéciaux. Environ trois mille agents en activité à la DGSE, les espions français, sans compter quelque neuf cents retraités, cotisent à un cercle d'entraide sociale et culturelle qui est le principal interlocuteur de la direction générale des services secrets et de leur tutelle administrative, le ministère de la défense.

Chaque année, ce cercle dresse, dans un bulletin intérieur de liaison qui demeure assez confidentiel, un bilan de ses activités. Si l'acrimonie est grande chez les agents secrets, c'est qu'ils ont, pour la plupart, le sentiment d'être ignorés. Non pas que leur hiérarchie – directeur général, directeur de l'administration et chef du service du personnel – ne les écoute pas. Mais parce qu'ils ne sont pas entendus. Il débattent de leurs statuts en vain, depuis trois

à quatre ans, avec le ministère de la défense, le ministère de la fonction publique et le ministère du budget. Parfois, c'est même depuis plus longtemps que le dialogue n'aboutit à aucune réforme, en 1990-1991, par exemple, dès que le cercle a été mis en place à la DGSE, au départ sans volonté de revendication exacerbée.

« *Le bilan est maigre* », constatent les responsables du cercle, qui, en bons mandataires syndicaux, déplorent « l'avancement bien trop lent de nos textes statutaires » ou « les retards que nous prenons par rapport à d'autres administrations ». Les restrictions budgétaires aidant, les agents de la DGSE disent « espérer des jours meilleurs » à propos de la valorisation des primes ou indemnités spéciales versées au compte-gouttes malgré les fortes contraintes professionnelles.

« *Nous sommes tout à fait désarmés et impuissants* », ajoutent-ils, face au sort réservé à leur corporation et, singulièrement, à des corps – inspecteurs, délégués, techniciens, chiffreurs ou agents des transmissions – qui continuent d'attendre d'être mieux considé-

rés. Ainsi, « certains n'ont constaté aucune amélioration de leur niveau de vie depuis près de quatre ans [...] et beaucoup s'inquiètent des effets de ce blocage sur leur avenir ». La déception atteint surtout les jeunes qui « espèrent un déroulement de carrière convenable » dans une « maison » dont, notent les responsables du Cercle, les effectifs ont rajeuni ces dernières années. Ce phénomène crée « un nouvel état d'esprit », « une certaine morosité qui n'apporte rien de positif et dénote un profond découragement ».

Le diagnostic n'est pas vraiment nouveau. Avant la nomination, il y a quatre ans, de l'actuel patron de la DGSE, Jacques Dewatre, son prédécesseur, Claude Silberzahn, mettait déjà en garde l'Etat en des termes identiques : « *Les fonctionnaires du service, sur lesquels pèsent des sujétions exorbitantes du droit commun, n'en sont pas moins des femmes et des hommes ayant les mêmes aspirations que les autres membres de la fonction publique.* » On en est encore là en 1997.

Jacques Isnard

Lire page 10

### POINT DE VUE

## L'Europe à gauche, enfin par Michel Rocard

**L**ES Britanniques ont voté le 1<sup>er</sup> mai, les Français le feront les 25 mai et 1<sup>er</sup> juin. Chacune de nos deux nations choisit en fonction du jugement qu'elle porte sur le passé récent et de l'image qu'elle se fait de son avenir proche. Mais l'une et

l'autre, sans en avoir nécessairement conscience, se trouvent voter aussi, cette fois-ci, sur des enjeux qui vont très au-delà de ces limites de temps et d'espace.

L'Europe est née de l'idée que, voici un demi-siècle, quelques visionnaires en ont eue. Elle ras-

semble des pays aux langues et aux cultures diverses, qui se sont souvent battus les uns contre les autres. Mais ils ont en commun d'avoir une forte pratique de la démocratie, un niveau de vie élevé et, surtout – car c'est ce qui les distingue du reste du monde, même

développé –, une protection sociale de qualité. L'Europe a ainsi bâti un modèle de société qui, dans le monde conflictuel d'aujourd'hui, doit impérativement être défendu et mérite d'être exporté. Le projet européen est politique et social avant d'être économique et financier.

Il s'est construit, cahin-caha, sur la volonté qu'ont partagée tous les responsables, transcendant les frontières historiques, géographiques, politiques. Des femmes et des hommes, de droite comme de gauche, ont su hisser leur espérance commune au-dessus de leurs divisions respectives. Comme ces dernières demeuraient néanmoins vives, il a fallu toujours négocier, réaliser des compromis et consentir des sacrifices occasionnels à un projet d'ensemble. Certains ont été lourds.

Le premier de ces sacrifices, le plus injuste et douloureux, a été celui d'une Europe sociale, plus ou moins discrètement immolée sur l'autel des concessions réciproques. La Grande-Bretagne est la principale fautive.

Lire la suite page 17

**Michel Rocard**, ancien premier ministre (1988-1991), est député européen et sénateur (PS) des Yvelines.

## Le sacre de Monaco

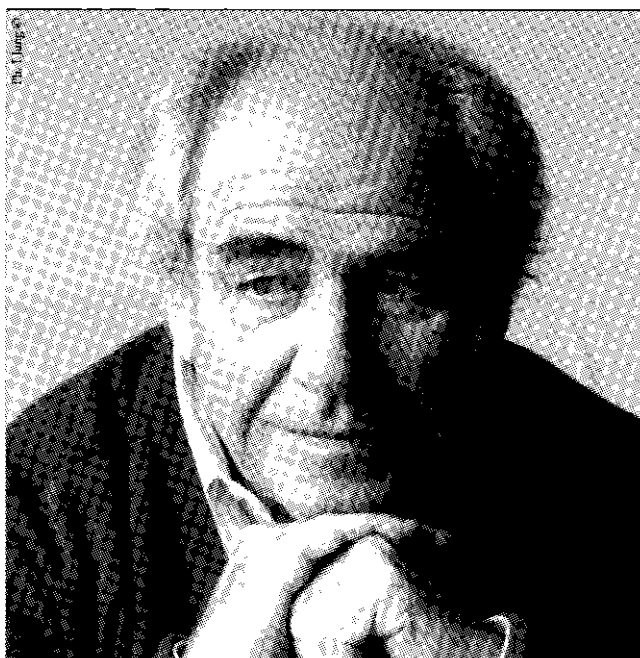


JEAN TIGANA

**NÉ À BAMAKO**, élevé à Marseille, Jean Tigana a réalisé une belle carrière de joueur. Le voilà sacré roi des entraîneurs. A la tête de l'AS Monaco, l'ancien coéquipier de Michel Platini en équipe de France a effectué une saison exemplaire. Accordant sa confiance à de jeunes espoirs comme Thierry Henry ou Sylvain Legwinski, le technicien a offert le titre de champion de France de football au club de la Principauté.

Lire page 21

Jean Baudrillard  
**LE PAROXYSTE INDIFFÉRENT**  
Entretiens avec Philippe Petit  
Grasset



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.



**ZAÏRE** Mobutu Sese Seko et Laurent-Désiré Kabila ont fini par se rencontrer dimanche 4 mai. Le président zairois a annoncé qu'il était prêt à confier le pouvoir à une au-

torité de transition. Le responsable de l'Alliance, dont les troupes sont maintenant à moins de 100 kilomètres de Kinshasa, exige que son mouvement dirige ce pouvoir tran-

sitoire. ● LE PRÉSIDENT sud-africain, Nelson Mandela, a été un des principaux artisans de cette rencontre. ● A KISANGANI, une des villes contrôlées par l'Alliance, la

population manifeste sa joie devant le départ annoncé du maréchal Mobutu. ● A KINSHASA, on est sceptique sur les chances de succès de l'« accord » intervenu dimanche

alors que d'autres scénarios visant au départ du président avaient été échafaudés (*lire aussi notre éditorial page 16 et nos informations page 32*).

## Le maréchal Mobutu tente de négocier son départ du pouvoir

Parrainée par l'Afrique du Sud et les Etats-Unis, la rencontre entre le président zairois et le chef de l'Alliance rebelle n'a pas encore permis d'organiser une transition pacifique. Laurent-Désiré Kabila semble décidé à pousser son avantage militaire

**LES PARRAINS** de la rencontre entre le président Mobutu Sese Seko et le chef de la rébellion zairoise Laurent-Désiré Kabila, dimanche 4 mai à bord du bâtiment sud-africain *Outeniqua*, étaient les seuls à faire preuve d'un peu d'optimisme quant aux résultats obtenus à l'issue de la réunion.

Nelson Mandela, le président sud-africain, et l'envoyé spécial de l'ONU, Mohamed Sahnoun, ont estimé que les quatre-vingt-dix minutes d'entretien entre les deux adversaires pouvaient ouvrir la voie à une transition pacifique à Kinshasa. Ils entendent organiser une deuxième rencontre entre M. Mobutu et M. Kabila, lesquels étaient, l'un et l'autre, repartis lundi vers leur « base » sans évoquer encore la

moindre possibilité d'accord entre eux.

La rencontre a, semble-t-il, permis aux deux parties d'exposer leurs positions afin que se dessine un éventuel scénario de passation des pouvoirs à Kinshasa, d'où les troupes de M. Kabila (l'AFDL, Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre) n'étaient plus, lundi, qu'à une centaine de kilomètres.

### « BONNE VOLONTÉ »

Mais la rencontre ne paraît pas être allée au-delà de cet exposé des positions de départ : aucun des deux protagonistes n'a donné son accord à l'autre ; tous deux ont dit qu'ils souhaitaient un délai de réflexion de huit à dix jours avant une éventuelle reprise de

leur conversation. A en croire la version de la rencontre donnée par M. Sahnoun, M. Mobutu « a proposé qu'un cessez-le-feu soit conclu, qu'une autorité de transition soit instaurée pour conduire à des élections comprenant l'élection d'un président et a offert de remettre le pouvoir à un président ainsi élu ». C'est la première fois que M. Mobutu, au pouvoir depuis trente-deux ans, laisse entendre qu'il est prêt à céder la place.

Toujours selon l'envoyé spécial de l'ONU, M. Kabila a fait la proposition suivante : « L'AFDL devrait prendre le pouvoir en tant qu'autorité de transition. (...) Le président Mobutu remettrait le pouvoir à une telle autorité et la fin des hostilités serait la conséquence

d'un tel processus ». « En tant que geste de bonne volonté, a poursuivi M. Sahnoun, M. Kabila a ordonné à ses troupes d'arrêter leur avance sur tous les fronts ». M. Kabila ne parle pas d'élections.

M. Sahnoun a encore déclaré : « Chaque partie est convenue d'examiner les propositions de l'autre et de communiquer ses conclusions au président Mandela », lequel « convoquera une réunion des deux parties dans un délai de huit à dix jours ».

### « COUP DE GUEULE »

Ces prochaines discussions auront pour objet « d'aplanir les divergences entre les deux parties », a indiqué le président Mandela, dans une courte déclaration à la presse, entouré d'un Laurent-Dé-

siré Kabila au sourire rayonnant, d'un côté, et, de l'autre, d'un Mobutu Sese Seko à l'air sombre et abattu. Les journalistes n'ont pas été autorisés à poser la moindre question. La rencontre a eu lieu après une semaine de péripéties diplomatiques qui ont vu M. Kabila faire attendre M. Mobutu, puis le président Mandela pousser un sérieux « coup de gueule » pour que M. Kabila accepte d'y participer.

Si le président zairois n'a pas dit mot à son retour au Zaïre, le chef de l'AFDL a, lui, immédiatement tenu des propos contredisant ceux que M. Sahnoun lui avait prêtés un peu plus tôt. De fait, passée la « conférence de presse » silencieuse, M. Kabila a fait une déclaration à l'agence

Reuter dans laquelle il affirme notamment : « Je veux que ce soit clair : un cessez-le-feu est hors de question ; mes forces continueront de progresser sur tous les fronts ». Il n'accorde aucun délai de réflexion à M. Mobutu, pas même les huit à dix jours devant précéder une deuxième rencontre. « Si nous atteignons Kinshasa avant huit jours, eh bien tant pis, mais nous ne pouvons attendre qu'il [Mobutu] veuille bien prendre une décision », a poursuivi M. Kabila.

Selon des sources locales citées par les agences de presse, des éléments avancés de l'AFDL se trouveraient à 65 kilomètres de l'aéroport de Kinshasa, lui-même situé à une trentaine de kilomètres à l'est de la capitale. — (AFP, Reuter.)

## L'Afrique du Sud dans le concert diplomatique des « Grands »

**JOHANNESBURG**  
de notre correspondant

Nelson Mandela a regagné l'Afrique du Sud, dimanche 4 mai, avec le soulagement et le mérite d'avoir réussi à maintenir l'espoir, même fragile, d'une solution négociée à la crise zairoise. C'est en effet grâce à lui que le face-à-face entre le président Mobutu et Laurent-Désiré Kabila a finalement eu lieu. Consacrant le rôle de premier plan joué par son pays, M. Mandela a usé de son autorité et de son prestige pour persuader les « frères ennemis » zairois de se rencontrer.

Jouant sur son sens du compromis, qui a fait de lui l'artisan du « miracle » sud-africain, le président Mandela a permis d'éviter que l'opération de médiation ne capote une fois de plus sous l'effet des tergiversations et des volte-face des deux parties. C'est lui, au terme d'un entretien téléphonique comminatoire avec M. Kabila, qui a convaincu ce dernier d'honorer sa promesse de rencontrer M. Mobutu. La veille, le refus, à la dernière minute, du chef de l'Alliance de se rendre sur le lieu du rendez-vous avait constitué le point culminant d'une longue série de contretemps hypothéquant jusqu'au dernier moment la tenue de la rencontre.

Finalement, tous ont été surmontés grâce à la volonté de l'Afrique du Sud — motivée par l'importance de son implication dans l'organisation de la rencontre — d'éviter un échec. Mise à disposition d'un bâtiment de guerre pour accueillir la réunion, présence de M. Mandela en maître de cérémonies, déploiement des plus hauts responsables du gouvernement : la di-

plomatie sud-africaine n'avait pas ménagé sa peine pour que ses efforts de médiation soient enfin récompensés.

Depuis la fin du mois de février, en effet, l'Afrique du Sud s'est instaurée en véritable plaque tournante des initiatives de paix. Après avoir reçu, à cette époque, des représentants des deux camps, Pretoria a accueilli, début avril, les premiers pourparlers entre les autorités de Kinshasa et la rébellion. Et c'est à l'issue d'une nouvelle série d'entretiens avec les deux parties que le président Mandela a annoncé, il y a trois semaines, avoir obtenu l'accord de principe de M. Mobutu et de M. Kabila pour un face-à-face.

### UN ACTEUR DE PREMIER PLAN

Après bien des attermolements, la rencontre a finalement eu lieu sur les côtes du Congo. Du rôle de simple « facilitateur » au début de son implication dans les efforts de conciliation, Pretoria est passé à celui d'acteur de premier plan. Mohamed Sahnoun, envoyé spécial de l'ONU et de l'OUA, chargé officiellement de la médiation, a paru s'effacer devant le président Mandela ces derniers jours. C'est d'ailleurs le chef de l'Etat sud-africain qui est chargé de maintenir le contact entre les deux parties zairoises et d'organiser les prochains pourparlers.

L'Afrique du Sud semble bien décidée à jouer jusqu'au bout le rôle prépondérant qu'elle a enfin choisi d'assumer dans les affaires du continent africain à l'occasion de la crise zairoise.

**Frédéric Chambon**

## A Kisangani : « Qu'il rende l'argent et les diamants ! »

**KISANGANI**

de notre envoyée spéciale

« Je ne m'attendais pas à ce que Mobutu annonce sa démission avec ce que je sais de lui. » Ce cadre élégant, vice-président de l'Alliance dans le Haut-Zaïre, avoue sa surprise. Dimanche soir, atterré au Congo Palace, il attend, prudent, « de voir que ça se réalise ». A l'en croire, le peuple, ici, n'a jamais souhaité le dialogue. Alors, le cessez-le-feu qu'aurait promis Kabila va devoir attendre.

A quelques mètres de là, Paul, un jeune étudiant au titre pompeux de « secrétaire cellulaire de base de l'Alliance », exprime une joie volatile. « Pas question de cessez-le-feu. Il faut que Mobutu sente la force des autres quand ils vont entrer à Kinshasa. C'est la seule façon de revenir à un Etat de droit ». Devant les regards incrédules de ses copains, il finit par admettre qu'« il faut une concession puisqu'il y a une négociation. On ne veut pas que le sang coule ».

Loïn du Congo Palace, dans la cité des fonctionnaires de l'université, le bibliothécaire et deux chefs de travaux, à la quarantaine solide, dînent dans la fraîcheur qui tombe. L'un, d'emblée, préfère que « ceux qui ont eu le courage de renverser Mobutu aillent jusqu'au bout ». Pour son voisin, en revanche, « on risque de remplacer une dictature par une autre. Les gens ont soif d'autre chose ». Le chef de l'Alliance a pris le pouvoir par les armes : va-t-il instaurer la démocratie, se demandent ses trois voisins ? « Par le pouvoir, on devient facilement corrompu. » « Ce sont les mêmes méthodes que celles utilisées il y a trente-cinq ans par Mobutu », souligne-t-on encore avec gravité.

Autre problème : la gestion économique. « Après la libération politique, il faut la libération du ventre », ironise-t-on. A Kisangani, l'approvisionnement est devenu très difficile depuis quelques semaines et les salaires ne sont pas plus payés par la nouvelle administration que par l'ancienne. Pour tous, la popularité de Kabila augmente « parce qu'il chasse le dictateur ». « Mais l'Occident et les Blancs, ajoute-t-on, doivent arrêter de souffler le chaud et le froid. Ce sont les mêmes qui ont donné des armes à Mobutu et à Kabila. C'est encore eux qui décident, peut-être, là-bas, sur le bateau. Mobutu, pour eux, n'est qu'un bon à rien, ils le jettent maintenant et ils valorisent peut-être un nouveau support local. »

### « PAS DE CESSEZ-LE-FEU ! »

Dans le quartier populaire de Kabudo, au « zéro » (le carrefour, en langue locale), les « mamans », qui vendent leur poisson frit à la lumière des lampes-tempête sont les plus véhémentes. « Ce n'est pas normal que que je sois là, à vendre encore la nuit, alors que mes enfants m'attendent à la maison. Que Mobutu parte. Qu'il rende tout ce qu'il a volé ! ». Dans les bars en plein air avoisinants, en cette nuit de dimanche, les jeunes viennent danser et boire la bière Primus, prêts à s'enflammer contre Mobutu. « Les parents ne sont pas payés. Nous, les enfants, devons chercher de quoi manger. Nous ne pouvons étudier. Qu'il rende l'argent et les diamants ! Pas de cessez-le-feu avant qu'il soit loin ! ».

**Danielle Rouard**

## Le chef de l'Etat zairois devait se retirer pour raisons de santé...

**KINSHASA**

de notre envoyée spéciale

La volonté américaine et la patience sud-africaine ont finalement été récompensées : les frères ennemis zairois se sont rencontrés. Le président Mobutu Sese Seko et le chef rebelle, Laurent-Désiré Kabila, se sont entretenus pendant une heure et demie en présence de Nelson Mandela et de Mohamed Sahnoun, l'émissaire conjoint des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à bord de l'*Outeniqua*, un bâtiment de la marine sud-africaine ancré dans le port de Pointe-Noire, la capitale économique du Congo. Sur ce point, Américains et Sud-Africains ont des raisons d'être satisfaits.

Quarante-huit heures d'efforts, d'abnégation et d'humilité — la rencontre était initialement prévue vendredi 2 mai — auront été nécessaires aux délégations américaine et sud-africaine pour faire asseoir à la même table le chef de l'Etat zairois et le patron de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL). Mais le président Nelson Mandela et Bill Richardson, l'ambassadeur américain aux Nations unies, envoyé spécial de Bill Clinton au Zaïre, n'ont pas obtenu ce qu'ils voulaient : M. Mobutu et M. Kabila ont quitté l'*Outeniqua* sur des positions inconciliables... Sur ce point, Américains et Sud-Africains ont des raisons d'être déçus.

Le maréchal Mobutu a proposé l'instauration d'un cessez-le-feu, la mise en place d'une autorité de transition chargée de négocier avec la rébellion et de conduire le pays à des élections générales multipartites et la transmission de tous ses

pouvoirs à son successeur désigné par les urnes. Laurent-Désiré Kabila, de son côté, a exigé que l'Alliance qu'il dirige devienne l'âme de cette autorité de transition, qu'elle ait le pouvoir de décider quelles autres forces politiques seront appelées à gérer les affaires à ses côtés et que le président Mobutu lui transmette tous ses pouvoirs.

La délégation américaine de Bill Richardson avait demandé, lundi 28 avril, au maréchal Mobutu de

la présidence du HCR-PT l'un de ses fidèles, Mandungu Bula Nyati, partisan d'une fraction de l'opposition radicale. La manœuvre était à deux doigts de réussir mais la classe politique, flairant le danger, n'est pas tombée dans le panneau. Elle a, en réaction, relancé la candidature de M<sup>re</sup> Laurent Monsengwo, l'archevêque de Kisangani, qui avait démissionné de ce poste en janvier 1996, le laissant vacant. Le HCR-PT devrait se réunir pro-

que la délégation américaine ne serait pas là.

Il y a peu de chances que ce camouflet diplomatique et politique soit gommé par la prochaine rencontre entre les deux hommes. M. Kabila est en passe de conquérir le Zaïre par les armes. Il est porté par une vague populaire qui voit en lui le tombeur du dictateur. Pourquoi donc irait-il s'embarasser de finasseries politiciennes alors que le pays sera sien dans quelques jours s'il le souhaite ? Les Forces armées zairoises (FAZ) n'ont opposé de résistance aux troupes de la rébellion qu'en de rares endroits, se montrant plus enclines à piller ceux qu'elles étaient censés protéger qu'à se battre contre un ennemi décidé. Un improbable baroud d'honneur des FAZ ne ferait que retarder l'échéance.

Heureux d'en finir avec trente-deux ans de mobutisme, les Zairois n'en sont pas prêts pour autant à signer un chèque en blanc à M. Kabila. Ils viennent de vivre sept ans de transition chaotique dans des conditions matérielles extrêmement difficiles. Ils veulent les élections démocratiques qu'on leur promet depuis belle lurette. Ils ne supporteraient pas de sombrer dans une nouvelle forme de dictature.

Ils aiment le Kabila vainqueur de Mobutu, mais ils ne veulent pas d'un Kabila interdisant l'activité des partis politiques dans les territoires qu'il contrôle. Ils ne veulent pas non plus de celui dont les hommes pourchassent les réfugiés rwandais jusqu'au cœur de la forêt équatoriale.

**Frédéric Fritscher**

(Publicité)

**COMITÉ DE VIGILANCE**  
**POUR UNE PAIX RÉELLE AU PROCHE-ORIENT**

\*\*\*\*\*

### Manifeste

Fruit d'un demi-siècle d'ambiguïté diplomatique, d'évaluations erronées et de violences impunies, la situation des peuples du Moyen-Orient est dramatique. Au-delà de la crise des rapports israélo-palestiniens, toujours centrale, d'autres pays voisins sont fortement menacés. De fait, la Méditerranée tout entière est mise en danger. En France, l'opinion est soumise à une intimidation intellectuelle d'un rare acharnement, notamment de la part des médias. Les droits civiques et politiques arabes y sont relativisés jusqu'au mépris. Les agissements d'Israël, dans la poursuite d'objectifs contraires au droit des gens, aux décisions des Nations unies et à ses propres engagements, passent pour légitimes ou excusables.

En plaçant Israël au-dessus des obligations du droit international, en assurant à ses manquements une impunité sans analogue, la communauté internationale se met dans l'impossibilité d'œuvrer efficacement en faveur de la paix. Or, dénoncer l'impunité de l'Etat d'Israël et ses justifications fallacieuses, appliquer les critères du droit commun au jugement de sa politique, c'est non seulement servir la paix, mais rendre justice aux peuples arabes et faire honneur aux citoyens israéliens.

Dans le respect de la diversité de nos opinions politiques, philosophiques et religieuses, la démarche de notre Comité entend se fonder sur une triple détermination de principe : démocratique, laïque et rigoureusement attachée à la Déclaration universelle des droits. C'est pourquoi, tout en condamnant les horreurs du génocide nazi, nous refusons la sacralisation de l'Etat juif, sur fond de culpabilité et de chantage systématique à l'antisémitisme. Nous refusons les disputes théologiques ou confessionnelles qui tendent à peser sur les rapports de force politiques et à alimenter les divers intégrismes et communautarismes en compétition. Nous dénonçons l'attitude des puissances occidentales et leur inféodation aux intérêts de l'hégémonie des Etats-Unis dans la région.

En conséquence le comité se donne pour tâche d'agir sur l'opinion par tout moyen approprié pour :

— Soustraire les analyses du contentieux israélo-arabe aux brouillages bibliques et à l'instrumentalisation du génocide.

— Dénoncer le lien de subordination réciproque israélo-américain et les immunités exorbitantes qui en découlent au bénéfice d'Israël.

— Résister à l'intimidation médiatique, au chantage à l'antisémitisme et à la désinformation en faisant, en particulier, connaître la situation quasi concentrationnaire du peuple palestinien, victime de dispositifs d'apartheid et exposé à des spoliations de toutes sortes.

— Favoriser un traitement diplomatique du contentieux israélo-arabe basé sur le droit commun des relations internationales, l'application des résolutions des Nations unies et le respect des engagements internationaux pris, notamment, en faveur de l'Autorité palestinienne.

— Favoriser l'expression des courants de progrès existant tant dans les pays arabes qu'en Israël et encourager dans toute la région la restauration de souverainetés populaires authentiques, respectueuses des règles démocratiques.

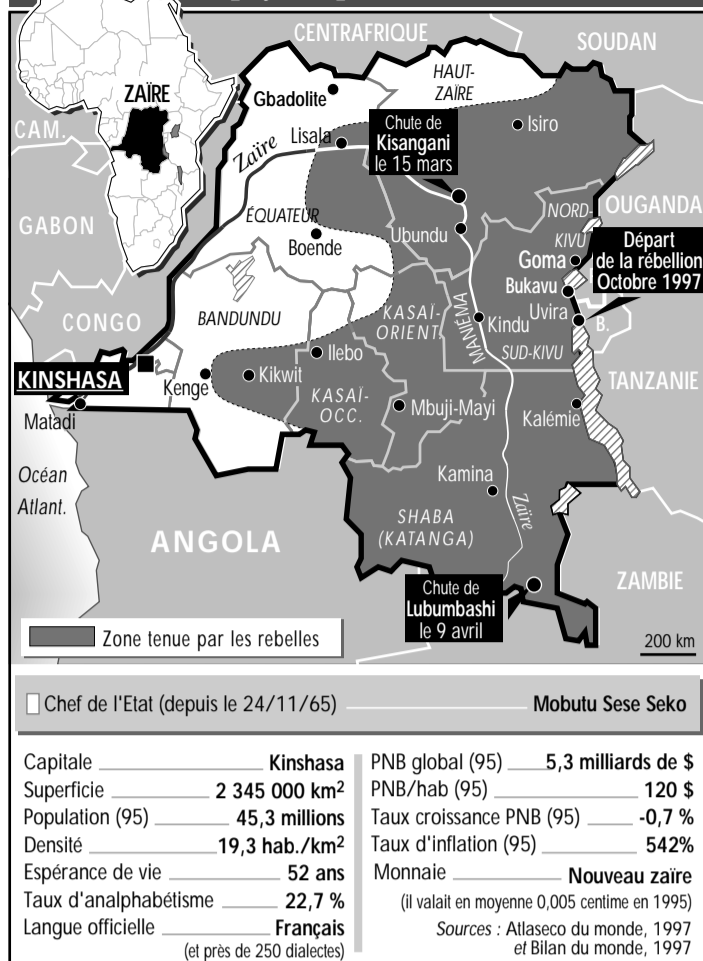
— Montrer qu'une paix réelle assurant la justice et le respect de l'autre garantirait la sécurité d'Israël et de ses voisins plus que les recours aux armes, fussent-elles nucléaires.

En agissant de la sorte, le **COMITÉ DE VIGILANCE** est convaincu d'apporter sa contribution à l'avènement d'une paix réelle et durable au Proche-Orient, fondée sur des accords respectueux des décisions des Nations unies, librement négociés, démocratiquement ratifiés et internationalement garantis.

Ont signé, pour le CVPR, les membres du conseil d'administration : MM. D. Ballereau, T. Bianquis, M. et M<sup>me</sup> G. Bloch, MM. G. Bois, M. Buttin, J. de la Perrière, L.-J. Duclos, R. du Moulin, M. et M<sup>me</sup> I. Ekeland, M. B. Hallaq, M<sup>me</sup> H. Abid, G. Jasser, MM. G. Labica, J.-M. Lévy-Leblond, J. Milliez, M<sup>me</sup> J. Olivier, MM. J. Paoli, J. Sanchez.

Tous ceux qui approuvent ce texte de référence, adopté par l'assemblée générale du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR) du 30 novembre 1996, sont invités à manifester leur soutien en envoyant leur signature assortie d'un chèque à l'ordre du CVPR (pour couvrir les frais de publication) : CVPR, BP n° 8, 92292 CHATELAIN-MALABRY CEDEX. Pour adhérer (200 F par an), même ordre, même adresse.

## Un pays en plein bouleversement



## Un dictateur affaibli par la maladie

LES GRAVES problèmes de santé auxquels est confronté le maréchal Mobutu, depuis plusieurs années, ont sans aucun doute joué un rôle important dans l'évolution de la situation zaïroise. Atteint d'un cancer de la prostate, il avait tardé à bénéficier de l'intervention chirurgicale que nécessitait son état.

Cette intervention fut pratiquée à Lausanne, le 22 août 1996 dans le service du professeur Hans Leisinger au Centre hospitalier universitaire vaudois. Elle fut suivie, comme c'est la règle, d'une radiothérapie et de traitements hormonaux qui permirent une stabilisation de la maladie en dépit de la présence de nombreuses métastases (*le Monde* du 2 novembre 1996). Cette stabilisation fut toutefois obtenue grâce à une radiothérapie très intense qui, localement, provoqua d'importantes lésions de nature hémorragique. Cette situation imposa une longue convalescence ainsi qu'une nouvelle hospitalisation, en mars dernier, à Monaco.

Les médecins du président zaïrois devaient notamment faire face à une importante anémie qui

réduisait notablement l'autonomie du malade et imposait le recours à des transfusions sanguines.

Cette situation douloureuse et très handicapante explique notamment les difficultés rencontrées par le président zaïrois pour se rendre à la rencontre prévue avec le chef des rebelles. Cet état ne peut aller qu'en s'aggravant, ce qui conduit le plus souvent les chirurgiens urologues à proposer une utérostomie cutanée, intervention qui consiste à dériver les deux uretères à la peau et qui permet, un temps, d'améliorer l'état du patient.

S'ils interdisent, en pratique, d'avoir une activité normale, tous ces éléments ne permettent pas de faire un pronostic précis quant à l'espérance de vie du malade. Le cancer de la prostate, quand il répond favorablement à l'hormonothérapie peut évoluer que très lentement, comme ce fut le cas chez François Mitterrand. L'expresident zaïrois a confié à ses médecins que cet exemple l'aidait à surmonter l'épreuve.

Jean-Yves Nau

## De l'assassinat de Lumumba à l'élimination de Tschombé

LAURENT-DÉSIRÉ KABILA, le responsable de l'Alliance, a toujours affirmé son soutien à la mémoire de Patrice Lumumba, le « père » de l'indépendance congolaise. Celle-ci à peine proclamée, le 30 juin 1960, s'ouvre une période de chaos marquée notamment par la crise sécessionniste du Katanga.

Profitant des rivalités personnelles qui opposent le chef du gouvernement, Patrice Lumumba, et le président de la République, Joseph Kasavubu, le colonel Mobutu organise et réussit son premier coup d'Etat. Le 14 septembre 1960, il annonce la « neutralisation » des deux hommes et promet de faire « appel aux techniciens congolais et aux spécialistes étrangers pour sauver le pays ». En fait, ce coup d'Etat ne vise qu'à éliminer Lumumba.

## UN PRISONNIER ENCOMBRANT

Placé en résidence surveillée, ce dernier sera incarcéré, après une tentative d'évasion, et livré, en janvier 1961, aux partisans de son ennemi juré, le dirigeant katangais Moïse Tschombé. En offrant ainsi le héraut de la nationalisme en gage de réconciliation aux combattants sécessionnistes, les autorités de Léopoldville entendent se débarrasser, du même coup, d'un prisonnier trop encombrant.

Qui a eu l'idée de remettre Patrice Lumumba à ses bourreaux ? Pour beaucoup d'observateurs, la réponse ne fait aucun doute : c'est son « poulain », le prétendument fidèle Mobutu, devenu général quelques jours plus tôt.

Atrociement torturé, le dirigeant nationaliste sera achevé, dans des conditions restées mystérieuses, après son transfert à Elisabethville (aujourd'hui Lubumbashi).

Le général Mobutu a désormais les mains complètement libres, même si elles sont tachées du sang de celui que hier encore il prétendait servir.

Sa position à la tête de l'armée (en voie de réorganisation, grâce à l'aide belge) fait de lui l'homme-clé de cette période mouvementée. Tandis que les diverses rébellions s'apaisent, la situation politique reste instable : le duel au sommet entre le président Kasavubu et Moïse Tschombé, qui a succédé à Patrice Lumumba au poste de premier ministre, s'achève par la défaite de ce dernier. En octobre 1965, l'ancien dirigeant des maquis katangais est révoqué et réduit, une nouvelle fois, à l'exil. Lumumba éliminé, Tschombé écarté, ne reste plus, comme rival politique, que le président Kasavubu. Le général Mobutu n'en fera qu'une bouchée.

Pressé d'en finir avec l'ancienne équipe dirigeante, le putschiste victorieux fera pendre en public l'ex-premier ministre Evariste Kimba, à l'issue du tristement fameux « procès de la Pentecôte ». Plus tard, en 1967, il tentera d'éliminer Moïse Tschombé en le faisant enlever en plein ciel. L'avion se posera à Alger, où Tschombé mourra en détention, terrassé par une crise cardiaque, selon la version officielle.

C. S.

## Le crépuscule du maréchal « Poussière »

Le président Mobutu a largement contribué à la ruine du Zaïre, un des pays les plus riches d'Afrique

NI SON PRÉNOM chrétien, Joseph-Désiré, ni l'interminable surnom Sese Seko Kuku Ngbendu wa za Banga (« *Intrépide guerrier terreur des poules* ») dont il se gratifia lui-même, en 1972, quand furent décrétées les fameuses « lois de l'authenticité », ne resteront gravés dans les mémoires. Comme par une ironie fortuite de l'histoire, c'est sous le nom de Mobutu, que le tout-puissant président du Zaïre rejoindra la cohorte des chefs d'Etat déçus.

Né le 14 octobre 1930, à Lisala, une modeste localité de la région de l'Equateur située au bord du fleuve Congo (aujourd'hui Zaïre), le jeune Mobutu s'initie au français et au football chez les missionnaires belges. Son père y est employé comme cuisinier. « *Les curés m'élevaient. Leur seul enseignement était l'honneur de Dieu et le respect du Belge* », s'agace le futur chef d'Etat, qui n'en sera pas moins enfant de chœur.

Elève turbulent, volontiers chahuteur, il verra ses études brutalement interrompues, fin 1949, après une escapade jusqu'à Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa). Le fugueur est chassé de l'école et enrôlé d'office pour sept ans.

Le dégoût qu'il ressent pour la vie militaire ne l'empêche pas d'être promu sergent, en 1954, et affecté comme comptable au quartier général de Léopoldville. Les règles coloniales interdisant aux Noirs de devenir officiers, le jeune gradé rêve de journalisme.

En janvier 1956, le patron de *L'Avenir colonial belge* (prudemment transformé ensuite en *L'Avenir*) propose au sergent Mobutu de collaborer à la rédaction des « actualités africaines ». Ses articles, signés du pseudonyme J. Debanzy, se terminent rituellement par un vibrant « *Vive la Belgique !* ». Dans les locaux de *L'Avenir*, le sergent-journaliste Mobutu rencontre Patrice Lumumba, le militant anticolonialiste qui vient de créer le Mouvement national congolais (MNC).

Une fois sorti de l'armée, Mobutu devient secrétaire du MNC. Le Congo, comme le reste du continent, connaît les premiers soubresauts sanglants de la lutte anticoloniale. Les émeutes se multiplient. En juin 1960, au moment de l'indépendance, la carrière politique du jeune Mobutu prend vraiment son départ. Patrice Lumumba ayant été nommé premier ministre, lui-même devient secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil du gouvernement. Et il prend du galon : l'ancien sergent est promu chef d'état-major des armées, avec le grade de colonel. Après s'être débarrassé de ses principaux rivaux - Patrice Lumumba, Moïse Tschombé et Joseph Kasavubu (*lire ci-contre*) - il prend tous les pouvoirs le 24 novembre 1965. La Constitution est suspendue, le Parlement dissous.

S'il aime à évoquer « *la sagesse bantoue* » qui « *fait taire les divergences* », le nouveau chef d'Etat veut forger, sans pitié, l'unité de cet immense conglomerat d'ethnies qu'est le Zaïre, vaste comme près de cinq fois la France. « *Vous croyez que je suis un dictateur ? C'est très exactement le contraire ! Je suis le pèlerin de l'unité nationale* », clame, à qui veut l'entendre, le (désormais) maréchal Mobutu, dont les premières années de « règne » seront magistralement décrites par V. S. Naipaul, dans le roman *A la courbe du fleuve* (Albin Michel, 1982). Les étudiants contestataires sont mitraillés, les syndicalistes arrêtés, le droit de grève suspendu et les partis politiques interdits. « *Nos colonisateurs belges nous ont légué le multipartisme, en même temps que la redingote et le nœud papillon* », dit-il : autant de « plaies », selon lui, dont il faut guérir le pays au plus vite.

En 1970, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), qu'il a créé trois ans plus tôt, devient parti unique. Tout citoyen zaïrois en sera bientôt décrété « *membre de naissance* ». Et c'est avec pratiquement 100 % des voix que le grand « pacificateur » de l'ex-Congo belge est élu président à vie. Contemporain des bouffons sanguinaires que furent Idi Amin Dada en Ouganda ou Jean-Bedel Bokassa en République centrafricaine, le nouveau maître du Zaïre monopolise désormais, lui aussi,

toutes les manettes du pouvoir. Tour à tour fasciné par de Gaulle, Tchong Kaï-chek ou Mao (à un retour de Chine, il décidera de se faire appeler « *Grand Timonier* »), séduit par Ceausescu, impressionné par la reine d'Angleterre, flirtant avec les Israéliens (qui formeront, jusqu'en 1973, les unités d'élite zaïroises) avant de se lier d'amitié avec le roi du Maroc (qui l'aidera à sortir victorieux des deux « guerres du Shaba », à la fin des années 70), le président Mobutu affiche son attrait des puissants. Sans pudeur, mais non sans une certaine naïveté puérile. Ainsi se vantera-t-il, parlant de George Bush, de l'avoir déjà rencontré « *treize fois* ». Ou, évoquant un voyage officiel à Londres, d'avoir

célébré dans les capitales occidentales. L'annonce du multipartisme, en avril 1990, ne contribue en rien à calmer les esprits. Le massacre des étudiants du campus de Lubumbashi, en mai 1990, et les polémiques que l'événement suscite en Belgique vont sceller la rupture entre Bruxelles et Kinshasa. Fin septembre, le « coup de grâce » occidental est donné : à l'issue de la première grande vague d'émeutes qui ravage Kinshasa, la France et la Belgique évacuent leurs ressortissants.

L'extinction progressive des affrontements Est-Ouest, ajoutée au vent de démocratisation qui s'est mis à souffler sur l'Afrique, ne fait que renforcer l'isolement du chef

Zaïre, les rebelles tutsis, dirigés par Laurent-Désiré Kabila, le vétéran marxiste de la lutte contre Mobutu, s'emparent de Goma, qui va rapidement devenir la base de leur avancée victorieuse. Le 2 novembre, on apprend que le maréchal, soigné à Lausanne, souffre d'un cancer généralisé. Préférant la tranquillité de sa résidence de Gbadolite ou le confort de son luxueux yacht, le *Kamanyola*, aux bousculades de Kinshasa, le vieil homme à la toque de léopard était devenu, depuis longtemps, aux yeux des Zaïrois, une sorte de géant invisible.

Le 17 décembre, alors que la rébellion continue à gagner du terrain et que les réfugiés errent de camp en camp, le maréchal, après quarante-quatre jours de « convalescence » passés dans sa villa des environs de Nice, revient à Kinshasa. Il est accueilli en sauveur par une population qui ressent comme une humiliation la dissidence du Kivu et attend une reprise en main d'une armée transformée en bandes hétéroclites de pillards. Progression des rebelles, impossibilité de mettre au point une quelconque contre-offensive : le 9 janvier, lorsqu'il retourne en France pour de nouveaux examens médicaux, son cortège est sifflé par la population de Kinshasa.

Le 21 mars, alors que Mobutu revient en catimini dans la capitale zaïroise, Laurent-Désiré Kabila, lui, est accueilli en libérateur à Kisangani, la capitale du Haut-Zaïre, tombée sans coup férir le 15 mars. Alors qu'à Kinshasa le pouvoir se délite - trois premiers ministres en moins de trois semaines - la chute de Lubumbashi, la capitale du Shaba, le 9 avril semble sonner définitivement le glas de la carrière politique de Mobutu, le maréchal « Poussière ».

Catherine Simon

Au début des années 80, la « cagnotte » du « citoyen-président » est considérée comme l'une des cinq plus grosses fortunes du monde. Son patrimoine personnel équivaut, dit-on, au volume de la dette extérieure du pays

« *logé quarante-huit heures à Buckingham Palace* ».

Le fait que, dans ce petit panthéon personnel, les personnalités africaines ne soient qu'une poignée peut sembler surprenant. Ne pouvant se prévaloir du titre de « *père de l'indépendance* », le président putschiste, dont les pays occidentaux se servaient longtemps comme d'un rempart contre l'influence soviétique, est en mal de modèle auquel se référer. Sa philosophie de l'« *authenticité* », qui vise à « *débarrasser le Zaïre des scories de la culture coloniale* », se traduit, notamment, par la proscription des prénoms chrétiens et l'invention de l'« *abacost* » (abréviation de « *à bas le costume* »), « *une tenue moderne, pratique, bien adaptée à notre climat* » que le « *citoyen-président* » Mobutu agrémente de accessoires personnels, toque de léopard et canne sculptée à double tête d'oiseau.

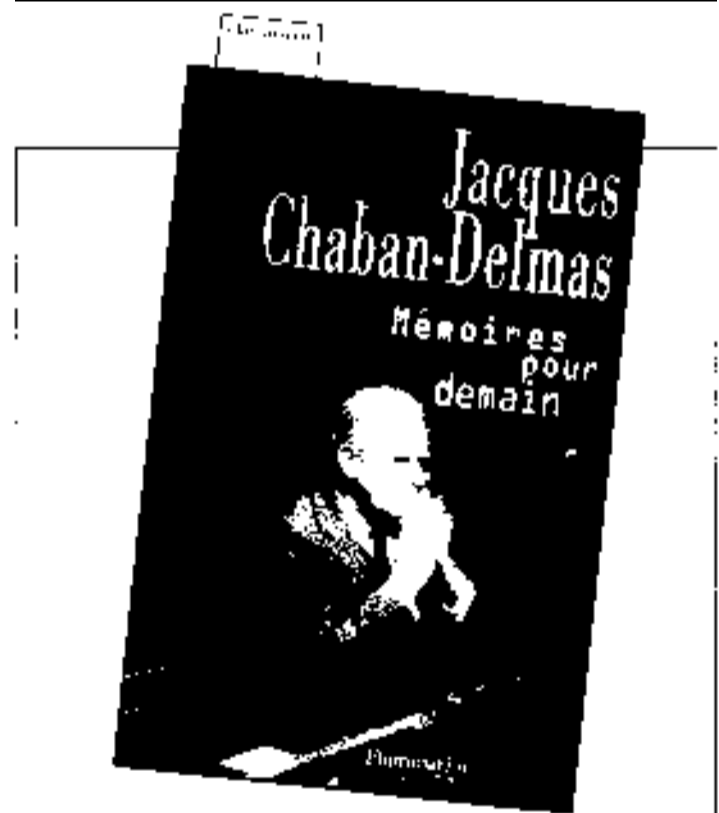
La « *zaïrianisation* » conduit, début 1974, à la nationalisation des grandes compagnies minières, dont la Gécamines (Générale des carrières et des mines), qui exploite les immenses réserves de cuivre du Shaba, mais extrait aussi le cobalt, le zinc, le manganèse, l'or, l'argent ou l'uranium. Cette politique ne profite pas à la masse misérable des « *citoyens* » zaïrois, qui assistent, impuissants, au dépeçage des richesses du pays au profit des proches du président.

Celui qui se fait appeler le « *Guide* » cultive, à l'égard des Blancs, un humour anticolonial de bon aloi. « *Certains d'entre eux prétendent aimer notre pays, mais c'est à la façon dont le braconnier aime l'éléphant !* », lancera-t-il, en guise de boutade. Le repliement, hélas, pourrait lui être retourné. Utilisant les ressources nationales comme son argent de poche personnel, il contribue, très largement, à la ruine d'un pays donné, potentiellement, comme un des plus riches du continent. Rongé par la corruption et le clientélisme, le Zaïre devient très vite le royaume du « *matabiche* » (pot-de-vin).

Au début des années 80, la « cagnotte » du premier grand serviteur de l'Etat est considérée comme une des cinq plus grosses fortunes du monde. A l'époque, le patrimoine personnel du « *citoyen-président* » équivaut, dit-on, au volume de la dette extérieure du Zaïre. Pendant ce temps, dans les bidonvilles surpeuplés de Kinshasa, les plus chanceux doivent se contenter d'un repas par jour.

L'aide internationale continue, cependant, de tomber à un rythme régulier. Il faudra attendre 1990 avant que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, impuissants à convaincre le Zaïre à faire preuve d'un minimum de rigueur et de transparence, se décident à couper les ponts.

La guerre du Golfe, durant laquelle le Zaïre présidera le Conseil de sécurité des Nations unies, n'offrira qu'un bref sursis au régime du président Mobutu, dont le crédit s'effrite à une vitesse ac-



## Jacques Chaban-Delmas

Que restait-il du message de de Gaulle ?

Comment adapter notre pays aux mutations en cours ?

Comment faire face aux nouveaux défis de la mondialisation ?

Qu'est-ce qu'un homme politique ? Un homme d'état ?

Autant de questions sur lesquelles "Chaban", en témoin averti, s'interroge sans complaisance.

Flammarion

# Le nouveau gouvernement britannique se veut plus « européen »

Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a annoncé que Londres allait ratifier la charte sociale européenne et affirmé qu'il souhaitait « sortir la Grande-Bretagne de son isolationnisme et de son chauvinisme »

Alors que le premier ministre, Tony Blair, devait terminer, lundi 5 mai, la formation de son cabinet, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a indiqué que les travaillistes souhaitaient se rapprocher de l'Eu-

rope et mettre fin à la guérilla permanente que menaient les conservateurs contre tout ce qui venait du continent. Londres va prochainement ratifier la charte sociale européenne. Le secrétaire d'Etat à l'Europe,

Doug Henderson, incarnera dès lundi à Bruxelles la nouvelle approche britannique à l'égard de l'Union. Chargé d'instaurer un nouveau climat de coopération, Doug Henderson remplacera l'ambassadeur Stephen

Wall aux négociations de la CIG (la Conférence intergouvernementale). M. Blair entend donc que son gouvernement y soit représenté à un niveau hiérarchique élevé. Le premier ministre britannique devrait, en

outre, rencontrer le président américain Bill Clinton à l'occasion d'un sommet transatlantique qui se tiendra les 28 et 29 mai prochain à La Haye, a annoncé un porte-parole de Downing street.

## LONDRES

de notre correspondant

Le jour même de l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement Labour, la Grande-Bretagne a remporté sa première victoire sur le front européen : le grand prix de l'Eurovision a été attribué, samedi 3 mai, à Dublin, au groupe britannique Katrina and the Waves. Ce coup de chapeau tombe à point nommé pour symboliser l'espoir des partenaires européens de Londres qu'un nouveau climat remplace désormais la guérilla permanente que menait le gouvernement de John Major contre tout ce qui venait du continent.

Confirmant les promesses faites avant l'élection, le nouveau secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, l'un des plus réservés de la nouvelle équipe au pouvoir à l'égard l'Union européenne, devait annoncer dès le début de semaine

la ratification prochaine de la charte sociale que la Grande-Bretagne était la seule des Quinze à n'avoir pas accepté lors de la conclusion du traité de Maastricht. « C'est un nouveau chapitre qui s'ouvre dans les relations de la Grande-Bretagne avec l'Europe », a affirmé Robin Cook. Mais il a aussi rappelé qu'il y avait peu de chances que son pays fasse partie de la première vague d'accession à la monnaie unique.

## UN CALENDRIER CHARGÉ

Dans un entretien publié par le journal dominical *The Observer*, M. Cook a défini sa politique européenne comme un « engagement constructif » combiné avec une défense énergique des intérêts britanniques. « Nous voulons sortir la Grande-Bretagne de son isolationnisme et de son chauvinisme pour qu'elle devienne un leader de la



## Tony Blair forme une équipe jeune à l'image de sa majorité

### LONDRES

de notre correspondant

Tony Blair a très rapidement mis en place sa nouvelle équipe, même si la famille Blair semble avoir quelque peine à s'ajuster à sa nouvelle situation et à son déménagement prochain à Downing Street. Premier chef de gouvernement à avoir des enfants d'âge scolaire depuis un demi-siècle, il se sent à l'étroit dans son appartement de fonctions au « 10 » et a décidé de permuter avec son chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, dont la résidence au « 11 » était bien trop spacieuse pour un célibataire.

Vendredi 2 mai, M. Blair avait annoncé le nom de ses principaux ministres et les derniers membres du gouvernement devaient être connus lundi. Il y a peu de surprises par rapport au cabinet fantôme, sinon que plusieurs titulaires ont, contrairement à la tradition, changé d'attributions ou perdu leur poste, dont des membres de l'aile gauche du Labour. Signe que le nouveau premier ministre n'entend pas renoncer à exercer une autorité qui lui a si bien réussi dans sa conquête du pouvoir et entend récompenser fidélité et compétence. Les choses sont claires, M. Blair veut être le patron et éviter à tout prix l'image déplorable de division et d'indécision qui a tant nui à son prédécesseur, John Major.

Parmi les promus, Harriet Harman a conservé le dossier prioritaire de la sécurité sociale ; personnalité controversée et falote, elle est flanquée de Frank Field, qui a longtemps présidé la commission des Communes sur la « sécu » et est connu pour ses idées révolutionnaires sur le Welfare State. Que ce soit sur le financement des retraites et de la protection sociale, sur la responsabilisation des bénéficiaires – il ne veut pas que les allocations servent d'encouragement à la paresse –, nul doute que ses « réflexions audacieuses » vont susciter un débat animé. Autre

nomination-clé, celle de Donald Dewar, ex-chief whip (responsable de la discipline parlementaire) aux affaires écossaises. Cet avocat de Glasgow supervisera la mise en place du processus de dévolution. Ann Taylor, une fidèle, devient leader des Communes, position la plus importante à Westminster.

En dehors du cabinet, l'organisateur de la campagne de Tony Blair et son confident, Peter Mandelson, est promu ministre sans portefeuille chargé de veiller à l'application du programme du Labour. Ancien PDG de Jaguar, Geoffrey Robinson devient *paymaster general* et supervisera l'« initiative de financement privé », chargée d'inciter le secteur privé à investir dans les services publics. Les nouveaux ministres doivent décider, dès le milieu de la semaine, du contenu du discours que prononcera la reine lors de l'inauguration des Communes le 14 mai et qui annoncera au public le programme pour l'année du nouveau gouvernement.

## UNE REPRÉSENTATION DIVERSIFIÉE

Mais derrière ces nominations se dégagent les caractéristiques de la nouvelle majorité. Neuf des vingt-trois membres du cabinet sont des « quadras », dont Tony Blair qui, à quarante-trois ans, est le plus jeune. Il n'y a qu'un seul sexagénaire, Lord Richard, chef du groupe du Labour chez les Lords. L'équipe compte cinq femmes. Elles symbolisent leur entrée en force aux Communes (119, dont 101 travaillistes). On compte aussi 5 élus originaires du sous-continent indien (dont une femme) et 4 noirs (dont 2 femmes). Soixante-quatre députés ont moins de quarante ans et 173 la quarantaine sur un total de 419. Une petite moitié sont sortis de l'université – 68 seulement d'Oxford ou de Cambridge – et les hommes d'affaires, banquiers, consultants ou membres de conseils d'administration en complets rayés qui formaient le gros des rangs tories cèdent la place à des enseignants,

syndicalistes, avocats, travailleurs sociaux ou de collectivités locales.

Westminster connaît un véritable changement de génération, dû en particulier à l'ampleur de la victoire de jeudi : nombre de nouveaux députés s'étaient présentés sans aucune chance face à des caciques tories. Londoniens et Anglais du Sud reculent devant des représentants du nord de l'Angleterre ou d'Écosse. Originaires de milieux sociaux bien plus variés et modestes jusqu'à présent sous-représentés, ils devraient apporter non seulement du sang neuf dans une vieille institution mais une vision différente de la société. Une ère nouvelle s'ouvre au Royaume-Uni avec l'arrivée de ces nouveaux politiciens. Ils témoignent de l'existence d'un pays plus jeune, souvent plus ouvert et avec lequel les conservateurs avaient peu à peu perdu le contact, précipitant leur chute. Tony Blair a su les attirer sans leur faire trop de promesses.

Les tories tentent pendant ce temps de se remettre du désastre. Les ambitions s'aiguissent pour succéder à M. Major à la tête du parti, même si l'élection n'est pas prévue avant plusieurs semaines. Le principal candidat, l'ancien vice-premier ministre Michael Heseltine, a dû déclarer forfait après une nouvelle alerte cardiaque. La lutte risque d'être chaude, et de laisser des séquelles, les eurosceptiques – majoritaires – ne semblant pas prêts à tenir compte des aspirations de la minorité proeuropéenne représentée, depuis le retrait de M. Heseltine, par le chancelier de l'Echiquier sortant, Kenneth Clarke. Témoignage de cette amertume de lendemain de défaites sans précédent, cette courte lettre d'un P.J. Bridgwood publiée samedi dans le *Daily Telegraph* (conservateur) : « Monsieur, l'électorat a fait son lit, qu'il s'y couche. Quant à moi, je prends le ferry pour la France. Que Dieu aide la Grande-Bretagne ! »

P. de B.

## Le champion des « lib-dem »

LE PARTI LIBÉRAL-DÉMOCRATE a remporté quarante-deux sièges, doublant sa représentation aux Communes et réalisant leur meilleur score depuis les années 20.

### PORTRAIT

**Paddy Ashdown**  
a permis à son parti  
de doubler le nombre  
de ses représentants

Il peut en savoir gré à Paddy Ashdown. Ce battant a dynamisé la campagne du troisième parti britannique, coïncé entre les deux formations dominantes. Cet ancien Royal Marine a sillonné la campagne à bord de son hélicoptère, bondissant de circonscription en circonscription pour défendre sa couleur, le jaune, ses candidats – venus d'horizons très différents – et ses idées. Alors que tories et Labour se marquaient réciproquement, que Tony Blair gommait toutes les aspérités du programme traditionnel des travaillistes, collait aux conservateurs au plus près pour éviter d'effrayer les électeurs marginaux et que John Major ressassait la même rengaine, il a apporté un souffle d'air frais dans la campagne.

Né en 1941 à New-Delhi, Paddy est depuis 1983 député de Yeovil, dans le Somerset, et dirige les « lib-dem » depuis 1988. Il a apporté une vision, du courage – en promettant une hausse des impôts pour financer l'amélioration d'un système scolaire unanimement contesté – et une personnalité hors du commun.

P. de B.

## Retour d'exil controversé pour le prétendant au trône d'Italie

### ROME

de notre correspondant

Romano Prodi, président du conseil italien, ne pensait sans doute pas réveiller autant les souvenirs douloureux du passé en annonçant qu'un projet de loi allait être déposé pour annuler une disposition oubliée de la Constitution, celle qui condamne à l'exil la famille royale italienne. Plus personne ne prêtait attention à ce texte stipulant qu'à compter du 2 juin 1946, « les ex-rois de Savoie, leurs consorts et descendants mâles ne peuvent ni pénétrer, ni séjourner, sur le territoire national » et que leurs biens sont alloués à l'Etat.

Plus de cinquante ans après l'instauration de la République, Romano Prodi a sans doute jugé que l'heure était venue de tirer un trait sur ce bannissement inscrit dans la charte de l'Etat. Depuis le 2 juin 1946, un référendum avait en effet décidé – par 2 millions de voix de majorité – de mettre fin à la monarchie et de proclamer la République. L'affaire est donc désormais largement entendue. Umberto II, successeur désigné de Victor-Emmanuel III après son abdication en sa faveur le 9 mai 1946, avait d'ailleurs quitté immédiatement le pays. Aujourd'hui, son fils Victor-Emmanuel IV

pourra donc très prochainement – si le texte est adopté – revenir en Italie. La nouvelle a été diversement appréciée dans les milieux politiques. « Un acte juste et tardif » pour la droite, tandis que les néo-communistes ont d'ores et déjà annoncé qu'ils s'y opposeraient au Parlement. Victor-Emmanuel IV, depuis Genève, a fait savoir qu'il s'agissait « d'un pas en avant vers la solution d'un problème douloureux ».

Sollicité de toutes parts, le prétendant au trône d'Italie – auquel il affirme ne pas renoncer bien que reconnaissant la République – a commis le premier impair alors que la voie du retour n'est qu'à peine entrouverte. Interrogé sur le point de savoir s'il a l'intention de demander des excuses symboliques à la nation pour les lois raciales que son grand-père a cosignées avec Mussolini, Victor-Emmanuel, soixante ans, répond à la télévision : « Non ». « Pourquoi non », lui demande-t-on. « Parce que j'étais à peine né et que ces lois n'étaient pas si terribles ».

Devant le tollé suscité par cette attitude, Victor-Emmanuel fait marche arrière dès le lendemain, vendredi 2 mai, affirmant que « ces lois raciales furent une grave erreur » et rend hommage aux

victimes de l'Holocauste. Mais il est trop tard. Le passé de collaboration de son grand-père avec Mussolini refait surface. Et chacun de se demander s'il n'est pas préférable de laisser où ils sont le prétendant à la couronne italienne et son fils de vingt-cinq ans, Emmanuel-Philibert. Les lois raciales adoptées le 1<sup>er</sup> septembre 1938 prévoyaient notamment l'expulsion des juifs étrangers et la perte de la citoyenneté pour ceux qui l'avaient obtenue depuis 1918. L'enseignement public leur était également interdit.

Victor-Emmanuel a bien essayé d'expliquer que son grand-père « était personnellement contre, qu'il avait essayé de les atténuer », la gaffe qu'il a commise paraît inadmissible aux yeux de la communauté juive et témoigne « d'une grande ignorance historique », selon la présidente Tullia Zevi. Au sein même du conseil des ministres, Carlo Azeglio Ciampi, ministre du Trésor, le seul à avoir vécu les événements d'il y a cinquante ans, a estimé que « ce sont des expériences qui ne peuvent être oubliées », ce qui ne signifie pas forcément, selon lui, qu'il faille pour autant décréter un « ostracisme éternel ».

Michel Bôle-Richard

## L'infante d'Espagne épouse un roi du ballon

### MADRID

de notre correspondante

Collée à sa télévision l'Espagne retient son souffle. En direct ou presque, du palais de la Zarzuela à Madrid, elle a assisté à la « pétition de mano », c'est-à-dire à la demande en mariage de l'année : celle de l'infante Cristina Federica Vitoria Antonia de la Santissima Trinidad de Bourbon et Grèce, trente et un ans, deuxième fille des souverains espagnols, et troisième dans l'ordre de succession à la couronne.

Le prétendant, lui, a vingt-neuf ans et s'appelle Iñaki Urdangarin. C'est tout ? Oui c'est tout : ni titre, ni sang bleu, ni rien de ronflant, sauf 1,96 mètre de muscles sur 99 kilos bien entraînés qui lui ont valu de faire partie cent-vingt fois des sélections internationales de handball. Un sport qu'il pratique avec brio dans l'équipe de Barcelone. Ajoutez à cela une famille catholique basque irrécusable (ils sont sept enfants) ; des études chez les jésuites et les maristes, sans compter des yeux bleus et un visage ouvert, sous des cheveux blonds coupés courts, et vous obtenez le nouveau profil du genre royal idéal. D'autant que – quelle aubaine pour un souverain confronté aux humeurs nationalistes qui écartèlent son pays ! –, celui-là ne cesse de répéter : « Je suis basque, je vis en Catalogne et je me sens espagnol ».

Aucun calcul donc, de ces marieuses de cour qui lorgnent avec envie sur le pauvre prince des Asturies, l'héritier du trône peu pressé semble-t-il – entre une discrète idylle américaine et une autre italienne – de prendre officiellement femme. Aucune chausse-trape de salon entre branches finissantes, et lignages en perte de vue. Rien que l'amour, nous dit la presse du « corazon », hystérique ces jours-ci. Une histoire simple, en somme : la fille du roi épouse le roi du ballon.

Cristina, sympathique et émancipée, est aussi la

première de la famille, paraît-il, à posséder une carte de sécurité sociale, car après de solides études en sciences politiques à Madrid et en relations internationales à New York, elle s'est mise à travailler, il y a cinq ans, à la fondation culturelle de la Caixa, à Barcelone, la grande caisse d'épargne.

Comme n'importe quelle salariée elle va dans les restaurants bon marché à midi, et comme n'importe quelle jeune femme elle surveille sa ligne : « Si je ne fais pas attention, aurait-elle confié à une amie, d'infante je me retrouverais facilement éléphante... » Sportive convaincue (elle a hérité de son père la passion de la voile), c'est justement aux J.O. d'Atlanta, l'été 1996, où l'équipe espagnole de handball a décroché une médaille de bronze, que les deux jeunes gens se sont rencontrés. Un coup de foudre immédiat, resté longtemps secret.

## LE SOURIRE CRISPÉ DES BASQUES

Les noces n'auront lieu qu'à l'automne à Barcelone, mais pour l'Espagne qui a déjà marié une infante, il y a deux ans (Elena), et ne s'en lasse pas, tout est passé au second plan. Les politiciens, toutes affaires cessantes, ont dû sacrifier aux félicitations. Le sourire le plus crispé aura été celui des indépendantistes basques, dont le journal *Egin* s'est contenté d'annoncer que « le joueur basque de handball Urdangarin allait épouser sa fiancée, une certaine Cristina ».

Le sourire le plus fair-play, celui du chef de gouvernement José María Aznar qui le jour de l'annonce officielle, était – apothéose diplomatique pour un gouvernement très à l'écoute de Washington – reçu à la Maison-Blanche. Mais face au couple Cristina-Iñaki, que croyez-vous qu'il arriva ? Personne en fait n'eut le moindre regard pour l'idylle Aznar-Clinton.

Marie-Claude Decamps



## Un camp de la force multinationale a été attaqué en Albanie

**TIRANA.** Trois hommes ont ouvert le feu, dimanche 4 mai, sur un camp militaire abritant des soldats italiens de la Force multinationale de protection à Vlora, dans le sud de l'Albanie. L'incident, le premier du genre depuis le lancement de l'opération « Alba », s'est produit au camp San Marco, où logent deux cents hommes. « Les criminels ont disparu rapidement. Il n'y a ni blessé ni dégâts », a déclaré le colonel Bernardi en précisant que les soldats qui étaient de garde ont riposté en tirant en l'air. « J'imagine que les criminels voulaient tester les capacités de réaction de la force multinationale de protection », a-t-il ajouté. Six mille soldats sont déployés en Albanie pour assurer la protection des convois humanitaires. — (AFP)

### ASIE

■ **AFGHANISTAN : au moins douze Afghans** travaillant pour des organisations humanitaires ont été arrêtés par les talibans pour un prétendu trafic d'armes, a-t-on appris dimanche 4 mai de source humanitaire à Kaboul. Les employés relevaient du Centre afghan de vaccination et d'immunisation (Avicen) — une organisation française —, ainsi que de deux organisations locales. Le 21 février, sept employés de l'organisation française Action contre la faim (ACF) avaient déjà été arrêtés pour « conduite immorale » puis relâchés. — (Reuter)

■ **BIRMANIE : environ 30 000 personnes** se sont rassemblées dimanche 4 mai dans un stade de Rangoun, la capitale, à l'appel d'une organisation pro-gouvernementale pour protester contre les sanctions économiques décidées par les Etats-Unis. Selon les responsables de l'Association pour la solidarité, le développement et l'union (USDA), les Américains ont été trompés par les « mensonges » de Aung San Suu Kyi, l'opposante Prix Nobel de la paix. — (AFP)

■ **CAMBODGE : trois personnes ont été blessées**, dont l'une grièvement, dimanche 4 mai à Sihanoukville (sud) lors d'une attaque contre une station de la télévision nationale cambodgienne (TVK), qui a été détruite à 80 %. — (AFP)

### EUROPE

■ **ALLEMAGNE : le gouvernement** va lancer une campagne de popularisation de la monnaie unique européenne, l'euro, pour aider à vaincre « les craintes grandissantes des citoyens devant un passage du mark à l'euro », a annoncé le ministre à la chancellerie, Friedrich Bohl, dans un entretien donné au journal dominical *Welt am Sonntag*. — (AFP)

■ **BULGARIE : une tentative d'attentat** dirigé soit contre le président bulgare Petar Stoianov, soit contre le président roumain Emile Constantinescu, a pu être évitée par la police bulgare le 30 avril, selon l'édition du journal *Troud* daté du 4 mai. Une bombe artisanale de 700 grammes de TNT a été découverte près de l'autoroute menant à l'aéroport de Sofia. *Troud* impute cette tentative d'attentat aux activistes du Parti ouvrier kurde en réplique aux mesures sévères prises récemment par le gouvernement roumain contre cette organisation. — (AFP)

■ **ROUMANIE : la Roumanie et l'Ukraine** ont paraphé, samedi 3 mai, à Kiev, le texte d'un traité politique roumano-ukrainien d'amitié, de bon voisinage et de coopération qui confirme l'inviolabilité des frontières. Le texte, en négociation depuis quatre ans, a été paraphé par le ministre ukrainien des affaires étrangères Guennadi Oudovenko et son homologue roumain Adrian Severin lors de la visite d'une journée de ce dernier à Kiev. — (AFP)

■ **ESPAGNE : l'assassinat**, samedi 3 mai, d'un garde civil près de Bilbao (nord) marque un regain de violence contre les forces de sécurité au Pays basque espagnol, dont trois agents ont été tués depuis le début de l'année dans des attentats attribués à l'organisation séparatiste armée ETA. Le garde civil José Manuel Garcia Fernandez, quarante-trois ans, a été tué d'une balle dans la nuque par un jeune homme à Zierbana, dans la banlieue portuaire de Bilbao, alors qu'il était accouru à un bar en compagnie de son épouse. Le meurtrier a réussi à prendre la fuite. — (AFP)

■ **POLOGNE : 2 200 jeunes juifs** ont participé à la « Marche des vivants », dimanche 4 mai, au camp d'Auschwitz (Oswiecim). Portant l'étoile jaune, ils étaient venus d'Israël, du Canada et des Etats-Unis. Ils ont récité des poèmes et chanté autour du camp de Birkenau et près des ruines du four crématoire. Cette marche était conduite par le rabbin de Varsovie, Michael Schudrich, et l'ambassadeur israélien, Gershon Zohar. — (AFP)

■ **Le président polonais Alexandre Kwasniewski** a entamé dimanche 4 mai une visite de deux jours à Paris à l'occasion des « Journées polonaises ». Il devait y rencontrer le président Jacques Chirac. — (AFP)

■ **SERBIE : le leader de l'extrême droite serbe Vojislav Seselj** a été désigné, dimanche 4 mai par son Parti radical (SRS, ultranationaliste), candidat à l'élection présidentielle prévue avant la fin de l'année en Serbie, a annoncé l'agence Tanjug. M. Seselj, quarante-deux ans, est la troisième personnalité à briguer officiellement la présidence, après l'écrivain Vuk Draskovic, candidat de la coalition d'opposition Ensemble, et l'homme d'affaires Bogoljub Karic, qui n'est membre d'aucun parti. — (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : le président de l'Autorité palestinienne**, Yasser Arafat, devait s'entretenir avec le président israélien Ezer Weizman, mardi 6 mai, au point de passage d'Erez, entre Israël et la bande de Gaza, pour évoquer le processus de paix israélo-palestinien bloqué depuis le lancement du projet de logement de Har Moma à Jérusalem-Est. — (AFP)

■ **SYRIE : le Conseil des Eglises du Moyen-Orient (CEMO)** a dénoncé, samedi 3 mai à Damas, « les tentatives israéliennes de déterminer unilatéralement le sort de Jérusalem et de mettre les habitants chrétiens et musulmans de la Ville sainte devant le fait accompli » et il a appelé les chrétiens et musulmans du monde entier à « lever haut la voix pour réclamer l'arrêt des actions israéliennes à Jérusalem ». Le patriarche grec catholique, Mgr Maximos V Hakim, le patriarche grec orthodoxe d'Antioche, Mgr Ignas IV Hazim, ainsi que le pape copte d'Egypte Chénouda III, les patriarches latin catholique de Jérusalem, Mgr Michel Sabbah, et syriaque orthodoxe, Mgr Zaka Iwaz, participaient à cette réunion. — (AFP)

## Première béatification d'un gitan à Rome

**VATICAN.** Jean Paul II a béatifié un Gitan, dimanche 4 mai à Rome, pour la première fois dans l'histoire de l'Eglise. Cerefino Gimenez Malla, connu sous le nom d'« El Pelé », a été fusillé par les républicains, le 9 août 1936 pendant la guerre d'Espagne, à l'âge de soixante-quinze ans, dans le cimetière de Barbastro. Il avait été arrêté pour avoir défendu un prêtre innocent. Le pape avait revêtu un habit liturgique coloré de jaune, d'orange et de rouge et a déclaré que l'exemple du bienheureux Gitan « montrait que la charité de Dieu ne connaît ni limites de race ni de culture ». Des milliers de Roms, Sintis, Manouches et Kalos, venus de toute l'Europe et du Brésil, ont participé à la célébration. La prière du Notre Père a été récitée en langue rom. L'offrande et la communion ont été accompagnées par le son poignant d'instruments tziganes. Des prêtres gitans (il en existe une dizaine en Espagne et quatre ou cinq en France) ont concélébré avec le pape. — (AFP, Reuter.)

# Les enlèvements de journalistes et de membres d'ONG se multiplient en Tchétchénie

Le négociateur russe demande une rencontre entre les présidents Eltsine et Maskhadov

Le responsable russe des négociations avec les Tchétchènes, Ivan Rybkine, a mis Boris Eltsine face à une décision politique difficile en lui de-

mandant de recevoir le président indépendantiste Aslan Maskhadov et de s'engager à ne plus jamais recourir à la force en Tchétchénie. Alors

que le président russe hésite depuis trois mois à accepter cette rencontre, l'industrie du kidnapping se développe en Tchétchénie.

### MOSCOU

de notre correspondante

La guerre ouverte est finie en Tchétchénie et les informations qui parviennent depuis lors de cette région isolée sont maigres : elles tournent surtout autour d'enlèvements de journalistes, devenus logiquement réticents à s'y rendre. Mais Andreï Mironov, un ancien dissident soviétique, a rompu le silence autour du cercle vicieux où se débat le nouveau pouvoir tchétchène : il accuse des responsables russes, mais aussi l'ambassade d'Italie à Moscou, d'avoir payé des rançons en évitant d'informer les autorités tchétchènes, alimentant ainsi l'industrie du kidnapping qui transforme ce pays en trou noir pour l'opinion publique. Mais sans doute pas pour les services secrets russes.

Le principal « intermédiaire » dans les derniers cas d'enlèvements est en effet un certain Saoudi Abdourazakov, « homme d'affaires » tchétchène, qui a installé à Grozny un service public de téléphone satellitaire. Son matériel est celui qu'utilise le Fapsi, le service secret russe des télécommunications, le satellite qu'il utilise appartient aux militaires russes, et, selon Andreï Mironov, certains de ses amis dans les hautes sphères moscovites sont

connus. Alors que les autorités russes affirment tout ignorer de la situation, Saoudi Abdourazakov s'est proposé pour transmettre des rançons à des ravisseurs d'otages italiens.

Francesco Bigazzi, d'*Il Giorno*, et Andreï Mironov, assis à l'arrière de la Niva à deux portes d'où Galligani fut extrait par des bandits masqués, ont échappé à ces derniers dans la confusion provo-

quée par le passage sur les lieux d'autres voitures. Durant un mois et demi, M. Bigazzi et M. Mironov ont cherché leur collègue. Ils témoignent aujourd'hui qu'une rançon de « plus de 300 000 dollars » a été versée pour sa libération, toujours « par l'intermédiaire » d'Abdourazakov. Ils affirment aussi que les négociateurs italiens venus sur

place n'ont pas rempli leur promesse de témoigner, dès que le journaliste sera libéré, devant le procureur tchétchène chargé de l'affaire. Le député et défenseur des droits de l'homme Sergueï Kovalev est indigné. Il a écrit à l'ambassade d'Italie à Moscou que « cacher les faits sur le versement de rançons aux ONG et aux autorités judiciaires, mais pas aux criminels, incite ces derniers à l'escalade ».

Le même scénario s'était produit en février, quand Boris Berezovski, un magnat des affaires devenu secrétaire du Conseil de sécurité russe, a versé, dit-on, 1 million de dollars pour la libération de deux journalistes de la télévision russe ORT. M. Berezovski et le ministère italien des affaires étrangères démentent avoir versé de l'argent, mais ils ne sont guère crus en Russie et pas du tout en Tchétchénie. En attendant, Boris Eltsine hésite depuis trois mois à accepter une rencontre avec le président tchétchène Aslan Maskhadov, condition minimum d'un début de normalisation dans ce pays dévasté par la volonté du président russe et où chacun, sauf les preneurs d'otages, est au chômage forcé.

Sophie Shihab

## GROUPE PARIBAS

Première banque française en termes de rentabilité des fonds propres.

A l'occasion de cette Assemblée, Michel François-Poncet, Président du Conseil de Surveillance et André Levy Lang, Président du Directoire de la Compagnie Financière de Paribas ont rappelé les orientations stratégiques du Groupe Paribas.

### Exercice 1996 : le retour à une dynamique de croissance

Le Groupe Paribas a réalisé en 1996 un résultat net part du Groupe de 4,3 milliards de francs. L'ensemble des activités a vu sa rentabilité opérationnelle progresser. L'objectif de rentabilité de 10 % des capitaux investis fixe pour 1996 a été dépassé. Le Groupe Paribas a dégagé une rentabilité des fonds propres de 12,1 % (net part du Groupe), ce qui le place au premier rang des banques françaises. Tous les engagements pris début 1996 ont été respectés.

1. Le résultat net part du Groupe de 4,3 milliards de francs a été réalisé.
2. Le programme de cessions, notamment prévu sur trois ans, a été réalisé en quelques mois. En dépit des cessions, le montant des plus-values réalisées est en augmentation. Il atteint aujourd'hui 15 milliards de francs (net part du Groupe), soit 38 francs par action.
3. Le montant en espèces investi pour le rachat du solde des actions de la Compagnie Navale en Mixte a été retrouvé.
4. Avec la cession du Crédit du Nord, le Groupe Paribas se recentre sur son métier de banque spécialisée avec la banque d'affaires internationale et les services financiers spécialisés. En 1997 et 1998, le Groupe devra dégager à nouveau une rentabilité sur fonds propres supérieure à 10 %. Tous les secteurs d'activité du Groupe seront en progression. La contribution de Paribas Affaires Industrielles en 1997 devra être, sauf accident, supérieure à 2 milliards de francs. La Compagnie Bancaire, après avoir passé des provisions exceptionnelles pour couvrir les effets de la crise immobilière, s'est mise en situation de contribuer de manière satisfaisante aux résultats du Groupe Paribas avec un objectif de 10 % au moins sur ses fonds propres dès 1997.

### Les orientations stratégiques de Paribas : une banque européenne à vocation internationale.

L'objectif de Paribas est d'être présent parmi les dix premières banques mondiales dans chacun des métiers qu'il a choisis. Les fonds propres, au total en conséquence 251,1 milliards de francs contre 34,6 lors de la privatisation et la capacité d'autofinancement du Groupe sont actuellement suffisantes pour assurer son développement sur des marchés eux-mêmes en croissance. L'horizon de développement de Paribas se situe à l'international, notamment dans la perspective de l'euro, dans les activités bancaires et financières les plus porteurs d'avenir et de croissance.

### Principales résolutions adoptées.

- Approbation des comptes, de l'affectation du résultat et augmentation du dividende porté à 13 francs par action. Il n'a pas été proposé de réinvestir le dividende en action afin d'éviter toute dilution.
- Renouvellement pour trois ans du mandat de cinq membres du Conseil de Surveillance : Euan Baird, Claude Bébar, Paul Desmarais, François Morin et Colette Neuville.
- Nomination au Conseil de Surveillance de Paul Louis Hatley, Président de Promodis.
- Renouvellement des autorisations financières.
- Approbation de la fusion-absorption des sociétés Paribas Europe et SMI Paribas Capital et développement par la Compagnie Financière de Paribas, opération interne entraînant pas de créat ou d'act ans.

L'Assemblée Générale des actionnaires, réunie le 25 avril 1997, a approuvé les comptes de l'exercice 1996 et l'ensemble des résolutions présentées aux actionnaires.

12,1 % de rentabilité des fonds propres net part du Groupe.

4,3 milliards de francs. Résultat net part du Groupe.

13 francs net par action. Dividende en augmentation.

5 mai Détaichement du coupon.

**LÉGISLATIVES** Jacques Chirac a prévu de s'exprimer dans la campagne électorale, mercredi 7 mai, jour anniversaire de son élection à la présidence de la République en

1995, par le moyen d'une « tribune libre » publiée dans la presse quotidienne régionale. Le président de la République est entré en campagne, en fait, dès le 21 avril, jour où il avait

annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale. ● **LES STRATÉGES** de la campagne de la majorité, qui siègent à l'Élysée et à l'hôtel Matignon, redoutent l'abstention dans

les rangs des électeurs de droite et un « vote-sanction » des médecins, des pharmaciens et des petits commerçants. ● **L'INTERVENTION** présidentielle avant des élections lé-

gislatives est une constante sous la V<sup>e</sup> République, du général de Gaulle en 1967 à François Mitterrand en 1986 et 1993. Elle avait été à chaque fois critiquée par l'opposition.

## Jacques Chirac s'exprimera au deuxième anniversaire de son élection

Entré en campagne en coulisse depuis qu'il a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale, le chef de l'Etat juge le moment venu de s'adresser une première fois aux électeurs. Il devrait le faire sous une forme qui rappelle la « Lettre aux Français » de François Mitterrand

**LE SIGNE**, paraît-il, ne trompe pas : la jambe droite de Jacques Chirac est reprise de ces tressauteurs qui, en d'autres temps, ont tellement agacé certains de ses illustres interlocuteurs, tels Valéry Giscard d'Estaing ou François Mitterrand. Les conversations téléphoniques avec ses « réseaux » familiers ont repris à une cadence infernale. Certaines investitures ont été surveillées de près, et très appuyées, comme celles de deux de ses anciens collaborateurs, Pierre Lellouche à Paris contre Gabriel Kasperit et Didier Quentin en Charente-Maritime contre Jean de Lipkowski. « Il est heureux, excité, nerveux, mais pas angoissé », constate l'un de ses fidèles lieutenants.

Depuis son annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le 21 avril, le chef de l'Etat s'est tu, ou presque. Une rencontre bâclée et ratée avec quatre mille jeunes réunis à Villepinte, le lendemain, a incité à la circonspection. L'image d'un président, en campagne législative, est quelque chose de trop précieux pour se laisser écorner par quelque insolente jeunesse. Alors, on la protège et on la couve. L'agenda présidentiel égrène, comme si de rien n'était, ses rendez-vous officiels, avec le président bulgare ou polonais, son homologue fidjien, ou encore la réception du Comité national d'éthique. On détourne la curiosité sur son emploi du temps, en évoquant la charge considérable de travail que représente, pour le

chef de l'Etat, la préparation des grandes échéances diplomatiques à venir : le voyage en Chine, du 14 au 18 mai, écourté de deux jours ; un entretien informel avec Helmut Kohl à l'Élysée, le 20 mai, pour préparer une réunion extraordinaire du Conseil européen le 23 mai qui, à la demande explicite de M. Chirac, ne se tiendra pas à Maastricht – inopportun fantôme –, mais dans une autre ville des Pays-Bas ; enfin, un sommet OTAN-Russie dont on espère qu'il pourra avoir lieu à Paris le 27 mai, entre les deux tours des législatives, en présence de Bill Clinton, Boris Elstine, Helmut Kohl et... du nouveau premier ministre britannique que tout le monde s'arrache, Tony Blair. En revanche, le sommet franco-allemand, programmé lui aussi, entre les deux tours, à Poitiers, a été décalé au 13 juin, à la demande, là encore, du chef de l'Etat français.

### OPINION DUBITATIVE

On a tout de même fait savoir que M. Chirac avait reçu René Monory, président du Sénat, et repris ses déjeuners hebdomadaires avec Philippe Séguin. Hasard heureux, ce déjeuner avait lieu le 29 avril, à quelques heures de la première et attendue prise de parole du président de l'Assemblée nationale, dans un meeting à Mantes-la-Jolie. On a su aussi que le chef de l'Etat avait convié à l'Élysée Geneviève Anthonioz-de Gaulle, présidente d'ATD-Quart-monde, pour l'assu-



rer que le projet de loi sur la cohésion sociale, dont elle est une des inspiratrices et qui avait été interrompu par la dissolution, sera « la priorité absolue » du prochain gouvernement si la droite l'emporte. On a su, enfin, qu'il s'était excusé, auprès des commerçants venus lui présenter le traditionnel muguet du 1<sup>er</sup> mai à l'Élysée, de « l'épouvantable pagaille » que les candidats aux élections sèment sur les marchés.

Et maintenant ? A l'aube de cette troisième semaine de campagne,

avant le long « pont » de l'Ascension et du 8 mai, conseillers et stratèges en communication sont tombés d'accord : il faut voir, entendre ou lire le président. Leur choix s'est donc arrêté sur le 7 mai, jour anniversaire de l'élection de M. Chirac. L'intervention du chef de l'Etat pourrait prendre la forme d'une tribune publiée dans la presse quotidienne régionale. Le choix, dont on affirme à l'Élysée qu'il n'est pas encore définitivement arrêté, répond à plusieurs critères.

M. Chirac a toujours accordé une grande importance à la presse locale, qui lui paraît plus « utile » que la presse nationale, ne serait-ce que par son audience. C'est d'ailleurs un entretien au quotidien *La Voix du Nord* qu'à l'automne 1994, le maire de Paris et président du RPR avait annoncé sa candidature à l'élection présidentielle. Dans la palette médiatique qui lui est offerte, la presse régionale offre un autre avantage : celui de la proximité avec l'électorat, dans une campagne législative qui répond à une double équation, nationale et locale. Elle permet de toucher le plus grand nombre de lecteurs-électeurs, tout en atténuant la solennité de cette première expression. Le chef de l'Etat doit en effet soigneusement ménager ses effets s'il veut garder, jusqu'à l'entre-deux-tours, toutes la gamme d'intervention, de la plus simple à la mise en scène dramatisante si le besoin s'en faisait sentir.

Cette forme renouvelée et condensée de la *Lettre aux Français* – Jacques Pilhan, conseiller de Jacques Chirac, fut aussi celui de François Mitterrand – devrait permettre au chef de l'Etat de préciser les enjeux de cette échéance électorale, de la « mettre en perspective » et, surtout, d'essayer de toucher un électorat dont on appréhende la démobilisation. « Cette élection est gagnée sur le papier, mais l'inconnue, c'est l'abstention. Tout le problème est de savoir quel est le pays qui va voter », observe un

conseiller. L'intervention du chef de l'Etat a donc pour objectif de persuader une opinion dubitative, que cette élection va servir à quelque chose et qu'elle annonce des changements, notamment dans les hommes appelés à mettre en œuvre, tant au niveau national que local, la politique du gouvernement. Les multiples études d'opinion et les témoignages des députés ont en effet alerté le chef de l'Etat et ses conseillers, sur l'incompréhension de l'opinion face à des élections anticipées qui ne serviraient qu'à reconduire peu ou prou les mêmes hommes.

M. Chirac pourrait également rappeler, sans insister, l'enjeu européen, mais la question est doublement sensible : d'une part, parce que l'Europe vient loin derrière le chômage dans les préoccupations des électeurs. Point trop n'en faut, donc ; d'autre part, parce que le président garde en réserve cet argument pour contrer éventuellement la gauche et surtout les « reniements » – ainsi les qualifie-t-on à l'Élysée – de Lionel Jospin sur ce sujet, dans une étape ultérieure et plus polémique de la campagne. De cette première entrée en scène électorale, on espère qu'elle nourrira abondamment les conversations tout au long de ce week-end de l'Ascension, propice aux retrouvailles familiales et amicales. Cela aussi a été réfléchi.

Pascale-Robert-Diard

## Les vrais pilotes de la campagne sont dans le cockpit de l'Élysée

**AH!** L'exquis et troublant parfum de campagne. La réunion confidentielle du petit matin, les coups de téléphone incessants, la lecture compulsive des analyses d'opinion, les rendez-vous clandestins, la deuxième, la troisième, la quatrième réunion du jour, du cercle le plus élargi au plus restreint, la confiance à lâcher, l'information à retenir, et au bout, tout au bout, cette guerre à gagner. Ils sont une poignée à se griser ainsi quotidiennement du pouvoir formidable que donne le savoir : Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Élysée, Jacques Pilhan et Claude Chirac, les deux conseillers en communication du chef de l'Etat, et Maurice Gourdaud-Montagne, directeur du cabinet d'Alain Juppé à Matignon. A l'exception de Jacques Pilhan, arrivé dans l'entourage de Jacques Chirac après son élection à l'Élysée, ce petit groupe a déjà en commun la grande aventure de l'élection présidentielle.

La campagne, aujourd'hui comme hier, c'est leur affaire. Ce

sont eux qui, chaque matin, se retrouvent dans le pavillon de musique du parc de l'Hôtel Matignon, pour donner le ton du jour. Ce sont eux, aussi, qui décident de lancer tel ou tel ministre dans le débat, de faire taire tel autre que l'on a trop vu ou trop entendu. C'est entre eux que se décident les thèmes et que se rodent les argumentaires de campagne, que se contentent les rumeurs, que se corrigent les faux pas. « Cette campagne, on la suit heure par heure, minute par minute. Toutes ses pulsations remontent jusqu'ici », confie l'un d'eux.

### « LE TRAVAILLISME LIBÉRAL »

A son actif, cet état-major a inscrit une première victoire : l'annonce morcelée et savamment maîtrisée d'une probable dissolution, qui a permis, via la presse, d'amortir partiellement, dans l'opinion, l'effet négatif du « coup politique » de ces élections législatives anticipées. Ils jouent à la fois les pompiers et les pyromanes de la campagne. Le premier ministre est impopulaire et la perspective de sa reconduction inquiète l'opinion ? On fait savoir que son maintien à Matignon n'est pas acquis, en cas de victoire. La rumeur de son remplacement va-t-elle trop loin ? On se charge de faire corriger le tir.

On s'aperçoit – études et sondages à l'appui – que le thème européen, et surtout celui de l'euro, passe mal auprès de l'opinion. Qu'à cela ne tienne ! On le gomme discrètement du débat. Les premiers jugements du terrain témoignent d'un appétit de changement de l'opinion. Le virage libéral ? Il séduit, mais il inquiète, aussi. Pas de problème ! On le dément. Et dans la foulée, la Grande-Bretagne se donne un premier ministre de gauche, mais libéral – donc éloigné des socialistes français. Alain Juppé s'en empare et invente ce concept surréaliste : le « travailisme libéral ». Le réglage et les correctifs se font en temps réel. Pour l'instant, il convient de gagner une bataille. L'heure viendra, plus tard, de retrouver des convictions.

O. B. et P. R.-D.

## La droite a peur des jeunes, des médecins et des « boutiquiers »

**LES VRAIS « PILOTES »** de la campagne pour la majorité sortante en sont convaincus : la troisième semaine de la bataille, après l'annonce de la dissolution par le président de la République le 21 avril, sera celle de la décontenance. C'est à partir du lundi 5 mai et jusqu'au 11 mai, c'est-à-dire pendant la première semaine de la campagne officielle, que les positions vont se cristalliser. A l'« effet Blair », qui peut avoir donné un coup d'accélérateur à la campagne de Lionel Jospin et des socialistes, les stratèges de la droite sont tentés d'opposer l'effet du « dernier qui parle », à la veille du long pont du 8 mai. C'est aussi à cette aune qu'il faut comprendre l'entrée en scène de Jacques Chirac à l'occasion du deuxième anniversaire de sa victoire à l'élection présidentielle de 1995.

A vingt jours du premier tour, les députés sortants RPR et UDF sont en effet confrontés à deux inconnues de taille : l'abstention, le vote blanc et le vote-sanction, d'une part ; le niveau du Front national, circonscription par circonscription, d'autre part. S'agissant du second facteur, les sondages placent le parti d'extrême droite dans une fourchette allant de 14 % à 16 %. Pour mémoire, le Front national avait commencé la campagne de 1993 avec environ 10 % des intentions de vote pour terminer, au soir du pre-

mier tour, à 12,7 %. Il est probable que l'électorat frontiste est mieux connu des sondeurs aujourd'hui qu'il y a quatre ans, mais le risque d'une surprise extrémiste n'est pas écarté à droite.

A ce danger, ne s'en ajoute-t-il pas un autre, que Philippe de Villiers résume d'une formule lapidaire : « Faire du premier tour un référendum » ? Le président du Mouvement pour la France ouvre ainsi la voie à une attitude qui inquiète dans les états-majors. Le désintéret de ceux à qui on redonne la parole, selon le vœu présidentiel, pourrait se manifester par un taux inhabituel d'abstention.

### « IL VA FALLOIR RAMER »

Première catégorie concernée : les jeunes. Un proche du premier ministre confie qu'un gros travail avait été fait auprès de cette tranche d'âge en 1995, mais qu'elle est aujourd'hui en désaffection par rapport à la chose publique et au vote. Plus que les autres catégories de la population, les jeunes semblent ne pas être concernés par cette consultation, quand ils sont inscrits sur les listes électorales. « C'est là qu'il y aura le plus de résistance », souligne un ministre, et la période des examens n'arrange rien. La suppression du service national ne porterait pas

ses fruits, et les messages sur l'emploi des jeunes ne seraient pas reçus.

Deux autres catégories causent du souci à droite : les médecins et les pharmaciens. Un proche de M. Juppé observe que, dans le passé, des médecins appelaient les candidats pour leur apporter leur soutien, mais que cette fois, c'est le silence. Un ministre-candidat rapporte que certains électeurs sont très remontés, « comme s'ils avaient bénéficié d'un certain prosélytisme médical ». On raconte que des praticiens donnent à lire leur mécontentement dans leur salle d'attente.

Si le pouvoir craint un vote protestataire pouvant bénéficier, notamment, à la droite antimaastrichtienne, il ne se fait guère d'illusion sur les réactions des commerçants, artisans et patrons de très petites entreprises. On ne nous écoute pas : tel est le leitmotiv de ces « boutiquiers », qui manifestent une haine presque viscérale des « bureaucrates ». Ces catégories sont tentées par un vote d'exaspération malgré les efforts du ministre qui les couve, Jean-Pierre Raffarin, et qui, lui-même, ne cultive pas le pessimisme. « Il va falloir ramer », confie tout de même un conseiller du premier ministre.

Olivier Biffaud

## Le « bon choix », du général de Gaulle à François Mitterrand

**L'IRRUPTION** du chef de l'Etat dans la campagne des législatives est une classique de la V<sup>e</sup> République. Ceux qui prétendent que l'exercice a été inventé par François Mitterrand ne se trompent-ils pas autant que ceux qui déniaient à Jacques Chirac le droit de le pratiquer ? Il y a trente ans, dans *Le Monde* du 11 février 1967, Jacques Fauvet dénonçait l'ambiguïté constitutionnelle, modelée en 1958, qui fait du président de la République un chef de parti.

Dès lors, il paraît logique que ce « personnage double » profite de sa situation d'arbitre virtuel pour donner les raisons du « bon choix » aux électeurs et leur exposer l'enjeu d'une consultation qui peut conduire à un changement de majorité. Du général de Gaulle à François Mitterrand, tous les présidents de la V<sup>e</sup> ont procédé ainsi. Le président de l'UDF, François Léotard, s'est inscrit dans cette tradition en demandant, le premier, le 24 avril, que M. Chirac indique « le choix qu'il conseille aux Français ».

Fondateur de la V<sup>e</sup> République, de Gaulle avait fixé la barre très

haut aux élections législatives de 1967. Dans une intervention à la radio et à la télévision, trois jours avant l'ouverture de la campagne officielle, le Général avait déclaré : « Ce qui va être en jeu, c'est la V<sup>e</sup> République. Elle est le régime qu'il faut à la France. » Inaugurant le thème qui sera repris par tous ses successeurs, il avait ainsi résumé l'enjeu : « Il s'agit que l'Assemblée future soit capable de soutenir une politique. Sans quoi, tout le monde le comprend, les affaires de la nation risqueraient fort d'aller à

vau-l'eau dans la confusion et les crises. Or, une politique, c'est une action qui, comme toute action, ne vaut qu'à condition d'être cohérente et constante. »

La droite l'avait emporté avec un siège de majorité. Une dissolution ayant été provoquée un an plus tard par les événements de mai 1968, donnant une « Chambre bleu horizon », les législatives suivantes se déroulaient en mars 1973. La pression de la gauche, armée du « programme commun de gouvernement », était telle, au terme du premier tour, que Georges Pompidou n'hésita pas à intervenir, après la clôture de la campagne officielle, à la veille du second. Il présenta l'enjeu comme un « choix simple » entre une société qui « supprime les libertés » et celle qui, « malgré ses imperfections, les respecte ». Dans son allocution radiotélévisée, Georges Pompidou ne prit pas les gants de son prédécesseur pour identifier les acteurs de ce choix : « Ici, le communisme marxiste et les alliés qu'il s'est assurés ; là, tous les autres. »

Cinq ans plus tard, Valéry Gis-

card d'Estaing, le 27 janvier 1978, prononce le discours du « bon choix » pour la France à Verdun-sur-le-Doubs. Expliquant qu'il n'est pas « un muet », M. Giscard d'Estaing met les électeurs en garde : « Vous pouvez choisir l'application du programme commun. C'est votre droit. Mais si vous le choisissez, il sera appliqué. Ne croyez pas que le président de la République ait, dans la Constitution, les moyens de s'y opposer ! » Premier secrétaire du PS, François Mitterrand « regrette » alors que le chef de l'Etat « puisse attaquer une partie de la France et parler en même temps d'unité ».

Devenu lui-même président de la République, il donne, lui aussi, en 1986, au cours de deux réunions publiques, à Lille et à Grand-Quevilly, sa version du « bon choix », en demandant à « ce peuple de préserver ses conquêtes ». L'opposition reproche à François Mitterrand de se conduire en « seul véritable patron du PS ». L'appréciation est de M. Léotard.

O. B.

Formation bac+4/3 ans  
bilingue français-anglais  
commerce-gestion

- Certificat homologué par l'État au niveau II
- Échanges avec les États-Unis en cours de scolarité

avec préparation  
intégrée aux grands  
MBA mondiaux

**mba**  
INSTITUTE  
Groupe IPESUP

48, rue des Illiers-Montguyon  
75004 Paris - Tel : 01 42 78 95 45

Concours d'AVOCAT  
**CRFPA**  
Expertise comptable  
**DECIF**  
Préparations intensives adoussées.  
**IPESUP**  
16 rue du Centre Notre-Dame 75004 Paris  
01 43 25 63 30 3615 IPESUP  
01 43 25 63 30 3615 IPESUP



# La loi sur les financements politiques favorise l'inflation des candidatures

Au moins 6 300 personnes ont déposé leur candidature, soit 20 % de plus qu'en 1993 et 45 % de plus qu'en 1988. Vingt-huit personnes souhaitent s'opposer à Jean Tiberi dans sa circonscription parisienne

**POURQUOI** tant de candidats ? En dépit de la soudaineté de la dissolution de l'Assemblée nationale et du peu de temps dont les partis politiques ont disposé pour s'y préparer, les élections des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin ont, semble-t-il, suscité des vocations plus nombreuses que jamais. Les premières indications le confirment : sans que l'on connaisse encore précisément le nombre de candidats qui seront admis à concourir aux législatives - les préfets disposent de 24 heures pour saisir le tribunal administratif de candidatures qui leur paraissent irrégulières -, pas moins de 6 300 personnes ont fait acte de candidature, en métropole, avant dimanche 4 mai à minuit, date limite pour le faire. Cela représente une augmentation d'environ 20 % par rapport aux précédentes législatives, celles de 1993, et de 45 % par rapport au nombre de candidats en 1988.

Il n'est pas rare de trouver une vingtaine de candidats dans une même circonscription, comme dans la deuxième du Rhône. Dans ce département, on ne compte pas moins de 188 candidats pour 14 circonscriptions, soit une moyenne de plus de 13 candidats par circonscription. Paris semble battre tous les records avec 426 candidatures pour 21 circonscriptions, soit une moyenne supérieure à 20 candidats. La

palme de l'affluence revient à la 2<sup>e</sup> circonscription, où 28 candidats affronteront le député sortant et maire de Paris, Jean Tiberi.

L'une des raisons de cette abondance se trouve, sans doute, dans les lois régissant le financement des formations politiques. Depuis 1988, les partis bénéficient d'un financement public, dont le mécanisme a été modifié au fil des années. Cette source est devenue, notamment après l'interdiction du financement politique par les entreprises, la principale ressource des partis. C'est ainsi qu'en 1995 l'argent public constituait 62 % des recettes du RPR et 45 % de celles du PS.

### LA RÉPARTITION DES AIDES

Or la quasi-totalité de l'aide publique est réservée aux partis qui ont présenté des candidats aux élections législatives. Cette enveloppe est divisée en deux fractions égales. La première est attribuée aux formations politiques qui ont présenté au moins cinquante candidats à ces élections, à proportion du nombre de voix qu'elles ont recueillies au premier tour. La seconde est répartie entre les formations qui sont représentées au Parlement, au prorata du nombre des parlementaires, à condition qu'elles aient droit à la première.

Pour être éligible à la première fraction, il suffit donc, pour un

parti, d'avoir présenté au moins cinquante candidats, sans aucune condition de score minimum. En 1997, les sommes ainsi réparties mettaient le « prix de revient » de la voix à environ 11,31 francs. On conçoit donc aisément que, quitte à être présent aux élections législatives, un parti a tout intérêt à présenter le plus grand nombre de candidats possible, pour pouvoir revendiquer le maximum de voix, même si certains de ces candidats n'ont que peu de chances d'obtenir un score qui lui permette de peser sur le résultat de l'élection.

C'est grâce à cette disposition que, depuis les législatives de 1993, des partis politiques sans représentation parlementaire peuvent bénéficier chaque année de l'aide de l'Etat. C'est le cas du Front national (35,5 millions de francs en 1997), des Verts (11,6 millions), de Génération Ecologie (10,3 millions), de Lutte ouvrière (2,5 millions), ou encore du CNIP ou du Parti de la loi naturelle. Bernard Manovelli, responsable du mouvement Les Nouveaux Ecologistes, s'était rendu célèbre, lors des élections de 1993, en multipliant les dépôts de candidature de personnes qui n'en étaient même pas informées. Son mouvement bénéficie, pour 1997, de 1,8 million de francs.

Cécile Chambraud

# La majorité sortante n'a pu éviter une quarantaine de primaires sauvages

Les ambitions locales ont entravé la volonté d'union du RPR et de l'UDF

Outre quatre primaires « officielles » dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> circonscriptions du Finistère, la 7<sup>e</sup> de Loire-Atlantique et la 4<sup>e</sup> du Maine-et-Loire, les responsables de la

majorité n'ont pu empêcher une quarantaine de primaires « sauvages ». L'UDF et le RPR vont prendre des sanctions contre les dissidents.

**DÈS DIMANCHE SOIR**, la commission d'investiture de l'UDF a décidé de sanctionner tous les candidats qui se présenteraient contre les représentants officiellement investis par la majorité. Lundi matin, le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, a annoncé que de pareilles sanctions seraient prises contre les dissidents du mouvement néogaulliste. Pourtant, de nombreuses « primaires sauvages » auront lieu lors du premier tour des législatives. En voici un état des lieux non exhaustif.

● **ALPES-MARITIMES** : A Menton, le député RPR sortant, Xavier Beck, est candidat contre le maire de la ville, Jean-Claude Guibal, passé de Force démocrate au RPR et investi par la majorité. Un autre député sortant, Pierre Bachelet (RPR), a maintenu sa candidature face au candidat officiel de la droite, le nouveau maire du Cannet, Michèle Tabarot (UDF - PR). A Cannes, Louise Moreau, député sortant investi par la seule UDF, est concurrencée par son successeur à la mairie de Mandelieu-La-Napoule, Henri Leroy, en congé du RPR depuis 1993. A Cagnes-sur-Mer, le député RPR sortant, Suzanne Sauvaigo, devra affronter Lionel Lucas, maire de Villeneuve-Loubet, qui s'est mis en congé du RPR. En revanche, l'ancien maire de Nice, Jean-Paul Baréty, député RPR sortant, a renoncé *in extremis* à se présenter contre son successeur, Jacques Peyrat, passé du Front national au RPR.

● **INDRE-ET-LOIRE** : le directeur de campagne de la majorité au titre de l'UDF, Renaud Donnedieu de Vabres, est concurrencé dans la 1<sup>ère</sup> circonscription, dont le député sortant est l'ancien maire de Tours, Jean Royer, par Michèle Beuzelin (RPR), qui a reçu l'appui du comité départemental de son parti.

● **MORBIHAN** : le maire (UDF) de Vannes, Pierre Pavec, suppléant du député sortant, Raymond Marcellin, qui ne se représente pas, sera candidat contre François Goulard (UDF-PR), officiellement investi.

● **RHÔNE** : Dans la 2<sup>e</sup> cir-

conscription, qui fut celle de Michel Noir, Marc Fraysse, député (RPR) sortant de la 6<sup>e</sup>, sera opposé à Henry Chabert (RPR). Dans la 3<sup>e</sup>, Jean-Michel Dubernard (RPR) sera concurrencé par Marie-Chantal Desbazeille (RPR, noiriste). Dans la 5<sup>e</sup>, le député UDF sortant, Jean Rigaud, affrontera Bernard Roger-Dalbert, l'ancien maire (UDF-FD) de Caluire-et-Cuire. Dans la 9<sup>e</sup>, Bernard Perrut (UDF-PR), fils du député sortant, est en concurrence avec Bernard Fialaire, conseiller général UDF.

● **PARIS** : Dans la 3<sup>e</sup> circonscription, la candidate de la majorité, Martine Aurillac (RPR), maire du 7<sup>e</sup> arrondissement, est contestée par Jean-Philippe Hubin (RPR passé chez Philippe de Villiers), qui avait formé contre elle une liste indépendante aux élections municipales. Dans la 4<sup>e</sup>, Pierre Lellouche (RPR), député sortant du Val-d'Oise, imposé par l'état-major de son parti, se heurte au député sortant Gabriel Kaspeireit (RPR), maire du 9<sup>e</sup> arrondissement, qui a choisi comme suppléant Philippe Dominati (UDF-PR), conseiller du 8<sup>e</sup> arrondissement et fils du président de l'UDF parisienne. Dans la 8<sup>e</sup>, le député sortant, Jean de Gaulle (RPR), affronte Jean-Pierre Bechter, exclu du RPR à la suite de l'annonce de sa candidature. Celui-ci a comme suppléant Jean-François Pernin (UDF), maire du 12<sup>e</sup> arrondissement. Dans la 14<sup>e</sup>, Claude Goasguen (UDF-FD) a été investi de préférence au député sortant Georges Mesmin, ancien maire UDF du 16<sup>e</sup> arrondissement, qui se représente.

● **VAR** : à Toulon, deux conseillers généraux se présentent contre les députés UDF sortants, Daniel Colin et Louis Colombani, qu'ils considèrent comme responsables de l'échec de la majorité face au Front national, lors des élections municipales. Il s'agit de Marc Bayle (RPR) dans la 1<sup>ère</sup> circonscription et de Philippe Goetz (UDF - PR) dans la 2<sup>e</sup>.

● **YVELINES** : le maire (RPR) du Chesnay, Philippe Briault, a maintenu sa candidature, avec l'appui d'une bonne partie de la fédération départementale du

mouvement néogaulliste, contre le secrétaire d'Etat aux transports, Anne-Marie Idrac (UDF-FD), investi par la majorité. Dans la 10<sup>e</sup> circonscription, Henri Paillex (RPR), conseiller général et maire de Coignières, se présente contre Christine Boutin, (UDF-FD), député sortant, investie par le RPR et l'UDF.

● **HAUTS-DE-SEINE** : Dans la 2<sup>e</sup> circonscription, le député sortant Frantz Taittinger (RPR), maire d'Asnières, est contesté par Olivier Chazoule, qui vient d'être exclu du RPR. Dans la 3<sup>e</sup>, le député sortant Jean-Yves Haby (UDF-PR), qui bénéficie de l'investiture RPR-UDF, est contesté par Jacques Kossowski (RPR), maire de Courbevoie. Dans la 5<sup>e</sup>, le RPR n'est pas parvenu à dissuader Isabelle Balkany, conseiller général (RPR), de se présenter contre Olivier de Chazeaux, maire (RPR) de Levallois-Perret, investi pour succéder à Patrick Balkany, député sortant (RPR), qui ne se représente pas. En revanche, Jacques Calvet, patron de PSA, a renoncé à se présenter. La 9<sup>e</sup> circonscription verra s'affronter Georges Gorse, député (RPR) sortant, qui n'a pas reçu l'investiture de la majorité en raison de son âge, et Pierre-Christophe Baguet, adjoint (UDF-FD) au maire de Boulogne-Billancourt. Deux autres candidats RPR se sont déclarés : Gérard Askinasi, secrétaire de la section locale du RPR, et Francis Choisel, conseiller général. Dans la 12<sup>e</sup>, Philippe Pemezec (RPR), maire du Plessis-Robinson, s'est mis en congé de parti pour pouvoir affronter le député sortant, Jean - Pierre Foucher (UDF-FD).

● **VAL-DE-MARNE** : Jean-Louis Beaumont, député (UDF-PPDF) sortant qui n'avait pas voté la confiance au gouvernement, devra affronter Henri Plagnol, conseiller général (UDF-FD) de Créteil-nord, candidat officiel de la majorité dans la 1<sup>ère</sup> circonscription. Dans la 8<sup>e</sup>, Alain Griotteray (UDF-PR), qui bénéficie du soutien d'Alain Madelin et de Charles Pasqua, a contre lui un candidat investi par la majorité, Michel Herbillon, maire (UDF-PR) de Maisons-Alfort.

# Duel RPR dans l'ancienne circonscription de Michel Noir

### LYON

de notre correspondant régional  
Marc Fraysse veut « tourner la page du noirisme ». Officiellement investi par le RPR, dans la deuxième circonscription du Rhône, dont Michel Noir fut le député de 1978 jusqu'au 6 février, jour où sa condamnation fut confirmée par la Cour de cassation, M. Fraysse rencontre sur son chemin Henry Chabert, longtemps bras droit de l'ancien maire de Lyon. Aujourd'hui adjoint de Raymond Barre à la mairie, M. Chabert aurait pu obtenir l'investiture du RPR si Matignon n'en avait décidé autrement.

« Moi, j'ai peut-être changé de trottoir, mais pas de parti », fulmine M. Fraysse. D'opportunes affiches anonymes collées sur les murs de la Croix-Rousse rappellent son parcours. Après un passage à Décines, dans la banlieue de Lyon, il a été élu député de Villeurbanne en 1993, circonscription traditionnellement marquée à gauche. Cette fois, il

préfère tenter fortune électorale à Lyon. « Je suis un élu d'agglomération », plaide-t-il, dénonçant « la stratégie personnelle » de son adversaire, ce « VRP de la politique ».

### TREMPIN POUR LES MUNICIPALES

Depuis qu'il a fait ses classes chez les jeunes gaullistes, M. Chabert est « toujours resté fidèle à [ses] convictions ». Mais après son départ du RPR, en 1993, dans la foulée de M. Noir, il a adhéré au CDS, pour finalement réintégrer, en décembre 1996, la maison mère. Entre-temps, c'est lui qui avait mené les listes des « noirs » aux municipales de 1995 : elles avaient recueilli 26,3 % des voix contre 29,9 % à celles de M. Barre.


C'est au nom de la « légitimité » de son implantation à Lyon, de son travail d'adjoint à l'urbanisme que M. Chabert se présente. Son concurrent se drape dans la « légitimité » de son investiture : « Henry Chabert se trompe d'échéance, il fait une campagne municipale »,

dit M. Fraysse qui sait tout aussi bien que cette deuxième circonscription peut être un bon tremplin pour les municipales de 2001.

En se disputant l'électorat de droite, ces deux frères ennemis de la majorité sortante, qui assurent qu'ils conduiront une campagne dans « la dignité », pourraient faire le jeu du Front national, représenté par Anne Richard, et surtout celui de Gilles Buna, maire (Verts) du premier arrondissement, conseiller général, qui est soutenu par le PS.

Bruno Caussé


# paru



La CNCIS évalue les progrès et les insuffisances du système français de contrôle des écoutes téléphoniques.


**5<sup>e</sup> rapport d'activité 1996**  
128 pages, 130 F

La Documentation française  
29, quai Voltaire 75344 Paris cedex 07  
Téléphone 01 40 15 70 00  
Télécopie 01 40 15 72 30  
3615 ou 3616 la doc  
<http://www.ladocfrancaise.gouv.fr>



INFORMATIONS

## ACTIONNAIRES



# Actionnaires d'Elf,

## vous êtes invités à participer à votre Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire).

L'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire permet à chacun d'entre vous de participer aux prises de décisions en se prononçant par un vote sur les résolutions qui lui sont soumises.

L'Assemblée Générale constitue également un moment privilégié d'échanges de vues entre ELF et ses actionnaires.

Tout actionnaire a le droit de prendre part personnellement à l'Assemblée, de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou son conjoint, ou enfin de voter par correspondance.

**Rappel des principales modalités :**

- Immobilisation des titres avant le 24 mai 1997 par l'intermédiaire financier qui en assure la gestion.
- Demande de la carte d'admission à votre intermédiaire financier ou, si vos titres sont au nominatif, au Service des Assemblées de la Banque Paribas, 3 rue d'Ancin 75078 PARIS Cedex 02.
- Demande de vote par correspondance ou de pouvoir selon les mêmes modalités.

**Le vendredi 30 mai 1997 à 15 heures**

**A La Grande Arche**  
1, le Parvis de La Défense  
92044 Paris La Défense

**Pour toute information,**  
Jean-Louis Fiquée  
Service Relations  
avec les Actionnaires  
Tél. : 01 47 44 59 86  
Service Mixte : 3616 Clif  
Internet : <http://www.elf.fr>

**Pour toute question sur les modalités de participation ou pour en savoir plus sur le déroulement de votre Assemblée, n'hésitez pas à contacter le Service Relations avec les Actionnaires.**

**Accès à La Grande Arche**  
RER - METRO : La Grande Arche ce La Défense  
Parking central : Sortie La Défense 4

# Martine Aubry estime que la victoire travailliste va « permettre d'avancer pour une autre Europe »

Laurent Fabius imagine les quatre premières mesures d'un gouvernement de gauche

« Est-ce que l'on veut continuer avec Alain Juppé ou est-ce que l'on veut changer ? », a interrogé Laurent Fabius, dimanche 4 mai, au « Grand jury

RTL-Le Monde », en exprimant sa confiance dans la victoire de la gauche. Martine Aubry a souligné de son côté que la victoire des travaillistes

en Grande-Bretagne va « permettre d'avancer pour une autre Europe », mettant fin à la « dérive libérale » de la construction européenne.

**SONDAGES AIDANT**, Laurent Fabius s'est montré confiant, dimanche 4 mai, sur la perspective d'une victoire de la gauche aux élections législatives. « Il ne s'agit pas, comme en sport, de participer, a affirmé l'ancien premier ministre, qui s'exprimait au « Grand jury RTL-Le Monde ». Il ne s'agit même pas d'obtenir une courte défaite, il s'agit de gagner, et je crois, désormais, que c'est possible. » Favorable à la cohabitation, M. Fabius a même imaginé les quatre premières décisions d'un gouvernement de gauche. La première a trait à sa formation, avec plus de femmes, « beaucoup d'éléments nouveaux » et « des ministres qui ne cumulent pas leurs fonctions avec d'autres responsabilités importantes au niveau local ».

Un audit financier et social devrait accompagner, pour le président du groupe socialiste de l'Assemblée sortante, l'élaboration du budget avec « la priorité à l'éducation (...), au logement (...), à

la réforme fiscale (...), tout cela tourné vers l'emploi ». La troisième mesure consisterait à « engager très rapidement une négociation européenne ». Quatrième décision : la réunion de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires, la réduction de la durée du travail « où, avec les partenaires sociaux, nous fixerons des caps, qui devront être ensuite souplement négociés ».

## « A PORTÉE DE MAIN... »

M. Fabius est également revenu sur les conditions que les socialistes mettent au passage à la monnaie unique. « Jusqu'à présent, a-t-il assuré, le mot d'ordre du gouvernement français a été : on écoute les Allemands et on se tait. (...) Les Allemands (...) sont absolument déterminés à obtenir la monnaie unique. Pour le chancelier Kohl, qui est un grand européen, c'est vraiment la clé de tout. Il ne peut pas échouer. (...) Cela donne une possibilité de discussion, entre amis, et sur le fond. »

Intervenant à « 7 sur 7 », sur TF 1, Jack Lang, pour qui « la victoire est à portée de main », s'est aussi exprimé sur le débat européen. L'ancien ministre juge « scandaleux » le procès fait par la majorité, selon laquelle le PS aurait renié son message européen pour faire plaisir au PCF. « C'est inacceptable, c'est même injurieux !, s'est-il exclamé. Lionel Jospin est un homme d'Etat. Il n'est pas homme, en particulier, à sacrifier à je ne sais quel intérêt électoral l'intérêt supérieur du pays et l'intérêt supérieur de l'Europe. » « Ce que nous souhaitons, ce n'est pas moins d'Europe, mais plus d'Europe, plus d'Europe économique à travers un gouvernement économique qui contrôlerait ou qui impulserait la Banque centrale. Plus d'Europe sociale, plus d'Europe technologique, plus d'Europe pour les jeunes », a continué M. Lang, réaffirmant que le PS est fidèle à « l'Europe de Jacques Delors (...) et de François Mitterrand ».

Revenant sur le succès de Tony Blair en Grande-Bretagne, Martine Aubry a déclaré, au « Club de la presse d'Europe 1 », qu'il va « permettre d'avancer pour une autre Europe qu'une Europe financière et libérale ».

Dans un entretien publié lundi 5 mai par *Le Télégramme de Brest*, Lionel Jospin affirme que le PS veut rompre « avec cette absence de politique européenne de la France ». « C'est la voix de la France que nous voulons à nouveau faire entendre », déclare-t-il. « Ceux qui acceptent l'euro sans conditions, ajoute le premier secrétaire du PS, ceux qui acceptent la dérive libérale de l'Europe, en violation d'ailleurs de l'esprit et de la lettre du traité de Maastricht, ceux-là sont les fossoyeurs de l'idée européenne. » M. Jospin fait les 5 et 6 mai une visite en Bretagne, avec des meetings à Quimper et à Nantes.

Michel Noblecourt

## Les étudiants de l'UNEF entre réforme Jospin et réforme Bayrou

### TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

Qu'on les laisse tranquilles ! Tout occupés à digérer « l'erreur stratégique » qu'ils ont commise, le 9 avril, en s'abstenant sur la réforme Bayrou au

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) – au lieu de voter contre –, les étudiants de l'UNEF se font prier pour parler des élections. Réunis du 1<sup>er</sup> au 4 mai pour leur soixante-dix-huitième congrès à l'université de Toulouse, les militants semblent flotter dans un ailleurs politique.

Vendredi 2 mai, l'ambiance manque pourtant de virer à l'aigre. Les congressistes sont invités à dîner à la mairie de Toulouse, tenue par le centriste Dominique Baudis. Y aller ou pas ? Voilà une épineuse question en ces temps de campagne. Pour les uns, c'est une inacceptable compromission ; pour les autres, une simple visite de courtoisie, car la ville finance une partie du congrès. L'opposition au sein de l'UNEF, composée pour une large part de communistes à l'ancienne, opte évidemment pour le refus catégorique. Ces « purs et durs », qui portent en pin's le portrait de Lénine, passent au bar du congrès l'hymne soviétique et soutiennent au PCF Rémy Auchédé dans sa croisade orthodoxe, ne molliront pas.

Il faut donc voter pour se départager, camarades ! On se compte et l'on se recompte. Personne n'est dupe, c'est une bonne occasion de mesurer les forces en présence. Par cent dix-huit voix contre, cent dix-neuf et quatorze abstentions,

le congrès de l'UNEF n'ira donc pas au Capitole, autant dire à Canossa. « Tout cela est un peu ridicule », admet un étudiant de Nanterre, mais l'atmosphère tendue en dit long sur les débats internes du syndicat étudiant, exacerbés par le contexte politique. Le grand amphithéâtre de l'université Paul-Sabatier, qui accueille les séances plénières du congrès, n'est d'ailleurs jamais tout à fait plein. Il y a presque autant de monde sur la pelouse ou dans les couloirs et les discussions vont bon train.

« Personne n'ose vraiment mettre les pieds dans le plat en disant qu'il faut battre la droite », soupire un militant qui campe sur une position un peu isolée. Quelques interventions de tribune lui font pourtant écho : « Ce dont on est sûr, si la droite gagne, c'est que l'on n'obtiendra pas demain la démocratisation de l'université », martèle une étudiante. Une partie de la salle applaudit, l'autre pas. Une AGE (assemblée générale étudiante) de province renchérit : « Nous devons affirmer que nous sommes résolument à gauche. Nous ne devons pas dire que nous ne faisons pas de politique. Et nous devons absolument nous affirmer contre la droite et l'extrême droite. » Succès honorable, cette fois, pour cet effet de tribune.

### SCEPTICISME OU FRANCHE HOSTILITÉ

En coulisses, la conviction est plus molle. « On ne peut quand même pas se concentrer sur les législatives », avance l'un ; « Ce n'est pas à nous de dire ce qu'il faut voter », assure l'autre. « On est juste là pour créer un rapport de forces avec le gouvernement », affirme un troisième, sans crainte du paradoxe. Après moult réflexions, arrive l'argument ultime, fielleux à souhait : « Il ne faut tout de même

pas oublier qu'en 1992, on était dans la rue contre la réforme Jospin qui est la base de la réforme Bayrou... » Les plus prudents avouent : « Si la gauche passe, on ne sait pas ce qu'elle va faire. On en a débattu en petits groupes mais on n'est sûrs de rien. »

Olivier, militant de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire, trotskiste), étudiant à Nanterre, est plus catégorique : « Si la gauche passe, il y aura tout à craindre. Jospin avait bien préparé le coup pour Universités 2000. » Quant à la déclaration commune PS-PCF, elle plonge les congressistes, au mieux, dans une indifférence sceptique – « On a déjà vu ça quelque part et on sait comment ça a fini » – ou déclenche une franche hostilité : « Qu'ils fassent leur petit ménage tout seuls ! Ce n'est que de la magouille électorale », dit un Nancéen. Pour Pierre, le jugement est sans appel : « S'ils voulaient vraiment faire quelque chose d'intéressant, il fallait inviter toute la gauche et avoir un vrai débat. »

Bernard Thibaut (CGT) et Michel Deschamps (FSU), invités en nocturne pour un débat sur le syndicalisme, glisseront discrètement sur les législatives. Le dirigeant cheminot du mouvement social de décembre 1995 attribue la réticence des étudiants à parler des élections à leur peur d'être politiquement étiquetés, mais il relève des convergences sur les questions que se posent les syndicalistes de l'UNEF et les autres. Finalement, c'est un petit barbu qui se taille le meilleur succès en déclarant sous les applaudissements nourris : « Bonsoir, je suis Guy Favier, CGT, celui qui a fait que, pendant vingt-cinq jours, il n'y a pas eu de bus à Toulouse. »

Béatrice Gurrey

## LE SONDAGE DU JOUR

La gauche en hausse selon IFOP et Sofres, en baisse selon BVA

RAPPEL LÉGISLATIVES 1993	INTENTIONS DE VOTE DE PREMIER TOUR EN %					
	IFOP 2 mai	évolution depuis le 25 avril	SOFRES 2-3 mai	évolution depuis le 25 avril	BVA 30 avril -3 mai	évolution depuis le 25 avril
EXTRÊME GAUCHE	1,8	+ 0,5	2	- 0,5	2,5	+ 0,5
PC	9,1	=	10	+ 1	11	+ 1
PS	17,4	+ 2,5	28	=	25	- 2
DIVERS GAUCHE	2,5		2	+ 0,5	1	
ÉCOLOGISTES	11,1	+ 0,5	5	=	7,5	+ 0,5
UDF	39,7	=	34	- 1	36	+ 1
RPR						
DIVERS DROITE	4,4	- 1,5	4	- 1	4	
FRONT NATIONAL	12,7	- 2	15	+ 1	13	- 1

L'enquête de l'IFOP a été réalisée le 2 mai, auprès d'un échantillon de 1 002 personnes inscrites sur les listes électorales, et publiée par le *Journal du dimanche* (daté 4 mai). L'enquête de la Sofres a été réalisée les 2 et 3 mai auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes et publiée par le *Figaro* (daté 5 mai). Celle de BVA pour Europe 1 et *Paris-Match* (daté 7 mai) a été effectuée du 30 avril au 3 mai auprès d'un échantillon de 958 personnes inscrites sur les listes électorales. La marge d'erreur sur un échantillon de 1 000 personnes est de 2 à 3 points.

## Les électeurs restent perplexes à trois semaines du premier tour

DEUX SEMAINES après l'annonce de la dissolution, les derniers sondages démontrent qu'une incertitude croissante pèse sur les résultats du scrutin des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin. Il y a huit jours, l'IFOP et la Sofres donnaient la majorité RPR-UDF gagnante, en voix et surtout en sièges. Ces deux instituts indiquent, aujourd'hui, un rééquilibrage sensible en faveur de la gauche, qui devancerait désormais la majorité sortante de trois points dans les intentions de vote au premier tour, selon l'IFOP, et de quatre points selon la Sofres. Plus encourageant encore pour les socialistes, ils ont, selon l'IFOP, progressé en une semaine de 2,5 points dans les intentions de vote. Quant à la Sofres, elle indique, pour la première fois, qu'une majorité relative de Français (41 % contre 39 %) souhaitent une victoire de la gauche.

Les projections en sièges, établies à partir de ces intentions de vote, vont dans le même sens. Si la majorité sortante (grâce au mécanisme du scrutin majoritaire et à celui du report de voix) continue à bénéficier d'une avance en sièges, celle-ci est de plus en plus étroite. Pour l'IFOP, RPR et UDF sont crédités de 269 à 299 sièges, le PS et ses alliés de 232 à 256 et le PC de 23 à 29. Les simulations de la Sofres sont quasiment identiques : 279 à 303 sièges pour la coalition RPR-UDF, 232 à 241 pour le PS et 20 à 31 pour le PC.

### UN SCRUTIN OUVERT

Au total, l'avance de la majorité sortante était d'une bonne centaine de sièges la semaine dernière ; elle serait, aujourd'hui, inférieure à une trentaine sur les 555 circonscriptions métropolitaines. Le scrutin paraît donc de plus en plus ouvert, même si ces projections en sièges doivent être accueillies avec d'autant plus de précautions que les instituts n'ont

pas encore pris en compte la multiplication des candidatures marginales et les risques qu'elles impliquent de dispersion de voix au premier tour.

La dernière enquête de BVA impose une prudence accrue. Cet institut indique, en effet, un mouvement inverse, selon lequel les candidats du PS seraient en perte de vitesse (en recul de 2 points dans les intentions de vote) et la gauche devancée par la majorité. Selon Romain Pache et Jean-Louis Missika, responsables des études politiques de cet institut, on observe un double mouvement de l'opinion. A gauche, la baisse du PS s'expliquerait, à la fois par le « manque de crédibilité » du Parti socialiste (dont 28 % seulement des personnes interrogées jugent qu'il a « une politique de rechange ») et par une certaine « radicalisation » de l'électorat de gauche, au profit de l'extrême gauche, du PC et des écologistes. A droite, l'on observerait un léger recentrage, en faveur de la majorité sortante, de l'électorat du Front national dont les franges les moins militantes rechigneraient devant la « radicalisation » de la campagne de Jean-Marie Le Pen.

Bref, les Français semblent plus perplexes que jamais, comme si, après quinze jours de campagne électorale, les lignes de force et l'enjeu du débat ne leur apparaissent toujours pas clairement. Ainsi, selon l'IFOP, la Sofres et BVA, un gros tiers (entre 35 % et 37 %) de ceux qui expriment une intention de vote reconnaissent qu'ils peuvent encore changer d'avis. BVA ajoute que 25 % des personnes interrogées déclarent qu'elle ne feront leur choix que dans les tout derniers jours – voire lors des dernières heures – de la campagne.

Gérard Courtois

DEMAIN MATIN PREMIERE HEURE,  
VOUS AVEZ LE CHOIX :  
10 H 30, OU MEME 8 H 30  
SI VOUS VOULEZ.



Un colis urgent ? Le Service Express UPS vous garantit la livraison avant 10 h 30 le lendemain matin.  
Un colis très urgent ? Le Service Express Plus UPS vous garantit la livraison avant 8 h 30 le lendemain matin.



<http://www.ups.com>

UPS est une marque déposée de United Parcelles of America, Inc. UPS est une entreprise américaine. UPS est une entreprise américaine.

C'est comme si c'était fait.





**JUSTICE** Chargée par le président de la République, en janvier, de réfléchir à une réforme de la justice, la commission que préside Pierre Truche rendra ses conclusions en juillet. Elle

examine actuellement les multiples contributions qu'elle a demandées sur l'indépendance du parquet et le respect de la présomption d'innocence. ● TROIS ANCIENS GARDES DES

SCEAUX, Henri Nallet, Michel Vauzelle et Pierre Méhaignerie, plaident pour le maintien d'un lien entre le parquet et le pouvoir politique. Mais, à des degrés divers, ils proposent des garan-

ties renforcées concernant la transparence des procédures et les nominations de magistrats. ● PLUSIEURS RESPONSABLES de syndicats de magistrats dénoncent la « gestion

téléphonique » de certaines affaires sensibles par le directeur des affaires criminelles à la chancellerie, Marc Moïnard. Ainsi est tourné l'écueil des instructions écrites.

# L'indépendance du parquet est au cœur des travaux de la commission Truche

Installés par Jacques Chirac en janvier, ses vingt et un membres ont reçu plus de soixante-dix contributions écrites de personnalités ou de responsables d'organisation. Les avis divergent quant au statut du ministère public et au respect de la présomption d'innocence.

**DEPUIS** la fin du mois de janvier, ils se réunissent tous les lundis dans le salon des Oiseaux, à la chancellerie, qui avait accueilli il y a un an les travaux du haut-comité consultatif sur la réforme de la cour d'assises. Qu'ils soient philosophe, magistrat, avocat, sociologue, journaliste, professeur de droit, conseiller d'Etat ou préfet, les vingt et un membres de la commission présidée par Pierre Truche tentent, semaine après semaine, d'explorer le territoire qui leur a été assigné, le 21 janvier, par le président de la République : l'indépendance du parquet et le respect de la présomption d'innocence.

Ce jour-là, en installant la commission, Jacques Chirac avait défini avec précision ses missions : s'interroger sur « les meilleurs moyens de ne laisser envisager la culpabilité qu'au moment où elle est suffisamment avérée » et étudier « les modalités et les conséquences d'une situation nouvelle dans laquelle le parquet ne serait plus subordonné au garde des sceaux, et éventuellement même, ne serait plus hiérarchisé ». Conscient que ces questions soulevaient des interrogations sur l'équilibre institutionnel de la V<sup>e</sup> République, M. Chirac l'avait également invitée à une réflexion sur la légitimité d'un parquet indépendant.

Depuis cette cérémonie, la commission s'est mise au travail. Elle a commencé par rassembler les documents qui existent déjà : les travaux de la commission justice pénale et droits de l'homme présidée par Mireille Delmas-Marty ou le rapport sénatorial de MM. Haenel et Arthuis, mais aussi des dizaines de travaux réalisés au

cours des dernières années. Pierre Truche a ensuite demandé à plus de soixante-dix organisations professionnelles et personnalités de fournir une contribution écrite. A partir du mois de juin, ce travail sera complété par des auditions orales.

Pour le moment, la commission défriche peu à peu le terrain. Tous les lundis, à partir de 13 heures, un ou plusieurs membres présentent un exposé. Certains sont d'ordre

mi-juillet, a prévu plusieurs journées de travail supplémentaires.

Les contributions écrites sur l'indépendance du parquet donnent une idée de l'immensité du chantier. Le statut du ministère public peut se décliner en une multitude de questions : faut-il que le garde des sceaux reste le chef du parquet ? Doit-il avoir le droit de lui adresser des instructions générales, mais aussi individuelles ? Comment entourer de garanties la

## Des magistrats, des avocats et des intellectuels

Outre Pierre Truche, premier président de la Cour de cassation, qui la préside, la commission de réflexion sur l'indépendance du parquet et le respect de la présomption d'innocence comprend vingt membres. Elle réunit cinq magistrats – le procureur général près la Cour de cassation Jean-François Burgelin, Renaud Chazal de Mauriac, Hervé Expert, Marie-Thérèse Lesueur de Givry, Christian Raysseguier –, quatre avocats – Daniel Amson, Laurent Cohen-Tanugi, Ghislaine Dejardin, Philippe Lemaire –, cinq universitaires – Blandine Kriegel, Raymond Boudon, Luc Ferry, Thierry Renoux, Jacques-Henri Robert –, ainsi que deux journalistes – le président de Reporters sans frontières, Noël Copin, et le PDG de l'AFP, Jean Miot. Sont également membres de cette commission Hubert Blanc, préfet, Jean-Baptiste de Foucauld, inspecteur des finances, Alain Bacquet, président de la section sociale du conseil d'Etat, et Jean Kahn, président de section honoraire du Conseil d'Etat.

technique : destinés aux membres de la commission qui ne font pas partie du monde judiciaire, ils font le point sur la mécanique procédurale française. D'autres sont plus théoriques : Blandine Kriegel, professeur d'histoire des idées politiques à Paris-X, a ainsi évoqué le problème de la légitimité du juge. Ces travaux sont suivis d'une discussion qui se poursuit souvent jusqu'à 20 heures. Dans les semaines à venir, la commission, qui doit rendre son rapport final à la

nomination des procureurs ? Faut-il créer un corps de magistrats du parquet distinct de celui du siège ? Faut-il rattacher la police judiciaire à la justice ? Est-il concevable de remplacer le principe de l'opportunité des poursuites, qui aboutit au classement de près de 85 % des procédures, par le principe de la légalité des poursuites, qui suppose de poursuivre dans tous les cas ?

La commission Truche a demandé des contributions écrites aux

anciens gardes des sceaux (*lire ci-dessous*) mais aussi aux anciens directeurs des affaires criminelles et des grâces. Dans un texte de treize pages, Franck Terrier, qui a coordonné l'action publique de 1990 à 1993 aux côtés d'Henri Nallet et Michel Vauzelle, ne craint pas de se situer à contre-courant. « A l'exception de quelques-uns, les parquets ont acquis leur indépendance. Il ne résulte de cette situation que des inconvénients. » Tout en plaçant en faveur d'un renforcement des garanties de nominations, M. Terrier estime que le pouvoir politique doit fermement contrôler la politique pénale, ce qui exige, selon lui, un « resserrement du lien hiérarchique ». Le magistrat, qui a géré l'affaire Urba, souhaite maintenir les instructions individuelles, y compris les instructions de classement, parfois « nécessaires et légitimes ». L'« état présent de l'opinion publique » le conduit cependant à prévoir, en cas de conflit entre le ministre et un procureur, « une possibilité d'arbitrage » confiée au Conseil supérieur de la magistrature (CSM).

Bruno Cotte, qui a été directeur des affaires criminelles de 1984 à 1990, s'oppose lui aussi à l'indépendance du parquet. « Il ne saurait, à mon sens, être question de couper définitivement tout lien et de rendre les parquets totalement indépendants », écrit-il dans une contribution publiée par *Justice*, la revue du Syndicat de la magistrature. « Le garde des sceaux doit conserver la possibilité de prescrire, par écrit, l'engagement de poursuites sans pour autant pouvoir imposer le choix de la qualification d'ouverture ni le mode de poursuite : ouverture d'information judi-

ciaire ou enquête préliminaire, par exemple. » Dans ce schéma, les magistrats du parquet se verraient cependant octroyer de nouvelles garanties statutaires grâce à un CSM rénové.

A travers ces discussions apparaît en filigrane un débat sur la légitimité du ministère public. Qu'il s'agisse du Conseil national des barreaux, de la Conférence des bâtonniers ou du barreau de Paris, les avocats insistent sur la valeur

irremplaçable du politique. « Le parquet agit au nom de la société, incarnée en l'espèce par le ministre de la justice, et trouve ainsi la source de sa légitimité »

## Les bâtonniers :

« Le parquet agit au nom de la société, incarnée en l'espèce par le ministre de la justice, et trouve ainsi la source de sa légitimité »

irremplaçable du politique. « Le parquet agit au nom de la société, incarnée en l'espèce par le ministre de la justice, et trouve ainsi la source de sa légitimité », note la Conférence des bâtonniers. Les magistrats développent une tout autre analyse. « La légitimité du ministère public ne trouve pas sa source dans la subordination hiérarchique, mais dans le respect de la Constitution et de la loi », écrit l'Union syndicale des magistrats. « La magistrature n'est légitime que si elle offre, préci-

sément, des garanties d'indépendance, ajoute le Syndicat de la magistrature. Seule l'indépendance des parquets permettra de rendre effectif le principe de la séparation des pouvoirs. »

Au chapitre de la présomption d'innocence, beaucoup soulignent que cette notion ne saurait être restreinte au seul problème du secret de l'instruction : formulée pour la première fois dans la Déclaration de 1789, la présomption d'innocence est, selon l'expression du SM, « une exigence procédurale impliquant que soient définies les règles de la procédure criminelle garantissant la "sûreté" des citoyens ». La plupart des organisations, notamment celles d'avocats, insistent donc sur la nécessaire réforme des moments-clés de la procédure pénale : garde à vue, mise en examen, placement en détention provisoire.

Sur le secret de l'instruction, rares sont ceux qui pensent qu'un silence absolu est encore possible. « Il ne pourrait être restauré qu'au prix de mesures coercitives attentant gravement à la liberté de la presse et inévitablement perçues comme inspirées par la seule volonté d'entraver les investigations médiatiques », constate le Syndicat national des journalistes. Beaucoup plaident donc en faveur d'un renforcement des mesures de réparations compensées par une « publicité tempérée » lors de l'instruction. L'USM propose ainsi que le débat sur la détention provisoire soit public, tandis que le Conseil national des barreaux propose d'étendre la transparence à toutes les « phases contentieuses » de l'instruction.

Anne Chemin

## Quand des anciens gardes des sceaux tirent les leçons du passé

**IIS ONT** tous trois été gardes des sceaux, et tous trois ont été confrontés, durant leur séjour Place Vendôme, à des affaires sensibles. De 1990 à 1992, Henri Nallet (PS) a vécu jour après jour les soubresauts du dossier Urba ; de 1992 à 1993, Michel Vauzelle (PS) a géré certains dossiers touchant Bernard Tapie ; quant à Pierre Méhaignerie (CDS), il était, de 1993 à 1995, ministre de la justice lorsque les enquêtes préliminaires sur le Parti républicain et le CDS ont abouti. Lorsqu'ils occupaient ce ministère, tous trois défendaient une conception traditionnelle du parquet, mais, au fil des ans, ils ont évolué.

Dans sa contribution, Henri Nallet estime qu'il est possible de répondre aux attentes de l'opinion « sans mettre à bas » le système judiciaire français. A ses yeux, le garde des sceaux doit rester le chef du parquet et le responsable de l'action publique sur l'ensemble du territoire : il en déterminerait les orientations après avoir consulté un « conseil national de politique pénale » composé d'élus, de magistrats, d'avocats et de professeurs, et il en rendrait compte, tous les ans, devant le Parlement. En revanche, et c'est là que se situe la principale nouveauté, le ministre perdrait tout pouvoir d'intervention dans les dossiers individuels. « Toute infraction à la nouvelle règle met en jeu la responsabilité du ministre selon les nouvelles dispositions constitutionnelles », ajoute-t-il.

A cet assouplissement des relations hiérarchiques entre le ministre et les parquets, s'ajouteraient des garanties de nominations plus fortes : le système de désignation des magistrats du parquet serait aligné sur celui des magistrats du siège. Afin de tirer la leçon des « dysfonctionnements récents », la police judiciaire serait en outre placée sous l'autorité des procureurs. Cette relative autonomie aurait pour corollaire un contrôle plus étroit des parquets dans leur action quoti-

dienne : pour éviter que les justiciables soient victimes de l'« activisme », du « désintérêt » ou de la « fantaisie » des procureurs, Henri Nallet propose que leurs décisions puissent être contestées devant la chambre d'accusation. « Ce système est la contrepartie indispensable de l'indépendance », conclut-il.

Au chapitre de la présomption d'innocence, M. Nallet ne s'attarde guère sur l'attitude des médias. « Toute velléité, si timide soit-elle, d'organiser ou d'encadrer la mise à mal régulière des grands principes se heurte à la légitimité de la presse d'informer le public de ce qu'on voudrait parfois lui cacher. A tout prendre, il vaut mieux encore en démocratie en savoir plus que pas assez... La sagesse est plutôt de se résigner à vivre ainsi. » En revanche, Henri Nallet souhaite que le placement en détention provisoire soit décidé par une juridiction des libertés au terme d'un débat public et qu'un mis en examen puisse obtenir de la chambre d'accusation une date d'achèvement de la procédure.

### CONCEPTION « RÉPUBLICAINE »

Michel Vauzelle, qui a succédé à Henri Nallet en 1992, défend, lui aussi, une conception « républicaine » rénovée. « Toute réforme qui isolerait la justice de la vie de la communauté nationale serait attentatoire à la démocratie, écrit-il. De même que la justice doit continuer à être rendue au nom du peuple français, de même les procureurs doivent être ceux de la République. » M. Vauzelle propose donc de maintenir la subordination actuelle des parquets au garde des sceaux tout en confiant la nomination des procureurs au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et en interdisant au ministre d'intervenir dans les dossiers particuliers.

Le parquet se verrait en outre imposer des délais-butoirs : en cas de demande de réquisitoire supplémentaire, il disposerait d'un délai de réponse maximum et serait dans

l'obligation de motiver son refus. Sur la présomption d'innocence, l'ancien ministre socialiste propose de revenir aux innovations contenues dans la réforme de la procédure pénale qu'il avait défendue en 1992 : un mécanisme de mise en examen progressif et un placement en détention provisoire confié à un juge autre que le juge d'instruction. « Le renforcement de la présomption d'innocence ne saurait en aucun cas être trouvé dans des mesures interdisant la publication du nom des personnes poursuivies, assorties de sanctions pénales, ajoute-t-il. Une telle solution serait

nécessairement perçue comme visant à « étouffer les affaires ». » En revanche, M. Vauzelle plaide en faveur de mesures « visant à garantir un meilleur respect de la déontologie par certains médias ».

### METTRE FIN AU SOUPÇON

Dans une contribution qu'il s'approprié à transmettre à la commission, le garde des sceaux d'Edouard Balladur, Pierre Méhaignerie, estime qu'il faut mettre fin au soupçon qui domine actuellement les relations entre le pouvoir exécutif et l'autorité judiciaire. Pour cela, il propose de confier les

## Trois ouvrages sur l'émergence d'un nouveau pouvoir judiciaire

La « révolution culturelle » des années 80 racontée par les responsables des syndicats de magistrats

**S'IL EXISTE** une histoire de la genèse de la commission Truche, elle se trouve dans ces trois livres qui retracent l'histoire tumultueuse des relations entre le pouvoir politique et la justice depuis quinze ans. Comme s'ils s'étaient donné le mot, comme s'ils estimaient



BIBLIOPHAGIE

l'histoire suffisamment mûre pour être écrite, comme s'il fallait, en ces temps de débat public sur la justice, ne pas laisser passer l'occasion d'apporter sa pierre, les responsables des trois principaux syndicats de magistrats ont décidé de raconter la révolution culturelle des années 80 : une société qui se « judiciairise », des hommes politiques qui découvrent la magistrature, un pouvoir exécutif qui tente, vaillamment de fond touchant la plupart des pays européens.

Ces trois ouvrages décrivent l'émergence, souvent confuse et chaotique, d'un véritable pouvoir judiciaire, mais chacun le fait à sa

manière. Georges Fenech, le président de l'Association professionnelle des magistrats (APM), une machine de guerre contre Robert Badinter née en 1981, ne cache pas ses sympathies pour la droite : oubliant opportunément les nominations très politiques des années Toubon, M. Fenech dénonce vigoureusement la « nomenklatura rose » des années 80 et le « laxisme judiciaire ».

Infinitement plus serein, Valéry Turcey, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM), raconte en détail l'histoire d'un prince qui vit un jour s'installer en son château un juge qui lui donna le sentiment « de ne plus se sentir chez lui ».

Très politiques, les trois responsables du Syndicat de la magistrature (SM), Jean-Claude Bouvier, Pierre Jacquin et Alain Vogelweith, analysent l'affrontement entre les juges et les élus au travers de la gestion des « affaires ».

Pour M. Fenech, l'épisode fondateur de cette redistribution des cartes est l'affaire Carrefour du développement. Nous sommes en 1990, mais tous les ingrédients du conflit à venir sont déjà là : un mi-

nistère de la République blanchi par une amnistie sur mesure ; des magistrats qui protestent contre la loi au nom de l'égalité devant la loi ; une tempête politique qui se conclut par un appel au Conseil supérieur de la magistrature de l'époque (la réforme du CSM date de 1993).

Sur la présomption d'innocence, M. Méhaignerie estime qu'il est inutile de tenter d'imposer à tout

## Trois ouvrages sur l'émergence d'un nouveau pouvoir judiciaire

La « révolution culturelle » des années 80 racontée par les responsables des syndicats de magistrats

nominations du parquet, qui fait très largement intervenir le gouvernement, et sur les limites du pouvoir des juges d'instruction, qui ne peuvent s'autosaisir. Contrairement à ce que l'on dit parfois, il n'y a ni complot ni gouvernement des juges, concluent-ils tous. « On ne peut pas gouverner en rendant des jugements, estime Valéry Turcey. A l'inverse – le message de Montesquieu est là, – les gouvernants n'ont pas à peser sur le contenu des décisions de justice. (...) Le pouvoir de dire le droit en appliquant la même loi à tous les justiciables : les magistrats n'en demandent pas plus. »

### CONFRONTATION AVEC L'EXÉCUTIF

Pour M. Turcey comme pour les responsables du SM, le premier choc se produit en réalité un an plus tard, le 7 avril 1991, avec la perquisition du juge Jean-Pierre dans les locaux parisiens d'Urba-Technic. Cette affaire « ouvre un chapitre des relations exécutif-justice imprévu dans les schémas de la V<sup>e</sup> République », notent MM. Bouvier, Jacquin et Vogelweith.

Suit l'histoire d'une institution délaissée depuis des siècles par le pouvoir politique, qui découvre soudainement les affres de la confrontation avec l'exécutif. Survient également, notamment dans l'ouvrage de Valéry Turcey, quelques mises au point utiles sur les chiffres de la détention provisoire, qui baisse avec constance depuis 1985, sur le mécanisme des

★ *Le Prince et ses juges ; vers un nouveau pouvoir judiciaire*, de Valéry Turcey, Plon, 241 pages, 125 francs, à paraître le 22 mai.

★ *Main basse sur la justice*, de Georges Fenech, J.-C. Lattès, 286 pages, 119 francs.

★ *Les affaires, ou comment s'en débarrasser*, de Jean-Claude Bouvier, Pierre Jacquin et Alain Vogelweith, La Découverte, 255 pages, 125 francs.

A. C.

A. C.





## La gestion téléphonique des affaires par M. Moinard

DANS LEUR LIVRE sur la justice, Jean-Claude Bouvier, Pierre Jacquinet et Alain Vogelweith écrivent que, dans les dossiers sensibles, le directeur des affaires criminelles et des grâces, Marc Moinard, a mis en place « une négociation franche et directe » avec les parquets : violant le code de procédure pénale, qui impose que les instructions du garde des sceaux aux procureurs soient écrites, M. Moinard pratique, depuis sa nomination, en septembre 1996, une gestion téléphonique des affaires. « Plus question de notes techniques, soulignent les trois responsables du Syndicat de la magistrature (SM). Trop dangereux. Désormais, tout doit se faire oralement, au téléphone de préférence, en espérant qu'un jour un petit malin n'ait pas la mauvaise idée de placer une écoute. »

Dans cette « négociation », Marc Moinard dispose d'un outil de taille : depuis son entrée dans la magistrature, en 1967, il a accompli toute sa carrière au parquet avant de devenir, en 1995, le directeur des services judiciaires de la chancellerie. A ce titre, il a géré la plupart des mouvements de nominations récents, et notamment celui de l'été 1995, qui a profondément renouvelé la hiérarchie judiciaire française. Cette connaissance de la magistrature lui est très utile. « M. Moinard, note le SM, est sans doute le mieux placé pour savoir que ce ne sont pas les arguments techniques qui sont les plus efficaces auprès des procureurs mais les espoirs d'avancement. » Bien qu'il soit aujourd'hui à la tête de la direction des affaires criminelles, il s'occupe encore de très près des nominations, au point, ajoute le syndicat, qu'« à la chancellerie, on se demande si Marc Moinard n'a pas décidé de porter les deux casquettes en même temps ».

Plusieurs procureurs et procureurs généraux confirment que M. Moinard donne souvent les instructions de la chancellerie par téléphone. « La règle, c'est de ne pas laisser de traces écrites, note l'un d'eux. Qu'il s'agisse de l'orientation d'une procédure ou de l'audience d'une affaire, il nous demande de ne pas saisir officiellement la chancellerie de demandes d'instructions. Dans les dossiers sensibles, le ministère n'est donc apparemment pas sollicité. » Le directeur des affaires criminelles conteste vigou-

reusement ces affirmations. « La criminelle a toujours eu des communications avec les parquets et elle en aura toujours, notamment sur des problèmes techniques ; mais je démens avoir jamais donné une seule instruction téléphonique de classement. De toute façon, ce sont des méthodes d'un autre âge : l'évolution des mentalités est telle que les procureurs ne l'accepteraient plus. »

### ÉCRITES ET MOTIVÉES

Depuis 1993, toutes les instructions du garde des sceaux aux parquets doivent impérativement être écrites. Lors de l'examen de la réforme du code de procédure pénale présentée par le ministre de la justice de l'époque, Michel Vauzelle, l'Assemblée nationale avait, le 7 octobre 1992, imposé cette exigence au terme d'une discussion sur un amendement présenté par Nicole Catala (RPR, Paris) précisant que les instructions du garde des sceaux devaient être « écrites, motivées et jointes au dossier ». « Il faut permettre au garde des sceaux (...) de donner des instructions générales aux procureurs généraux mais il me paraît impensable de conserver notre système de directives nominatives, notait Pascal Clément (UDF-PR, Loire). (...) Oui aux liens hiérarchiques, mais oui, aussi, à la transparence. »

Au cours de cette séance, Jacques Toubon, qui n'était pas encore ministre de la justice, avait vigoureusement défendu l'indépendance du parquet. « Que le ministre réfléchisse deux secondes, lançait-il à Michel Vauzelle. Il se rendra compte que le meilleur garde des sceaux, la meilleure chancellerie seraient ceux qui accepteraient de couper les ponts entre le gouvernement et le parquet. Justifier par une élection, qui crée une majorité, la prétention de définir l'attitude des magistrats dans les affaires, les unes après les autres, est une perversion des principes républicains. Deux cents ans après la Révolution, peut-être est-il temps de songer à en faire une nouvelle ! » A l'époque, M. Toubon ne croyait guère à la vertu des instructions écrites. « Rien n'empêchera le gouvernement de continuer à donner ses instructions par tout moyen, vérifiable ou non, comme dans le passé », concluait-il.

A. C.

### Le statut actuel du parquet

● **Rôle** : le ministère public, ou le parquet, est chargé de déclencher les poursuites. Lorsqu'ils sont saisis d'une plainte, les magistrats du parquet – procureurs et substituts – peuvent classer le dossier, ordonner une enquête préliminaire qui sera conduite par la police judiciaire, ou ouvrir une information judiciaire qui sera confiée à un juge d'instruction. A l'audience, le parquet, en tant que représentant de la société, requiert des peines.

● **Statut** : au terme du statut de la magistrature de 1958, « les magistrats du parquet sont placés sous l'autorité du garde des sceaux ». Placé à la tête du parquet, le ministre peut diffuser aux procureurs des instructions générales de politique pénale. Il peut également intervenir dans des dossiers particuliers en

demandant à un procureur de poursuivre. Depuis 1993, ces instructions doivent impérativement être « écrites et versées au dossier ». Il ne peut en revanche donner des instructions de classement.

● **Nominations** : à la différence des magistrats du siège, nommés par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), les procureurs sont nommés après un avis simple du CSM qui n'engage en rien les autorités. Le CSM n'a en outre aucun droit de regard sur les nominations du procureur général près la Cour de cassation et des procureurs généraux près les cours d'appel, qui interviennent en conseil des ministres. Les magistrats du parquet ne sont pas inamovibles, contrairement à leurs homologues du siège.

# Comparution de manifestants anti-FN et polémique sur le rôle de la police

Dix personnes interpellées le 11 mars à l'issue d'une manifestation contre le Front national doivent être jugées à Marseille. L'intervention des forces de l'ordre fait l'objet d'une vive controverse

### MARSEILLE

de notre correspondant

Affichée dans les cabines téléphoniques de Marseille, une photo montre un CRS casqué brandissant sa matraque devant une dame âgée qui se protège le visage avec les mains. L'affiche est barrée du slogan « Mais que fait la police ? » et invite à soutenir dix jeunes interpellés le 11 mars 1997, à l'issue d'une manifestation organisée contre un meeting du Front national, et dont les procès doivent se tenir durant le mois de mai.

Près de deux mois après l'intervention controversée de la police, qui, ce jour-là, avait tiré un grand nombre de grenades lacrymogènes sur le cortège, l'émoi est toujours grand à Marseille. Mercredi 30 avril, les responsables d'un comité de soutien créé au lendemain de la manifestation ont déposé 153 plaintes de personnes ayant souffert des gaz, s'ajoutant à plusieurs dizaines d'autres déjà adressées au parquet. Vendredi 2 mai, 150 personnes regroupées sous une banderole dénonçant les « violences policières », ont manifesté devant le palais de justice, où devait comparaître un jeune étudiant en histoire pour « violences sur agent de la force publique ».

Ce premier procès d'une série de dix a été reporté au 15 octobre, au motif que la 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle n'avait pas le temps d'entendre les vingt-six témoins cités par la défense. En fait, comme l'a déclaré le procureur de la République, la justice souhaite, avant de juger, prendre connaissance d'un rapport de l'Inspection générale de

la police nationale (IGPN), chargée par le parquet de Marseille d'une enquête sur d'« éventuelles responsabilités policières ». L'IGPN, qui a procédé à l'audition de responsables de la police présents sur place et du directeur départemental de la sécurité publique, a pour mission d'établir les conditions de l'intervention des forces de l'ordre et de vérifier le rôle des fonctionnaires en civil ayant procédé à des interpellations musclées. La plupart de ceux-ci n'auraient pas porté le brassard « police », pourtant obligatoire.

### « UNE SOURICIÈRE »

A l'occasion d'une rencontre, mardi 29 avril, avec les membres du comité de soutien, le préfet délégué pour la sécurité et la défense, Michel Sappin, aurait admis « une erreur opérationnelle de commandement ». Interrogé par *Le Monde*, Jacques Guida, chef de cabinet du préfet de police, n'a pas démenti ce terme, mais a rappelé que « l'action des forces de l'ordre avait été rendue nécessaire pour éviter toute confrontation entre manifestants et sympathisants du FN ». Répondant au comité de soutien, selon lequel les barrières mises en place le 11 mars avaient pour objectif de former « une souricière, une nasse à manifestants », M. Guida a déclaré qu'« il n'est pas dans l'esprit d'un dispositif policier de vouloir piéger les gens ».

De nombreux témoins contestent la première version policière, selon laquelle des « casseurs » auraient pris à partie les forces de l'ordre. Dans un récit

adressé au *Monde*, une manifestante affirme n'avoir vu « aucun jeune se livrer à des dégradations sur les vitrines ni sur le mobilier urbain ». Un enseignant marseillais renchérit : « Ce n'est qu'après une charge musclée que quelques projectiles dérisoires glanés dans les poubelles furent envoyés. » Les procédures établies contre les manifestants interpellés évoquent des jets de bouteilles.

Quelques jeunes gens poursuivis ont reconnu un tel geste, mais la majorité le conteste, à l'instar de Pascal, vingt-deux ans, étudiant aux Beaux-Arts. « J'étais dans la manifestation dans un but pacifique. C'était bon enfant, mais à la fin il y a eu des gaz lacrymogènes et cela a tourné à la panique. » Avocat de plusieurs prévenus, M<sup>re</sup> Philippe Jacquemin qualifie ces interpellations d'« inadmissibles loteries ». Le 12 mars, le tribunal correctionnel avait déjà condamné en comparution immédiate trois personnes à trois mois de prison avec sursis et 1 500 francs d'amende. Toutes ont fait appel.

Une « soirée de soutien aux inculpés du 11 mars » devait se tenir, lundi 5 mai, au Théâtre Toursky. Le directeur de cette scène, Richard Martin, lui-même mis en examen pour « violences sur agent de la force publique », reconnaît avoir ceinturé un homme sans brassard en train de frapper un manifestant au sol. « Mon attitude, présentée comme un acte de délinquance, dit-il, n'était qu'une assistance à personne en danger. »

Luc Leroux

## Les « conseils commerciaux » d'un militant socialiste devant le tribunal de Nantes

### NANTES

de notre correspondant

Assistance commerciale aux entreprises ou trafic d'influence sur des marchés publics d'une quinzaine de municipalités socialistes dans l'Ouest, dont Nantes, La Roche-sur-Yon, Lorient ? Daniel Nedzela a comparu, vendredi 2 mai, devant le tribunal correctionnel de Nantes, pour rendre compte de ses activités de gérant de la Société nouvelle d'édition et de publicité (SNEP). Activités fort rentables : 8,5 millions de francs de bénéfice net pour 28 millions de chiffre d'affaires en 1990 ; une rémunération annuelle moyenne de 4 millions de francs en salaires et dividendes entre 1989 et 1992 ; 12 millions de francs de valeurs mobilières retrouvées par la police judiciaire de Nantes, en 1993.

Ancien élève de l'école supérieure de commerce de Nantes, Daniel Nedzela était un militant socialiste affiché, spécialiste de l'édition, organisateur de spectacles pour les plus grandes vedettes de la chanson. Mais n'était-il que ce « grand professionnel reconnu sur la place de Nantes, n'ayant rien à voir avec les aventuriers des affaires politico-financières » décrit par son avocat, M<sup>re</sup> Quimbert ?

### CONVENTIONS ÉCRITES

Daniel Nedzela a constitué son carnet d'adresses en imprimant des journaux municipaux et en collectant leurs encarts publicitaires. « Sollicité pour obtenir des conseils commerciaux », c'est tout naturellement, explique-t-il, qu'il a ensuite « aidé des chefs d'entreprise n'ayant pas le temps de se tenir au courant des appels d'offres » en les faisant « bénéficier d'informations obtenues en primeur parce que je réalisais les journaux municipaux ». Rien d'illégal à cela, affirme-t-il, en se référant aux conventions écrites passées avec les entreprises, qui prévoyaient des rémunérations allant de 1 % à 5 % du montant des marchés, versées uniquement en cas de succès. Aucun des soixante-neuf chefs d'entreprise entendus lors de l'enquête n'a fait état de contacts directs noués, grâce à lui, avec des élus ou des responsables administratifs des municipalités.

« Je n'étais pas sûr de l'efficacité de son intervention, mais j'étais certain de ne pas avoir le marché si je ne le sollicitais pas », a cependant témoigné l'un d'eux.

Pour le procureur adjoint, Michel Sennes, ces informations « étaient bien de première main puisqu'elles intervenaient avant les appels d'offres ou portaient sur les propositions de concurrents, ce qui prouve qu'elles étaient obtenues de personnes se trouvant au cœur du système de décision ». D'ailleurs, Daniel Nedzela « avait lui-même indiqué, le 16 juin 1992, au conseiller Van Ruybecke, qu'il tenait ses informations d'élus et de fonction-

naires municipaux ». Le représentant du parquet a demandé au tribunal de retenir le trafic d'influence et de condamner Daniel Nedzela à trois ans d'emprisonnement dont deux avec sursis, 500 000 francs d'amende, assortis d'une privation de droits civiques pendant cinq ans. S'étonnant de voir son client comparaître seul, M<sup>re</sup> Quimbert a plaidé la relaxe, en qualifiant de « fantasques » les accusations de financement de partis politiques puisque aucune pièce du dossier n'en fait état. Jugement le 19 septembre.

Adrien Favreau

TOTAL

AVIS DE CONVOCATION

Actionnaires de TOTAL, vous êtes invités à participer à l'Assemblée Générale Mixte (ordinaire et extraordinaire) du

MERCREDI 21 MAI 1997 à 10 HEURES

Cette assemblée générale se tiendra au CNIT La Défense (Amphithéâtre Gætha)

2, place de la Défense 92005 La Défense (métro La Grande Arche)

Tout actionnaire quel que soit le nombre des actions qu'il possède a le droit de participer à cette assemblée, outre les représentants par un mandataire autorisé, membre de cette assemblée, ou par son conjoint, ou de voter par correspondance. Des formulaires de pouvoir, de vote par correspondance ainsi que des cartes d'admission sont disponibles auprès de la

Banque PARIBAS

SURVEILLANCE FINANCIÈRE DE FRANCE, Gestion des Assemblées

1, rue d'Antin - 75008 Paris Cedex 02

Les actionnaires au porteur doivent joindre à leur demande ce certificat justificatif de l'immatriculation de leurs actions, délivré par l'intermédiaire financier comptable de leurs titres.

Une fois remplis, les formulaires doivent parvenir à la Banque PARIBAS au plus tard le vendredi 16 mai 1997.



Tout TOTAL 2, place de la Défense - 92005 La Défense - Tél. 01 47 52 52 59

Société Anonyme à capital variable - R.C. 106 275 400 - R.S. Nantes - M. 547 001 180



## DISPARITIONS

## Narciso Yepes

Un guitariste d'un grand classicisme

LE GUITARISTE classique Narciso Yepes est mort samedi 3 mai à l'hôpital Morales-Meseguer de Murcie, des suites d'un cancer de la lymphome. Ses cendres ont été répandues, dimanche, sur les terres du couvent cistercien de Buenafuente del Sistar (Guadalajara). Catholique très pratiquant, il entretenait depuis vingt-cinq ans des relations étroites avec ce lieu où il donnait force concerts, et était membre de sa confrérie spéciale. Père de famille exemplaire, il était marié depuis plus de trente ans avec Marysia Szummakowska, d'origine polonaise. Son fils Ignacio est chef d'orchestre, sa fille chorégraphe (un troisième enfant est mort il y a dix ans). Il était couvert d'honneurs. Sa conception de l'art avait trait à ses convictions. Assez élogné, sur ce point délicat, d'un Artaud, par exemple, il aimait à dire : l'art, c'est « la sourire du Bon Dieu ». A l'entendre jouer parfois, ça tenait même de la rissette.

Narciso Garcia Yepes est né à Lorca, dans l'autre Andalousie, le 14 novembre 1927. Sa famille est paysanne. A quatre ans, on lui offre un jouet, une petite guitare à six cordes. A dos de bourrique, l'enfant précoce rejoint chaque jour l'académie de musique de Lorca, à sept kilomètres de là. Survient la guerre civile. La famille se transporte à Valence. Narcisse entre au conservatoire en 1940. Il travaille avec Vicente Asencio, cachetonne vaguement auprès des flamencos, mais n'insiste pas dans cette voie qui ne lui va pas. En 1946, le chef Ataulfo Argenta le fait venir à Madrid. Il y traverse les cercles nécessaires et reçoit les conseils d'Amilio Pujol et d'Andres Segovia. Sa création du *Concerto d'Aranjuez*, de Joaquin Rodrigo, l'année suivante, a beaucoup de succès.

Il entame une carrière internationale, en commençant par Genève (1948) et Paris (1950), où il ren-

contre George Enesco et Walter Gieseking avant de se présenter à la Salle Gaveau, en 1952. Sa singularité tient à la qualité de sa sonorité et au grand classicisme de son classicisme ; elle tient aussi à son inventaire et à sa redécouverte du répertoire de la guitare. Il fait le lien entre les compositeurs de l'intérieur, ceux de l'étranger et les expatriés. Il est enfin à l'origine d'une création de lutherie dont il se dit l'inventeur : la guitare à dix cordes. C'est une reprise de la lutherie du XIX<sup>e</sup> siècle. Moins difficile qu'un luth baroque, elle assure son succès dans le même temps qu'elle semble inhiber (comme chez ses disciples) ses qualités. Lors de ses études à Valence, il avait mis au point une technique et des doigtés originaux, allant jusqu'à proposer un apprentissage rénové de l'instrument. La guitare à dix cordes a un manche large comme l'autoroute du Sud. C'est un compromis qui dispense de transposer les musiques de la Renaissance et du baroque. Ce qui suggère à Yepes des pensées fortes sur l'instrument, lorsqu'il brode en conférence sur le thème *Ser instrumento* (« *Être instrument* »), capable de lâcher tout à trac : « *L'instrument peut être pluriel, mais la musique est une.* » En effet.

Ses tournées l'ont conduit auprès des grands orchestres (Lisbonne, Rome, tous les orchestres de Paris, symphonique de Hambourg, symphonique de Vienne, philharmonique de Tokyo, la plupart des grands orchestres américains) et il est directement responsable de l'engouement pour certain style espagnol au Japon. Lequel prépare présentement une édition (presque) complète de son œuvre en compact. Il a collaboré avec les compositeurs de son temps, comme Maurice Ohana (*Trois graphiques*), Asencio ou Tomas Marco (*Anabasis*, *Concierto Guadiana*, *Concierto Eco*) mais aussi Jean

Françaix, Salvador Bacarisse, Antonio Ruiz-Pipo. Interrogé au lendemain de sa mort, Rodrigo dit de lui : « *Ce n'était ni le meilleur, ni le moins bon, c'était mon guitariste.* »

Il a donné son dernier concert au Festival de Santander le 1<sup>er</sup> mai 1996. Déclaré il y a sept ans, son mal l'avait contraint à réduire ses voyages à partir de 1993. Il finit par se retirer dans sa maison de Cabo Roig au bord de la mer, à Alicante. Le 26 janvier 1997, Narciso Yepes assiste à l'hommage que lui rend sa province (Ignacio Yepes à la baguette). On venait de le voir très affaibli dans le même Auditorium de Murcie pour le *Concert de l'an nouveau* chanté par Montserrat Caballé. Devant le public debout, Narciso Yepes dit qu'il se sentait « *fier d'être prophète en son pays* ». Hier, l'assemblée constituante de la Fédération espagnole de guitare et des instruments à plectre, qui se tient à Logroño, a observé une minute de silence et la région de Murcie, décrété trois jours de deuil. En 1952, reprenant un vieil air castillan de derrière les fagots, il avait ficelé la musique d'un film que l'usure des temps finit par rendre pardonnable, *Jeux interdits* (de René Clément), lequel obtint la Palme d'or au Festival de Cannes.

## Francis Marmande

■ **ROGER PRAT**, ancien député PSU du Finistère, est décédé mercredi 30 avril à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Né le 13 juin 1909 à Bannalec (Finistère), Roger Prat était instituteur, pionnier de la méthode pédagogique Freinet. Il est élu conseiller général du canton de Morlaix en 1964 et réélu en 1970. Il devient député de la circonscription de Morlaix en mars 1967, sous l'étiquette PSU. Il s'apparente ensuite au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socia-

## Sirius

Le dessinateur belge qui créa « Les Timour »

L'UN DES AUTEURS les plus atypiques et les plus cultivés de la bande dessinée franco-belge d'après-guerre, Sirius, auteur de la série *Les Timour*, est mort à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Javea (Espagne), jeudi 1<sup>er</sup> mai.

De son vrai nom Max Mayeu, Sirius, qui usa aussi des pseudonymes Marco et Badour, était né le 26 septembre 1911 à Soignies (Belgique). Il avait étudié le droit en France et en Belgique, avant de se lancer dans le dessin, d'abord pour des journaux étudiants comme *L'Avant-Garde* puis pour les quotidiens belges *La Libre Belgique* et *La Dernière Heure*.

Sirius est d'abord un auteur plutôt versé dans l'humour et dans cette forme de merveilleux propre à la tradition anglo-saxonne : en 1938, il crée les personnages du petit garçon rêveur Bouldadar et de son compagnon, le nain Colégram, pour le journal belge *Le Patriote illustré* - Bouldadar sera réédité ensuite, notamment dans *Bravo!* puis dans *Spirou* -, ainsi que *Niki Lapin*, dessiné pour les papeteries Genvil.

C'est pendant la guerre que Sirius pourra témoigner pleinement de son talent. Publié en 1938, *Le Journal de Spirou* doit faire face dans les années 1942-1943 à l'interdiction par les nazis de se fournir en BD d'origine américaine. Le journal fait

liste (FGDS). Il est membre de la commission de la défense nationale et des forces armées. Il ne reste député qu'un an, jusqu'en juin 1968, date de la dissolution de l'Assemblée nationale par le général de Gaulle. Aux élections législatives de juin 1968, il est battu par l'UDR Pierre Lelong. En 1971, il est l'un des leaders de la liste d'Union des gauches qui remporte l'élection municipale de Morlaix. Il est maire-adjoint chargé des finances de 1971 à 1977.

alors plus largement appel à des auteurs français et belges, et publie en 1942 les premières pages de *L'Épervier bleu*, signées de Sirius. Proche de l'esprit d'outre-Atlantique, cette série décrit un aventurier dont les tribulations l'entraînent aux confins de l'exotisme, du fantastique et du mystère avec des récits comme *Le Pharaon des cavernes*, *Les Pirates de la stratosphère*, etc.

*L'Épervier bleu*, jugé trop violent, sera victime de la censure et devra s'interrompre en 1953, la bande dessinée s'attirant alors en France comme en Belgique les foudres d'associations familiales et de responsables politiques, y compris de gauche. L'éclectisme de Sirius et son goût pour l'écriture - un art qu'il maniait avec jubilation - l'avaient parallèlement amené à créer d'autres BD comme *Caramel et Romulus*, en 1944, puis *Célestin Virgule* et *Fred Morgan*, ou encore une biographie de Godefroy de Bouillon.

L'arrêt de *L'Épervier Bleu* lui permet de se consacrer aux *Timour*, publiés en 1953 dans *Spirou* puis en albums - il y en aura trente-deux - aux éditions Dupuis à partir de 1955. *Les Timour* à la fois assureront le renom de Sirius, sans en faire pour autant une véritable vedette du neuvième art, et ouvriront la route à la BD historique, veine largement exploitée depuis. Conçues à partir des nouvelles de l'historien et écrivain belge Xavier Snoeck, la fresque des *Timour* ambitionne de raconter l'histoire de la civilisation en relatait l'histoire d'une famille à travers les époques. Fondées sur des connaissances historiques précises et sur un dessin réaliste, cette saga puise au thème le plus romanesque qui soit, celui de l'histoire d'une famille et de ses membres successivement esclaves, chefs de tribu ou de clan, marchands ou guerriers, confidentes des rois ou proscrits. De l'âge de la

Pierre aux soldats de l'Empire, les *Timour*, dont les aventures sont sous-titrées « Images de l'histoire du monde », retracent successivement l'époque des cavernes et la découverte du feu (*La Colonne ardente*), les conquêtes et le monde romains (*Le Gladiateur masqué*), les luttes au sein de l'empire franc (*Le Cachot sous la Seine*), les croisades puis les invasions normandes, etc., jusqu'au vingtième siècle qu'évoque en quelques courts récits le dernier album de la série des *Timour*, publié en 1994 et intitulé *La Fin des temps*.

Dans cette série, Sirius, dont la modestie allait de pair avec l'élégance physique et morale, n'hésite pas à braver les conventions et à faire preuve de ses dons de romancier en images. Ainsi, *Le Cavalier masqué*, publié en 1961 - en pleine guerre d'Algérie, donc - raconte la rencontre d'un des Timour et d'un chef arabe masqué, en réalité une jeune femme musulmane à la fois guerrière et victime d'une vengeance.

Mais Sirius est aussi un auteur prolifique. Il crée en même temps que *Les Timour* les aventures de *Luc Junior*, puis celles de *Simon le danseur*. A partir de 1972, il lance dans *Pilote* la série *Pimberton*, des histoires de marin, ce qu'était par ailleurs cet auteur qui aimait naviguer sur son bateau au large des côtes d'Alicante, la ville espagnole près de laquelle il s'était installé.

Peu friand de reconnaissance médiatique, réputé pour sa gentillesse et son humour, Sirius était l'un des auteurs, à la fois dessinateur et scénariste, les plus importants et les plus éclectiques de la bande dessinée franco-belge. Mais s'il fut couronné par quelques prix, il est mort sans qu'aucune des grandes manifestations de BD ne consacre son œuvre.

Yves-Marie Labé

## AU CARNET DU « MONDE »

## Anniversaires de naissance

- Bon anniversaire,

## Dédé.

De la part de Simon, Jules, Amélie, Emma, Pablo et Victor.

## Mariages

M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul LAJOIE, M. et M<sup>me</sup> Alain ROLLAT, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

## Isabelle et Olivier,

qui sera célébré le samedi 17 mai, à 16 h 30, en l'église Saint-Louis, à Sète (Hérault).

34, chemin de Montvolland, 17100 Bussac-sur-Charente, 3, rue des Aulnes, 93600 Aulnay-sous-Bois.

## Décès

- Le groupe Bolloré

a la douleur de faire part du rappel à Dieu de son ancien président,

## M. Michel BOLLORÉ,

survenu le 2 mai 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 mai 1997, à 11 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16<sup>e</sup>.

- Suzanne Delépine, Danièle, Muriel, Florence, et Julien Fuchs, ont la douleur de faire part du décès de

## Daniel FUCHS,

survenu le 30 avril 1997.

Merci à toutes les personnes qui l'ont connu d'avoir une pensée pour lui.

- M<sup>me</sup> Claude Jolivet, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

## Robert JOLIVET,

survenu le 28 avril 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu à Arcay (Cher).

24, rue Ferdinand-Jamin, 92340 Bourg-la-Reine.

THÈSES  
Tarif Étudiants  
65 F la ligne H.T.- M<sup>me</sup> Sylviane Dehan, M. et M<sup>me</sup> Bernard Dehan, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Michel Dehan, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Anne-Marie Dufrenoy, ses enfants et sa petite-fille, M<sup>me</sup> France Franck, Nathalie et Sabine Dehan, Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès deM. Marcel DEHAN,  
agréé de philosophie,  
ancien proviseur,

survenu le 29 avril 1997, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 1<sup>er</sup> mai, en l'église de Souillac (Lot).

Le Raysse, 24370 Cazoules, 44, avenue Gabriel-Péri, 91370 Verrières-le-Buisson.

- M<sup>me</sup> Edmée Krief, son épouse, Jean-Claude et Pierre, ses fils, Didier, Anne Laurence, Elsa et Flora, ses petits-enfants, Les familles Stora, Haimovici, Krief, ont la douleur de faire part de la disparition de

## M. Félix KRIEF,

survenue le 1<sup>er</sup> mai 1997, dans sa quatre-vingt-septième année. Rendez-vous au cimetière parisien de Pantin, le 6 mai, à 9 h 15.

- Marie-Louise Prat-Inizan, Gaby et Jeanne Prat, Georges et Maryvonne Prat, ses enfants,

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Sa famille et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

## Roger PRAT,

instituteur en retraite, ancien député PSU, ancien conseiller général du Finistère, ancien maire adjoint de Morlaix,

survenu, le 30 avril 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'incinération aura lieu au crématorium de Carhaix, le lundi 5 mai, à 15 h 30.

Selon son souhait, ni fleurs ni couronnes.

7, rue J.-R.-Morvan, 29660 Carantec, 61, rue de la Santé, 75013 Paris, 4, rue Utrillo, 29900 Concarneau, 39, rue Poliveau, 75005 Paris.

(Lire ci-dessus.)

- M<sup>me</sup> Michèle Maufras du Châtelier, son épouse, Laurent, Philippe et Marc, ses fils, Ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Anik Maufras du Châtelier, sa sœur, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès deDominique  
MAUFRAS du CHÂTELLIER,survenu à Vigny, le 1<sup>er</sup> mai 1997, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

48, avenue du Château, 94300 Vincennes.

- Frederick Painton, son époux, Priscilla Painton, Kathryn Painton Smith, ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

## Patricia HIGH PAINTON,

survenu le 29 avril 1997, à Charleston (Caroline du Sud).

Monument Road, Box 1388, Orleans, Mass., 02653, USA.

## Anniversaires de décès

- Date anniversaire du décès de

M<sup>me</sup> Georgette CHEVRIER,  
née SIMON.

Il y a vingt-cinq ans,

Maman me quittait, ma douleur naissait, le manque s'installait.

« *J'aurais aimé mieux te connaître, serait-il encore temps ?* »

Amis métropolitains, calédoniens et tahitiens, écrivez-moi.

## Fabienne Chevrier-Hogrel,

le Cagou, 13, chemin des Louis-Blancs, 91310 Monthéry.

- Il y a vingt ans, le 5 mai 1977,

## Alain CRETIEN

nous quittait.

Sa famille et ses amis, Tous ceux qui l'ont connu et aimé, se souviennent.

THÈSES  
Tarif Étudiants  
65 F la ligne H.T.

- Le 6 mai 1989,

## Alisa GLUCKSMANN

disparaissait, victime d'un cancer.

« *On n'a jamais su si la vie est ce qu'on vit ou ce qu'on meurt.* » E. Montale.

## Services religieux

- Daniel Sibony informe : le premier anniversaire du décès de son père,

## Rabbi Isaac SIBONY,

sera marqué le 7 mai 1997, à la synagogue de Neuilly, 12, rue Ancelle, à 19 h 45. Psaumes, interventions, collation.

## Conférences

## Conférences de l'Etoile : Dieu en débat

Trois mercredis de suite, à 20 h 30 :

- Le 7 mai 1997 : « **Dieu et la philosophie** », avec Pierre Magnard, professeur, et Alain Houziaux, pasteur ;- Le 14 mai : « **Dieu et la science** », avec Jean-Marie Pelt, professeur, et J.-C. Deroche, pasteur ;- Le 21 mai : « **Dieu et l'art** », avec Didier Decoin, écrivain, et Laurent Gagnebin, pasteur.

Au temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Entrée libre, libre participation aux frais.

## Expositions

- Le vernissage de l'exposition « Deux Selva » (**Joseph de Selva, Mosca de Selva**) aura lieu Galerie Etienne-de-Causans, 25, rue de Seine, Paris-6<sup>e</sup>, le 5 mai 1997, de 18 heures à 20 h 30. Exposition du 5 mai au 12 mai, 11 heures-13 heures, 14 h 30-19 heures, sauf dimanche et lundi, parking : 27, rue Mazarine. Tél. : 01-43-26-54-48.

## Avis de recherche

- Nous sommes toujours à la recherche de notre frère :

## Samy HUBERMAN

est né à Hambourg, Allemagne, le 21 septembre 1939. Lui ainsi que ses parents Hirsch et Sara Huberman ont été vus pour la dernière fois à Minsk en 1943. Nous croyons qu'il est toujours en vie, mais qui sait où ? Je vous prierais d'envoyer toute information qui pourrait aider à :

M. Huberman, 13, rue Dubnov, 58807 Holon (Israël).

## Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL  
DE PHILOSOPHIE

## ● Séminaires

Manola Antonioli : « **L'écriture de Maurice Blanchot. Fiction et théorie** ». 12 mai, 20 heures-22 heures, amph B, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.Alain Badiou : « **Théorie axiomatique du sujet** ».

14 mai, 20 heures-22 heures, amph 44, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Thierry Marchaisse : « **Le langage est-il une tasse de thé ? Wittgenstein et la question de l'essence du langage** ». 12 et 26 mai, 18 h 30-20 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.Dans le cadre des « **Dialogues philosophiques** » animé par B. Correa, S. Douailler, E. Lecerf, G. Navet, E. Tassin, P. Vermeren, table ronde sur « **Spiritualisme, romantisme et libéralisme** : l'œuvre de Juan Montalvo ». 13 mai, 18 h 30-21 heures, Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris.Myriam Revault d'Allonnes : « **Eros politique. Les émotions de Stendhal** ». 12 mai, 18 heures-20 heures, amph A, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.Sylvie Dreyfus : « **Enjeu et limite d'une lecture spinoziste de la théorie des pulsions** ». 6 et 20 mai, 20 heures-22 heures, salle Jean-XXIII, USIC, 18, rue de Varenne, Paris.Eric Fassin et Michel Feher : « **Différends sexuels et histoires amoureuses** ». 6 mai, 13 mai, 18 h 30-20 h 30, salle S. Beckett, ENS, 45, rue d'Ulm, Paris.● Journées d'étude  
Dans le cadre de « **multiculturalisme, la démocratie libérale et le républicanisme** »sous la responsabilité de Catherine Audard et John Charvet avec B. Guillaume, P. Rosenvallon, C. Audard, J. Raz sur le thème **Démocratie et multiculturalisme** 16 mai, 10 heures-18 heures, London school of economics, Houghton street, Londres.

## Mondialisation, université

Journée organisée par l'Institut du Management EDF/GDF, le journal *Le Monde* et le Collège international de philosophie.

14 mai, 14 h 30-19 heures, amph Richelieu, Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris.

Demander invitation au 01-40-42-78-40.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).

Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

## Colloques

UNIVERSITÉ PARIS-I  
PANTHÉON-SORBONNE

14 ET 15 MAI 1997

12, place du Panthéon, salle 1 9 heures-18 heures

TABLE RONDE  
STRATÉGIES DES FIRMES  
MULTINATIONALES  
ET CHOIX DE LOCALISATION  
D'ACTIVITÉSorganisée par le professeur  
Jean-Louis Mucchielli.

Avec la participation de P.J. Buckley (Leeds), W. Ethier (Pennsylvanie), L. Fontagné (Paris-I), K. Head et J. Ries (British Columbia), N. Hood (Strathclyde), Th. Mayer et J.-L. Mucchielli (Paris-I), C.-A. Michael (Paris-Dauphine), A. Rugman (Toronto), P. Saucier (Orléans), L. Sleuwaegen (Louvain), A. Verbeke (Bruxelles), R. Veuglers (Louvain), H. Yamawaki (UCLA).

Entrée gratuite pour les enseignants-chercheurs. Documents payants (à réserver). Information : prof. J.-L. Mucchielli, Sorbonne, DEA de stratégie industrielle. Tél/fax : 01-40-46-31-50, e-mail : cessefi@univ-paris1.fr.

## Débats

- A l'occasion de la sortie du numéro 82 de la revue *Passages*, *L'Association des Amis de Passages* et la revue *Passages* organisent une soirée-débat sur le thème :« **Faut-il haïr l'Amérique ?** »Le mardi 13 mai 1997, 20 heures, dans les locaux de la revue *Passages*.Autour d'Emile Malet et Bernard Ullmann, de la rédaction de *Passages*, avec Claude Cheysson, ancien ministre, Jacques Andréani, ambassadeur de France, James Hogan, (ambassade des Etats-Unis), Claude Dumézil, Christian Schmidt, et les journalistes Axel Krause, Charles Lambroschini, Roger Cohen, Nicole Bernheim, Naïm Kattan et Arlette Marchal.

Réservations et inscriptions tél. : 01-45-86-30-02/Fax : 01-44-23-98-24.

La revue *Passages* : 17, rue Simone-Weil, Paris-13<sup>e</sup>, accès par le 79/83, avenue d'Ivry, Paris-13<sup>e</sup>.CARNET DU MONDE  
01-42-17-29-94  
01-42-17-21-36  
Tarif la ligne H.T.  
Lignes françaises 105 F  
Alémaniques et allemandes 95 F  
Communication diverses 110 F  
Trèses étrangères 65 F  
Les lignes en cartes postales sont facturées sur la base de 105 F. Les lignes en ligne sont abonnées en factures Minimum 10 lignes.



**AGGLOMÉRATIONS** La plupart des agglomérations mettent en place un système d'intercommunalité, qui permet de créer une synergie entre les communes qui les

composent. ● LA DISSOLUTION de l'Assemblée nationale a ajourné le dépôt imminent d'un projet de loi qui devait réformer l'intercommunalité et en favoriser le développement.

● DANS LE MIDI TOULOUSAIN, le Syndicat intercommunal d'aménagement et de développement des coteaux et de la vallée de l'Hers (Sicoval), créé en 1975, fédère 34 communes et consti-

tue l'une des plus anciennes structures intercommunales du territoire. ● LE SUCCÈS de cette expérience a suscité l'idée d'étendre celle-ci à l'ensemble des communes qui entourent

la métropole régionale, Toulouse. Des discussions sont en cours pour trouver le meilleur mode opératoire de ce qui pourrait constituer le « Pays toulousain ».

## 53 communes négocient une organisation intercommunale avec Toulouse

A partir de l'expérience du Sicoval, qui fédère avec succès trente-quatre cités de la région, l'idée d'instituer un « Pays toulousain » progresse. Il s'agirait de mettre en place une communauté de villes et de villages autour de la Ville rose

### TOULOUSE

de notre correspondant

Ce fut un « coup politique » à la fois sincère et mûrement réfléchi. Le 4 avril, le maire de Labège (Haute-Garonne), Claude Ducert (PS), proposait publiquement à son collègue de Toulouse, Dominique Baudis (UDF-FD) de se rallier à un grand « pays toulousain » qui rassemblerait toutes les communes de l'agglomération dans une même structure. Imaginerait-on un maire de banlieue proposer à Jean Tiberi de réaliser ensemble le « grand Paris de l'an 2000 », ou tout autre élu de ville périphérique faire la même démarche avec telle ou telle capitale régionale, au mépris des étiquettes politiques ?

Si Claude Ducert se permet ainsi de bousculer le jeu politique local traditionnel, c'est sans doute parce que l'agglomération toulousaine est en retard en matière d'intercommunalité. La grande métropole régionale du Midi toulousain ne dispose ni d'arrondissements comme Paris, Lyon ou Marseille, ni de communauté urbaine comme Lille, Bordeaux ou Strasbourg. Seul un district, fondé en 1992, ras-

semble quelques communes d'importance autour de la ville-centre. C'est trop peu au goût de M. Ducert, qui veut se prévaloir du titre de pionnier en matière d'intercommunalité.

En 1975, le maire de Labège a créé, avec cinq communes du Sud-Est toulousain, le Syndicat intercommunal d'aménagement et de développement des coteaux et de la vallée de l'Hers (Sicoval). Vingt et un ans plus tard, le Sicoval fédère trente-quatre communes et devient la cinquième communauté de villes de France. Derrière ses structures peu connues du grand public et des appellations guère poétiques, on trouve une nouvelle « ville nouvelle » : 400 entreprises se sont implantées à Labège-Innopolis, au bord de l'autoroute qui file vers la Méditerranée, et plus de 53 000 habitants vivent sans trop en avoir conscience dans un laboratoire de l'intercommunalité, entre ville et campagne.

Le décollage a été fulgurant, à partir de 1983 avec l'implantation d'un centre commercial Carrefour dans ce qui n'était, il n'y a pas si longtemps, que les champs du Lauragais naissant. Les communes

de deux cantons ruraux rejoignent le Sicoval en 1990, permettant à la communauté de communes qui se met en place dès 1992 de présenter un double visage : urbain et technologique dans la vallée, à la sortie immédiate de Toulouse, rural et agricole sur les coteaux. Cela lui offre le luxe de classer 60 % des

la première couronne toulousaine, Pierre Cohen (PS), a hésité avant de rejoindre Claude Ducert. Toulouse lui faisait des appels du pied depuis 1992 pour la création d'un district qui regroupe les villes les plus importantes de la première couronne de l'agglomération. Mais M. Cohen juge que le district

est « une coquille vide », juste bonne pour le dialogue. Il souhaite une formule permettant de redistribuer les richesses fiscales entre communes, mais le taux de fiscalité de Ramonville était trop différent de celui du Sicoval, et s'aligner c'était pour M. Cohen perdre 8 à 10 millions de francs de re-

cettes et « mettre Ramonville à genoux ». La fiscalité, véritable nœud gordien de l'intercommunalité. Le Sicoval a toujours cherché à se diriger vers une taxe d'agglomération unique. « C'est plus facile quand on part de zéro », fait remarquer, lucide, M. Ducert. Il y a d'abord eu le partage entre toutes les communes de la taxe issue de l'Innopolis située à Labège, au prix d'une certaine liberté prise avec la loi. Ce n'est, en effet, qu'en 1992 que le législateur permettra aux communautés de communes de percevoir une taxe d'agglomération, en s'inspirant de l'exemple du Sicoval. Pour intégrer Ramonville, il a fallu cette fois inventer une sorte de « Maastricht local » : les trente-quatre communes doivent faire converger leurs taxes respectives au taux unique de 16,5 % d'ici 2003.

Mais la feuille d'impôt ne fait pas l'identité d'une ville aux yeux des citoyens qui ne se sentent guère « Sicovaliens ». Le grand regret de M. Ducert, c'est de ne pas avoir réussi à trouver et à imposer un nouveau nom évocateur pour la structure qu'il a fondée. Cela ne l'a pas empêché de proposer pu-

bliquement à son collègue Dominique Baudis de se rallier à un grand « pays toulousain », qui rassemblerait toutes les communes de l'agglomération dans une même « structure informelle pour discuter des grands problèmes qui nous concernent : transport, urbanisme, environnement ». Cela reviendrait peu ou prou à institutionnaliser et pérenniser le Syndicat mixte d'étude de l'agglomération toulousaine (Smeat), qui regroupe cinquante-trois communes et vient de réviser le schéma directeur de l'agglomération.

M. Baudis ne rejette pas catégoriquement cette proposition mais il ne peut accepter qu'une « petite » commune de 60 000 habitants possède le même poids politique que Toulouse. Il propose l'élection au suffrage universel direct des représentants de la nouvelle intercommunalité et imagine déjà deux urnes : l'une pour « les élus de proximité » des conseils municipaux, l'autre pour les représentants politiques de l'agglomération.

Stéphane Thépot

## La destruction des Grands Moulins de Paris a commencé

LEURS curieuses silhouettes tubulaires se détachaient sur la rive gauche de la Seine, juste après les tours de la Bibliothèque nationale de France, en bordure du 13<sup>e</sup> arrondissement. Bientôt, les Grands Moulins de Paris ne seront plus qu'un souvenir. Déjà les silos situés de chaque côté du bâtiment central ont été démolis. Jeudi 24 avril, le matériel technique a été vendu aux enchères.

Ainsi, un des bâtiments caractéristiques de l'architecture du XX<sup>e</sup> siècle, témoin d'une aventure industrielle considérable (*Le Monde* du 20 juillet 1995), aura vécu. Sans remords ni états d'âme de la part des responsables chargés du patrimoine. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, avait pourtant fait savoir tout l'intérêt qu'il portait à ce type de patrimoine. Il avait même annoncé la création d'une commission destinée à le mettre en valeur...

### PROJETS PRÉSENTÉS EN VAIN

Plusieurs projets avaient été présentés aux responsables de l'aménagement de la ZAC Seine-rive gauche (la Semapa) pour réutiliser l'édifice. En vain. Sans doute le dossier était-il difficile, mais la Semapa, devenue propriétaire des édifices comme des terrains occupés par les Grands Moulins en les achetant au groupe Bouygues pour 1,5 milliard de francs, a préféré procéder par élimination.

Cette forteresse de béton avait

été mise en chantier en 1919 et achevée l'année suivante par Louis Vilgrain, un des pionniers de la minoterie industrielle. Sur le plan architectural, c'est un bel exercice de style, puisque le bâtiment initial inclut les silos de réserve de grains de blé à l'intérieur d'un quadrilatère où se trouvent toutes les autres activités, de la mouture à l'administration. Un peu plus tard furent construits des blocs de silos en ciment blanc. L'entreprise Froment-Clavier se chargea de l'opération. Elle avait acquis une certaine expérience dans ce domaine puisqu'elle avait construit les autres silos de l'empire Vilgrain à Nancy, Marseille et Bordeaux, sans parler de ceux de Bilbao, Haïfa et Damas. La prouesse était aussi du côté du système mécanique de mouture. Ce dernier, d'une grande complexité, se déployait horizontalement et verticalement sur sept niveaux. Les machines ont fonctionné jusqu'en 1994. Le groupe Vilgrain a été absorbé par le groupe Bouygues en 1989, qui a répliqué l'ensemble de ce type d'activités sur Gennevilliers (Hauts-de-Seine).

Certains éléments de la machinerie ont pu être déposés à l'Ecomusée du Creusot (Saône-et-Loire). Le bâtiment central, avec sa grande verrière côté Seine, est encore debout, mais pour combien de temps ? Et, surtout, que faire de ce géant mutilé ?

Emmanuel de Roux

## Lancement d'un concours pour un pont habité à Paris

LE MAIRE DE PARIS, JEAN TIBERI, a annoncé, samedi 3 mai, le lancement d'un concours international d'architecture pour une passerelle « habitée » sur la Seine, entre la Bibliothèque nationale de France (BNF) (13<sup>e</sup>) et le parc de Bercy (12<sup>e</sup>). Pour un coût estimé de 70 à 90 millions de francs, cette construction, destinée aux piétons, abritera diverses activités, à l'image des anciens ponts habités de Paris. Les concepteurs du nouvel ouvrage pourront, soit imaginer un nouveau pont, soit réutiliser le viaduc de Tolbiac, ouvrage métallique démonté depuis le printemps 1996. Par ailleurs, M. Tiberi et Jacques Toubon, maire (RPR) du 13<sup>e</sup> arrondissement, ont inauguré samedi « l'allée Arthur Rimbaud », une promenade de 700 mètres sur les berges de la Seine, face à la BNF, entre les ponts de Tolbiac et de Bercy. M. Tiberi a souligné que cet aménagement constitue le premier lieu de détente dans les nouveaux quartiers de la ZAC Paris-Rive gauche.

■ SÉCHERESSE : le préfet de Guadeloupe a pris, vendredi 2 mai, un arrêté limitant la consommation d'eau et a mis en place une « cellule sécheresse ». Les rivières de l'archipel ont atteint cette semaine leurs plus bas niveaux à cause de l'absence de précipitations et des températures élevées observées depuis la mi-avril.

RHÔNE-POULENC INFORME SES ACTIONNAIRES

## Compte rendu de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de Rhône-Poulenc S.A.S est tenue le 23 avril 1997, en présence d'un millier de participants. Elle a adopté les 15 résolutions présentées.

### Principales résolutions

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 1996 et de l'affectation du résultat. Fixation de la dividende • Ratification de la nomination de MM. Didier Finon, Valérieux et Michel Beracat comme administrateurs • Adaptation de l'objet social pour tenir compte du développement prépondérant des activités du Groupe dans les sciences de la vie • Délégations au Conseil d'administrer des valeurs mobilières.

A cette occasion, le Président Jean René Fourou a déclaré :

« Lors de notre précédente Assemblée Générale, nous nous étions fixés pour objectif l'accroissement de la valeur du titre. Quatre éléments ont particulièrement contribué à atteindre cet objectif :

- Une progression de 25,8 % du résultat net par action ;
- La poursuite du recentrage du Groupe ;
- L'enregistrement et le lancement de nouveaux produits ;
- Une communication plus active auprès des investisseurs.

Notre principal objectif en 1997 et en 1998 est l'augmentation de 20 % de notre bénéfice net par action.

Notre confiance dans l'avenir repose sur :

- La haute qualité de nos produits nouveaux notamment dans les sciences de la vie ;

- Prévenir et guérir les maladies des hommes, des animaux et des plantes.

- Contribuer à l'amélioration du bien-être partout dans le monde.

telles sont les missions de Rhône-Poulenc.



Rhône-Poulenc, 7<sup>e</sup> groupe pharmaceutique et chimique mondial, met en œuvre une stratégie de croissance fondée sur l'innovation, l'internationalisation et la création de valeur.

- L'excellente intégration de Eisai au sein de Rhône-Poulenc Rorer ;

- La prochaine création de Merial, notre société commune avec Merck dans la santé animale ;

- La poursuite de la concentration de notre portefeuille d'activités ;

- Les efforts permanents notamment de productivité, et de services aux clients ;

- Le renforcement de nos positions dans les zones à forte croissance (Asie Pacifique et Amérique du Sud) ;

Nous avons beaucoup de travail devant nous, mais nous avons encore un grand potentiel de progrès. Nous sommes confiants dans nos capacités de réussite.

Jean René Fourou  
Président Directeur Général

### Dividendes : détachement du coupon le 3 juin 1997

- par action ordinaire "A", dividende de 1,50 F plus un avoir fiscal de 2,25 F, soit un revenu global de 3,75 F (1 067,54) ;
- par action privilégiée "B", dividende de 2,70 F, plus un avoir fiscal de 2,25 F, soit un revenu global de 4,95 F.

### Option de paiement du dividende en actions

Du 4 au 23 juin 1997 les titulaires d'actions ordinaires "A" et d'actions privilégiées "B" peuvent opter pour un paiement en actions ordinaires "A" sur la base d'un prix de 169 F par action ordinaire.

Relations Actionnaires

25, quai Paul Doumer

92400 Courcouronnes cedex

01 69 22 42 24

Michel - 56 05 11 4616 LUIP  
Internet : <http://www.rhone-poulenc.com>

# 20 septembre 1946 Cannes première

## SIX JOURNÉES PARTICULIÈRES

Une rétrospective  
des grands moments du Festival du cinéma

Demain : 4 mai 1959, François Truffaut  
fait ses 400 coups

**J**E déclare ouvert le premier Festival de l'agriculture... » Ça commençait bien ! Ce lapsus du ministre inaugurant le premier Festival de Cannes, le 20 septembre 1946, était le premier d'une série de bourdes, ratages et pataquès qui allaient marquer cette édition d'une manifestation promise à devenir la principale au monde dans son domaine. L'avenir du Festival était pourtant loin d'être évident à l'époque : la partie cinématographique de la manifestation apparaissait alors davantage comme un prétexte, au service d'autres enjeux.

Ces enjeux sont d'abord politiques et diplomatiques. Ils présidaient déjà à la décision de créer un Festival international du film à Cannes en réponse à la Mostra vénéto-nienne, sous influence directe du régime mussolinien et de son allié hitlérien. La manifestation devait s'ouvrir le 1<sup>er</sup> septembre 1939, mais l'entrée en Pologne de l'armée allemande ce même jour en décida autrement. Louis Lumière et Gary Cooper, Mae West et Charles Boyer étaient déjà à pied d'œuvre sur la Croisette. On leur projeta la version de *Notre Dame de Paris* avec Charles Laughton, avant d'ajourner la manifestation « jusqu'à ce que les circonstances le permettent ».

1946 reprend donc le fil interrompu en 1939, y compris dans le choix de la ville de Cannes, qui répond à des préoccupations touristiques, c'est-à-dire économiques. Il avait fallu beaucoup d'intrigues et de pressions pour décider du lieu - d'autres cités balnéaires étaient en concurrence, et il y eut un mouvement de panique dans la cité des Alpes-Maritimes, début juillet 1946, quand Monte-Carlo tenta un baroud d'honneur en organisant une manifestation concurrente.

Il était clair pour toutes les parties concernées que le Festival devait rapporter de l'argent, moins clair de décider qui devrait commencer par payer les violons du bal. Il faudra plusieurs années avant que le financement, auquel participent l'Etat et la municipalité, soit stabilisé. Ces aléas entraînaient l'annulation des éditions 1948 et 1950. Ainsi fête-t-on, en 1997, le cinquantième Festival de Cannes et non son cinquantième anniversaire.

Conçu en 1939 pour répliquer aux puissances de l'Axe, le Festival célèbre en 1946 la victoire des Alliés en même temps que la paix retrouvée. L'Allemagne, le Japon et l'Espagne ne sont pas invités, contrairement à l'Italie, représentée par *Rome ville ouverte* de Roberto Rossellini, peut-être le plus beau film de résistance jamais tourné. La renaissance du cinéma dans un monde pacifié est, certes, le symbole que veulent afficher les organisateurs, mais il s'agit d'un cinéma instrumentalisé, à double titre.

**D'**UNE part, logiquement, un grand nombre de titres sélectionnés évoquent directement les événements récents : *Rome ville ouverte*, mais aussi *La Terre sera rouge* et *La Brigade danoise en Suède* (Danemark), *Out of the Ruins* et *Guilty Man* (Canada), *Hitler Lives ?* et *Le Procès de Nuremberg* (Etats-Unis), *La Bataille du rail*, *Le Père Tranquille*, *Patrie et Réseau X* (France), *Sang et feu* (Suède), *La Dernière Chance* (Suisse), *Les Hommes sans ailes* (Tchécoslovaquie), *Le Tourant décisif*, *Matricule 217* et *La Prise de Berlin* (URSS). Première des nombreuses « affaires » de ce type qui marqueront l'histoire du Festival, le beau film de Georges Rouquier, *Farrébique*, a été exclu au dernier moment : sans doute cette évocation du quotidien paysan n'était pas assez martiale, à moins qu'on ait soupçonné, bien à tort, des connivences avec le retour à la terre prôné par Pétain.

Surtout les films ne sont pas choisis pour eux-mêmes, mais comme représentants de leur nation d'origine. Choix là aussi très politique, auquel répondra un palmarès tout aussi diplomatique. Seuls les Américains ont effectué un choix plus économique qu'idéologique : dans la catégorie reine des longs métrages de fiction, ils n'envoient aucune évocation de leur effort de guerre, mais les titres les plus susceptibles de conquérir les marchés européens qui viennent à peine de se rouvrir : *Les*

*Enchaînés* d'Alfred Hitchcock, *The Lost Week-end* de Billy Wilder, *Gilda* de Charles Vidor, *Rhapsody in Blue* d'Irving Rapper, *La Boîte à musique* de Walt Disney.

La journée du 19 septembre est consacrée à l'accueil des « nombreux voyageurs qui se récrient d'admiration dans toutes les langues du monde. Plusieurs trains spéciaux, dont les longues voitures bleues viennent parfois de lointaines capitales », ont déversé les invités conviés « à comparer la Méditerranée aux yeux de saphir de Gene Tierney », écrit, enthousiaste, l'envoyé spécial du *Monde*, Henry Magnost, qui en oublie de dire que le train amenant les délégués français s'est retrouvé bloqué en rase campagne.

Devant une foule enthousiaste, les tirailleurs marocains ouvrent une retraite aux flambeaux à laquelle succède un défilé de chars de carnaval représentant les nations - « URSS polychrome comme une carafe de Bohème d'où



« Plusieurs trains spéciaux, dont les longues voitures bleues viennent parfois de lointaines capitales », ont déversé les invités conviés « à comparer la Méditerranée aux yeux de saphir de Gene Tierney », écrit, enthousiaste, l'envoyé spécial du « Monde »

*s'échappe un vol de colombes, Suède couronnée d'ondines aux jambes bien galbées... », s'extasie Magnost, mais aussi ceux qu'on n'appelle pas encore les sponsors, Grand Hôtel, aéro-club, chambre des parfumeurs de Grasse...*

En robe blanche ornée de portées, Grace Moore, actrice et cantatrice du Metropolitan Opera de New York, a fait reprendre par la foule une mémorable *Marseillaise* ; la nuit se poursuit par une garden-party où « le corps diplomatique paraît mieux représenté encore que le cinéma » et par un spectacle pyrotechnique qui ravit tout le monde - sauf le délégué général de la manifestation, Robert Favre Lebre, qui s'est fait voler son portefeuille.

Quinze heures, le 20 septembre. Présentant une soirée à problèmes avec la cérémonie d'ouverture, les organisateurs tentent d'empêcher que soit connue sur la Croisette la triste nouvelle venue de Paris annonçant la mort de Raimu : Cannes l'apprendra quand même, dès 17 heures. La séance s'ouvre avec le discours, et le lap-

pus, ministériels, auxquels succède une brève allocution du maire de Cannes, le docteur Raymond Picaud, résistant proche du Parti communiste qui s'est beaucoup dépensé pour faire de sa ville la capitale du cinéma.

Puis, commence la première projection du Festival, celle du film soviétique *La Prise de Berlin* (titre original : *Berlin*), moyen métrage réalisé par Youli Raizman. Un choix bien dans la tendance de cette programmation largement consacrée aux tragédies et aux actes d'héroïsme du conflit mondial. La séance commence mal, victime de son succès : « On n'eût jamais cru qu'il y eût tant de gens qui s'intéressaient au cinéma. Les fauteuils étaient au premier occupant sans que l'on se souciât des numéros portés sur les cartons d'invitation. Les ouvreuses tâtonnaient dans l'obscurité de la salle comme des chauve-souris, et un sacré rideau mi-ouvert mi-fermé jetait sur l'écran un faux-jour qui faisait hurler le jury enfermé dans sa loge », raconte Pierre Rocher dans *Nice-Matin*.

Le lieu n'est, en effet, pas particulièrement adapté aux projections : elles se déroulent au Casino. Dans le hall - « un courant d'air », convient l'architecte chargé des aménagements -, on a élevé tant bien que mal des cloisons, fait venir 950 fauteuils couleur fraise écrasée et importé à grands frais d'Amérique des projecteurs Western Electric. Cannes sait déjà que, pour que perdure son Festival, elle devra se doter d'un bâtiment approprié. Dès la clôture commence le feuilleton épique de la construction du futur Palais, dont le toit s'envolera le dernier jour de la manifestation de 1947, emporté par le vent. Cet incident sera pour beaucoup dans l'annulation de l'édition 1948 : « Un tel Festival ne peut avoir lieu que tous les deux ans », déclare alors le secrétaire d'Etat aux arts et lettres, François Mitterrand.

Le 20 septembre 1946, à la confusion pour trouver place s'ajoute, dès la projection d'ouverture, une

Erlanger, président de l'Association française des activités artistiques, et Georges Huisman, représentant du gouvernement français et président du jury, négociant. La situation sera rétablie *in extremis...* grâce aux ennuis des *Enchaînés* d'Hitchcock, montrés le soir même. Le projectionniste oublie d'abord la deuxième bobine. Il faut recommencer la séance, mais il intervertit ensuite les deux dernières bobines, sabotant le baiser passionné entre Ingrid Bergman et Cary Grant.

Les Soviétiques conviennent qu'ils ne sont pas les seuls visés. Ils acceptent de rester, mais porteront un jugement sévère sur la manifestation. Après la clôture, la radio du Kremlin affirmera que « le Festival de Cannes a mis en lumière la dégradation de l'art cinématographique bourgeois. La plupart des films projetés (...) mettent en scène des alcooliques ou des morphinomanes, font assister à la décomposition de la conscience humaine, et témoignent de la plus extrême pauvreté idéologique, manifestant un total manque de foi en l'avenir, en la vie et en l'homme ». La polémique déclenchée dès la soirée d'ouverture soulignait surtout que, sous l'unanimité de façade entre vainqueurs du conflit mondial, la guerre froide avait bien commencé. Elle fera souvent sentir ses effets durant les éditions suivantes du Festival.

**C**ETTE succession de cafouillages dès le premier jour paraît donner raison au journal *L'Ordre* qui, juste avant le Festival, dénonçait « une impréparation diabolique ». Pourtant la manifestation suivra son cours, émaillée de tempêtes dans des verres de pastis (les journalistes se fâchent contre Erich von Stroheim après qu'il les eut traités de « poux ») et de gags typiques du côté bon en-

« Un tel Festival ne peut avoir lieu que tous les deux ans », déclare le secrétaire d'Etat aux arts et lettres, François Mitterrand

fant du Festival de l'époque (Pierre Larquey faisant son entrée en ville sur un rouleau compresseur). La presse n'en demeure pas moins volontiers caustique envers les aléas de l'organisation, jusqu'à ce que des délégations étrangères rendent hommage à la France pour être parvenue à mettre sur pied une telle opération dans les circonstances difficiles de l'immédiat après-guerre. Le Festival se termine entouré d'un soutien quasi général. Ses organisateurs ont gagné leur pari.

Cette bonne humeur sera confortée lors du palmarès, qui satisfait toutes les grandes nations représentées - sinon le goût des cinéphiles, en « oubliant » Hitchcock ou Cocteau (*La Belle et la Bête*). On approuve l'attribution d'un prix du meilleur film à *La Bataille du rail* de René Clément. On apprendra seulement plus tard que Michèle Morgan n'a obtenu le prix d'interprétation féminine (pour son rôle d'aveugle dans l'assomante *Symphonie pastorale* de Jean Delannoy) que d'une courte tête devant Ingrid Bergman, tandis que Georges Auric l'emportait d'un cheveu sur Chostakovitch pour la musique. Les prix, alors, étaient des tableaux de la « jeune peinture française ».

André Bazin écrira que, même si on voyait au même moment de meilleurs films sur les Champs-Élysées que sur la Croisette, « le Festival est le meilleur endroit pour se faire une idée de la production mondiale ». Il se trouve ainsi à l'unisson de Philippe Erlanger qui, principal artisan de cette réussite, proclame à l'issue de cette première édition : « Il n'est plus possible de ne pas compter sur Cannes. » Il n'est plus possible non plus de ne pas conter Cannes : volontiers propagée par l'actuel délégué général du Festival, l'anecdote du lapsus ministériel est probablement fautive. Mais Gilles Jacob a raison de la répandre, le Festival de Cannes est une légende autant que de l'Histoire.

Jean-Michel Frodon  
Photographie : Traverso

Branle-bas de combat, Philippe



Daniel Jonah Goldhagen, professeur de science politique à l'université Harvard

# « L'importance de la cruauté est essentielle pour la compréhension de l'Holocauste »

Le chercheur américain controversé estime avoir apporté de nouveaux éléments d'explication de l'extermination massive des juifs par les nazis

« Selon vous, le génocide des juifs a été commis par les « Allemands ordinaires », et non par les seuls nazis fanatisés. Comment expliquez-vous les réactions que cette thèse a provoquées, en Allemagne, où le succès de votre livre a été accompagné de la réprobation de la plupart des historiens ?

— On peut penser que beaucoup de gens en Allemagne — ce qui inclut des institutions — ont pu avoir le souci de présenter le passé sous un jour meilleur : en mettant par exemple l'accent sur l'infime poignée de ceux qui se sont opposés à Hitler. Dans les librairies allemandes, les rayonnages consacrés à la deuxième guerre mondiale rassemblent ainsi un nombre énorme de livres sur la résistance à Hitler, mais rien sur les exécuteurs. Il y a eu une disproportion flagrante entre l'exaltation des résistants allemands, lesquels comptaient d'ailleurs des antisémites dans leurs rangs, dont certains étaient même favorables à l'idée de l'élimination des juifs, et le peu d'attention prêtée aux bourreaux, dont on ignore même encore le nombre exact. C'est cela aussi qui explique le succès de mon livre : un débat s'est ouvert qui n'avait jamais eu lieu auparavant.

— Que répondez-vous à ceux qui vous accusent de jouer sur les sentiments anti-allemands ?

— Mon livre n'est nullement un livre anti-allemand. Au contraire, tout Allemand qui accepte la confrontation avec le passé est en mesure de constater à quel point ce passé est différent du monde dans lequel il vit. Aujourd'hui, l'Allemagne est une nation démocratique et ce que les jeunes peuvent dire, à juste titre, c'est que mon ouvrage parle du passé, du legs de ce pays, de sa responsabilité envers les victimes, mais pas d'eux. Même la deuxième génération, celle qui est née dans les années 50, est composée de gens qui ont vécu dans un univers radicalement différent de celui que je décris.

— A quoi attribuez-vous l'hostilité quasi générale des historiens envers votre livre ?

— Ce qui est étonnant dans les réactions des historiens, ceux du moins qui se sont déclarés contre mon livre, c'est qu'ils ont souvent parlé de choses que je n'avais ni écrites ni dites. Par exemple, l'un d'eux laisse entendre que j'aurais omis de préciser, à propos des « marches de la mort » du printemps 1945, que juifs et non-juifs étaient mêlés, ce qui est faux puisque je le signale dès le début du chapitre qui est consacré à cette question. Plus généralement, mes critiques n'ont même pas identifié ce qui constitue la thèse principale du livre : à savoir que l'importance de la cruauté est essentielle pour la compréhension de l'Holocauste.

— Une des tendances actuelles de l'historiographie de la Shoah n'est-elle pas justement de passer du point de vue des exécuteurs à celui des victimes, Raul Hilberg étant censé avoir épuisé le sujet avec sa *Destruction des juifs d'Europe* ?



DESSIN PIERRE LOHNER

— La principale question qui demeure posée, c'est pourquoi cette tragédie a eu lieu. Et ce que vous dites concerne surtout l'historiographie israélienne. C'est elle qui tend à étudier de plus en plus les discours des victimes sur elles-mêmes. En Allemagne, la recherche s'est focalisée non sur les exécuteurs, mais sur l'exécution elle-même, notamment sur le processus de décision au plus haut niveau. Vous constaterez d'ailleurs qu'en Allemagne on n'utilise jamais, pour parler du processus d'extermination, le témoignage des victimes. Certains historiens allemands vont jusqu'à prétendre que ces témoignages n'ont pas beaucoup d'intérêt. Imaginez une histoire de l'esclavage aux Etats-Unis qui rejeterait à l'avance le témoignage des victimes ! Attitude qui me paraît pour le moins problématique...

— Quant à *La Destruction des juifs d'Europe*, auquel vous faisiez allusion, il est certain que ce livre est demeuré longtemps l'ouvrage définitif sur la question. Cela dit, il a été écrit il y a longtemps. S'il demeure une référence, il ne dit rien des « fantasmes » de l'Holocauste, que moi j'étudie. En outre, la perspective qu'il adopte ne permet pas d'expliquer le pourquoi de l'Holocauste. Pourquoi cette machine qu'il décrit s'est-elle mise en branle ?

— On vous a classé parmi les historiens « intentionnalistes » de la Shoah, c'est-à-dire ceux qui estiment que le massacre des juifs était médité de longue date, tandis que les historiens « fonctionnalistes » voient dans le déchainement des structures du régime nazi, notamment à la faveur de la deuxième guerre mondiale, la cause du Génocide. Quelle est votre position ?

— Ce débat est mal posé et contre-productif. Le « fonctionnalisme », dans les sciences sociales, a été abandonné parce qu'il s'agit d'une notion intenante. Celui qui veut tuer son patron ou sa femme et attend le bon moment pour le faire, est-il un intentionnaliste ou un fonctionnaliste ? La question a-t-elle vraiment un sens ? Il est

temps de nous débarrasser de ces distinctions pour adopter une approche plus scientifique. Le débat entre intentionnalistes et fonctionnalistes a jusqu'à présent tourné autour d'une et une seule question : quand la décision d'exterminer les juifs d'Europe a-t-elle été prise ? La question est importante, et j'y apporte une réponse dans mon livre (aux alentours du mois de janvier 1941). Mais cette question doit-elle pour autant occuper l'ensemble de ce champ de recherches, alors que la façon dont l'ordre a été exécuté à la base — et à l'exception notable de Christopher Browning — n'a, elle, jamais été abordée ?

— Beaucoup de vos critiques ont reproché à votre livre de ne pas tenir suffisamment compte, dans l'explication de la Shoah, de l'atmosphère de « brutalisation » des mœurs et des comportements politiques que l'Allemagne avait connue pendant la première guerre mondiale puis au cours de la période troublée de la République de Weimar

(1918-1933), et surtout pendant le deuxième conflit mondial...

— L'antisémitisme était implanté en Allemagne bien avant la première guerre mondiale. Avant Weimar, tout le dispositif qui décrivait les juifs comme un corps étranger et puissant était déjà en place. Je ne vois donc pas en quoi les péripéties de l'histoire de Weimar ont changé quoi que ce soit de fondamental dans la perception des Allemands sur ce sujet. De plus, beaucoup des assassins étaient nés après la première guerre mondiale, et beaucoup n'avaient jamais été au front. La plupart des agents de l'Holocauste n'étaient pas en outre en situation de danger physique quand ils perpétrèrent leurs assassinats. Ils n'étaient jamais montés en ligne, et concevaient leur action plutôt comme l'élimination d'une nation de criminels que comme une guerre au sens traditionnel du terme.

— Vous estimez donc que l'« antisémitisme éliminationniste » des « Allemands ordi-

naires » suffit à expliquer le pourquoi de la Shoah ?

— Ecoutez, il y a quelque chose d'étonnant dans les critiques qu'on m'adresse : on se trouve face à un génocide des juifs, aux proportions gigantesques. Personne, par ailleurs, ne peut nier la force de l'antisémitisme à l'époque où les nazis prennent le pouvoir, en 1933. Et justement, voilà qu'il ne faudrait pas faire la connexion entre l'un et l'autre ! C'est comme si l'on disait qu'à l'époque de l'esclavage dans le sud des Etats-Unis, les Blancs avaient des préjugés massifs contre les Noirs, mais que ces deux faits n'ont rien à voir ! N'oublions pas que le régime nazi était bien moins un régime de terreur que le régime stalinien à la même période. Il était immensément populaire, et plus nous étudions la période nazie, plus nous observons que des oppositions pouvaient s'exprimer et s'y expriment à l'occasion.

— La vision léguée par Hannah Arendt de l'exécuteur comme un bureaucrate est profondément

fausse, à la lumière des actes de cruauté que je décris. Partout, en France, en Italie, les gens se rebellent contre l'autorité. Ces mêmes Allemands que l'on dit soumis par la routine de l'obéissance ou terrorisés par le pouvoir n'étaient-ils pas justement les mêmes qui n'avaient cessé de faire le coup de feu dans les rues tout au long de la période de Weimar ? En réalité, si certains ont tant de difficulté à admettre l'explication de l'Holocauste par la cruauté, c'est peut-être parce qu'ils ont encore de la peine à accepter que des hommes, des chrétiens, des gens « comme nous » aient pu commettre des actes sauvages que l'on avait cru jusque-là l'apanage exclusif de l'Afrique ou de l'Asie.

— Pensez-vous que l'antisémitisme éliminationniste, dont vous soutenez qu'il explique le pourquoi de la Shoah, soit particulier à l'histoire allemande ?

— Bien sûr que non. L'antisémitisme racial et éliminationniste qui s'est développé en Allemagne a existé ailleurs en Europe. Mais c'est en Allemagne qu'il a constitué la perception dominante. On m'a reproché de ne pas adopter une perspective comparatiste et de ne pas avoir étudié l'antisémitisme ailleurs, mais cette objection n'a aucun sens car il n'y a eu qu'en Allemagne où il s'est trouvé un gouvernement pour mettre en œuvre un programme d'extermination des juifs. Jamais la haine ne produit de génocide à elle seule, à moins qu'un leadership politique, un Etat, ne s'en mêle.

C'est pourquoi ni en Pologne ni en France l'antisémitisme, aussi vif qu'il ait été, n'aurait produit l'Holocauste, parce qu'il n'y a pas eu dans ces pays d'Etat nazi. Comparer ne sert donc à rien puisque manque le facteur essentiel : un Etat assassin. Et quand bien même on me démontrerait qu'il y avait plus d'antisémitisme racial et éliminationniste ailleurs, cela ne changerait pas l'histoire de l'Allemagne pour autant. »

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Nicolas Weill

## Un homme, un livre, une « bombe »

ÂGÉ DE TRENTE-SIX ANS, Daniel Jonah Goldhagen est professeur de science politique à l'université Harvard. Son père, survivant d'un ghetto ukrainien, rescapé de la Shoah, enseignait dans la même université. Mais l'historien, qui s'affirme juif laïc et qui a dédié *Les Bourreaux volontaires de Hitler* (Seuil) à son père, soutient que cette filiation ne l'a pas influencé.

Pour écrire ce livre, paru aux Etats-Unis au printemps 1996, Goldhagen a fait plusieurs séjours en Allemagne, où il a travaillé quatorze mois, notamment dans les archives judiciaires de la période nazie, à Ludwigsbourg.

Dès sa sortie en Allemagne, à la fin de l'été de la même année, la polémique, qui a ensuite connu de nombreux développements en France et en Grande-Bretagne, avait éclaté. Le 4 septembre 1996, à Hambourg, lors d'une conférence de presse organisée par l'hebdomadaire *Die Zeit* dans une salle pleine à craquer, l'auteur défendait sa thèse et répondait à ses détracteurs, qui l'accusaient d'inverser le regard que les



DANIEL JONAH GOLDHAGEN

nazis portaient sur les juifs, en transformant les Allemands en éternels coupables. L'idée « d'admettre la possibilité qu'une part importante [de la population allemande] a pu tuer ou avoir le désir de tuer d'autres gens, les juifs, avec une complète bonne conscience » heurtait d'autant plus qu'elle venait d'un chercheur d'outre-Atlantique.

Pourtant, dans la préface de l'édition allemande, Goldhagen rejetait toute idée de culpabilité collective. Très vite, le livre devenait un best-seller. Recevant en mars un prix littéraire en Allemagne, David Goldhagen s'était déclaré heureux que son essai ait permis d'ouvrir un débat au niveau de l'opinion publique et rendait hommage à l'Allemagne comme Etat responsable. Au cours de la cérémonie de remise du prix en question, Jürgen Habermas avait salué l'historien pour son travail de recherche des causes concrètes de la Shoah.

Patrick Kéchichian

Françoise Subileau, directeur de recherches au Centre d'études de la vie politique française

## « L'augmentation de l'abstention pose la question de la représentativité des élus »

La politologue estime que l'abstention, le vote blanc et le vote protestataire relèvent du même comportement

« La baisse de la participation électorale traduit-elle, selon vous, une sorte d'érosion de la citoyenneté ? Et pour quelles raisons ?

— Il faut bien prendre la mesure du phénomène. Quand on compare entre elles des élections comparables, le constat est saisissant : l'abstention a pris des proportions considérables en vingt ans. Mettons de côté les scrutins législatifs de 1981 et 1988, où l'abstention est élevée, de l'ordre de 30 %, mais où les jeux sont faits puisque ces deux élections interviennent au lendemain d'une victoire de la gauche à la présidentielle. Pour les scrutins de 1978, 1986 et 1993, en revanche, l'on passe de 16 % d'abstentions en 1978 à 22 % en 1986 et à près de 31 % en 1993. Cette évolution est plus impressionnante si vous tenez compte de la hausse sensible des votes blancs et nuls et, plus encore, si vous y ajoutez le vote hors

système, c'est-à-dire en faveur d'autres formations (extrême gauche, Front national, écologistes) que les partis parlementaires et de gouvernement.

— Ne vous paraît-il pas excessif de mettre ainsi sur le même plan abstentions, vote blanc et vote d'extrême gauche ou d'extrême droite ?

— Ces trois comportements politiques sont comparables. Quand on interroge des abstentionnistes, on constate que leur attitude a, dans une large mesure, la même signification que le vote blanc, que je qualifierais d'abstention civique, et même que le vote pour les forces hors système. Dans tous les cas s'exprime un même refus des choix politiques proposés. Analysée sous cet angle, l'évolution électorale depuis deux décennies est considérable : le refus de voter pour les partis de gouverne-

ment est passé de 26 % en 1978 à 44 % en 1986 et à 55 % en 1993, soit plus d'un Français sur deux. Si l'on y ajoute les 10 % de non-inscrits à chaque élection, cela signifie que, en 1993, pour un scrutin dont l'enjeu était fort, les deux tiers des électeurs potentiels se sont réfugiés dans le non-vote ou le vote protestataire. Ce phénomène pose évidemment la question de la représentativité des élus et est inquiétant pour la légitimité du système politique.

— Vous parlez de refus. N'y a-t-il pas, également, indifférence et désintérêt à l'égard de la politique ?

— Le comportement abstentionniste est complexe. Toutes les études mettent en évidence l'intérêt persistant pour la politique. Le suffrage s'inscrit, en France, au cœur même de la citoyenneté et les électeurs restent très attachés au vote et à sa

valeur symbolique. Il faut aussi souligner qu'il n'y a pratiquement pas d'abstentionnistes permanents : depuis les législatives de 1978, moins de 1 % des électeurs inscrits n'ont jamais participé à une consultation électorale. Dans la plupart des cas, les électeurs bouddent les urnes de façon intermittente.

— Enfin, l'on voit se dessiner, depuis une quinzaine d'années, deux types d'abstentionnisme. Le premier, qui semble être une donnée permanente de la vie politique française, est un abstentionnisme protestataire, basé sur le ressentiment à l'égard des hommes politiques. Le second, perceptible depuis le début des années 80, est un abstentionnisme plus sélectif — plus sensible à la conjoncture politique, à la nature de l'enjeu ou à l'offre électorale —, essentiellement dû, chez les déçus du socialisme et les orphelins du

communisme, à la désillusion et au désenchantement démocratique.

— La baisse de la participation n'est-elle pas le symptôme d'une insertion sociale, et donc politique, de plus en plus fragile ?

— L'explication vaut pour les non-inscrits, beaucoup moins pour les abstentionnistes. Nous sommes dans une situation très différente des Etats-Unis où ce sont les pauvres qui ne votent pas. Bien d'autres facteurs contribuent, chez nous, à nourrir l'abstention. Le déclin des affiliations partisans et des identités collectives a été très démobilisateur, surtout à gauche. L'accélération des périodes d'alternance et la banalisation de la cohabitation ont aussi accentué le sentiment, chez bon nombre d'électeurs, que droite et gauche conduisent à peu près la même politique, enserrée dans les mêmes carcans, les mêmes

contraintes internationales. Dès lors, pourquoi aller voter ?

— Pensez-vous que le scrutin législatif des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin accentuera encore la tendance au renforcement de l'abstention ?

— Je me garderai bien de toute prédiction. Les facteurs qui ont contribué à l'érosion de la participation — désillusion et protestation — sont toujours à l'œuvre, à gauche comme à droite. Logiquement, l'abstention devrait donc continuer à progresser. Mais il n'est pas impossible que l'on assiste, cette fois-ci, à une évolution inverse. La crainte et le refus de l'Etat-RPR peuvent y contribuer, mais, plus encore, un vote anti-Front national, une mobilisation, perceptible depuis quelque temps, contre l'extrême droite. »

Propos recueillis par Gérard Courtois

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## L'Afrique aux Africains

LES professionnels du pessimisme africain commenteront sur un ton attristé les résultats de la rencontre de l'*Outeniqua*. Après tout, le président Mobutu Sese Seko et le chef de la rébellion zaïroise, Laurent-Désiré Kabila, ont à peine esquissé une ébauche d'éventuel accord, sur ce bâtiment de la marine sud-africaine, qui, dimanche 4 mai, a abrité leur rencontre au large du Congo. M. Mobutu n'a accepté de quitter le pouvoir qu'au profit d'un autre président élu. M. Kabila n'a accepté cet arrangement que s'il se voyait confier la charge de la période de transition...

Les deux hommes devront encore faire beaucoup de chemin s'ils veulent - ce qui reste à prouver - organiser une manière de transition pacifique à Kinshasa. C'est ce que souhaite l'hôte, et l'artisan, de la rencontre à bord de l'*Outeniqua*, Nelson Mandela, qui a convoqué les deux Zaïrois à un autre sommet dans une huitaine de jours.

Dans cette étonnante rencontre entre un chef d'Etat africain et son adversaire chef de guérilla, quelques points positifs peuvent cependant être relevés. Voilà un début de dialogue entre frères ennemis au cours duquel l'un des plus vieux dictateurs du continent (trente-deux ans de pouvoir absolu et de mise à sac du pays) consent à un retrait conditionnel, même s'il est vrai qu'il ne contrôle plus qu'une infime fraction de son pays. Un tout autre scénario était envisageable, et le reste, hélas : celui du patriarche assié-

gé, se refusant à tout pour parler, arguant de sa « légalité » - sinon de sa légitimité - à la tête de l'Etat et, familier de la politique du pire, lançant sa soldatesque dans des pillages et des massacres à Kinshasa pour torpiller toute possibilité de transition pacifique.

Voilà ensuite une rencontre entre Africains organisée avec l'appui des Etats-Unis (c'est Washington qui tord le bras à M. Mobutu, pas Paris, totalement absent de cette affaire...), certes, mais qui n'aurait pas eu lieu sans l'infatigable médiation d'un autre Africain, le président Nelson Mandela (qui, lui, force M. Kabila à accepter la rencontre). Ce n'est pas rien. Ainsi se prolonge une tendance importante qui s'esquisse sur le continent noir : ici et là, au Liberia comme au Zaïre ou en Centrafrique, des Africains sollicitent d'autres Africains pour tenter de dénouer leurs conflits.

Bien des drames sont encore possibles. Mais si l'on veut prendre le risque d'un peu d'optimisme, on ajoutera qu'au bout de ce processus laborieux se trouve peut-être le départ du pouvoir de M. Mobutu sans qu'une guerre civile ait éclaté entre Zaïrois. Car la marche victorieuse de M. Kabila s'est faite, jusqu'à présent, sans combat : pas un soldat du régime Mobutu n'a jugé bon de presser sur la détente pour le défendre.

Les seules vraies victimes sont les réfugiés rwandais, chair à canons des uns et des autres, martyrs d'une histoire qui les dépasse et les tue dans des conditions atroces.

SA PETITE MUSIQUE, pour l'heure, ne se fait guère entendre. Mais parfois, au-dessus du tintamarre de l'orchestre, surgit une antenne bien connue : la France peut-elle s'offrir une troisième cohabitation ? A chaque échéance législative, la question est désormais posée. Charles de Gaulle y avait répondu à sa manière : si la majorité qui me soutient est désavouée, je n'aurai plus les moyens de poursuivre mon action et je m'en irai, avait-il prévenu. Valéry Giscard d'Estaing, en 1977, comme François Mitterrand, en 1986 et 1993, avaient eu une attitude inverse : ils avaient assuré qu'ils resteraient pour tenter de préserver « l'essentiel ». Que dira, que fera Jacques Chirac ?

Les deux expériences de cohabitation en ont montré la possibilité... et la difficulté. Confrontée à cette épreuve de vérité, la Constitution de la V<sup>e</sup> République a prouvé sa souplesse. Certains juristes, comme Marie-Anne Cohendet (*La Cohabitation*, PUF, 1993) y ont même vu la seule application réelle des institutions de 1958 : un régime parlementaire, où « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation » en n'étant responsable que devant l'Assemblée nationale. Elle assure même que, de 1986 à 1988, le premier mi-

nistre n'a pas usé de toutes ses prérogatives.

La stricte application du « parlementarisme rationalisé », inventé par Michel Debré en 1958, lui donne incontestablement raison, mais la pratique a été toute autre. Le général de Gaulle la forma à sa convenance. Ses successeurs s'en accommodèrent d'autant plus que l'élection du président de la République au suffrage universel modifia l'esprit du texte original. Cette tradition pèse sur toute cohabitation, qui oppose deux légitimités conférées par le peuple souverain. La primauté du chef de l'Etat sur la politique de la défense, son rôle international ne furent jamais contestés lors des deux premières, les premiers ministres acceptant même que le chef de l'Etat dispose d'un droit de regard sur ce qu'il devait signer.

### LE POIDS DE L'EUROPE

Ces acquis ne pourront être remis en question par une nouvelle cohabitation. Pourtant, il devient de plus en plus difficile de faire la distinction entre ce qui relève, dans cette situation, du gouvernement - comme la politique économique et financière - et les domaines où le chef de l'Etat dispose d'une large marge d'interven-

tion. L'importance prise par les dossiers européens, entre autres, ne peut que conduire à des conflits. Comment, par exemple, imaginer Jacques Chirac et Lionel Jospin négociant de concert le passage à l'euro ?

L'argument commence donc à se faire entendre. Ainsi, François Bayrou souligne la nécessité d'« un pouvoir cohérent entre le président de la République et la majorité qui aura la même inspiration ». Philippe Séguin demande à ses auditeurs s'il veulent qu'autour des tables de négociation « il y ait notre président et un premier ministre qui le soutient ou notre président avec un premier ministre qui le contredit ? Les socialistes, pour éviter d'être accusés de préparer une crise de régime, se gardent bien d'ouvrir ce dossier, contrairement à la droite avant les législatives de 1986 et de 1993. Lionel Jospin, tout en étant bien décidé à appliquer tout son programme, évite pour sa part de s'en prendre au chef de l'Etat.

En cas de victoire de l'opposition, tout dépendra, en fait, de l'attitude de Jacques Chirac. Ses propos antérieurs permettent-ils de s'en faire une idée ? Dans son premier « 7 sur 7 » de candidat à l'élection présidentielle, le 6 novembre 1994, il avait fourni sa propre définition du « domaine réservé » : « Le président de la République incarne un certain nombre de valeurs qui sont celles de notre nation et, par là-même, tout ce qui concerne son identité, donc sa défense, sa diplomatie, la justice, la cohésion sociale et nationale. » Il avait toutefois annoncé qu'en cas de victoire de la gauche aux législatives, alors prévues en 1998, il aurait « à réfléchir très sérieusement sur les raisons qui ont amené le général de Gaulle à se retirer en 1969 ».

Ce modèle gaullien a été sans arrêt utilisé contre François Mitterrand. En avril 1985, persuadé que la droite allait emporter les législatives de l'année suivante, le même Jacques Chirac, récusant la thèse barriste du refus de la cohabitation, avait expliqué : « Certes, on peut toujours dire que M. Mitterrand doit alors partir et, s'il a deux sous de sens de l'honneur et le respect de la démocratie, il s'en ira. Mais on ne peut tout de même pas faire un coup d'Etat, on ne peut pas le déféner. »

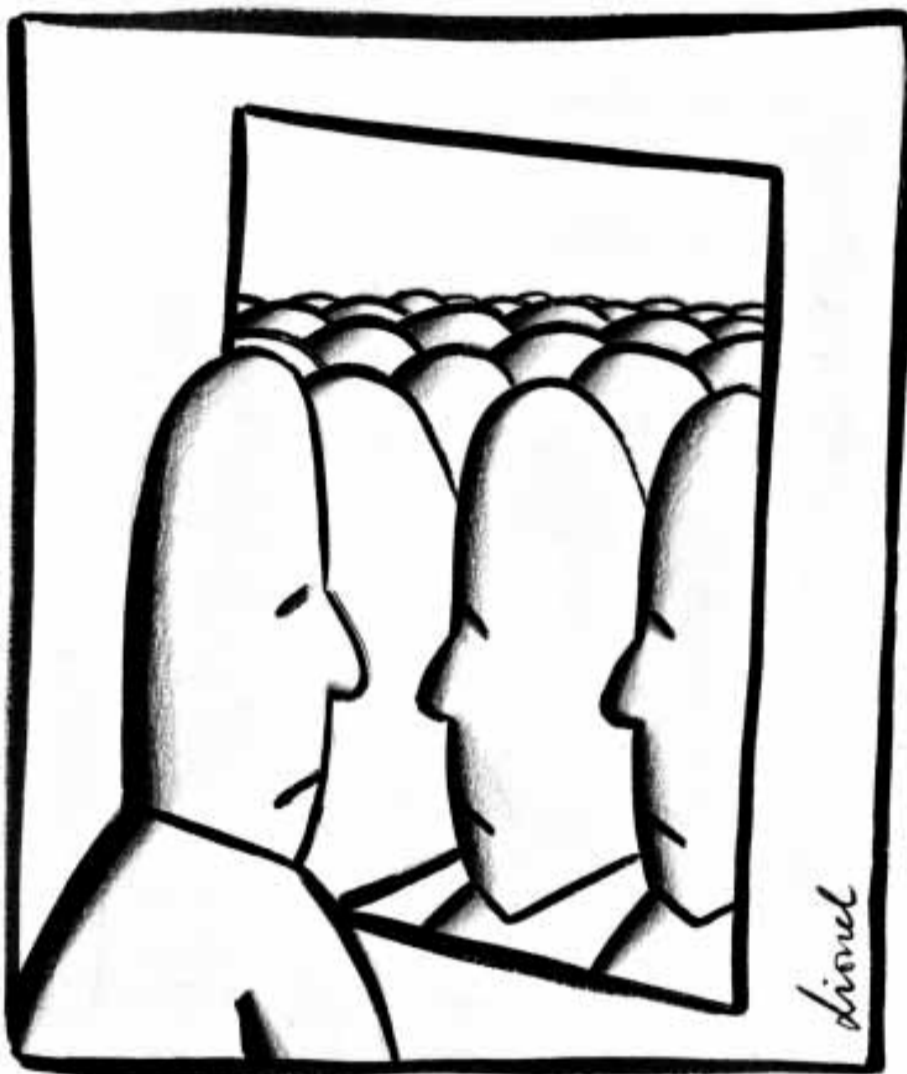
### LA PRUDENCE DU PRÉSIDENT

Entre les deux tours des législatives de 1993, il avait tenu le même raisonnement : « Le président de la République devrait en tirer toutes les conséquences. Ce serait l'intérêt de la France que de ne pas rester vis-à-vis de ses partenaires étrangers dans une certaine ambiguïté. Son intérêt serait sans aucun doute que M. Mitterrand démissionne. »

Prudent, l'actuel président de la République s'est bien gardé, jusqu'à maintenant, de mettre son mandat en jeu, mais, en décidant souverainement la dissolution, il s'est mis personnellement bien plus en avant que s'il avait attendu l'échéance normale des législatives. Qu'il le veuille ou non, c'est sa propre stratégie qu'il demande aux électeurs d'approuver. Si ces derniers ne le font pas, il lui faudra choisir entre la perte de tout pouvoir et un pouvoir essentiellement réduit. Après avoir dit que les épreuves que va devoir traverser la France imposeront un resserrement de la majorité, pourra-t-il faire admettre que celles-ci tolèrent une dyarchie au sommet de l'Etat ? Une dyarchie qui est la règle de toute cohabitation.

Thierry Bréhier

## Le clone triste par Lionel Portier



## La Chine tirillée entre Asie centrale et océan Pacifique

QUAND il visitera la Chine à la mi-mai, Jacques Chirac inaugurera - si le calendrier le permet - une raffinerie construite par Total dans le port de Dalian - l'ancien Port-Arthur de Mandchourie. Cette raffinerie, l'une des plus modernes d'Asie, produira une variété de dérivés d'hydrocarbures unique en Chine, avec peu d'équivalents dans la région.

C'est aussi une manière, pour le développement chinois, de s'ancrer sur le littoral, avec un œil sur le Pacifique. Qu'un tel projet voie le jour sur la côte plutôt qu'à l'intérieur des terres, comme cela aurait été le cas voici quelques années, témoigne d'un réel basculement dans les priorités du régime. Sous Mao Zedong, la vocation affirmée de la Chine était essentiellement continentale. Sous Deng, elle a commencé à se penser en puissance maritime.

Elle n'a pas pour autant oublié la terre ancestrale et ses projections vers l'Ouest. Au contraire : la Chine est devenue un acteur à part entière de ce jeu d'influences complexe en Asie centrale auquel les Britanniques avaient donné le nom de « Great Game » au XIX<sup>e</sup> siècle.

### LE POIDS DU PÉTROLE

En conjuguant ces deux dimensions, la Chine peut prétendre devenir une puissance économique majeure au XXI<sup>e</sup> siècle. Mais cette démarche est aussi la source des difficultés du régime qui la gouverne. En témoignant ses réponses malhabiles aux situations instables qui prévalent sur ses marches. L'Asie orientale, avec sa spectaculaire croissance économique des

trois dernières décennies, est devenue une importante consommatrice d'énergie. Le pétrole et le gaz naturel y jouent un rôle évidemment crucial. Sous ce rapport, la Chine occupe une position stratégique considérable. Puissance militaire largement imprévisible, elle est en mesure de bloquer, ou tout au moins de sérieusement perturber, les voies maritimes d'approvisionnement de la plupart des pays les plus industrialisés d'Asie - ceux-là mêmes qui forment le croissant de nouvelle prospérité sur la rive occidentale du Pacifique. Elle a donné un avant-goût de ses capacités en la matière lors de la crise des missiles du détroit de Formose en 1996.

Puissance économique en devenir, elle est elle-même assoiffée d'énergie au point d'hésiter entre deux rôles : pourvoyeur d'hydrocarbures transformés qui la place en bonne position d'intermédiaire vis-à-vis du Japon, ou capteur de ces richesses énergétiques provenant des environs de la mer Caspienne, pour son propre usage.

En effet, la très visible explosion économique chinoise qui se traduit, dans les villes de la côte en particulier, par une énorme dépense énergétique, repose sur une monstruosité écologique : la part du charbon, énergie polluante, dans la production d'électricité chinoise reste aux alentours de 75 % - en légère hausse même, ces dernières années - alors que la consommation a fortement augmenté et que le pays a commencé à se doter d'outils plus modernes de fabrication (début d'une industrie nucléaire civile, amélioration

des exploitations de fossiles, utilisation croissante du solaire et des éoliennes...)

C'est dire à quel point le dilemme entre réexportation et utilisation domestique de toute nouvelle source d'approvisionnement se pose à Pékin.

Il existe un projet de gazoduc qui pourrait un jour relier le Turkménistan à la côte chinoise. Mitsubishi et Exxon sont sur les rangs pour réaliser cette voie de transport de 8 000 kilomètres qui coûterait quelque 22 milliards de dollars et représenterait en quelque sorte l'inverse, à l'âge industriel, de la célèbre Route de la soie. Pour la première fois, une partie des ressources du cœur de la masse continentale euro-asiatique prendrait le chemin du Pacifique.

### PERPLEXITÉ JAPONAISE

Le Japon a-t-il intérêt à s'en remettre, pour une partie de son approvisionnement en gaz naturel, à la bonne volonté d'un pays chinois avec lequel existent encore quantité de contentieux historiques vécus de manière toujours très passionnelle ? Pour la Chine, toute nouvelle source d'énergie captable est un « bonus ». Le charbon qui nourrit actuellement le développement industriel chinois constitue un poids considérable sur les transports du pays. Produit dans le Nord à peu de frais, il doit être acheminé dans le Sud, où se trouve l'essentiel de la croissance. Le gaspillage qui en résulte fait s'interroger sur la rationalité de l'opération.

Le régime chinois voit d'un très mauvais œil toute considération humanitaire qui aurait pour

conséquence de réduire sa marge de manœuvre sur ses marches occidentales à la fois symboliques de sa grandeur et vitales au plan économique.

La manière dont la Chine a ouvert à l'exploration étrangère les étendues pétrolières incertaines que recèle son « Far West » relève de la même logique passionnelle, au point de faire douter de l'intérêt économique qu'il y aurait à les exploiter. Leur potentiel les apparente à des « pactoles » aux proportions de l'Arabie saoudite. Mais les difficultés techniques alliées aux susceptibilités de Pékin commencent à faire réfléchir les compagnies étrangères qui ont dû verser, pour s'y rendre, des droits d'entrée élevés. En outre, la mise en valeur de ces ressources supposerait la construction d'infrastructures coûteuses de raffinage et de transport. Pékin n'est pas nécessairement prêt à concéder les contreparties associées à un financement international de tels équipements.

Francis Deron

### RECTIFICATIF

#### INVESTITURES DE LA MAJORITÉ

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans la liste des candidats investis par la majorité publiée dans nos éditions du 26 avril, Michel Herbillon, candidat (UDF) de la majorité dans la huitième circonscription du Val-de-Marne, n'est pas membre de Force démocrate mais du Parti républicain.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhormeau, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre

Directeur artistique : Dominique Roynette

Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».

Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Le problème communiste

AUCUNE date politique n'aura sans doute été plus importante depuis la Libération que celle de ce dimanche 4 mai. Pour la première fois, un véritable débat parlementaire et de haute tenue a eu lieu, portant sur une question de gouvernement et de majorité, et dont l'issue ne s'est pas perdue dans un vote massif de fallacieuse unanimité.

Pour la première fois aussi un chef de gouvernement est apparu comme le chef d'une majorité et, tourné tour à tour vers l'extrême droite et l'extrême gauche, s'est défendu avec autorité de toute équivoque, rendant les coups qu'on lui portait, enfermant ses adversaires dans une logique impitoyable. Pour la première fois enfin, le problème communiste a été posé et résolu, provisoirement peut-être, mais clairement. Depuis hier, on ne peut plus être tout à la fois au gouverne-

ment et dans l'opposition. On rapporte qu'aussitôt le vote de la confiance, contre laquelle avaient voté les ministres communistes, M. Ramadier s'inquiéta de ce qu'ils comptaient faire, et que sa question lui fut sur le champ retournée. « Allez-vous démissionner ? », leur demanda-t-il. « Non point, nous attendons que vous le fassiez vous-même. »

En agissant de la sorte, les communistes voulaient se donner l'avantage de ne prendre aucune initiative et d'obliger M. Ramadier, et derrière lui le Parti socialiste, à exclure du pouvoir « le parti de la classe ouvrière », « le premier parti de France ». Ils amenaient aussi le président du conseil à fixer lui-même un point de jurisprudence constitutionnelle.

Jacques Fauvet

(6 mai 1947.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78







**AUTOMOBILE** Le président de Toyota entame, lundi 5 mai, une visite en Europe qui devrait le conduire à choisir un nouveau site industriel sur le Vieux Continent. L'investisse-

ment prévu est de 1,6 milliard de dollars, soit environ 9 milliards de francs, pour porter ses ventes à 600 000 voitures par an, dont 65 % seront produites localement. Une éventuelle

implantation en France n'est pas à exclure. ● L'INTERNATIONALISATION est une priorité de Hiroshi Okuda, premier patron du groupe à ne pas être issu de la dynastie Toyota. Il

veut rajeunir les gammes et les adapter à chaque marché. ● LA DIVERSIFICATION est l'autre axe stratégique de M. Okuda. Il mise sur les télécommunications, marché qui s'ouvre à la

concurrence au Japon. Toyota a pris une trentaine de participations dans des entreprises de câble ou de radiotéléphone. Il investit, d'autre part, dans l'habitat.

## Hiroshi Okuda veut redynamiser et diversifier Toyota

Le président du numéro un de l'automobile japonaise, à la tête de son groupe depuis août 1995, cherche un nouveau site industriel en Europe. Il pousse son groupe à investir dans le secteur des télécommunications et dans les maisons préfabriquées

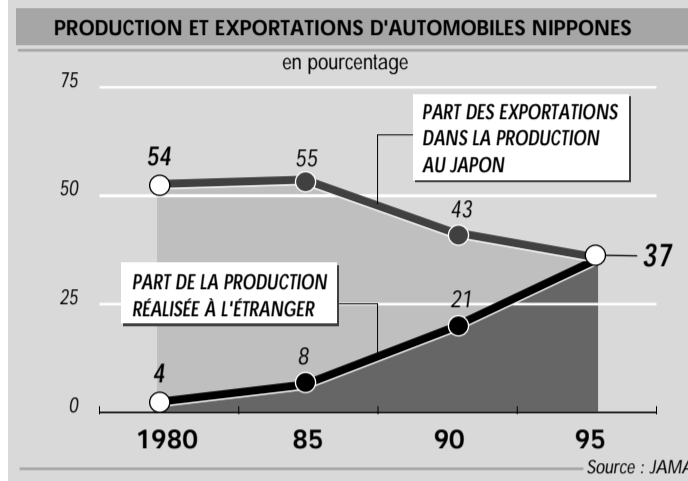
### TOKYO

correspondance

EN 1995, Toyota donnait l'image d'un géant essoufflé. La cherté du yen le pénalisait à l'exportation tandis que des concurrents plus agressifs, comme Honda, rognèrent sa part du marché national, passée pour la première fois en quinze ans en dessous de la barre des 40 %. Sous l'impulsion de son nouveau président, Hiroshi Okuda, nommé cette même année, le troisième constructeur automobile mondial et numéro un au Japon a fourbi de nouvelles armes en rénovant sa stratégie dans l'automobile, et en se diversifiant dans les télécommunications. Son chiffre d'affaires, pour l'année achevée au 31 mars 1996, devrait atteindre près de 9 000 milliards de yens (432 milliards de francs) et ses bénéfices non consolidés avant impôt 630 milliards de yens (30 milliards de francs), deuxième record de son histoire. Les chiffres définitifs seront annoncés fin mai.

La part de marché de Toyota au Japon est remontée à 39,8 %. A l'échelle mondiale, elle atteint 9,5 %, contre 13 % pour Ford et 17 % pour General Motors (GM). Premier président extérieur au clan des Toyoda (Shoichiro Toyoda reste chairman, président d'honneur, et dirige le Keidanren, patronat japonais), Hiroshi Okuda, soixante-quatre ans, est adepte de la gestion directe et grand pourfen-

### Les usines à l'étranger remplacent les exportations



Plus d'un tiers des voitures sont désormais produites hors du Japon. La part exportée est revenue de une voiture sur deux à une sur trois.

deur du *nemawashi*, la longue recherche du consensus, de rigueur dans les lourds états-majors des groupes nippons. Seule ombre au tableau : l'incendie survenu en février dans l'usine d'un sous-traitant, qui a immobilisé pendant plusieurs jours la production, soulignant la vulnérabilité du système des flux tendus (*Le Monde* du 6 février).

« Nous n'avons pas l'arrogance de croire que l'automobile va rester indéfiniment prospère », déclarait, dé-

but janvier, Hiroshi Okuda, déterminé à poursuivre la diversification de Toyota, avec l'objectif que « les revenus non automobiles atteignent 10 % du chiffre d'affaires du groupe d'ici à l'an 2000 ». L'information et la communication forment le premier pilier d'une diversification destinée en priorité à servir la voiture de demain. « Nous avons, dans ce domaine, trois sphères de développement : les réseaux de télécommunication, le multimédia intégré à l'automobile, et enfin les

infrastructures de transports intelligentes », explique Susumu Miyoshi, responsable des activités télécommunications du groupe.

Le multimédia vu par Toyota, c'est l'ensemble des nouvelles fonctions dont se dotent les voitures comme les systèmes de guidage électronique (1,2 million d'utilisateurs au Japon). Ceux-ci communiquent avec des infrastructures intelligentes, tel le VICS, un système de bornes déjà en place au Japon permettant d'informer en temps réel le conducteur sur la circulation. Les péages électroniques en sont une autre illustration. Toyota investit également dans les réseaux informatiques de type Intranet (destinés à la communication interne des entreprises, ces derniers utilisent les techniques Internet).

### PRISES DE PARTICIPATION

Pour être présent sur ce marché en expansion, le constructeur a pris des participations dans une trentaine d'opérateurs de radiotéléphone, de câble et de satellite. Trois gros opérateurs de téléphonie, dont Toyota détient respectivement 38,3 %, 17,6 %, et 27,2 %, en font partie : Teleway, pour les longues distances, IDC pour l'international et IDO, dans le cellulaire. Selon M. Miyoshi, Toyota réalise par ce biais un chiffre d'affaires indirect de 160 milliards de yens (7,5 milliards de francs) dans ce

secteur, calculé au prorata de ses participations.

Les télécommunications nipponnes devraient connaître d'importants bouleversements une fois entériné l'éclatement de l'opérateur semi-public NTT (*Le Monde* du 15 avril) : « Toyota est incontournable, mais ses opérateurs, qu'elle ne contrôle pas entièrement, sont les moins bien préparés de tous, à moins d'un regroupement et d'initiatives fortes », souligne le président d'un groupe de télécommunications étranger. D'ores et déjà, IDO et IDC sont raccordés au réseau de fibres optiques de Teleway, posé le long des autoroutes nipponnes. « A terme, l'idéal est pour nous d'offrir au consommateur un seul interlocuteur et une seule facturation. Nous cherchons aussi des partenaires étrangers, mais nous ne pouvons rien dire avant juin. Il est hors de question que Toyota se retire du secteur des télécommunications », explique Susumu Miyoshi.

Outre les télécommunications, Toyota compte poursuivre sa percée dans le domaine des maisons préfabriquées : elle en a vendu près de 4 000 en 1996, pour 50 milliards de yens (2,4 milliards de francs). Le marché est florissant au Japon, où les bâtiments ont une durée de vie limitée. Toyota propose des structures en métal renforcées contre les tremblements de terre et une peinture à toute épreuve.

Les télécommunications, l'habitat et les quelques autres activités de Toyota représentent pour l'instant à peine 3 % de son chiffre d'affaires. « 10 % de diversifications, c'est un peu exagéré, l'automobile reste et restera notre principale activité », reconnaît M. Miyoshi. Forts de considérables gains de compétitivité obtenus pendant les années de l'*endaka*, Toyota met les bouchées doubles. Le constructeur nippon sortira dix nouveaux modèles en 1997, dont l'un, l'*Ipsum*, a été développé en quinze mois. Ses ingénieurs mettent au point un nouveau moteur dont le coût de fabrication sera réduit de 30 %. A l'automne prochain, Toyota va commercialiser un véhicule hybride, utilisant l'électricité en ville, et l'essence sur route, ce qui permet de recharger les batteries pendant les grands trajets.

La stratégie d'Hiroshi Okuda vise à développer, hors du Japon, un plus fort contenu local, en matériaux et en idées. M. Okuda souhaite que les designers soient proches du marché, comme dans le cas de la voiture asiatique de Toyota, la Soluna, lancée en janvier et dessinée par des Thaïlandais. Aux Etats-Unis, les capacités de production devraient atteindre 1,2 million de voitures d'ici à la fin de 1998. Les

### Un investissement qui fait rêver

Où Toyota plantera-t-il sa deuxième usine européenne ? Devant l'importance de ce projet, quasiment toutes les régions françaises se sont mobilisées pour attirer le constructeur nippon, même si les candidatures les plus en pointe semblent être celles de Lens, Cherbourg, Lyon et Bordeaux. Toyota n'exclut pas l'hypothèse d'un site français, l'un de ses objectifs étant d'être présent dans la future zone euro. Or, les deux autres candidatures sont celles de la Grande-Bretagne et de la Pologne. Mais les hypothèses ne sont pas toutes levées outre-Manche, où Toyota dispose déjà d'une usine. Et la Pologne ne fera pas partie de l'euro à court terme. De plus, même si les coûts de main-d'œuvre y sont moins élevés, le groupe nippon craint de ne pouvoir vendre plus de 70 000 véhicules par an en Europe de l'Est, pour une usine produisant 200 000 voitures. Inconvénient des propositions françaises : le trop grand nombre de candidatures spontanées.

exportations à partir du Japon y ont progressé de 17 % cette année. Toyota aurait, selon l'*hebdomadaire Business Week*, projeté 13,5 milliards de dollars d'investissements pour accélérer son expansion mondiale d'ici à l'an 2000. Diplomates, les dirigeants de Toyota se gardent bien de trop afficher leurs ambitions pour les dix prochaines années.

Brice Pedroletti

## Le géant de l'automobile cherche une seconde usine en Europe

**HIROSHI OKUDA**, le président de Toyota, et quelques cadres du groupe devaient arriver, lundi 5 mai, à Bruxelles pour quelques jours. L'état-major du premier constructeur japonais doit avancer sa réflexion sur sa future implantation européenne, qui doit compléter l'outil industriel qu'il détient déjà en Grande-Bretagne. Le site où le groupe prévoit d'investir 1,6 milliard de dollars (près de 9 milliards de francs), pourrait être en France - à Cherbourg, à Lens ou plus au sud -, mais aussi en Pologne ou même en Angleterre. Pour l'instant, rien n'est décidé. « Toyota arrêtera son choix courant 1998 et commencera la production en 2001 », précisait M. Okuda lors d'une conférence de presse à Osaka, le 21 avril.

Depuis quelques semaines, le président de Toyota multiplie ses déclarations concernant l'Europe. Dans une interview au *Wall Street Journal Europe* au mois de mars, il avait annoncé que Toyota pourrait produire sur le Vieux Continent une petite voiture exclusivement conçue pour la clientèle européenne. En janvier, il avait également affirmé que Toyota pourrait lier ses investissements futurs en Grande-Bretagne, où le constructeur possède déjà une usine d'assemblage et une unité de moteurs, à son adhésion à la monnaie unique.

Toyota a déjà affiché ses ambitions pour l'Europe : il veut y accroître ses ventes à 600 000 unités par an d'ici au tournant du siècle, contre 420 000 en 1996, et y produire localement 65 % des véhicules commercialisés. Pour cela, le groupe va donc devoir fortement renforcer ses capacités. Il produit déjà 100 000 Carina par an

dans son usine de Burnaston et doit bientôt y fabriquer la Corolla. Toyota va investir 200 millions de dollars (1 milliard de francs) pour porter la capacité de son site britannique à 200 000 unités par an.

L'offensive européenne menée par Toyota illustre sa stratégie d'expansion internationale, qui n'exclut aucun marché dans le monde. A son poste depuis août 1995, M. Okuda a donné une nouvelle impulsion à Toyota, entreprise qui a déjà dans le passé révolutionné l'industrie automobile. Depuis le début de la décennie, le groupe japonais connaissait quelques difficultés : remontée des coûts, concurrence accrue, modèles parfois mal adaptés à la demande... Premier président du groupe à ne pas être issu du clan Toyoda, M. Okuda va lui donner de nouvelles ambitions : baisse des coûts, renouvellement des gammes, simplification de la hiérarchie, rajeunissement de l'encadrement font partie des missions qu'il s'est données. Mais la plus spectaculaire d'entre elles est probablement l'internationalisation accélérée qu'il a imposée.

### DÉPASSER FORD

M. Okuda veut faire de Toyota un constructeur mondial, avec des produits conçus localement pour plaire à la clientèle et assemblés sur place, notamment pour limiter les risques liés aux variations monétaires. Ce n'est qu'ainsi, pense-t-il, qu'il gagnera du terrain. Objectif : faire passer sa part de marché mondial de 9,5 % à plus de 10 %, voire 15 %, ce qui lui permettrait de dépasser l'américain Ford, et de talonner le nu-

méro mondial, General Motors (17 % des ventes mondiales). Le nouveau président de Toyota s'est donc embarqué dans un programme d'expansion à grande vitesse qui consommera, d'ici à l'an 2000, 13,5 milliards de dollars d'investissements, répartis entre l'Europe (1,9 milliard de dollars), l'Amérique du Nord (3,3 milliards de dollars), et l'Asie (4,6 milliards de dollars, y compris le Japon). Les projets d'implantation industrielle se multiplient : Chine, Inde ou encore Brésil pour ne citer que les principaux marchés. Partout, les objectifs sont ambitieux : Toyota veut doubler sa capacité de production aux Etats-Unis à 1,2 million d'unités par an d'ici l'an prochain, et accroître la production asiatique de 30 % à 600 000 unités dans la même période.

Le constructeur fait également porter ses efforts sur le Japon, où sa part de marché est passée au-dessous des 40 % en 1996, pour la première fois depuis quinze ans. La concurrence de plus petits constructeurs, comme Honda, et une gamme de produits trop traditionnelle, avec une offre en 4 X 4 et autres véhicules de loisirs trop réduite, sont notamment à l'origine de ce recul. M. Okuda s'est donné pour objectif de renouer avec les niveaux d'antan.

Pour l'instant, la stratégie de M. Okuda semble porter ses fruits. D'autant qu'elle profite de la baisse du yen. En 1997, le constructeur nippon pense vendre 4,97 millions d'unités (5 % de plus qu'en 1996), un niveau record, dont 2,76 millions à l'étranger.

Virginie Malingre

Ayez l'œil sur l'excellence de l'industrie mondiale du verre à GLASSMAN, le salon international de la fabrication du verre

GLASSMAN EUROPE 97 est le salon international, professionnel, de tout le monde et de tous les services techniques et commerciaux de la fabrication du verre.

Plus de 200 participants internationaux.

Neuf jours d'activités et services professionnels.

Conférences gratuites.

Accréditation européenne pour tous les visiteurs.

Mais laissez-vous inspirer par l'ambiance du salon et du contact avec nous pour réaliser vos idées et projets.

Salon GLASSMAN EUROPE 97, du 11 au 15 mai 1997, à l'Hotel de Ville, 100 rue de la Harpe, 75004 Paris, France. Tél. : 01 42 78 11 00. Fax : 01 42 78 11 01.

I.P.B.M.

Institut de Participation du Bois et du Meuble

- Le Conseil d'Administration de l'I.P.B.M. a validé le 26 Avril 1997, par la voix du président M. Christian L'AMIGNEZ-MEYRIANNE, Président de l'I.P.B.M. en remplacement de M. Guy NIBBOY, délégué à l'Assemblée Générale, l'adhésion au statut de l'I.P.B.M. de l'Argentine de l'Etat.
- Le Conseil d'Administration a pris la décision de passer à Paris au Grand-Palais AMIHL pour son siège social à compter du 1er Octobre 1996.
- En 1996 l'I.P.B.M. a investi dans deux nouvelles entreprises et renforcé sa présence dans dix sociétés. Parmi elles, deux sont totalement ou partiellement des sociétés.
- Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de l'exercice 1996 qui ont permis une perte de 18 848 MF. Cette perte a été prise en charge par nos membres pour déprécier le portefeuille existant de 2 675 MF. Dans ces conditions, l'ensemble des sociétés est en équilibre.
- Le Conseil d'Administration a décidé de ne pas voter la compensation des 7 875 actions I.P.B.M. détenues par elle-même, acquises depuis 1992.

## La CFDT rédige un guide des plans d'épargne-retraite

**HOSTILE** à la loi Thomas instaurant des fonds de pension, la CFDT veut néanmoins aider ses équipes syndicales à en négocier la création dans les entreprises. C'est pourquoi l'Union confédérale des ingénieurs et cadres (UCC) CFDT vient d'envoyer à ses militants un « guide des plans et fonds d'épargne-retraite ». Après avoir rappelé que cette loi n'est pas « une réponse à l'avenir de nos retraites » et que le nouveau système est facultatif et donc « par essence inégalitaire », l'UCC-CFDT constate que « cette loi existe » et qu'il faut donc « faire avec ».

Si l'employeur propose la mise en place d'un plan d'épargne-retraite (PER), il faut accepter de négocier car le produit proposé « peut intéresser quelques personnes dans l'entreprise » et qu'« en dernier recours, l'employeur pourra en décider seul ». Mais le guide recommande de proposer la mise place d'un régime de retraite supplémentaire obligatoire à cotisations définies (article 83 du Code général des impôts).

Si, malgré tout, l'employeur tient à créer un PER, la CFDT recommande à ses équipes de poser toute une série de questions techniques car celles-ci « ne doivent pas être laissées au hasard (ou à la disposition d'un commerçant ! ) ». Qui supportera les frais de gestion du PER ? Quelle sera la nature du

gestionnaire du fonds d'épargne-retraite (FER), la structure qui gèrera le PER ? Voulez-vous favoriser les mutuelles et les institutions de prévoyance, la CFDT recommande de choisir « un organisme qui n'a pas d'actionnaire à rémunérer ». Quelle sera la politique de placement du FER ? va-t-il favoriser les actions ? les obligations ? quel sera le règlement technique du fonds ? Quelle table de mortalité utilisera-t-il pour la transformation du capital en rente ? « Prendra-t-on la même pour les hommes et les femmes ? », « le calcul sera-t-il uniforme pour tous ou ajusté pour chacun en fonction de l'âge du salarié au moment de son départ à la retraite ? », « un dispositif de revalorisation des rentes au moins égal au prix est-il prévu ? »...

En conclusion, la CFDT rappelle qu'elle craint que la concurrence entre organismes gestionnaires ne favorise les comparaisons des placements à court terme et donc que les plans d'épargne-retraite fonctionnent comme de simples fonds communs de placement. Mais elle ne répond pas à une question que beaucoup se posent et qu'elle énonce elle-même dans le document : « Pourquoi l'organisation syndicale déciderait-elle d'un avantage qui profiterait seulement à ceux qui ont une capacité d'épargne ? »

Frédéric Lemaitre



# En 1999, les Européens auront la même monnaie mais pas les mêmes taux d'intérêt obligataires

La disparition du risque de change donnera une importance accrue à la qualité des emprunteurs

Avec la création de la monnaie unique, le marché obligataire européen deviendra, par sa taille, un rival direct du marché américain. Pour

autant, il ne constituera pas un ensemble parfaitement homogène : les rendements des emprunts ne seront pas identiques à l'intérieur de

la zone euro. Un risque de crédit, directement fonction du niveau de dette publique des Etats, subsistera après le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**HIÉRARCHIE** des rendements, taille, comportement des gestionnaires, attitude des émetteurs, le lancement de l'euro, prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 1999, changera de fond en comble le fonctionnement du marché obligataire sur le Vieux Continent. Du jour au lendemain, les quelque 2 000 milliards de francs d'obligations assimilables du Trésor (OAT) français se trouveront convertis en euros, tout comme le sera le stock des emprunts émis par l'Etat fédéral allemand (*bunds*). Selon les calculs de Didier Cahen, économiste et auteur du livre *L'Euro 1997-1999, l'heure des préparatifs*, le marché obligataire européen représentera, en fonction du nombre d'Etats participant dès le

veux : allemands, néerlandais, ou encore autrichiens.

En contrepartie, une concurrence accrue se fera jour entre les entreprises émettrices pour attirer les souscripteurs. Les sociétés étrangères devront se faire connaître des gérants français de la même façon que les emprunteurs de l'Hexagone devront s'efforcer de séduire les gestionnaires de l'Union en prouvant leur qualité et leur solidité financière.

La naissance de l'euro ne sera pas non plus sans conséquence sur le niveau des rendements des titres. Le taux d'une obligation est déterminé par trois principaux éléments : l'évolution de la devise, la qualité de l'emprunteur et la liquidité de l'émission. L'introduc-

taux entre la France et l'Allemagne est pratiquement nul.

Alors qu'aujourd'hui les considérations de change l'emportent, le risque de crédit deviendra déterminant après le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Cette nouvelle donne devrait se traduire par une utilisation renforcée du système de notations attribuées par les agences de *rating* (Standard and Poor's, Moody's, IBCA), chargées d'étudier la solvabilité des emprunteurs, comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis.

Certains professionnels n'excluent d'ailleurs pas que cette américanisation du marché obligataire du Vieux continent aille jusqu'à la création d'un compartiment d'obligations à haut rendement - de *junk bonds* - à l'euro-péenne. Ces emprunts, émis par des petites sociétés de faible notoriété, à risque élevé mais à forte rémunération, n'existent pas aujourd'hui dans les pays de l'Union. Mais, d'ores et déjà, plusieurs banques américaines, fortes de leur savoir-faire en la matière, cherchent à acclimater les investisseurs européens à ce type d'emprunts (*Le Monde* daté 13-14 avril). Le courtier Merrill Lynch vient de diriger un emprunt subordonné de près de 160 millions de deutschemarks (540 millions de francs) et d'une durée de dix ans pour Geberit International, qui rapportera aux investisseurs un peu plus de 10 % par an. Selon les experts, le volume annuel d'émission de *junk bonds* pourrait rapidement atteindre l'équivalent d'au moins 20 milliards de dollars (116 milliards de francs).

Avec la venue de nouvelles signatures moins réputées, la hiérarchie des émetteurs obligataires se creusera en Europe et la gamme de taux d'intérêt sera élargie. La fin du risque de change ne fera pas non plus disparaître les écarts de taux d'intérêt entre les obligations émises par ceux que les spécialistes désignent sous le terme d'emprunteurs souverains, c'est-à-dire les Etats.

Dans le cas où l'Italie rejoindrait la zone monétaire commune, l'écart actuel de taux avec l'Allemagne se réduirait considérablement mais il ne s'annulerait pas totalement. Les rendements italiens resteraient supérieurs (d'environ 0,3 % si l'on en juge d'après les émissions à dix ans en dollars de l'Italie) en raison de l'importance de la dette publique de Rome (123 % du PIB contre 62 % en Allemagne). Les Etats lourdement endettés, donc les plus susceptibles de se retrouver en défaut de paiement, devront, pour continuer à attirer les souscripteurs, payer une prime de taux plus élevée que ceux faiblement endettés.

## Les perturbations dans le transport aérien se prolongent

LA DIRECTION d'Air France prévoit d'assurer la quasi-totalité des vols domestiques dans les jours qui viennent, en dépit de la reconduction par les pilotes de l'ex-Air Inter de leur grève, au moins jusqu'au mardi 6 mai (renseignements au 01-44-08-55-55 ou au 0802-802-802). Les pilotes protestent contre les conditions de leur intégration dans les grilles d'avancement d'Air France. Ils critiquent « la dégradation programmée des conditions d'emploi » et la mise en œuvre d'une double échelle des salaires, permettant l'embauche de jeunes pilotes à des conditions moins avantageuses.

A TAT et Air Liberté, les deux filiales françaises de British Airways, hôtesse et stewards entamaient, lundi 5 mai, leur 27<sup>e</sup> jour de grève dans l'espoir d'obtenir la titularisation des salariés en CDD, de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. La direction des deux compagnies prévoyait d'assurer 154 vols sur 258, soit 59 % (renseignements au 0803-09-09-09 pour Air Liberté et au 0803-805-805 pour TAT).

### DÉPÊCHES

■ **TRANSPORT ROUTIER : les fédérations CGT et FO des transports** ont lancé une journée d'action, pour le lundi 4 mai, dans les transports urbains et les liaisons par autocars, les transports de marchandises ou de déchets. Leurs revendications portent sur le congé de fin d'activité à cinquante-cinq ans, les salaires et les conditions de travail. La CFDT ne soutient l'action que dans les transports voyageurs, ayant signé un accord sur la préretraite dans le transport de marchandises.

■ **TEXTILE : le rapprochement des groupes italiens Marzotto et HPI** (Fiat, Mediobanca), annoncé en mars, n'aura pas lieu, ont annoncé les protagonistes de l'accord, samedi 3 mai. La famille Marzotto et les dirigeants de HPI n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le partage des responsabilités et le montage financier de l'opération, qui aurait donné naissance à un géant européen du textile-habillement.

■ **BESNIER : le tribunal correctionnel d'Annecy (Haute-Savoie)** a condamné deux dirigeants du groupe fromager Besnier à payer chacun une amende de 50 000 francs pour « publicité mensongère », estimant que l'emmental fabriqué dans les usines Besnier ne respecte pas les normes françaises pour ce fromage. Besnier, qui a fait appel, avait été assigné en justice par son concurrent Entremont.

■ **MODE : les stylistes italiens Krizia, Gianfranco Ferré et Versace** ont été condamnés chacun, par le tribunal de Milan, à un an et deux mois de prison avec sursis, sans mention au casier judiciaire, pour corruption de la brigade financière.

■ **DASA : le groupe allemand** n'envisage pas une prise de participation dans le capital de Thomson-CSF, mais veut s'associer avec le groupe qui sera choisi par le gouvernement français pour reprendre le groupe d'électronique de défense et professionnelle, a indiqué dimanche 4 mai son PDG, Manfred Bischoff, au *Welt am Sonntag*.

■ **VALE DO RIO DOCE : le financier américain Georges Soros** et le groupe minier sud-africain Gencor se sont mis sur les rangs pour devenir actionnaire du premier producteur de minerai de fer brésilien, Vale do Rio Doce, en cours de privatisation.

■ **INTEL : le groupe américain, premier fabricant mondial** de microprocesseurs, devait présenter mardi 6 mai le dernier-né de ses microprocesseurs, le Pentium II. Intel, qui fait face à une concurrence accrue de la part des sociétés AMD et Cyrix, a récemment annoncé des baisses de prix sur les générations actuelles de microprocesseurs Pentium. La première puce Pentium a été commercialisée en 1994.

### L'exemple canadien

Pour tenter d'illustrer quelle pourrait être la hiérarchie des rendements obligataires des différents Etats de l'Union après le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et l'introduction de l'euro, les spécialistes prennent volontiers en exemple le Canada. « Tout comme dans la future Union monétaire, note Didier Cahen, économiste spécialiste des questions monétaires et financières européennes, la politique monétaire y est fédérale tandis que les politiques budgétaires sont régionales et assorties d'un contrôle réduit de la part du gouvernement fédéral. »

Le marché obligataire canadien indique que les investisseurs exigent des rendements élevés aux émissions des provinces les plus endettées. Les emprunts du Québec, dont le niveau de dette atteint 56 % du PIB, offrent ainsi une prime de 0,50 % par rapport à ceux émis par l'Etat fédéral, alors que ceux de l'Alberta, faiblement endetté (20 % du PIB), présentent un écart limité à 0,10 %.

départ à la zone euro, de 20 % à 30 % de l'encours mondial et il se posera ainsi en rival direct du marché américain.

Les changements d'ordre quantitatif s'accompagneront de modifications sur le plan qualitatif. La création de la monnaie unique provoquera d'abord un élargissement de l'horizon d'investissements. Aujourd'hui, les gestionnaires de fonds européens achètent pour l'essentiel des emprunts libellés dans leur propre devise. Acquérir des obligations émises dans des monnaies étrangères les expose en effet à des risques de change. Pour un investisseur allemand qui a acheté un emprunt émis par une banque italienne, une baisse de la lire peut entraîner des pertes importantes. L'introduction de l'euro mettant fin à cette incertitude, les gérants pourront sans crainte agrandir leur champ d'investigation à tous les émetteurs de la zone monétaire commune. Un gestionnaire français de Sicav obligataire, qui pour l'heure ne s'intéresse guère qu'aux émissions de l'Etat et à celle des grands emprunteurs nationaux (SNCF, Caisse nationale des autoroutes...), aura, dès le 2 janvier 1999, à sa disposition une large palette d'émetteurs nou-

tion de la monnaie unique n'aura guère d'effet sur ce troisième élément, qui mesure la plus ou moins grande facilité avec laquelle un investisseur peut se défaire des titres qu'il possède (plus une émission est liquide, plus elle est appréciée, ce qui renchérit son prix et diminue son rendement). Elle aura, en revanche, un impact direct sur les deux autres.

### SURPLUS DE RENDEMENT

Un investisseur ne consent à acheter une obligation libellée dans une devise dont il anticipe la dépréciation que si le titre offre un surplus de rendement tel qu'il permette de compenser la perte de change prévue. Cette prime, qui disparaîtra le 1<sup>er</sup> janvier 1999, joue un rôle décisif dans les différences de taux d'intérêt observées entre les émetteurs des divers pays européens. C'est elle qui explique pour l'essentiel le fait que le rendement d'un emprunt d'Etat italien à dix ans soit aujourd'hui supérieur de 1,7 % à celui d'un titre allemand de même échéance : les opérateurs craignent une baisse de la lire par rapport au deutschemark au cours des prochaines années. En revanche, les gérants pariant sur une stabilité de la parité franc français-deutschemark, l'écart de

## La mine d'or qui n'existait pas

CE DEVAIT ÊTRE le plus grand gisement d'or du monde, cela restera comme l'une des plus grandes supercheries de l'histoire minière. Les actionnaires de Bre-X, groupe prospecteur d'or canadien, en sont pour leurs frais. Attirés par la découverte d'un filon sans précédent dans la jungle indonésienne, ils sont désormais floués. La publication, dimanche 4 mai, d'un rapport indépendant révèle qu'« aucun gisement d'or n'a été répertorié dans la zone sud-est de Busang. Son existence est fort improbable ».

L'un des experts, le vice-président de Strathcona Minerals, Graham Farquharson, précise que « l'importance des manipulations d'échantillons aboutissant à une falsification est d'une ampleur à notre connaissance sans précédent dans l'histoire de l'industrie minière mondiale ». En conséquence, les autorités boursières de Toronto ont ordonné la suspension des cotations de Bre-X lundi matin.

Les doutes qui avaient envahi les esprits voici un mois sont donc totalement fondés (*Le Monde* du 8 avril). A la fin mars, la compagnie minière canadienne était prise dans une véritable tourmente. Les investisseurs se sont subitement mis à douter du potentiel de ce domaine minier découvert en 1993 dans la forêt tropicale de l'île de Kalimantan.

Au début de l'année, les responsables de Bre-X, son président en tête, David Walsh, affirmaient que le gisement renfermait au moins 71 millions d'onces d'or, voire jusqu'à 200 millions d'onces, faisant de lui le plus important au monde. Aucune étude, cependant, ne venait confirmer de telles ri-

chesses. Une contre-expertise était commandée au printemps à la firme indépendante Strathcona, et les premiers tests indiquaient une surestimation des capacités.

Simultanément, la mort suspecte d'un des deux géologues ayant « découvert » la veine aurifère, Mike de Guzman, ajoutait à la confusion. Présentée comme un suicide, la chute mortelle d'hélicoptère de ce Philippin épaississait le mystère.

### DÉBÂCLE

Fraude, mystification, gigantesque erreur, les mots n'étaient pas assez durs face à l'effondrement des cours de cette société. Le 27 mars, sur des rumeurs de « données falsifiées », l'action perdait 80 % de sa valeur en une seule séance, tombant de 15,50 dollars canadiens à 2,50 dollars. Ce placement, jugé comme l'un des plus rentables de ces dernières années, les investisseurs ayant multiplié en trois ans par deux mille leur mise investie en 1993, s'est soudain avéré catastrophique.

Face à cette débâcle, les gouvernements canadien et indonésien ont décidé, dimanche 4 mai, d'ouvrir des enquêtes pour connaître l'ampleur de la fraude ainsi que les véritables raisons du décès de Mike de Guzman. Pour sa part, le président de Bre-X déclare vouloir poursuivre ses activités « pour le bien des actionnaires ». Flairant le bon filon, une compagnie cinématographique canadienne a acheté les droits de l'histoire, quinze jours avant la publication des conclusions.

Dominique Gallois

Surveillez  
votre © ★ ! ? langage,  
ce logiciel écrit tout  
ce que vous dites...



Maintenant votre ordinateur écrit ses mots de la même façon que vous les dites. VoiceType Simple Speaking est le seul logiciel de reconnaissance vocale IBM™ qui reconnaît les mots et les phrases de votre langage naturel. Vous pouvez dicter tout ce que vous voulez, même les lettres de votre nom, et votre ordinateur les écrit pour vous. C'est simple. C'est facile. C'est IBM. IBM, nous sommes partout. IBM, nous sommes partout. IBM, nous sommes partout.

IBM

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 5 MAI Liquidation : 23 mai Taux de report : 3,50 Cours relevés à 10h15



Table of CAC 40 stock prices with columns for Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, and % variation 31/12 (1)

Main table of stock prices for various companies including L'Oréal, LVMH, Lyonnaise Eaux, etc.

Table of Valeurs Étrangères (Foreign Stocks) with columns for Valeurs Étrangères, Cours précéd., Derniers cours, % variation, and % variation 31/12 (1)

Table of Abbréviations (Abbreviations) and Symboles (Symbols) for various companies and markets

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 10h15 LUNDI 5 MAI

Table of Obligations (Bonds) with columns for Obligations, du nom., % du coupon, and % variation

Table of Actions Françaises (French Stocks) with columns for Actions Françaises, Cours précéd., and Derniers cours

Templeton advertisement for international fund management with a telescope image and text 'Gestion de fonds internationaux Voir plus loin.'

Table of Valeurs Étrangères (Foreign Stocks) with columns for Valeurs Étrangères, Cours précéd., Derniers cours, % variation, and % variation 31/12 (1)

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 10h15 LUNDI 5 MAI

Table of Valeurs (Stocks) with columns for Valeurs, Cours précéd., and Derniers cours

Table of Actions Françaises (French Stocks) with columns for Actions Françaises, Cours précéd., and Derniers cours

Table of Valeurs Étrangères (Foreign Stocks) with columns for Valeurs Étrangères, Cours précéd., and Derniers cours

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 10h15 LUNDI 5 MAI

Table of Valeurs (Stocks) with columns for Valeurs, Cours précéd., and Derniers cours

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 10h15 LUNDI 5 MAI

Table of Valeurs (Stocks) with columns for Valeurs, Cours précéd., and Derniers cours

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 2 mai

Table of Valeurs (Funds) with columns for Valeurs, Émission Frais incl., and Rachat net

Table of Fonds communs de placements (Funds) with columns for Fonds communs de placements, Cours précéd., and Derniers cours

Table of Valeurs Étrangères (Foreign Stocks) with columns for Valeurs Étrangères, Cours précéd., and Derniers cours

Table of Valeurs (Stocks) with columns for Valeurs, Cours précéd., and Derniers cours



**SPORTS** Le match nul de Paris Saint-Germain (2-2) devant Bordeaux, samedi 3 mai, au Parc des Princes, a permis aux joueurs de l'AS Monaco de devenir champions de France 1996-

1997 vingt-quatre heures avant de recevoir le SM Caen, face auquel ils n'ont pu s'imposer (2-2). ● FONDÉ EN 1924, le club monégasque remporte ainsi son sixième titre national, après ceux

de 1961, 1963, 1978, 1982 et 1988. ● CE SUCCÈS est surtout celui de l'entraîneur Jean Tigana, originaire de Bamako (Mali), postier devenu milieu de terrain exemplaire de l'équipe de France

de l'ère Platini, reconverti en technicien depuis quatre ans. ● POUR S'IMPOSER, l'AS Monaco a mis en place des structures solides - centre de formation, staff médical et technique de

haut niveau - et s'est appuyé sur un effectif très riche. La saison prochaine, l'équipe de la Principauté disputera la Ligue des champions avec les meilleurs clubs européens.

# Jean Tigana offre un titre de champion de France à l'AS Monaco

Entraîneur depuis quatre ans, l'ancien milieu de terrain de l'équipe de France a mené un travail exemplaire pour faire du club de la Principauté la meilleure formation française de la saison 1996-1997

**ALORS** que la pelouse du stade Louis-II était soudain envahie par des centaines de fans venus fêter avec leurs idoles le titre de champion de France 1997 en cette soirée orageuse du dimanche 4 mai, Jean Tigana saurait à sa façon ce moment rare : « Je tiens à remercier le président Campora, qui m'a fait confiance lorsque je suis parti de Lyon et qui m'a permis d'entraîner une très grande équipe. Le groupe a été très performant. Non seulement les joueurs, mais également Claude Puel, Jean Petit et tout le staff médical. Maintenant, il va falloir assimiler tout ça et se remettre au travail, car c'est souvent la saison qui suit un titre qui est la plus difficile. » Puis, comme si le seul mauvais souvenir de cette

saison le rattrapait soudain, le technicien monégasque revint en quelques mots sur l'élimination de son équipe en demi-finale européenne face à l'Inter : « A Milan, lors du match aller, nous avons manqué d'expérience. En ce moment, nous devrions préparer une finale européenne. »

Reste que ce titre de champion est d'abord le sien. Jean Tigana, né à Bamako le 23 juin 1955, ancien postier à Cassis (Bouches-du-Rhône), international français à cinquante-deux reprises, est aujourd'hui un entraîneur comblé. Lui qui a connu la gloire crampons aux pieds n'avait jamais remporté le moindre titre depuis juin 1993, date à laquelle il se lança dans la carrière à hauts risques d'entraîneur, à la tête de l'Olympique lyonnais.

La saison dernière, appelé par les dirigeants monégasques pour redonner des couleurs à un club mal

en point, Tigana a vécu une période délicate. De multiples problèmes relationnels au sein d'un groupe déstabilisé par quelques fortes têtes, dont Basile Boli, obligèrent Tigana à trancher dans le vif.

L'homme est intransigent, souvent chameur, facilement irritable, mais ses compétences sont reconnues par tous. On sait que les grands joueurs ne deviennent pas nécessairement de grands entraîneurs, mais Tigana, monstre de travail et perfectionniste acharné, a su devenir un grand meneur d'hommes en un temps record. Cette saison, de coups de gueule en choix judicieux, Tigana a fait de ce groupe monégasque où les stars côtoient les jeunes espoirs doués un bloc impressionnant. « Il ne me parle pas beaucoup, mais ce qu'il dit est toujours juste », révèle Sylvain Legwinski, l'une des grandes satisfactions de la saison, pendant que son coéquipier Thierry Henry, autre révélation, ajoute : « Parfois, il a ses humeurs, et on ne sait pas comment le prendre. »

Jean Tigana, homme sans concessions, l'avoue sans se faire prier : « Je déteste perdre. Sur le terrain, j'ai tout gagné, sauf la Coupe du monde. Si certains joueurs me trouvent dur, c'est parce qu'ils ne comprennent pas que je veux les emmener loin. Et pour cela je ne connais qu'une solution : le travail. » En 1995-1996 Tigana avait donc hérité d'un groupe miné par les conflits internes. Une fois le ménage fait, l'ancien international a pu faire appliquer ses idées, tout en ayant l'intelligence de bien s'entourer. Avec les anciens joueurs monégasques que sont Jean Petit, Claude Puel et Jean-Luc Ettore, il a formé un staff technique compétent, à la fois proche des joueurs et saisissant parfaitement les spécificités du club de



Jean Tigana, l'heureux entraîneur de l'AS Monaco

## La tête dans les nuages

L'équipe de l'AS Monaco a été accueillie, dimanche 4 mai, par un public joyeux. Sur la pelouse, c'est déjà un peu la fête et les joueurs ont la tête dans les nuages. Les Monégasques semblent avoir du mal à se motiver. Face à eux, les joueurs du SM Caen résistent et la première mi-temps est sans saveur. Le jeu se débride à la 53<sup>e</sup> minute lorsque le Nigérian Viktor Ikpeba ouvre la marque pour Monaco. Cinq minutes plus tard, Caen égalise grâce à un tir au ras du poteau de Frédéric Née.

Monaco veut sa victoire sans toutefois parvenir à dominer. Les Normands résistent et un exploit de Thierry Henry (74<sup>e</sup>) parvient à percer la défense. Mais, une minute plus tard, Stéphane Roche égalise pour Caen. Au coup de sifflet final, plusieurs centaines de supporters se précipitent sur la pelouse du stade Louis-II pour fêter ce titre de champion. Thierry Henry, lucide, regrette de ne pas avoir pu finir par une victoire. Mais tout le monde oublie ce match sans saveur pour faire la fête.

CHRISTIAN LIEWIG / TEMPSPORT

## Un club septuagénaire en pleine forme

A 73 ans, l'AS Monaco (fondée en 1924) est un des clubs phares du championnat de France de football. Vainqueur du titre à six reprises, cinq fois lauréats de la Coupe de France - dont ils furent trois fois finalistes -, les footballeurs monégasques présentent un palmarès plus respectable. ● **Bilan** : Champion de France en 1961, 1963, 1978, 1982, 1988, 1997. Vainqueur de la Coupe de France en 1960, 1963, 1980, 1985, 1991. Finaliste de la Coupe de France en 1974, 1984, 1989. Finaliste de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe en 1992. ● **Président** : Jean-Louis Campora. ● **Directeur sportif** : Henri

Biancheri ; entraîneur : Jean Tigana, entraîneurs adjoints : Jean Petit, Claude Puel ; responsable des gardiens : Jean-Luc Ettore ; responsables de la formation : Gérard Banide et Pierre Tournier ● **Effectif** de la saison 1996-1997 : Fabien Barthez, Stéphane Porato (gardiens). Patrick Blondeau, Eric Di Meco, Martin Djetou, Manuel Dos Santos, Franck Dumas, Gilles Grimandi, Philippe Leonard, Lillian Martin, Emmanuel Petit (défenseurs). Ali Benarbia, John Collins, Sylvain Legwinski, Enzo Scifo, Laurent Viaud (milieux de terrain). Anderson Da Silva, Marco Grassi, Thierry Henry, Victor Ikpeba, Dan Petersen, David Trezeguet (attaquants).

## Les secrets de la réussite monégasque

**SON TITRE** de champion de France 1997, l'AS Monaco le doit évidemment à l'énorme travail de Jean Tigana. Mais les structures mises en place par le club depuis quelques années, de même que les politiques de formation et de recrutement, ont aussi leur part dans ce succès.

● **Un centre de formation performant** : dirigé par Pierre Tournier et Gérard Banide, deux techniciens-pédagogues compétents, le centre de formation de l'AS Monaco est devenu l'un des plus performants d'Europe. Un joueur comme Thierry Henry, originaire des Ulis (Essonne), en région parisienne, y a beaucoup appris avant d'exploser littéralement cette saison. Les passerelles entre l'équipe réserve et le groupe « pro » sont nombreuses et le dialogue entre Jean Tigana et les responsables de la formation permanent. Trop souvent présentée comme une équipe de stars, l'AS Monaco est devenu l'un des grands clubs formateurs du championnat de France.

● **Une préparation physique millimétrée** : elle a été confiée à Claude Puel, ancien joueur du club, sous le maillot duquel il a disputé la bagatelle de 488 matches. A trente-cinq ans, il est passé de l'autre côté de la barrière à l'inter-saison pour devenir entraîneur adjoint, chargé de la préparation physique et de la mise à niveau d'un groupe de vingt-cinq joueurs. Un poste-clé et une mission délicate, dont Puel s'est parfaitement acquitté. De l'avis de tous les intéressés, jamais la préparation physique n'a été aussi dure, aussi poussée, que depuis son arrivée aux commandes.

« Lorsqu'un joueur est à l'écoute de son corps, il se connaît mieux et peut tirer le maximum de ses possibilités », explique Puel, qui, lorsqu'il jouait, avait pris l'habitude avant un match de réveiller chaque muscle, chaque articulation. Sous ses ordres, les nouveaux champions de France ont parfois souffert physiquement lors de terribles séances d'entraînement à La Turbie, sur les hauteurs des

alentours de la Principauté. Mais le résultat est là.

● **Un staff médical de premier ordre** : prenant exemple sur ce qui se fait dans les grands clubs italiens, le suivi médical est effectué de manière très sérieuse à l'AS Monaco. Chaque début de saison, tous les joueurs passent des tests, qui permettent ensuite d'établir un programme de travail individualisé étalé tout au long de la saison. « Lorsqu'un joueur se blesse, on se sent responsable », explique Michel Franco, kiné-ostéopathe du club. Ce n'est pas un hasard si les joueurs de l'AS Monaco ont été relativement épargnés par les blessures cette saison. Autre point fort : la diététique. Yann Rougier, biologiste formé à Boston (Etats-Unis), insiste auprès des joueurs sur l'équilibre nécessaire : « Il y a quatre phases métaboliques dans l'année. L'important est de les rééquilibrer au bon moment par un rapport vitaminique adapté à la physique et au stress... »

● **Un effectif fourni** : tous les grands clubs basent leur solidité sur un effectif important. Le calendrier international étant devenu ce qu'il est, à savoir surchargé, l'idéal est de « doubler » tous les postes. Pour cela, il faut évidemment des moyens financiers, ce qui est le cas en Principauté.

Si l'AS Monaco a pris le meilleur sur Paris Saint-Germain cette saison, c'est d'abord parce que l'effectif du club méditerranéen était beaucoup plus riche que celui de son adversaire de la capitale. Le banc de touche de l'AS Monaco prenait parfois des allures de défilé de stars où les internationaux (Victor Ikpeba, John Collins, Marco Grassi...) attendaient leur tour. Un club qui se permet de mettre des joueurs de cette qualité sur la touche peut aborder les nombreux rendez-vous de la saison - nationaux et européens - avec la fraîcheur nécessaire.

AI. C.

AI. C.

## COMMENTAIRE

### C'EST DÉJÀ DEMAIN

En remportant le sixième titre de champion de France de son histoire, l'AS Monaco a réconcilié cette saison les amateurs de spectacle avec les adeptes du réalisme. Sous les ordres de Jean Tigana, ancien joueur d'exception devenu meneur d'hommes efficace, les joueurs monégasques ont souvent offert du plaisir à ceux qui les ont vu évoluer. Mieux encore, ils se sont fait plaisir sur les terrains, en pratiquant un jeu tourné vers l'offensive.

L'AS Monaco, club de vedettes surpayées évoluant dans un décor de rêve ? Derrière l'image-cliché, la réalité est celle d'un club ayant su, au fil des ans, assurer ses fondations - et surtout préparer l'avenir. Avec un centre de formation devenu extrêmement performant, un suivi médical « à l'italienne », un système de détection efficace, les Monégasques disposent aujourd'hui de moyens de travail remarquables. S'appuyant sur ces structures et s'entourant de techniciens compétents, Jean Tigana a fait travailler dur un groupe au sein

duquel stars confirmées et jeunes prometteuses ont franchi un palier supplémentaire.

D'Arsène Wenger à Jean Tigana, les dirigeants monégasques ont eu l'intelligence, depuis une dizaine d'années, de faire confiance à deux techniciens ayant une vision globale du football moderne. Préparation, recrutement, détection, rien n'a été laissé au hasard. Grâce à l'application de cette politique, Jean Tigana a pu, cette saison, disposer dans son effectif de sept joueurs ayant été formés au club. Dans toutes les régions françaises, des « espions » travaillent pour le club monégasque.

L'AS Monaco a également eu l'intelligence de filialiser deux centres de formation en Afrique, à Dakar et à Abidjan. Rien de ce qui se passe à l'étranger n'échappe aux responsables. Du fin fond du Niger, d'où Jean-Luc Ettore vient de ramener un jeune prodige, jusqu'à la région parisienne, où le Paris-Saint-Germain se fait parfois « souffler » des talents locaux comme Thierry Henry, les recruteurs de l'AS Monaco font du bon travail. A l'image de Jean Tigana et de ses joueurs.

Alain Constant

## Le championnat de France de football de D1

### 36<sup>e</sup> journée

Monaco-Caen	2-2
Paris-SG-Bordeaux	2-2
Cannes-Strasbourg	2-2
Guingamp-Nantes	0-0
Metz-Bastia	1-0
Auxerre-Rennes	4-1
Lyon-Lille	0-0
Montpellier-Nancy	1-1
Lens-Marseille	2-0
Le Havre-Nice	1-0

### Les cartons

1 Nantes	0	54
2 Auxerre	1	39
3 Paris SG	1	57
18 Lille	6	79
19 Nice	7	66
20 Marseille	11	72

### Les buteurs

1 Guivarch (Rennes)	22 buts
2 N'Doram (Nantes)	20 buts
3 Zitelli (Strasbourg)	19 buts

### Classement

	Points	J	G	N	P	Diff.	Chpts	Séries
1 Monaco	73	36	21	10	5	+36	==	GNP GG
2 Paris SG	64	36	17	13	6	+26	==	NNGGN
3 Nantes	61	36	15	16	5	+27	==	NGNGN
4 Bordeaux	59	36	15	14	7	+16	==	PGNGN
5 Metz	59	36	16	11	9	+12	==	NGGGG
6 Auxerre	58	36	16	10	10	+16	==	PGGGG
7 Strasbourg	57	36	18	3	15	+3	==	PPGPN
8 Lyon	56	36	15	11	10	+1	==	PGGGN
9 Bastia	55	36	15	10	11	+4	==	NNPPP
10 Montpellier	48	36	11	15	10	+2	==	GNP GN
11 Marseille	46	36	11	13	12	+2	==	GNNGP
12 Guingamp	45	36	11	12	13	-3	==	NPPPN
13 Lens	44	36	12	8	16	-11	==	NGGGG
14 Le Havre	42	36	10	12	14	-8	==	NPNGG
15 Cannes	41	36	9	14	13	-12	==	NGNPN
16 Rennes	39	36	10	9	17	-16	==	GNPNP
17 Nancy	34	36	8	10	18	-17	==	GNP GN
18 Lille	34	36	8	10	18	-25	==	PPPPN
19 Caen	33	36	6	15	15	-14	==	NNPNP
20 Nice	20	36	4	8	24	-39	==	NPPPP

### Les attaques

1 Monaco	64 buts
2 Nantes	57 buts
3 Bordeaux	55 buts
Paris-SG	55 buts

### Les défenses

1 Metz	27 buts
2 Monaco	28 buts
3 Auxerre	29 buts
Paris-SG	29 buts

37<sup>e</sup> journée (samedi 17 mai) Nancy-Monaco / Marseille-Paris-SG / Caen-Cannes / Nantes-Montpellier / Bastia-Auxerre / Rennes-Guingamp / Nice-Metz / Lille-Le Havre / Bordeaux-Lyon / Strasbourg-Lens

## Le PSG s'accroche à la deuxième place

DEVANT plus de 42 000 spectateurs réunis au Parc des Princes, samedi 3 mai, le Paris Saint-Germain n'a pu venir à bout des Girondins de Bordeaux. A une minute près, les joueurs parisiens étaient même battus, puisque le Bordelais Kaba Diawara avait inscrit le but du 1-2 à la 89<sup>e</sup> minute. Mais Raï, à quelques secondes du coup de sifflet final, permettait au PSG d'arracher le point du match nul.

Les joueurs du tandem Ricardo Bats avaient pourtant bien débuté le match puisque, à la 13<sup>e</sup> minute, un coup-franc canon de Bruno N'Gotty, similaire à celui inscrit en finale européenne l'an dernier face au Rapid de Vienne, avait trompé Gilbert Bodart. Mais, à huit minutes du repos, l'inusable Jean-Pierre Papin trompait Bernard Lama, inscrivant pour l'occasion son 14<sup>e</sup> but de la saison. Ce résultat nul permet au club de la capitale de conserver trois points d'avance sur le FC Nantes, tenu en échec à Guingamp (0-0).

A deux journées de la fin du championnat, le suspense reste entier concernant la deuxième

place, synonyme de participation à la lucrative Ligue des champions. Lors de la 37<sup>e</sup> journée, le 17 mai, les Parisiens se rendront à Marseille, pendant que les Nantais recevront Montpellier. Puis, le 24 mai, à l'occasion de la 38<sup>e</sup> et dernière journée, le PSG recevra Strasbourg alors que les joueurs de Jean-Claude Suaudeau iront au stade Louis-II.

La lutte pour les places en Coupe de l'UEFA demeure elle aussi intéressante. Le FC Metz, qui reste sur une série de quatre victoires consécutives, est l'équipe en forme de cette fin de saison. Les hommes de Joël Müller, vainqueurs de Bastia grâce à un but inscrit de la tête par Robert Pires, foncent vers cette qualification en C3 alors que Auxerre, champion de France la saison dernière, doit encore batailler ferme.

Dans le bas du classement, les jeux semblent faits. Nancy et Lille, en dépit des matches nuls obtenus à Montpellier et Lyon, vont sans doute rejoindre le SM Caen et l'OGC Nice, finaliste de la Coupe de France, en deuxième division la saison prochaine.

# A Los Angeles, Shaquille O'Neal se sent chez lui

En débarquant cette saison chez les Lakers, l'ancienne vedette du club d'Orlando a rejoint cette Californie qui l'attire depuis longtemps

L'équipe de basket-ball des Lakers de Los Angeles a atteint les quarts de finale des « play off » du championnat professionnel des Etats-Unis en venant à bout de Portland par 3 manches à 1. A lui seul, Shaquille O'Neal a

marqué près de la moitié des points de son équipe au premier tour. Une performance qui fait de ce géant tonique (2,16 m, 130 kilos) le digne successeur sous le maillot californien de Kareem Abdul-Jabbar et de Magic Johnson. Sha-

quille O'Neal, qui a quitté Orlando l'an dernier pour rejoindre Los Angeles pour un montant de 120 millions de dollars sur sept ans, se sent désormais en parfaite adéquation avec son nouveau club.

## Cédric Pioline gagne son premier titre sur terre battue

A TROIS SEMAINES DES INTERNATIONAUX de France de Roland-Garros, Cédric Pioline a gagné, dimanche 4 mai, à Prague son premier tournoi sur terre battue. En finale, le Français a battu le Tchèque Bohdan Ulihrach (6-2, 5-7, 7-6). « Cela a été un match très difficile et il aurait pu basculer en faveur de l'un ou de l'autre », a reconnu Pioline qui s'est montré le plus rigoureux dans le troisième set où il a néanmoins gâché deux balles de match à 5 jeux à 4, auteur de deux fautes directes.

« Je suis vraiment content d'avoir gagné, a expliqué le joueur français, j'espère que maintenant je vais garder ce rythme et être prêt pour Roland-Garros. » Samedi, en demi-finale, Ulihrach avait battu Fabrice Santoro. Ce dernier avait déjà été demi-finaliste au tournoi de Monte-Carlo.

## Le Yacht-club de Cannes se lance dans la Coupe de l'America

UN NOUVEAU DÉFI FRANÇAIS pour la Coupe de l'America a été déposé auprès des Néo-Zélandais, détenteurs du trophée, qui doivent organiser la 30<sup>e</sup> édition de l'épreuve en l'an 2000, à Auckland. Ce défi a été déposé par le Yacht-club de Cannes accompagné d'un chèque de 200 000 dollars (plus de 1,1 million de francs), quelques semaines avant le 14 mai, date limite des inscriptions.

Intitulé France Today.com, ce défi cannois prévoit un budget financé par des entreprises de la région. Sur 90 millions de francs, plus de la moitié auraient déjà été réunis. Le défi est dirigé par Nic Johansen, président du Yacht-club de Cannes, le directeur sportif en est Serge Paillard, ancien manager de l'équipe Corum qui a remporté l'Admiral's Cup en 1991. Un premier bateau, dessiné par l'architecte Jacques Fauroux, devrait être mis à l'eau en septembre.

### DÉPÊCHES

■ **MOTOCYCLISME : Ralf Waldman (Honda) s'est imposé au Grand Prix d'Espagne 250 cc**, dimanche 4 mai, à Jerez de la Frontera. Le pilote allemand a devancé le Japonais Tetsuya Harada (Aprilia) et l'Italien Max Biaggi (Honda). Le Français Olivier Jacques, auteur du meilleur départ, a pris la septième place victime d'un mauvais choix de pneu arrière. Triplé de Honda en 500 cc avec la victoire de l'Espagnol Alex Criville devant l'Australien Michael Doohan et le Japonais Tadayuki Okada. (AFP)

■ **Sébastien Tortelli a conservé toutes ses chances** au championnat du monde de moto-cross, dans la catégorie des 250 cc, après sa deuxième place au Grand Prix de France disputé, dimanche 4 mai, à Brou (Eure-et-Loir). Le jeune champion du monde en titre en 125 cc a remporté une des deux manches malgré une grave chute dans les essais libres. Il reste ainsi à portée du Belge Stefan Everts, qui a gagné l'épreuve française et qui reste en tête du classement provisoire championnat du monde.

■ **SPORTS ÉQUESTRES : Hugo Simon sur E. T. FRH a gagné la finale de la Coupe du monde** de saut d'obstacles, dimanche 4 mai, à Göteborg, pour la deuxième fois consécutive. Le cavalier autrichien a remporté les trois concours inscrits au programme de l'épreuve. Le Britannique John Whitaker (*Virtual Village Grennusch* et *Virtual Village Welham*) est deuxième et l'Allemand Franke Sloothaak (*San Patrignano Joly*) troisième. La Française Alexandra Ledermann (*Rochet M*) a pris une prometteuse dixième place. Hervé Godignon (*Revillon*) est vingtième.

■ **GOLF : Tiger Woods**, le nouveau phénomène du golf américain, atteint à vingt et un ans des records de popularité, surpassant même la grande vedette du basket-ball, son ami Michael Jordan, selon un sondage publié vendredi 2 mai. Tiger Woods, qui a remporté en avril les Masters d'Augusta (Etats-Unis), l'un des plus prestigieux tournois du monde, enregistre 76 % d'opinions favorables, et seulement 2 % d'opinions négatives, le plus faible taux jamais atteint dans ce baromètre de popularité réalisé par le *Wall Street Journal* et NBC News. Le célèbre joueur des Bulls de Chicago, Michael Jordan, obtient quant à lui 69 % d'opinions favorables et 6 % de négatives. (AFP)

■ **AUTOMOBILISME : le conseil municipal de Versailles** (Yvelines) s'est réuni, vendredi 2 mai, en séance extraordinaire, pour entériner le protocole d'intention de déménagement de l'écurie de Formule 1 Prost-Grand Prix de Magny-Cours (Nièvre) à Versailles (Yvelines) début février 1998 sur une partie des terrains de GIAT Industrie à Versailles-Satory. Le député et maire (PS) de Magny-Cours, M. Didier Boulaud, s'est élevé contre ce qu'il considère comme une manœuvre « politicienne ».

■ **Sébastien Enjolras a trouvé la mort**, samedi 3 mai, lors des essais préqualificatifs pour les 24 Heures du Mans. Le pilote français a perdu le contrôle de sa WR Peugeot dont le capot arrière s'était détaché et a percuté le rail de sécurité. Il a été tué sur le coup.

■ **KARATÉ : en gagnant treize médailles dont six d'or**, la France a survolé les championnats d'Europe, qui se sont achevés, dimanche 4 mai, à Santa Cruz de Tenerife (Canaries). L'Espagne est deuxième au tableau des médailles avec dix récompenses dont quatre d'or. (AFP)

■ **FOOTBALL : le Nigérian Nwanko Kanu pourra continuer sa carrière**. Cinq mois après avoir subi une délicate opération du cœur à Cleveland (Etats-Unis), le jeune joueur (vingt ans) de l'Inter a été rasuré sur son avenir par les médecins. « Kanu est maintenant plus fort physiquement qu'il ne l'a jamais été. Plus rien ne s'oppose à ce qu'il reprenne sa carrière », a indiqué le docteur John R. Kramer. (AP)

■ **VOILE : Loïc Peyron a largement dominé** la première épreuve du championnat des multicoques. Le skipper de *Fujicolor* a remporté les huit manches du Grand Prix de Fécamp, disputé du vendredi 2 au dimanche 4 mai. En l'absence de Laurent Bourgnon, dont le *Primagaz* est toujours en chantier, il n'y avait que quatre bateaux au départ de cette épreuve d'ouverture de la saison de voile.

■ **CYCLISME : L'Italien Davide Rebellin** et la Suisse Mauro Gianetti ont assuré le « doublé » pour l'équipe de la Française de jeux dans le Trophée des grimpeurs, dimanche 4 mai, sur les hauteurs d'Argenteuil-Sannois (Val-d'Oise), en banlieue parisienne. A vingt-cinq ans, Davide Rebellin, sur lequel le directeur sportif Marc Madiot compte beaucoup dans le Tour de France, en est à sa cinquième saison dans le peloton. Il a notamment porté le maillot rose de leader du Giro pendant six journées en 1996 avant de finir à la 6<sup>e</sup> place du classement général.

### ATLANTA correspondance

L'argent, pour une fois, n'a pas eu d'importance. Ou si peu que les conversations du moment ont vite fait d'en oublier les chiffres. Le 18 juillet 1996, Shaquille



BASKET

O'Neal a pris un aller simple Orlando-Los Angeles, aux premières lueurs du jour, avec dans le regard toute l'impatience de celui qui aimerait déjà toucher terre. La veille, il portait encore le maillot des Magic. Le soir, il serait chez les Lakers, en Californie, l'équipe de Kareem Abdul-Jabbar et Magic Johnson. Montant du transfert : 120 millions de dollars sur sept ans. Environ 100 millions de francs annuels, donc. Mais l'argent, cette fois, n'a presque pas compté.

« J'ai choisi Los Angeles et les Lakers pour essayer de remettre ce club à sa vraie place, la première », a expliqué Shaquille O'Neal en arrivant en Californie. L'aveu a semblé ravir tout le monde, à Los Angeles. Bien parlé, a soupiré la ville. Et personne n'a remarqué, sur l'instant, que le colosse au visage de poupon joffif avait sans doute menti. Au moins par omission. En posant ses meubles et sa collection de chaussures de basket dans un appartement de 500 mètres carrés avec

vue sur le Pacifique, à Manhattan Beach, Shaquille O'Neal n'a pas seulement transporté vers l'Ouest son envie d'un titre NBA. Il a surtout entrepris d'accorder au mieux sa vie sportive et sa vie tout court.

### PARFAITE ADÉQUATION

Cette ambition, Magic Johnson, le premier maître des lieux, la résume dans un sourire complice : « A Los Angeles, « Shaq » est enfin à sa vraie place. Tout ce qu'il aime en dehors du basket, la musique, le cinéma, le show-business, se trouve ici. Cette ville est faite pour lui. Et lui est fait pour cette ville. » Une parfaite adéquation que l'intéressé cherche à peine à camoufler. « Je suis plutôt un type du genre Hollywood-Beverly Hills, glisse-t-il d'une voix doucement posée. J'ai passé quatre ans à Orlando, mais je n'ai jamais pensé que ma vraie place puisse être en Floride. »

Fils d'un militaire de l'US Air Force, Shaquille O'Neal a grandi en déplaçant ses jouets et ses rêves d'enfant d'une base aérienne à l'autre.

Devenu un joueur de basket, il a rapidement compris que la largeur de ses épaules et l'extravagance de ses mensurations (2,16 m, 130 kilos) pouvait lui ouvrir bien d'autres portes que celles du gymnase. Et il a réalisé, à peine moins vite, que la plupart de ces portes étaient concentrées dans un triangle formé par Beverly Hills, Melrose Avenue et Holly-

wood Boulevard. Ces huit dernières années, ses pas l'ont conduit tous les étés vers Los Angeles et la Californie. « Les premières fois, se souvient-il, je venais simplement pour me glisser dans le décor. Je n'avais pas un rond, alors je prenais tous les petits boulots qui se présentaient. »

Par la suite, il a fait souvent le voyage pour partager l'entraînement de Magic Johnson et l'écouter raconter sans lassitude son amour du jeu. Ces deux derniers étés, Shaquille O'Neal n'a guère pris le temps de rêvasser sur la douceur du climat.

Il a tourné un film, « Kazaam », enregistré une poignée de disques, du rap, rien d'autre, et signé plus de contrats publicitaires que tous les autres joueurs de NBA réunis, Michael Jordan excepté. Depuis son déménagement vers la Californie, « Shaq » a pris grand soin de tracer au sol une ligne censée marquer la frontière entre ses activités sportives de sa vie de jeune magnat de la communication et du multimédia.

### RYTHME DE FORÇAT

« Il travaille autant que les autres, assure Del Harris, l'entraîneur des Lakers. Je n'ai jamais eu à me plaindre du moindre retard de sa part. » Mais son chauffeur personnel veut bien jurer ne pas l'avoir vu s'accorder un seul jour de repos au cours des neuf derniers mois. En fin d'été, il a concilié à sa manière la préparation de

son prochain film, « Steel », et l'entraînement physique. « J'ai tourné la nuit, avoue-t-il dans un immense sourire de fierté. Entre 19 heures le soir et 7 heures le matin. »

Un rythme de forçat soutenu pendant cinquante-deux jours, et autant de nuits. Résolu à n'accepter aucun engagement extra-sportif les jours de match, il glisse dans les cases vides l'effrayante complexité de son jardin secret : une ligne de vêtements à son image, une société de production de disques, une série télévisée, un site à son nom sur le réseau Internet (www.shaq.com) et, plus récemment, le projet de sortir de terre un parc d'attractions consacré à sa grandeur.

Le basket ? « Il reste ma priorité », soutient-il sans baisser le regard. Une promesse que les Lakers veulent bien croire sur paroles. A lui seul, Shaquille O'Neal a marqué près de la moitié des points de son équipe au premier tour des play-offs.

Los Angeles a écarté Portland de sa route en quatre rencontres. « Shaq » a le plus souvent pris le jeu à son compte, totalisant 46, 30, 29 et 27 points. Puis il a souligné de rouge les quelques heures de repos qui le séparaient du tour suivant, un sérieux bras de fer avec les Utah Jazz. Et roulé sans se retourner vers les collines de Hollywood.

Alain Mercier

## L'avenir de la Coupe d'Europe se joue à Dublin

Les cinq nations accompagnées de l'Italie tentent de s'entendre sur l'organisation de la compétition

A QUOI ressemblera la prochaine Coupe d'Europe de rugby ? Alors que la saison des clubs touche à sa fin dans l'hémisphère Nord, la question pourrait paraître incongrue : elle reste pourtant sans réponse, à la veille d'une réunion capitale, mardi 6 mai, à Dublin. Les représentants des



RUGBY

cinq nations du tournoi seront tous là, accompagnés d'observateurs italiens. L'enjeu de cette rencontre irlandaise se résume à une alternative : s'entendre ou rompre. Deux camps s'opposent. D'une part, le front uni des Français et des Anglais, de l'autre, les trois autres nations britanniques, le Pays de Galles, l'Ecosse, et l'Irlande.

Français et Anglais ont peaufiné leur alliance. Elle s'appuie sur des intérêts communs, et d'un côté comme de l'autre, sur l'union des fédérations et des clubs de l'élite. A la mi-avril, Cliff Brittle, président de la commission exécutive de la Rugby Football Union (RFU), et Bernard Lapasset, président de la Fédération française de rugby (FFR), ont déjeuné ensemble. Les représentants des clubs se sont eux aussi concertés. Tout le monde est tombé d'accord sur deux exigences, sur lesquelles il n'est pas question de céder d'un pouce.

Les deux pays souhaitent un aménagement du calendrier de la compétition européenne. Ils réclament une nouvelle répartition des bénéfices financiers. « Soit on s'aligne sur nos positions, prévient Séraphin Berthier, président de la Commission nationale de rugby

d'élite (CNRE), représentant des clubs français. Soit nous nous retirons pour créer une autre compétition avec les Anglais et les Italiens. »

Lors de la dernière édition de la Coupe d'Europe, la totalité de l'argent était également divisée entre les nations participantes. L'Irlande et l'Ecosse, par exemple, avec leurs trois équipes engagées et aucune qualifiée pour les quarts de finale, recevaient la même somme que la France et l'Angleterre dont les clubs se sont disputés le titre. Ceux-ci veulent que, dès la saison prochaine, l'importance des sommes versées dépende des résultats. Ils demandent que cette logique sportive soit appliquée pour déterminer le nombre et la nationalité des équipes qualifiées. Le principe serait le suivant. Chaque pays aurait de droit deux participants. Pour aboutir au chiffre total de

vingt, les résultats de l'année précédente seraient pris en compte favorisant ainsi les pays les plus performants.

Les trois « petites » nations du tournoi auront du mal à accepter ces solutions, synonymes de pertes financières et de prestige. En 1996, leur résolution avait fait plier l'Angleterre. Cette fois, l'alliance franco-anglaise va peser de tout son poids. Comment imaginer une Coupe d'Europe privée des deux meilleurs rugbys de l'hémisphère Nord ? Comment résister à une compétition concurrente créée par ces puissants dissidents ?

### LE POIDS DE RUPERT MURDOCH

La question du calendrier est en apparence plus simple. Les dates retenues pour l'instant s'étalent sur un durée de douze semaines consécutives à l'automne. Conséquence

### Logique respectée en championnat de France

En championnat de France de rugby les équipes du groupe A1 ont totalement dominé celles du groupe A2, samedi 3 et dimanche 4 mai.

● **Bègles-Bordeaux-Stade français**. Au Bouscat, samedi, s'est déroulé un match tendu que Bègles-Bordeaux a remporté d'un cheveu, 15-14. Seule émotion du match : la dernière partie de Denis Charvet. L'ouvreur international du Stade français a mis un terme à sa carrière à trente-cinq ans, après trois titres de champion de France avec Toulouse et vingt-trois sélections dans le Quinze de France.

● **Les autres rencontres**. La logique hiérarchique a été

respectée, et Béziers, Castres, Biarritz, Grenoble, Narbonne, Colomiers, Toulon se sont qualifiés pour les huitièmes de finale. Les Toulonnais ont souffert face au Racing Club de France (29-25), mais conservent leur place dans le groupe A1.

● **Les huitièmes de finale**, auront lieu samedi 10 mai. Castres rencontrera Pau, récent vainqueur de la Coupe de France (Challenge Yves-du-Manoir). Les autres huitièmes de finale opposeront samedi Dax et Biarritz, Agen et Grenoble, Perpignan et Bègles-Bordeaux, et dimanche Bourgoin et Béziers, Montferrand et Toulon, Toulouse et Narbonne, Brive et Colomiers.

album photo :  
Cannes 50 par  
SIPA

programme officiel

les marches du palais en vidéo

une question ?  
ils répondent

autographes, signatures,  
dédicaces

tous les articles  
du Monde

une journée avec...

en anglais : <http://wmlive.com>

en français : <http://www.lemonde.fr>

# CANNES 97 sur Internet

Une production : **Le Monde**



Microsoft

Oléane



# Renault et Peugeot s'affrontent sur les routes du Tour de Corse

L'épreuve va leur permettre de se comparer aux grosses écuries

Le Tour de Corse doit prendre le départ à Ajaccio, lundi 5 mai à 9 heures, pour un périple de 998,16 kilomètres sur les routes de l'île avant un retour dans la préfecture de

Corse-du-Sud, mercredi 7. Renault et Peugeot vont chercher à s'intercaler entre les « monstres » du circuit, comme l'a fait la 306 Maxi des frères Panizzi au Rallye de Catalogne.

**AVANTAGE Peugeot !** Le champion de France des rallyes a débuté sur le même rythme fou que celui de la saison 1996. Deux petites secondes seulement séparaient, samedi 22 mars, après la dernière « spéciale » les deux premiers équipages du Lyon-Charbonnières, la première manche de la saison 1997. Et Gilles Panizzi et François Delecour sur des 306 Maxi ont réalisé un doublé devant la Maxi Mégane Renault de Philippe Bugalski.

Le Tour de Corse offrira donc, du lundi 5 au mercredi 7 mai, l'occasion d'une belle bataille à allure de revanche pour les deux constructeurs français. Car pour les aficionados des courses sur asphalte, une bagarre comme celle du championnat de France des rallyes est digne d'entrer dans les annales du sport automobile. Le titre 1996 de champion de France des rallyes avait été l'occasion d'un duel somptueux entre Panizzi et Bugalski.

A la moitié de la saison, à l'issue du Rallye du Mont-Blanc, les deux pilotes totalisaient exactement le même temps sur sept épreuves. Le public, de plus en plus nombreux, ne s'était alors pas trompé sur l'enjeu. Le championnat de France des rallyes voit encore cette année les deux plus grands constructeurs nationaux aligner leurs modèles-phares. C'est loin, très loin des circuits de formule 1 où elles s'affrontent également, la suprématie de l'une des deux marques qui se joue sur les routes de France.

Les huit victoires enlevées par les pilotes Peugeot en 1996, dont six pour Gilles Panizzi, avaient comblé Jean-Pierre Nicolas. L'ancien pilote, responsable du programme des rallyes à Peugeot Sport, explique que le titre 1996, le

premier obtenu par une marque française dans le championnat de France depuis 1984, « avait eu d'autant plus de valeur qu'il avait été obtenu face à un sérieux adversaire. » Depuis 1987, les deux constructeurs français ne disposaient pas des voitures groupe A à quatre roues motrices sur lesquelles était disputé un championnat des pilotes chasse-gardée de Porsche, Lancia, Ford ou BMW.

## UNE BONNE BASE

Il avait fallu attendre un nouveau règlement en 1995 et l'arrivée des « kit-cars », ces voitures à moteur 2 litres et à deux roues motrices, pour que Peugeot transformat sa 306 S16 de série en une Maxi terriblement performante. « La 306 est une très bonne base, explique Jean-Pierre Nicolas. La caisse et le châssis d'origine garantissent la qualité de tenue de route et de motricité de la Maxi. Ce sont nos propres usines qui ont réalisé les suspensions et les amortisseurs. Avec tellement de réussite et d'efficacité que les systèmes pourront être adaptés à plusieurs de nos modèles. Et nous avons pu tirer 275 chevaux du moteur au lieu des 167 de la voiture de base. »

Arrivée en fin de saison 1995, la 306 Maxi disposait aussi sans doute du petit délai supplémentaire de préparation qui s'est avéré décisif face à la Mégane Renault, homologuée seulement le 1<sup>er</sup> mars 1996. « Nous n'avons pas à rougir de nos résultats en 1996, assure Philippe Landon, directeur des rallyes à Renault-Sport. Compte tenu de la jeunesse de la Mégane Maxi, nous n'avons pas connu de problèmes de fiabilité, mais seulement un manque de réussite et une certaine malchance sur le choix des pneus dans les

épreuves de fin de saison. Nous ne retenons donc que les bons souvenirs de 1996, comme la victoire dans le Tour de Corse, et le succès populaire du championnat de France. Renault n'est pas peu fier d'avoir fait la preuve qu'un champion disputé sur des voitures proches de la série renforce l'intérêt du public. »

Chez Peugeot, on se félicite de la révélation en 1996 de Gilles Panizzi, un « pur produit maison ». Agé de trente et un ans, il avait remporté le volant Peugeot-Shell en 1992. Il a couru pour la marque au lion dès l'année suivante.

Toujours engagés en F1, Renault comme Peugeot ne se sont pas lancés dans le championnat du monde des rallyes cette année. L'importance du calendrier et la mise au point d'une nouvelle « world rally car » nécessitent des investissements trop importants. Et les succès remportés par les voitures des deux marques dans les différents championnats européens, disputés sur leurs voitures 2 litres, aux silhouettes reconnaissables par les consommateurs, restent de formidables outils de promotion pour leurs principaux réseaux de distribution.

Les deux marques s'alignent dans le Tour de Corse avec la ferme intention de tailler des croupières aux « monstres » du championnat du monde. Après une année hors classement mondial, le rallye de l'île de Beauté devrait permettre une confrontation à la régulière entre les voitures des rallyes « à la française » et celles imaginées par la Fédération internationale de l'automobile pour relancer l'intérêt des courses sur route.

Christophe de Chenay

# Garry Kasparov craque sous la torture espagnole

Le champion du monde d'échecs a été dominé dimanche lors de la deuxième des six parties qui l'opposent à un super-ordinateur. Les deux adversaires sont désormais à égalité, une victoire partout

## NEW YORK

de notre envoyé spécial

Deeper Blue serait-il orgueilleux ? Après la défaite sans appel qu'il a concédée au cours de la première des six parties qu'il doit disputer contre le champion du monde Garry Kasparov, le super-ordinateur d'IBM a montré, dimanche 4 mai avec les Blancs, qu'il ne fallait pas l'enterrer trop vite (Le Monde daté 4-5 mai). Comme en février 1996, le score est d'un point partout après deux rencontres, à la différence que, cette fois, le champion russe ne vient pas de redresser la barre mais bien de descendre aux enfers. Exécuté par les 256 microprocesseurs équipant le monstre, à la suite de la longue et savante torture qui résulte si souvent de la partie espagnole.

Pourtant, la salle dans laquelle se déroulent les parties n'incite pas au sadisme : décor carton pâte mais ambiance feutrée, bibliothèque largement garnie, maquette de volier, bureau en bois verni, chaleur et discrétion. Le public suit la partie dans une autre salle de l'Equitable Center de New York, devant un écran géant. Une équipe de spécialistes échiquéens se relaie pour les commentaires et écoute les questions et les suggestions, même saugrenues, de l'auditoire, qui veut du spectacle, applaudit aux coups et donne son avis sur tout.

Quelques étages au-dessus de ce brouhaha bon enfant, seul face à un impassible ingénieur d'IBM qui manipule les pièces de Deeper Blue puisque, pour l'heure, l'ordinateur n'a pas de bras, Garry Kasparov souffre. Et ceux qui ont payé pour le spectacle sont servis. Le champion du monde grimace, se prend la tête à deux mains, se tortille, se lève à tout instant. Depuis le début de la partie, sa stratégie se résume en trois mots : défense, défense et dé-

fense. Il a beau se pencher sur l'échiquier, il n'y voit pas la solution, l'issue de secours qui lui permettrait de s'échapper astucieusement de l'étau de fer que la machine resserre autour de sa position. Simplifier le jeu en échangeant quelques pièces ? Rien n'y fait. Deeper Blue est en train de réfuter son plan.

## LEÇON DE JEU POSITIONNEL

Méthodiquement, sans grand éclat, sans plus jamais proposer des coups d'extraterrestre qui faisaient sa faiblesse, le bébé d'IBM monte son attaque, accentue la pression, accumule les micro-avantages, met à jour les failles, les faiblesses dans la disposition des pièces de son adversaire. À l'évidence, le numéro un mondial prend une leçon de jeu positionnel. Deeper Blue, décidément cruel, joue à la Karpov, l'ancien ennemi juré de Kasparov. Murray Campbell, un des pères du programme et bon joueur d'échecs, reconnaîtra après la partie ne pas se souvenir « du moment où Garry Kasparov a fait une erreur ». Quant à Joel Benjamin, le grand maître américain qui a, pendant près d'un an, inculqué toutes les subtilités du jeu d'échecs au programme, il exultera : « C'est une partie que tout grand maître serait fier d'avoir jouée. Je me doutais que Deeper Blue pourrait jouer ainsi, j'en ai désormais la preuve. »

En attendant le triomphe de l'équipe d'IBM, Kasparov, en retard au temps, lorgne sur la pendule avant de lancer, en direction de l'ingénieur qui lui fait face, un de ses fa-

meux regards assassins dont il a le secret et qui ont fusillé moralement plus d'un joueur de chair. A ces brefs instants de rébellion succède une sorte d'abattement. Avachi au fond de son fauteuil, engoncé dans son costume trois pièces, le teint terreux, il semble chercher une aide, les yeux dans le vague. Sa ligne Maginot prend l'eau. Pour acharnée qu'elle soit, sa résistance ne sert plus à grand-chose. Il sait qu'il ne fera pas nulle. Enfoncées au plus profond de sa défense, la dame et la tour de Deeper Blue tournicotent dangereusement autour de lui, Garry Kasparov, roi aux abois méchamment attaqué. La veine qui barre son front est gonflée. En un éclair, il tend la main à l'ingénieur, signe sa feuille, se lève et sort du champ de la caméra. L'« Ogre de Bakou » a abandonné après avoir été mangé tout cru.

Quelques étages plus bas, le public applaudit à tout rompre. Un spectateur, très ému, exprime au micro sa sensation « d'avoir vécu là un moment d'histoire ». Les représentants de la race humaine, dont le champion du monde voulait se faire le défenseur, réservent une standing ovation à l'équipe d'IBM. Aucun ne se montre triste de voir une des dernières frontières du vivant céder sous les coups de brute qu'assène la machine. Pour Kasparov, tout est à refaire. Un jour de repos pour se reconstruire un moral pourrait lui suffire. Il a quitté l'Equitable Center sans mot dire. Il est terriblement seul.

Pierre Barthélémy

## RÉSULTATS

### CYCLISME

#### Trophée des grimpeurs

1. D. Rebellin (Ita., La Française des Jeux) ; 2. M. Gianetti (Sui.), à 23 s ; 3. L. Roux (Fra.), à 25 s.

### FOOTBALL

#### Championnat de France D2

Trente-neuvième journée  
Châteauroux-Martignes 1-0  
Le Mans-Toulon 1-1  
Toulouse-Gueugnon 4-1  
Amiens-Perpignan 2-2  
Red Star-Lorient 0-6  
Mulhouse-Beauvais 1-2  
Valence-Troyes 3-1  
Louviers-Cuiseaux - Saint-Etienne 3-0  
Epinal-Sochaux 0-1  
Charleville-Laval 0-1  
Classement : 1. Toulouse, 69 pts ; 2. Châteauroux, 69 ; 3. Niort, 64 ; 4. Marignac, 61 ; 5. Gueugnon, 58 ; 6. Beauvais, 56 ; 7. Lorient, 55 ; 8. Le Mans, 55 ; 9. Sochaux, 54 ; 10. Valence, 54 ; 11. Laval, 52 ; 12. Toulon, 51 ; 13. Red Star, 50 ; 14. Mul-

house, 50 ; 15. Amiens, 49 ; 16. Saint-Etienne, 49 ; 17. Perpignan, 47 ; 18. Louviers-Cuiseaux, 45 ; 19. Troyes, 44 ; 20. Charleville, 44 ; 21. Epinal, 26 ; 22. Saint-Brieuc, 0.  
Le club de Saint-Brieuc, en liquidation judiciaire, est exclu depuis le 24 mars.

### HOCKEY SUR GLACE

#### Mondial

● **Poule A**  
France-Rép. tchèque 3-9  
Slovaquie-Allemagne 0-1  
Russie-Finlande 4-7  
Classement : 1. Rép. tchèque (+1), 8 pts ; 2. Finlande (-1), 8 ; 3. Russie, 7 ; 4. Slovaquie, 3 ; 5. France (+1), 2 ; 6. Allemagne (-1), 2.  
● **Poule B**  
Italie-Canada 0-6  
Etats-Unis-Suède 1-3  
Lettonie-Norvège 6-3  
Classement : 1. Suède, 9 pts ; 2. Canada, 7 ; 3. Etats-Unis, 6 ; 4. Lettonie, 4 ; 5. Italie, 3 ; 6. Norvège, 1.

### MOTOCYCLISME

#### Grand Prix d'Espagne

● 125 cc : 1. V. Rossi (Ita., Aprilia), 42 min 30 s 676 ; 2. N. Ueda (Jap., Honda),

42 min 31 s 034 ; 3. J. Martinez « Aspar » (Esp., Aprilia), 42 min 31 s 176 ; 4. M. Tokudome (Jap., Aprilia), 42 min 32 s 019 ; 5. T. Manako (Jap., Honda), 42 min 32 s 184.  
Classement du Championnat du monde : 1. N. Ueda (Jap.), 61 pts ; 2. V. Rossi (Ita.), 50 ; 3. K. Sakata (Jap.), 49.

● 250 cc : 1. R. Waldmann (All., Honda), 46 min 3 s 640 ; 2. T. Harada (Jap., Aprilia), 46 min 16 s 364 ; 3. M. Biaggi (Ita., Honda), 46 min 23 s 068 ; 4. T. Tsujimura (Jap., Honda), 46 min 33 s 897 ; 5. H. Aoki (Jap., Honda), 46 min 34 s 384.

Classement du Championnat du monde : 1. T. Harada (Jap.), 56 pts ; 2. M. Biaggi (Ita.), 50 ; 3. R. Waldmann (All.), 49.

● 500 cc : 1. A. Criville (Esp., Honda), 47 min 30 s 624 ; 2. M. Doohan (Aus., Honda), 47 min 36 s 260 ; 3. T. Okada (Jap., Honda), 47 min 36 s 294 ; 4. T. Aoki (Jap., Honda), 47 min 53 s 327 ; 5. N. Aoki (Jap., Honda), 47 min 59 s 038.

Classement du Championnat du monde : 1. M. Doohan (Aus.), 70 pts ; 2. A. Criville (Esp.), 65 ; 3. T. Okada (Jap.), 38.

## SPORTS ÉQUESTRES

### Concours complet de Compiègne

1. G. Flament (Fra., Typhon de Rouhet), 44,95 pts ; 2. C. Weerts (Bel., Azimut de Monfort), 47,80 ; 3. D. Strube (Fra., Cursus), 50,60.

### Coupe du monde de saut d'obstacles

1. h. Simon (Aut., « E. T. FRH »), 00,00 pt ; 2. J. Whitaker (G-B, « Grennusch », « Welham »), 03,50 ; 3. F. Sloothaak (All., « San Patrignano Joly »), 06,00.

## TENNIS DE TABLE

### Championnats de monde

Qualifiée tour  
J.-P. Gatien (Fra.) b. W. Tao (Chi.), 21-19, 21-17, 21-14.  
Quarts de finale  
J.-O. Waldner (Sué.) b. J.-P. Gatien (Fra.), 21-7, 22-20, 21-14 ; K. Linghui (Chi.) b. M. Wengue (Chi.), 16-21, 22-20, 14-21, 21-15, 21-12 ; V. Samsonov (Bul.) b. D. Song (Chi.), 21-13, 21-9, 21-10 ; Y. Sen (Chi.) b. h. Zhi Wen (Esp.), 21-19, 19-21, 21-13, 21-19.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97089

♦ SOS Jeux de mots :  
3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

## HORIZONTALEMENT

I. C'est la raison du plus fort, mais ce n'est pas la meilleure. - II. Concerne le boulot des ouvrières. N'a pas un goût de miel. - III. En crise. Démonstratif. Peint sur les murs. - IV. Jettent un froid quand ils arrivent. On lui doit les accords de Latran. - V. Hallyday pour ses fans. Fit répéter. - VI. Physicien et Nobel français. Pour passer de l'autre côté. Possessif. - VII. Retourné, on n'en parle pas. Formula. - VIII. Facteur dans le vent. Pour la bonne prise. Lettres d'opi-

nion. - IX. Fait le tour. Jamais mais vieux. Procède par la bande. - X. Pour lui, le pape a moins d'importance que tous les évènements.

## VERTICALEMENT

1. Passe sa vie dans les décors. - 2. Point d'orbite. Sculpteur et peintre dada. - 3. Négation. Prononcé avant de se retirer. - 4. Peintre de la Renaissance. Pose problème. - 5. Etoffe aux reflets changeants. Public au jardin. - 6. Personnel. Un accord pour y aller. - 7. Ecole pratique. Supportent les

charges. - 8. Descente verticale. Prénom féminin. - 9. Décore les murs. Pronom. - 10. Très proches quand elles sont petites. L'heure du réveil pour le démon. - 11. Prise en considération une nouvelle fois. - 12. Met le feu aux tissus.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 97088

## HORIZONTALEMENT

I. Autoportrait. - II. Isopet. Aigre. - III. Gamelan. Pion. - IV. Un. Licorne. - V. Ite. Agées. Ib. - VI. Lestais. Tuer. - VII. Pire. Ter. - VIII. Erre. Soir. Lu. - IX. Ueidg (guide). Planes. - X. Rationaliste.

## VERTICALEMENT

1. Aiguilleur. - 2. Usante. Réa. - 3. Tom. Esprit. - 4. Open. Tiédi. - 5. PEL. Aar. Go. - 6. Otaglies. - 7. Nies (sein). OPA. - 8. Ta. Ce. Till. - 9. Riposterai. - 10. Agir. Ur. Ns. - 11. Ironie. Let. - 12. Ténébreuse.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gunsbourg  
94852 Ivry cedex



Président-directeur général :  
Dominique Alduy  
Directeur général : Gérard Morax

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

## AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 16

# Brutalité sur le terrain

Quatre équipes de rugby participent à un tournoi sélectif destiné à former l'équipe nationale. Malheureusement, si le jeu est de qualité, les esprits s'échauffent, au point que chacun des soixante joueurs en présence a volontairement envoyé un coup de pied à exactement l'un des autres joueurs.

Au moment d'établir la liste des vingt joueurs retenus (quinze titulaires et cinq remplaçants), le sélectionneur manifeste le désir qu'aucun des vingt membres de la sélection n'ait frappé un autre membre de cette sélection.

Est-il toujours possible de respecter son vœu ?

Même question si la sélection comporte vingt et un joueurs.

Solution dans Le Monde du 13 mai.

Elisabeth Busser  
et Gilles Cohen  
© POLE 1997



## Solution du problème n° 15 paru dans Le Monde du 29 avril

Les chiffres à « double lecture » sont 0, 1, 6, 8 et 9. Pour chaque centaine commençant par 1, 6, 8 ou 9, il y a 17 cartes à double lecture. Seule la moitié de ces 68 cartes sera imprimée, soit en tout 900 - 34 : le jeu comporte 866 cartes.

## Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine Le Monde publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

# Pluvieux, orageux et venteux

**LE VASTE SYSTÈME** dépressionnaire s'étendant des pays scandinaves au nord de la France génère de nombreuses limites pluvieuses qui traverseront le pays. C'est donc un temps maussade qui attend mardi la plupart de nos régions, avec des nuages, de la pluie, des orages, du vent et des températures en chute.

**Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.** - Le matin le ciel sera couvert et pluvieux ; l'après-midi des orages se développeront. Il fera 10 ou 11 degrés au maximum. Le vent soufflera jusqu'à 80 km/h près des côtes de la Manche.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Le ciel sera très chargé et accompagné de nombreuses averses. Les températures s'échelonneront de 9 à 13 degrés. Le vent soufflera jusqu'à 70 ou 80 km/h en rafales.

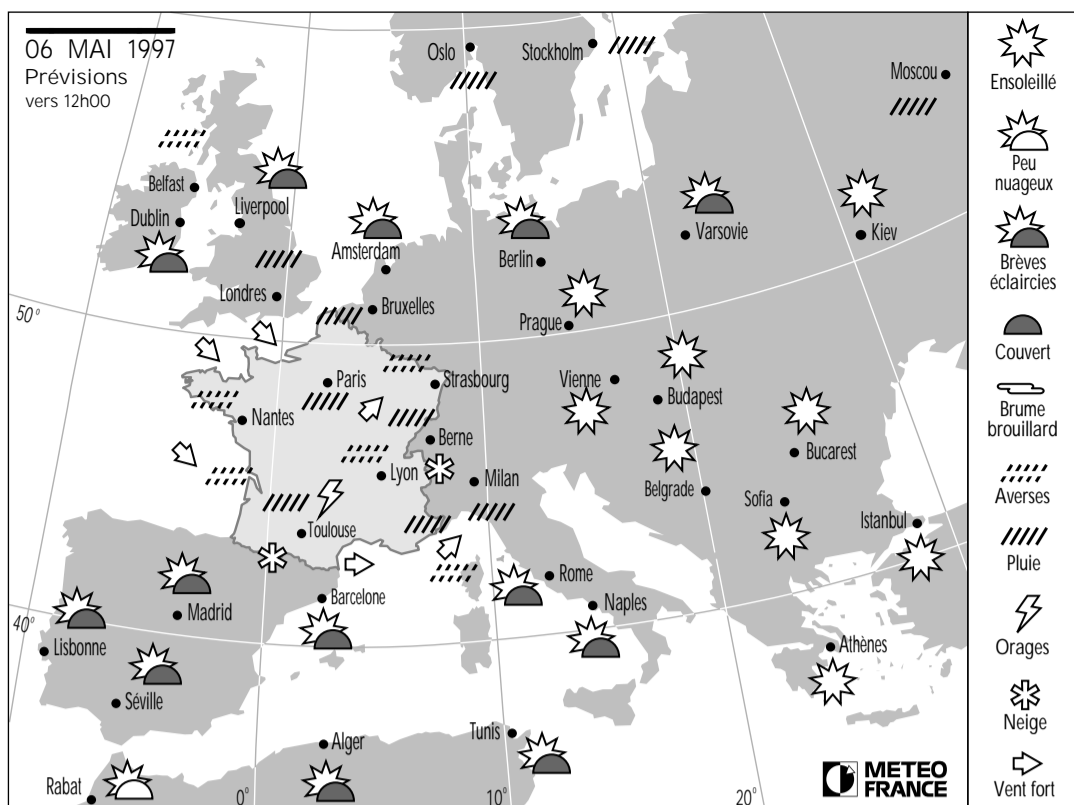
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Les nuages seront nombreux et

souvent accompagnés de pluies. Il fera 12 degrés au maximum.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Les nuages seront fortement présents et souvent accompagnés de pluies ou d'averses orageuses. Le vent soufflera près des côtes, jusqu'à 100 km/h en rafales. Sur les Pyrénées il neigera au dessus de 1300 mètres. Les températures seront comprises entre 11 et 15 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Le temps sera maussade avec de la pluie et des orages. En cours d'après-midi, la limite pluie-neige sur les Alpes s'abaissera autour de 1500 mètres. Il fera 12 degrés au maximum.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Cote d'Azur, Corse.** - Les nuages seront nombreux toute la journée avec des pluies ou des averses parfois orageuses. La tramontane se renforcera l'après-midi, soufflant jusqu'à 100 km/h en rafales. Il fera 15 à 18 degrés au maximum.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**■ ETATS-UNIS.** La compagnie aérienne Delta Airlines doit, d'ici l'été, améliorer le service à bord des vols transatlantiques de sa classe affaires, notamment le confort des sièges, le choix des menus et le nombre de films proposés sans supplément de prix.

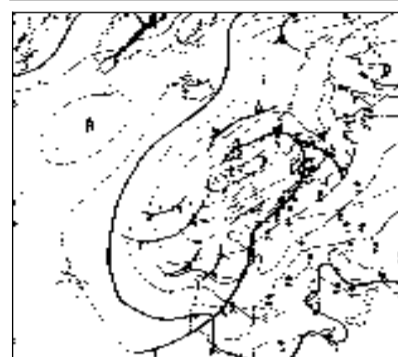
**■ FÉRIÉS.** Les services publics et les banques sont fermés en raison de fêtes nationales ou religieuses dans les pays suivants: jeudi 8 mai: Andorre, Autriche, Belgique, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Danemark, Egypte, Finlande, France, Allemagne, Islande, Indonésie, Côte d'Ivoire, Koweït, Lesotho, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Monaco, Namibie, Pays-Bas, Norvège, Pakistan, Portugal, Sénégal, Slovaquie, Suisse; vendredi 9: Azerbaïdjan, Belgique, Géorgie, Kazakhstan, Kirghistan, Moldavie, Pakistan, Russie, Turkménistan, Ukraine.

### PRÉVISIONS POUR LE 06 MAI 1997

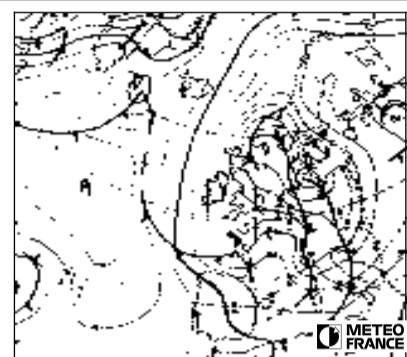
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; \* : neige.

FRANCE métropole	NANCY	9/11 P
AJACCIO	10/18 P	
BIARRITZ	9/14 P	
BORDEAUX	9/13 P	
BOURGES	8/10 P	
BREST	6/10 P	
CAEN	8/10 P	
CHERBOURG	6/10 P	
CLERMONT-F.	8/12 P	
DIJON	11/11 P	
GRENOBLE	10/16 P	
LILLE	8/10 P	
LIMOGES	8/10 P	
LYON	11/13 P	
MARSEILLE	14/17 P	
NANTES	7/10 P	
NICE	13/17 P	
PARIS	9/10 P	
PAU	8/12 P	
PERPIGNAN	13/16 P	
RENNES	7/10 P	
ST-ETIENNE	7/12 P	
STRASBOURG	10/13 P	
TOULOUSE	9/13 P	
TOURS	7/10 P	
FRANCE outre-mer		
FRANCE	12/16 P	
GENEVE	6/10 P	
FORT-DE-FR.	24/30 S	
NOUMEA	23/25 P	

25/29 P	PAPETE
23/31 S	POINTE-A-PIT.
22/28 S	ST-DENIS-RE.
	EUROPE
6/13 N	AMSTERDAM
13/20 S	ATHENES
11/18 N	BARCELONE
3/7 P	BELFAST
13/25 S	BELGRADE
13/21 N	BERLIN
6/13 P	BERNE
6/15 P	BRUXELLES
14/26 S	BUCAREST
16/23 S	BUDAPEST
9/14 S	COPENHAGUE
3/8 N	DUBLIN
12/16 P	FRANCFORT
6/10 P	GENEVE
1/13 S	HELSINKI
13/19 S	ISTANBUL
16/26 S	KIEV
13/17 N	LISBONNE
3/8 S	LIVERPOOL
4/12 P	LONDRES
7/14 P	LUXEMBOURG
9/16 N	MADRID
13/19 P	MILAN
3/17 P	MOSCOU
10/20 S	MUNICH
15/23 S	NAPLES
4/13 P	OSLO
13/22 S	PALMA DE M.
12/22 S	PRAGUE
13/22 S	ROME
16/23 S	SEVILLE
11/23 S	ST-PETERSB.
0/13 N	ST-PETERSB.
2/11 P	STOCKHOLM
13/19 S	STOCKHOLM
16/22 S	TENERIFE
15/19 P	LE CAIRE
16/25 S	MARRAKECH
	AMÉRIQUES
15/24 S	BRASILIA
15/26 S	BUENOS AIR.
24/30 S	CARACAS
8/16 S	CHICAGO
20/25 S	LIMA
16/23 S	LOS ANGELES
12/24 S	MEXICO
6/14 P	MONTREAL
12/17 P	NEW YORK
12/20 S	SAN FRANCIS.
4/27 S	SANTIAGO/CHI
4/11 S	TORONTO
13/21 S	WASHINGTON
14/23 S	AFRIQUE
19/23 C	ALGER
22/29 P	DAKAR
	ASIE-OCÉANIE
28/38 S	BANGKOK
24/33 S	BOMBAY
26/30 S	DJAKARTA
24/32 S	DUBAI
26/33 S	HANOI
25/26 P	HONGKONG
13/24 S	JERUSALEM
23/34 S	NEW DEHLI
15/19 P	PEKIN
17/25 S	SEOUL
27/32 P	SINGAPOUR
16/22 S	SYDNEY
20/27 S	TOKYO



Situation le 5 mai à 0 heure TU



Prévisions pour le 7 mai à 0 heure TU

### AUTOMOBILE

# Les voitures coréennes montent en gamme

Présentés lors du Salon de Séoul, des véhicules plus sophistiqués et plus chers s'apprentent à débarquer en Europe

**SÉOUL**  
de notre envoyé spécial  
Ce n'est pas un mais deux Salons de l'automobile qui ont eu lieu à Séoul du 24 avril au 5 mai. L'un s'est tenu dans le monumental hall principal du Centre des expositions où se sont installés les constructeurs coréens Hyundai, Kia, Daewoo ou Sangyong. L'autre a pris place tant bien que mal au premier étage, un espace mesuré et plutôt bas de plafond où les productions américaines et européennes ont joué des coudes. Les constructeurs japonais s'étaient fait excuser, invoquant le gentleman's agreement (coopération industrielle mais stricte répartition des marchés) conclu depuis longtemps avec les firmes coréennes. Cette hiérarchie est le reflet fidèle d'un pays où les voitures étrangères tiennent du produit exotique: à peine dix mille unités sur un marché annuel d'un million et demi de véhicules. Ce patriotisme automobile, qui doit moins aux droits de douane qu'au prix trop élevé des modèles importés, aux difficultés de distribution (et aux multiples contrôles routiers... ou fiscaux auxquels s'exposent les amateurs de belles étrangères), est d'autant plus marqué que la voiture est un luxe récent.

Au pays du Matin-Calmé, où l'on travaille cinquante heures hebdomadaires pour une semaine de vacances par an (mais dix-sept jours fériés), l'auto constitue le principal signe extérieur de réussite. On la préfère grande, même avec un petit motor, et de couleur sobre. Ici, les

modèles les plus prestigieux s'appellent Potentia (Kia), Dynastie voire Grandeur (Hyundai).

Or la croissance de l'économie du pays n'est plus tout à fait ce qu'elle était. Les temps changent: le gouvernement encourage les petites voitures pour tenter d'atténuer les embouteillages monstres de la capitale, et les conflits sociaux de janvier ont fait comprendre que les salariés n'entendent plus supporter stoïquement les sacrifices qu'on leur demande.

L'industrie automobile coréenne, qui reste sous la menace de nouvelles grèves et dont le marché intérieur est en panne, ne peut plus exclusivement jouer sur ses coûts de main-d'œuvre - en forte hausse - et exporter des modèles peu sophistiqués. Pour trouver un nouveau souffle, il faut imposer des modèles de meilleur standing, plus modernes et... plus chers. Perceptible au Salon de Séoul, cette stratégie va se concrétiser par l'apparition en Europe d'une nouvelle génération de voitures coréennes.

#### TROIS NOUVEAUTÉS

Entre juin et novembre, Daewoo lancera en France pas moins de trois nouveautés qui sont les premiers véhicules développés de A à Z par la firme. Dérivés d'anciennes Opel, les deux modèles connus chez nous (Nexia et Espéro) poursuivront leur carrière à côté de deux voitures moyennes inédites mais au style passe-partout: la Lanos (65 000 francs environ) et, un cran au-dessus, la Nubira (à partir de 95 000 francs).



**Première grosse berline coréenne réalisée par Daewoo, la Leganza va tenter sa chance auprès des acheteurs européens au mois de novembre. Cette voiture équipée d'un moteur 2 litres sera commercialisée à partir de 135 000 francs. Hyundai de son côté doit proposer en 1998 un monospace de 4,69 mètres de longueur équipé d'un moteur Diesel. Spacieux et bien équipé, ce véhicule sera proposé à partir de 140 000 francs. Un modèle plus luxueux devrait suivre.**

Plus originale, la Leganza sera la première grosse berline coréenne à tenter sa chance en Europe. Equipée d'un moteur 2 litres (115 ou 136 chevaux), elle sera disponible en novembre à partir de 135 000 francs, alors que jusqu'à présent la gamme Daewoo débutait à 59 900 francs. De son côté, Kia va importer en France deux modèles guère novateurs (la Pride est une variante de l'ancienne Mazda 121 et la Clarus de l'ancienne Mazda 626) mais s'apprete à relancer l'élégant 4x4 Sportage avec une version diesel en attendant la nouvelle Séphia.

Après le bon accueil réservé à son coupé, le numéro un coréen



Hyundai, importé en France par Sonauto, amorce lui aussi un virage avec un monospace, le H1, attendu début 1998. Haut perché, ce modèle à roues arrière motrices n'est pas très facile d'accès (il ne dispose que d'une seule porte latérale coulissante) et sa motorisation diesel, un Mitsubishi de 2,4 litres pour 80 chevaux, est lymphatique.

En revanche, ce monospace de 4,69 mètres de longueur, également décliné en fourgonnette, est silencieux, spacieux, bien équipé quoique rustique, stable sur route et, surtout, bon marché (à partir de 140 000 francs). Dans deux ou trois ans, un monospace plus luxueux sera introduit.

#### UN PUBLIC PLUS EXIGEANT

L'autre nouveauté de Hyundai est la HMX, une petite voiture (3,49 mètres), présentée à Séoul, avec des lignes italianisantes assez excentriques. Pour ce premier modèle compact commercialisé en Europe (son prix sera voisin de 55 000 francs), Hyundai ne nourrit pas d'ambitions excessives face aux Renault Twingo ou aux Ford Ka.

Cette drôle de petite cinq-portes au moteur de 1000 cc pourrait cependant contribuer à modifier la perception des voi-

tures coréennes. A moins que, redoutant d'effaroucher les Européens - qui ne détestent pourtant pas le non-conformisme -, la firme ne gomme les aspérités de la HMX.

En montant en gamme, les constructeurs coréens (1% du marché français) vont s'adresser à un public plus exigeant car moins sensible au paramètre du prix de vente. Les habitués des voitures étrangères (Fiat, Ford et les marques japonaises, principalement) sont les premières cibles de cette offensive menée par des firmes toujours très à l'aise dans un contexte de guerre des prix. La partie n'est cependant pas gagnée d'avance. Qu'il s'agisse de fiabilité, de design ou de comportement routier, les consommateurs n'attendent pas d'une voiture de 100 000 francs ce dont ils se contentent avec un modèle de 60 000 francs. Les Coréens ne manquent pas d'arguments mais ils doivent encore démontrer leur aptitude à placer la barre plus haut. Aussi n'ont-ils guère le droit à l'erreur. Hyundai le sait, qui vient de repousser de quelques mois le lancement européen de son monospace afin d'en peaufiner la mise au point.

Jean-Michel Normand

**RÉSULTATS DES GRANDES ÉCOLES**

Admissibilité :

**LOUIS LUMIÈRE**

2,23 F/min

**3615 LEMONDE**

Le Monde ÉDITIONS

Amnon Kapeliouk

**RABIN**

Un assassinat politique

Religion, nationalisme, violence en Israël

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE



**ARTS** La collection constituée par Josef Mueller, depuis plus de quatre-vingts ans, et poursuivie par Monique et Jean-Paul Barbier, est l'une des plus importantes qui soient dans

le domaine des arts dits primitifs, tant par le nombre que par la qualité. Plusieurs expositions, dans différents pays d'Europe, permettent d'en mesurer la richesse. ● A GE-

NÈVE, le Musée Barbier-Mueller rend hommage au parcours du fondateur, avec une rétrospective : « De Cézanne à l'art nègre ». ● A PARIS, la Fondation Mona-Bismarck pré-

sente des pièces conçues par les Mélanésiens de Nouvelle-Irlande, tandis que le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie montre l'ensemble de sa section Nigeria, dont l'essentiel

(278 pièces) a été acquis auprès de la collection suisse. ● A BARCELONE, enfin, dès le 27 mai, le Museo Barbier-Mueller de arte precolombino ouvrira ses portes.

## Comment Josef Mueller transmet le virus de la « collectionniste » à ses héritiers

Ce Suisse, fils d'industriel, puis son gendre, Jean-Paul Barbier, ont patiemment constitué l'un des plus beaux ensembles d'œuvres d'art dit primitif. Après Munich et avant Barcelone, trois expositions, à Genève et à Paris, en montrent la richesse. Mais la dispersion a commencé

**DE CÉZANNE À L'ART NÈGRE, Musée Barbier-Mueller, 10, rue Jean-Calvin, Genève. Tél. : (41) 22-312-02-70. Jusqu'au 15 septembre. Catalogue, 122 pages, 90 FS (environ 360 F).**

### GENÈVE

de notre envoyé spécial

En 1908, Josef Mueller, de passage à Vienne, se rend à une rétrospective consacrée à Van Gogh, en compagnie de sa sœur Trutti. Les tableaux sont à vendre. Trutti convoite un *Champ de blé*. Finalement elle se décide pour le portrait du gardien de l'asile de Saint-Rémy, tandis que son frère se rend acquéreur de *L'Asile*. Les deux jeunes Suisses ont respectivement vingt et un et vingt ans. Ce sont les enfants d'un petit industriel de Soleure décédé quatorze ans auparavant. Josef Mueller a de longues années devant lui : il n'achèvera sa vie qu'en 1977, après avoir accumulé une considérable collection. Collection qui est simultanément à l'origine de plusieurs expositions : deux à Paris, une à Genève, une autre à Munich, qui vient de s'achever, et bientôt une dernière à Barcelone. Ces manifestations n'ont pas été concertées mais le hasard permet de célébrer ainsi le vingtième anniversaire de sa disparition.

Celle de Genève est un hommage à l'homme, timide, secret, rigoureux, qui, à la fin de sa vie, écrivait à la rubrique « profession » de ses papiers officiels : « collectionneur ». Sa maison de Schanzmühle, près de Soleure, était remplie, de la cave au grenier, de toiles, de sculptures, de masques ou d'objets, venus des quatre coins du monde, dont il modifiait régulièrement l'accrochage. « Durant trente ans, indique son gendre, Jean-Paul Barbier, de 1945 à 1975, date à laquelle il tomba gravement malade, Josef Mueller ne cessa de retoucher et de travailler à son grand œuvre : la combinaison des différentes collections qui composaient cet en-



Dans la maison de Schanzmühle, combinaison de tableaux de Léger et d'« art primitif ».

semble varié, protéiforme et pourtant extrêmement cohérent, d'œuvres d'art de natures et d'origines si diverses. »

La fortune de Josef Mueller n'était pourtant en rien comparable à celle d'un Paul Getty. En 1911, il achète à Ambroise Vollard son premier Cézanne : le portrait

du jardinier Vallier. Dix ans plus tard, le maître d'Aix sera trop cher pour sa bourse. En 1914, il peut emporter coup sur coup un grand Picasso (*Deux Sœurs*), deux Kandinsky (*Composition Vet Improvisation 31*) et *La Blouse bulgare*, de Renoir. Sans parler des œuvres de Hodler, peintre helvétique qui l'a

initié à la peinture. En 1919, il paye 4 000 francs suisses – une grosse somme pour lui – une *Vue de Notre-Dame de Paris*, par Matisse, bientôt rejointe par *Le Manteau écossais* et *Fatma la Mulâtresse*. L'usine paternelle est dirigée par son beau-frère, l'époux de Trutti : Josef peut s'établir à Paris, où il

loue, boulevard du Montparnasse, un studio spartiate. Il se lance dans une carrière de peintre qu'il ne poussera guère, tout en courant les ateliers pour augmenter sa collection. Sa moisson est abondante : en moins de dix ans, il acquiert sept Braque, trois Juan Gris, une dizaine de Léger (sans compter les dessins), dix peintures de Miró d'un coup, une trentaine de Rouault, mais aussi des Utrillo, des Max Ernst (cinq toiles) et des sculptures de Laurens et de Maillol. Il entasse sur ses murs trop petits Dufy, Segonzac, Bonnard, Masson, Friesz, La Fresnaye, sans parler de peintres mineurs comme Laprade ou Chabaud.

### PLUS DE 2 000 PIÈCES

En 1929, il se marie et s'installe plus bourgeoisement avenue de la Bourdonnais. Il sort peu, fréquente les galeries et rencontre quelques artistes – dont Giacometti, son compatriote, qui réalise deux bustes de lui. La crise économique va bousculer ses habitudes et changer l'orientation de sa collection. L'entreprise familiale ne lui verse plus de dividendes. Il est obligé de vendre quelques toiles et se tourne vers l'art nègre, moins cher. En 1934, il divorce et retrouve son atelier de Montparnasse. Sa « collectionniste » tourne à la manie. Il fréquente, raconte Jean-Paul Barbier, « le marché aux puces, où il se rend chaque samedi en compagnie de sa petite fille, muni de deux valises qu'il ramène pleines ».

A partir de 1938, il ne se soucie plus seulement d'accumuler des « jouets » peu coûteux. Il achète – pour des sommes relativement élevées – une plaque de bronze du Bénin ou un bijou en or de la Côte-d'Ivoire. La guerre arrive. En 1942, il est de retour à Soleure. Il s'installe dans la vaste maison, d'où il ne bougera plus. Complétant sa collection de peintures avec de nouvelles œuvres signées Klee, Jawlensky ou Dubuffet et augmentant sa section d'art primitif jusqu'à posséder plus de 2 000 pièces.

En 1955, sa fille unique, Monique, se marie avec Jean-Paul Barbier, Genevois fortuné dont la passion est la bibliophilie. Au contact de son beau-père, ce dernier va attraper le virus du « primitivisme ». Avant de mourir, le vieil homme légua une cinquantaine de toiles au musée de sa ville natale, déjà enrichi par les dons de sa sœur. Mais il ne connaîtra pas le petit musée, ouvert par son gendre, en juin 1977, à Genève, qui rend aujourd'hui hommage au collectionneur taciturne.

L'histoire de la collection n'est pas achevée. Epurée et considérablement enrichie, par ses héritiers, Monique et Jean-Paul Barbier, elle est devenue l'une des plus considérables dans le domaine des arts dits primitifs : près de 6 000 pièces venues d'Océanie, d'Afrique, d'Insulinde ou d'Amérique précolombienne. Pourtant, la galaxie Barbier-Mueller est aujourd'hui en passe d'exploser. Jean-Paul Barbier en a dit maintes fois la raison : « J'ai soixante-sept ans. Les autorités suisses ne s'intéressent pas à mes collections. Mes enfants ont d'autres centres d'intérêt. J'aimerais que certains grands ensembles ne soient pas démembrés. D'où mon désir de les vendre par blocs à des institutions. »

Un premier bloc de 278 pièces, toutes venues du Nigeria, se trouve désormais à Paris, au Musée des arts d'Afrique et d'Océanie. Un deuxième pan est à Barcelone, où 150 pièces d'art précolombien sont prêtées à la municipalité catalane jusqu'au 31 décembre de l'an 2000, avec une option d'achat. Un troisième ensemble (un millier d'objets) constitué par les « primitifs » de l'Insulinde, particulièrement rares, n'est toujours pas casé. Des négociations ont été menées en France et aux Etats-Unis, pour l'instant sans résultats. Reste, pour Jean-Paul Barbier, la part inaliénable de sa collection : celle qui concerne l'Océanie. La part du rêve.

Emmanuel de Roux

## Des pièces rituelles venues de Nouvelle-Irlande dont l'onirisme le dispute à l'ingéniosité

**ARTS RITUELS D'OCÉANIE, LA NOUVELLE-IRLANDE. Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York, 75116 Paris. Tél. : 01-47-23-38-88. Jusqu'au 28 juin. Catalogue, sous la direction de Michael Gunn, Fondation Bismarck/Skira éd., 162 pages, 180 F.**

L'Océanie est l'enfant chéri de Jean-Paul Barbier. Et, dans cette famille, les rejets venus de l'archipel de la Nouvelle-Bretagne et de la Nouvelle-Irlande – à l'est de la Nouvelle-Guinée – sont particulièrement choyés. Une cinquantaine d'entre eux font l'objet d'une exposition à la Fondation Mona-Bismarck. Quelques-uns ont été achetés par Josef Mueller, avant la dernière guerre, à l'inévitable Charles Rattou. Mais la plupart, et les plus beaux, ont été acquis par Jean-Paul Barbier auprès des musées allemands de l'Est (Dresde, Leipzig) et hongrois (Budapest), qui se sont délestés d'une partie de leurs collections – des « doubles », disaient-ils – entre les années 1960 et 1985. « Le catalogue du Musée de Dresde, c'était un peu comme le catalogue de La Redoute, se souvient Jean-Paul Barbier. Avec des prix nettement plus élevés. » Les musées de la République fédérale allemande ont eu, en moins marquée, la même politique. Or ces institutions avaient été alimentées par les premières expéditions scientifiques envoyées dans ces colonies relevant, à l'époque, de l'empire allemand, ou par les planteurs qui s'y étaient installés – en particulier Richard Parkinson.

La signification de ces pièces anciennes est en partie connue, notamment par les travaux de l'eth-

nologue Edgar Walden. Ce dernier, hélas !, n'a pas eu le temps de mettre en forme ses notes avant de disparaître au cours de la première guerre mondiale. Et comme les pratiques culturelles ont évolué avec une très grande rapidité, une partie des informations ont été perdues.

L'art des îles du Pacifique, et surtout celui des îles mélanésiennes, est un art du rêve, de l'idée. Rien à voir avec les formes rigoureuses, toutes d'équilibre et de géométrie, de l'art africain. On est ici dans le

monde de la légèreté, de l'éphémère, du vent : formes ajourées, matériaux légers, fugaces, composites, colorés. L'apparition des outils métalliques, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, a permis l'exécution de pièces de plus grande taille, encore plus aériennes. Un grand nombre de ces compositions sont faites pour être exposées temporairement au cours de cérémonies ponctuelles, puis abandonnées aux intempéries. En particulier, ces objets liés au rite malagan (et dits de style malagan) : masques de

danse, grandes effigies et larges panneaux rectangulaires, préparés par l'artiste pendant six mois, pour des cérémonies relativement brèves.

### UN BESTIAIRE COMPLEXE

Toutes ces sculptures mêlent un bestiaire complexe associé à des représentations humaines, symboliquement emboîtées les unes dans les autres. Ici, un personnage, sorte de Prométhée marin surmonté d'une chouette, se fait dévorer le foie par un poisson. Là, un

oiseau aux ailes ramifiées à l'infini comme les branches d'un arbre cosmique relie le monde d'en bas, mauvais, au monde d'en haut, bénéfique. C'est l'emblème de l'un des clans de l'île. Ingéniosité et rythmes parfaits : un grand panneau à dominante rouge est formé de deux oiseaux, face à face, tenant dans leur bec des serpents dont le corps délimite le cadre de la sculpture.

Si cet art est aux antipodes de la réalité, certains détails – ce coq surmontant une statue aux bras

tendus, par exemple – montrent que l'artiste la maîtrise parfaitement quand il en a besoin. Mais il préfère greffer une tête humaine sur des corps de tortue ou de poisson, jouer avec les couleurs, inventer des formes bizarres. Ce qui n'empêche pas ces formes torturées d'être liées à des rituels précis et de renvoyer à des codes ou à des croyances, identifiés ou plus obscurs. Comme ces très curieux ornements de bouche.

A ne pas rater, non plus, quelques pièces de facture moins onirique. Le masque lorr, qui ouvre l'exposition, venu des îles d'York, luciférien, avec sa bouche fendue et largement dessinée ; le masque lali, en écorce et raphia, qui aurait ravi Dubuffet ; ou ce formidable crâne humain surmodèle à la cire, la gueule entrouverte, dont les yeux sont formés d'opercules de coquillage et la chevelure de petites coquilles d'escargot. C'est un de ces objets dont Charles Rattou disait qu'ils étaient « méchants », en ajoutant : « Plus ils sont méchants, plus ils sont beaux. »

E. de R.

## L'acquisition du fonds Nigeria met fin à une longue indifférence

**ARTS DU NIGERIA, Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 01-44-74-85-00. Jusqu'au 18 août. Catalogue sous la direction de Franck Willett et Ekpo Eyo, RMN, 320 pages, 300 F.**

Ce sont les aléas de la colonisation qui avaient privé, au départ, les collections françaises d'œuvres venant du Nigeria, chasse gardée de la Grande-Bretagne. La longue indifférence de la direction des musées de France (DMF) vis-à-vis des arts africains en général n'avait pas permis de combler cette lacune. L'acquisition du fonds Nigeria de la collection Barbier-Mueller change considérablement cette situation : aux quelque quarante œuvres originelles viennent s'ajouter les deux cent soixante-dix-huit pièces achetées (40 millions de francs) à Jean-Paul Barbier. Le Musée national des arts d'Afrique

et d'Océanie (MAAO) organise donc une sobre exposition – des grandes vitrines claires où les objets sont classés par ethnies – pour montrer sa nouvelle section Nigeria. Le saut quantitatif, mais aussi qualitatif, est considérable, même si toutes les sculptures ne sont pas des pièces exceptionnelles.

La civilisation Nok (V<sup>e</sup>-II<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) est représentée par quelques beaux fragments d'effigies. Il y a mieux aujourd'hui sur le marché, mais ce sont, pour la plupart, des pièces exportées illégalement, il est donc difficile pour un musée d'en acquérir ! La délicate petite tête en terre, dont le naturalisme est une caractéristique de la production du royaume d'Ifé (XII<sup>e</sup> siècle), est aussi belle que celle récemment achetée par le musée de Minneapolis (1 million de dollars). Parmi les pièces historiques, il faut citer cette splendide tête en alliage cuivreux du Bénin (XV<sup>e</sup> siècle) ou cette plaque de bronze du palais de l'Oba (XV<sup>e</sup>) qui vient compléter celle du Musée de

l'Homme. Entrent également dans les collections du MAAO deux poteaux de vérandas anthropomorphes du sculpteur yoruba Osamuko, dont l'un, féminin, est un chef-d'œuvre.

### LA LONGUE QUÊTE

Autre pièce déjà exposée, cette grande femme urhobo allaitant, à rapprocher de l'homme mmembe assis qui figurait déjà dans les collections du MAAO. Les objets rassemblés sur ce grand plateau egyptien sont les insignes d'une société vouée au culte de l'esprit du léopard – une sorte de franc-maçonnerie. Arman, au mieux de sa forme, n'aurait pas réussi une telle « accumulation ». Les deux grandes stèles phalliques en pierre de la Cross River sont des archétypes.

Très impressionnant aussi, ce masque anang, de la société ekpo, dont l'allure macabre est renforcée par les deux crânes qui le surmontent. Ou cet énorme masque-éléphant idoma réalisé dans les

années 50 par un sculpteur réputé – Oba. Presque toutes ces pièces, que ce soit cette belle statuette féminine polychrome idoma ou cette étonnante effigie mambila, ont été maintes fois publiées. Elles ont été patiemment rassemblées au cours de nombreuses années. Certaines sont introuvables aujourd'hui.

« La longue quête est l'apanage du collectionneur, qui profite d'une mobilité et d'une rapidité interdites aux institutions », reconnaît Jean-Hubert Martin, directeur du MAAO, qui ajoute : le collectionneur « a surtout le privilège insigne de prendre des risques, d'oser suivre ses intuitions quitte à se tromper. (...) Le conservateur de musée est astreint à un système de pondération qui limite l'exercice de ses facultés. » Vingt-huit spécialistes du Nigeria ont été mobilisés pour aborder, dans un épais catalogue, toutes les dimensions de cette collection.

E. de R.

Devenez manager d'entreprises culturelles

attaché(e) de presse, relations publiques

IC.COM propose des cycles de formation courts et longs encadrés par des professionnels et des ateliers aux clients et salariés

Institut de la Culture, de la Communication et du Management IC.COM 11, bd Magenta, 75010 Paris T. 01 42 40 42 88

# Quand les muses passent à l'attaque, à Grenoble

La critique américaine Laura Cottingham a conçu, pour Le Magasin, une exposition sur le féminisme et l'art, des années 70 aux années 90, en mettant l'accent sur les pionnières

**VRAIMENT : FÉMINISME ET ART.** Le Magasin, site Bouchayer-Viallet, 155, cours Berriat 38028 Grenoble. Tél. : 04-76-21-95-84. Tous les jours, de 12 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 25 mai.

## GRENOBLE

de notre envoyée spéciale

En France, contrairement aux Etats-Unis, l'approche de la création des artistes en tant que femmes n'est pas entrée dans les mœurs, pas même chez les femmes, qui y voient volontiers une manière de les cantonner dans une dimension artistique mineure. Ce en quoi elles n'ont pas forcément tort. Le thème du féminisme en art continue en effet de susciter les pires rejets, et le travail des pionnières en la matière est passé aux oubliettes.

La présence toujours accrue depuis les années 70 des femmes sur la scène artistique mériterait qu'on prenne un peu plus sérieusement la mesure de leur apport à la dynamique de la scène artistique d'aujourd'hui. Et pas seulement à travers la prise en compte de la représentation du corps, pas seulement à travers les images de la sexualité, thèmes privilégiés par celles qui sont montées au créneau dans les années 80, quand « *les muses sont passées à l'attaque* », comme le dit la critique anglaise Sarah Wilson, dans un texte pour la récente exposition « Féminin-masculin » à Beaubourg.

Conçue par la critique américaine Laura Cottingham, l'exposition du Magasin de Grenoble « Vraiment : féminisme et art » est l'esquisse d'une histoire de la créa-

tion des artistes femmes dans les années 70, au temps du MLF et des manifestations pour l'avortement libre. Le contexte est évoqué en introduction, par quelques-uns des rares documents filmés dûment archivés (notamment la marche de Bobigny de 1972), et une salle fait état des publications françaises et américaines des groupes et mouvements de femmes, ainsi que des échanges épistolaires entre artistes de part et d'autre de l'Atlantique. On peut regretter cette limitation, regretter aussi que les années 80, années de grandes conquêtes de la scène artistique côté institution et côté marché, aient été occultées.

## ORIGINALITÉ VISUELLE

Mais en mettant l'accent sur les années 70, en reliant aux œuvres d'alors celles de jeunes artistes des années 90, l'exposition permet de rappeler l'existence de pionnières méconnues, sans lesquelles les « battantes » des années 80, de Jenny Holzer et Barbara Kruger à Cindy Sherman et Kiki Smith, ne seraient pas montées au créneau avec autant d'armes et d'originalité visuelles.

L'exposition propose donc un regard sur les œuvres d'artistes américaines comme Marta Rosler, Mierle Laderman Ukeles, Hannah Wilke ou Adrian Piper, et, côté français, sur Nil Yalter, Nicole Gravier, Françoise Janicot, Dorothée Selz, Tania Mouraud, Gina Pane – la plus connue sans doute parce qu'elle est morte – ou Orlan, au temps où elle jouait les putains à la FIAC en vendant ses baisers pour 5 francs... Artistes conceptuelles produisant des performances, des photos et des vidéos, elles étaient cette autre moitié de l'avant-garde

qui ne faisait pas forcément de séparation entre les problèmes d'identité et les questions politiques, entre les contraintes domestiques et l'environnement social. De Nil Yalter proposant, en 1974, un film sur l'enfermement des femmes à la prison de la Roquette à Adrian Piper qui commence alors à développer une imagerie sur les minorités, le racisme et les exclusions, le champ thématique alors ratissé est large.

On peut citer la performance « Dissolution dans l'eau » de Léa Lublin qui, un jour de 1978, balance à la Seine, depuis le pont Marie (le choix du pont n'est pas un hasard !) un grand calicot couvert d'interrogations du genre : « La femme est-elle une machine sexuelle ? La femme est-elle une sainte mère ? La femme est-elle un sac à sperme ? La femme est-elle une propriété privée ? », etc. Et Tania Mouraud, qui elle aussi s'interroge sur l'identité des femmes à travers le regard des autres dans ses séries de photos « on m'appelle... », où elle se montre à tous les âges, dans des situations et vêtements de différents styles...

L'exposition manque d'ouvertures sur la période actuelle. Elle permet toutefois de faire le lien entre les démarches d'hier et d'aujourd'hui, notamment entre les cousueuses, brodeuses et tricoteuses silencieuses et un rien perverses. Comme une Ghada Amer dont l'œuvre-ouvrage consiste à noyer patiemment une imagerie érotique de magazines sous une quantité de bouclettes et de fils de couleur. Dommage qu'Annette Messager ait refusé d'être de la partie !

Geneviève Breerette

# Le Louvre célèbre le centenaire de la Société de ses amis

Un hommage au mécénat privé et une petite leçon d'histoire du goût

La Société des amis du Louvre fête son centenaire. Le musée parisien a conçu une exposition qui rend hommage aux contributeurs anonymes et illustres qui ont permis d'enrichir les collections. Mais il s'agit aussi d'encourager les mécènes d'aujourd'hui à se déclarer. Les cotisants sont aujourd'hui soixante mille.

**DES MÉCÈNES PAR MILLIERS. UN SIÈCLE DE DONS PAR LES AMIS DU LOUVRE, Hall Napoléon, Musée du Louvre, 75001. Paris. Tél. : 01-40-20-51-51. Du mercredi au lundi de 10 heures à 21 h 45. Jusqu'au 21 juillet. Catalogue 360 p., 320 F, Réunion des musées nationaux.**

Quel est le meilleur moyen, pour un musée, d'enrichir ses collections ? Recevoir des dons, naturellement. Pour démontrer la pertinence de cette affirmation et pour fêter le centenaire de la Société des amis du Louvre, le musée parisien a conçu une exposition qui pourrait n'être que de courtoisie, mais vaut mieux que cela, pour peu qu'on la visite en plongeant de temps à autre sur les cartels qui flanquent les œuvres. Au premier regard, il ne s'agit que d'une manifestation d'hommage et d'encouragement.

L'hommage est rendu, avec ce qu'il faut de lyrisme et de solennité, aux contributeurs anonymes et illustres qui ont permis, en réunissant leurs efforts, d'offrir aux départements du musée des antiquités égyptiennes et le diadème de l'impératrice Eugénie, des céramiques d'Iran et des vases de Sèvres, deux La Tour, la *Folle monomane du jeu*, de Géricault, la *Pieta*, d'Enguerrand Quarton, et les portraits de famille de Degas, des dessins de Claude Lorrain et des dessins de Delacroix. Et encore David, Manet, Watteau, Cézanne...

## DES PRODIGES D'ENTÊTEMENT

Parfois l'opération fut simple et rapide : une découverte sur le marché de l'art, le vote d'une somme par la Société des amis et le don aussitôt après. Plus souvent, elle fut difficile : tractations discrètes, négociations financières, montages pour réunir la somme, efforts pour convaincre les Amis de la nécessité de l'achat. Pour que le *Bain turc* d'Ingres ou l'*Atelier* de Courbet entrent enfin au Louvre, respectivement en 1911 et 1920, il fallut des prodiges d'entêtement, de diplomatie et de générosité.

Le *Bain* était licencieux, sinon lubrique. Était-ce bien raisonnable de le placer sous les yeux des dames et des enfants ? Il fut accepté par une seule voix de majorité. Courbet avait des opinions socialistes. Était-il vraiment indispensable d'offusquer les convictions de tant d'Amis que leur fortune et leur milieu défendaient contre toute tentation égalitaire ? Il y eut des lettres anonymes dénonçant « la négation de l'art sérieux ». Chaque fois, le problème

## DÉPÊCHE

■ **CINÉMA** : l'année 1996 a été la meilleure année pour la fréquentation des salles de cinéma dans l'Union européenne (UE) depuis dix ans, a annoncé, vendredi 2 mai, à Strasbourg, l'Observatoire européen de l'audiovisuel. Avec quelque 706 millions d'entrées, le niveau de la fréquentation des salles dans les quinze pays de l'UE a augmenté de 7,3 % par rapport à 1995 (658 millions d'entrées). Cette reprise de la fréquentation bénéficie surtout aux films américains dont le nombre d'entrées est passé de 397 millions à 513 millions entre 1985 et 1993, leur part de marché des entrées en salle passant ainsi en dix ans d'environ 56 % à environ 78 %. Entre 1985 et 1993, analyse l'Observatoire, les entrées pour les films nationaux, chacun sur leur propre marché national, sont passées de 177 millions à 89 millions, soit une chute de 25 % à 14 % en part de marché. Quant aux films européens et aux films du reste du monde, leurs entrées ont chuté de 133 millions à 58 millions, la part de marché baissant de 19 % à 10 %. L'Observatoire européen de l'audiovisuel est un organisme de service public paneuropéen consacré à la collecte et à la diffusion de l'information sur l'industrie audiovisuelle. Il regroupe trente-trois Etats européens.

fut cependant résolu et le tableau donné au musée. Pour ces hauts faits et bien d'autres la Société mérite la reconnaissance universelle.

L'exposition a aussi pour dessein d'encourager les mécènes d'aujourd'hui à se déclarer. Ils peuvent adhérer sur le champ, au sortir des salles. Il leur coûtera 300 francs pour obtenir le titre d'adhérent, 600 francs pour celui de sociétaire et 4000 francs pour celui, plus flatteur, de bienfaiteur. Les entreprises, les fortunes ban-

toucher à l'histoire du goût et à celle des institutions. Il faut étudier les dates des dons pour s'apercevoir que la Société a quelquefois anticipé sur l'évolution de la curiosité quand trop de conservateurs hésitaient encore à sauter le pas par crainte d'un excès d'audace. C'était une excellente idée de s'intéresser très tôt aux Primitifs français. C'était une excellente idée, en 1922, d'offrir l'*Eva Prima Pandora*, de Jean Cousin, alors que le maniérisme français n'était pas encore à la mode, comme ce fut

## Un grand tableau méconnu de David

Il fallait le don d'un grand tableau pour fêter le centenaire des Amis du Louvre. Leur choix s'est porté sur un grand portrait de David, celui de Juliette de Villeneuve, née Clary, nièce de Joseph Bonaparte, frère de l'empereur. La toile s'impose au regard par sa monumentalité, un rien rigide et la dextérité de l'exécution, dont la fluidité remédie à la rigueur de la construction. Elle a d'autres mérites : datant de 1824, elle est l'une des dernières du peintre, qui mourut en exil à Bruxelles l'année suivante. On ne sait ni l'identité du vendeur – français, sans doute –, ni le prix d'achat. Qu'il demeure secret ferait même partie des conditions de la transaction. Celle-ci s'est accomplie par l'intermédiaire de Christie's et grâce à la conjonction de plusieurs mécènes, la Société des amis du Louvre, un don anonyme, une contribution « particulièrement généreuse » du groupe LVMH et une autre – « importante » – du Fonds du Patrimoine.

caires et industrielles, les particuliers amateurs sont priés de se faire connaître afin de grossir le chiffre des cotisants – lequel s'élève actuellement à soixante mille. Plus nombreux ils seront, plus leur puissance d'intervention grossira, plus le Louvre comblera ses quelques lacunes, par exemple en matière de peinture anglaise et espagnole.

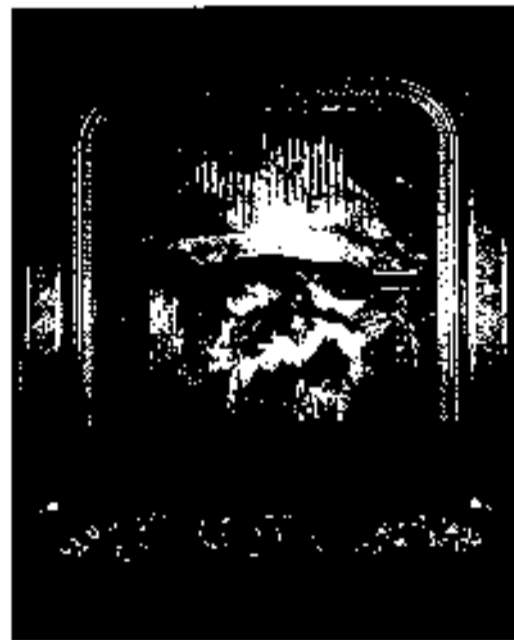
C'est à cela, d'abord, que sert une telle association : à remédier aux baisses qui peuvent affecter les crédits d'acquisition et à intervenir dans des domaines très précis de façon plus rapide et légère que l'institution elle-même. Plus rapide en effet : c'est là une des leçons de l'exposition, leçon qui

une réussite que d'obtenir *Le Baptême de Christ*, de Cornelis Van Haarlem, en 1983, alors que le maniérisme nordique avait peu d'admirateurs.

Ces anticipations ont un avantage : payées au plus haut de leur vogue, les œuvres coûtent évidemment plus cher. Cas plus rare : les dons de rattrapage. En 1834, un marbre de Pradier, *Satyre et bacchante*, ne fut pas acquis parce que « certes ce n'est pas dans une institution de jeunes personnes qu'il devra trouver sa place ». Il l'a trouvée au Louvre depuis 1980. Les jeunes personnes ne sont plus ce qu'elles étaient.

Philippe Dagen

# CHATELET



SAISON 1997/1998

## OPERA


Richard Wagner / Artyom Bychkov / Klaus Michael Gruber  
Hans-Udo Grottel  
Humberto / Christoph von Dohnanyi / Yannis Kokkos  
Georgy Ligeti / Esa-Pekka Salonen / Peter Selars  
Ahar Berg / Dan R. Karenhorn / Patrice Chéreau

## BALLET


Ballet Frankfurt / William Forsythe  
Antonio Ferraro / "El Guirio" / Carmen Linares  
Kasumi Nakamura / Tomi Juro / Nakamura Jakuemon

## CONCERTS

RENSEIGNEMENTS 01 40 28 28 00



**MAXIME LE FORESTIER**  
CHANSONS DE BRASSENS



**EN CONCERT**  
AU TRIANON 20 rue de la Harpe 75001  
DU 20 AU 23 MAI

Locations : 01 49 87 53 53  
Paris - Vugain - France Billet - 3615 Chérie FM

**et en tournée**  
3615 Chérie FM

Chérie FM. Écoutez, tous les jours, chanter.  
Par ordinateur : les sites de votre ville - 3615 Chérie FM - 08 36 88 00 00 - 24h/24



# L'Opéra de Montpellier sort de l'oubli « Le Roi Arthus », d'Ernest Chausson

Première intégrale en France du drame lyrique de ce compositeur à la mélancolie poignante

Créé à Bruxelles, en 1903, *Le Roi Arthus*, d'Ernest Chausson, n'avait jamais été représenté intégralement sur une scène française. Exhumé par

l'Opéra de Montpellier, ce drame lyrique souffre d'une mise en scène dont la faiblesse, associée à des forces musicales briguebalantes, risque de

le renvoyer au purgatoire. Bien qu'inégale, l'œuvre est souvent d'une force et d'une beauté musicale bien dans la manière du compositeur.

**LE ROI ARTHUS**, drame lyrique en trois actes et six tableaux d'Ernest Chausson. Avec Jayne Casselman (Genièvre), Marcel Vannaud (Arthus), Stephen O'Mara (Lancelot), Philippe Fourcade (Mordred), Alain Vernhes (Merlin), Orchestre philharmonique de Montpellier Languedoc-Roussillon, Chœurs des opéras de Montpellier et de Nantes, Emmanuel Joel (direction), John Dew (mise en scène). Coproduction Opéra de Montpellier-Opéra-Comédie de Montpellier, mardi 29 avril (dernière).

## MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Le 10 juin 1899, Ernest Chausson perdait le contrôle de sa bicyclette et se fracassait le crâne contre la porte cochère d'une maison non loin de Mantes-la-Jolie. Agé de quarante-quatre ans, le compositeur laissait une poignée d'œuvres au lyrisme et à la mélancolie poignantes : *Concert pour violon, piano et quatuor à cordes* ; *Poème pour violon et orchestre* ; *Poème de l'amour et de la mer* pour mezzo et orchestre ; *Les Serres chaudes* sur des textes de Maeterlinck ; la *Chanson perpétuelle* sur un poème de Charles Cros.

A cette énumération il faudrait ajouter la magnifique *Symphonie en si bémol* et *Le Roi Arthus*, un opéra qui avait occupé le compositeur durant dix années et qui fut créé le 30 novembre 1903, à Bruxelles, grâce à l'entêtement de

Vincent d'Indy. Cette poignée d'œuvres devraient classer Chausson (« *Un musicien qui me botte* », écrivait Willy, le mari de Colette qui signait ses critiques musicales du nom de L'Ouvreuse) parmi les grands compositeurs de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce que fait Jean Gallois, son biographe inspiré, chez Fayard. Hélas ! En dehors de son *Concert*, sa musique n'est plus guère jouée.

Elève de César Franck, admirateur de Beethoven, de Bach, de Wagner et des grands maîtres anciens (Rameau, Lully, Roland de Lassus, Haendel, Josquin des Prez), ce compositeur était avide de littérature contemporaine (il fréquenta le jeune André Gide et eut Mallarmé comme professeur d'anglais), et d'art (comme Ernest Chabrier). Les murs de son hôtel particulier parisien étaient recouverts des toiles de Degas, Delacroix, Manet, Berthe Morisot, Renoir, Vuillard, Odilon Redon, Bonnard, Courbet... Riche, il fut également un mécène discret et un ami fidèle, faisant éditer à ses frais *La Dama de élue*, de Debussy.

Une existence à l'abri de tout souci matériel, un mariage heureux auraient dû combler Ernest Chausson, mais ses exigences artistiques, ses doutes le taraudaient tant qu'une tristesse diffuse irrigue son œuvre. Est-ce la raison pour laquelle le premier tableau du premier acte de son *Roi Arthus*, donné en création scénique française par l'Opéra de Montpellier ne convainc guère ? Cette vigueur guerrière, ces ton-

nerres des cuivres, ces grandes envolées sonnent un peu pompier par manque de conviction. A moins que ce ne soit la faute de l'Orchestre de Montpellier Languedoc-Roussillon dont, du parterre de l'Opéra-Comédie, on n'entend que les cuivres. A l'unisson du ténor, de la soprano et des chœurs, ils jouent si faux que l'on s'interroge sérieusement à la chute du rideau : faut-il fuir devant cet enterrement ou prendre de la hauteur pour entendre la suite ?

Elève de César Franck, il était avide de littérature contemporaine ; les murs de son hôtel particulier parisien étaient recouverts de toiles. Il fut aussi un mécène discret

L'événement étant historique, on monte au balcon. Ce n'est pas que l'orchestre joue mieux, mais les cordes viennent adoucir l'ensemble, les graves de l'orchestre soutenir les voix. On retrouve avec bonheur les tournures mélo-

diques dépressives du compositeur, ces thèmes qui montent aux bois, ces tapis de cordes mêlées, ces superbes envolées des violoncelles et ces grandes lignes vocales qui associent idéalement déclamation et chant.

Cette lumière indéfinissable, cette atmosphère marine sentent, certes, leur Wagner, mais elles sont tellement typiques du Français qu'elles distinguent la musique de Chausson ; parfois – bigre ! –, on pense aux passages les plus lyriques de la musique écrite par Bernard Herrmann pour les films d'Alfred Hitchcock.

Mieux chantée (y compris Lancelot et Genièvre), dirigée par un chef qui avance toujours, qui manie les masses avec aplomb, n'insiste jamais sur l'aspect dépressif de cette musique, mais en exalte la violence, la sensualité diffuse sans jamais couvrir les voix, la suite fait oublier la mise en scène. John Dew associe *l'heroic fantasy* de costumes sortis d'un Moyen Age de science-fiction plastifié, métallisé, à une simple mise en espace qui annihile toute psychologie, toute direction d'acteur.

Mais on admire le chant des prophéties de Merlin et l'abattement d'Arthus magnifiquement incarnés par Alain Vernhes et Marcel Vannaud – comme on avait admiré Philippe Fourcade à l'acte I (hélas ! il ne reste pas longtemps en scène, tué d'un coup d'épée). Leur diction parfaite et leur interprétation si juste provoquent l'enthousiasme. On se met à croire à cet avatar symboliste de légendes usées jusqu'à la trame.

La fin de l'opéra est d'une grandiloquence étrangère à l'ouvrage. Après le suicide de Genièvre et la mort de Lancelot, Arthus demande à Dieu de le délivrer de sa souffrance. Le metteur en scène a une idée : Arthus monte au paradis « où se dévoilent les ultimes mystères et où il dormira dans la paix éternelle » en escaladant un monumental escalier. On imagine qu'il en « reviendra pour reprendre son grand œuvre » en glissant sur la rampe sous les feux des projecteurs, plein de plumes partout.

Alain Lompech

# Strasbourg renoue avec le fil d'Ariane

A l'Opéra du Rhin, l'œuvre de Bohuslav Martinu a été couplée avec « Le Château de Barbe-Bleue », de Béla Bartok. Confrontation

**ARIANE**, de Bohuslav Martinu. Avec Laurence Janot, René Massis, Patrick Labiche, Jean-Louis Geogel, Jean-Marc Salzmann, Francis Richert. **LE CHÂTEAU DE BARBE-BLEUE**, de Béla Bartok. Avec Nikita Storojev, Hedwig Fassbender, Jean-Marc Salzmann. Mise en scène : Dieter Kaegi. Orchestre philharmonique de Strasbourg, Claude Schnitzler (direction). Strasbourg : Opéra, les 6, 7, 9 mai à 20 heures ; Mulhouse : La Filature, le 17 à 20 h 30. Tél. : 03-88-75-48-00. Durée 2 h 15.

## STRASBOURG

de notre envoyé spécial

A travers le dédale des sentiments, le labyrinthe des inclinations, les portes des passions, les êtres s'efforcent de tisser entre eux des liens d'amour durables, mais leur tentative est sans espoir. Le mythe d'Ariane tout comme le conte de Barbe-Bleue sont de bonnes clés pour essayer de percer ces mystères (Maeterlinck et Paul Dukas les réunirent d'ailleurs dans leur ouvrage lyrique, *Ariane et Barbe-Bleue*). Leur double présence sur la scène de l'Opéra du Rhin tient aussi à des raisons musicales : la confrontation de deux opéras en un acte de musiciens d'Europe centrale. *Ariane*, du Tchèque Bohuslav Martinu, a été créé avec succès en 1961, deux ans après la mort de son auteur, mais reste une rareté. *Le Château de Barbe-Bleue* de Béla Bartok, éreinté pour sa première à Budapest en 1918, est entré au répertoire.

## « UNE CANTATE DE CHAMBRE »

Plus qu'un opéra, *Ariane* est, comme l'écrit le musicologue Guy Erismann, « une cantate de chambre ». A partir d'une pièce de Georges Neveux, Martinu a écrit une partition de quarante-cinq minutes, fraîche et sans prétention. Elle s'ouvre sur une *sinfonia* plutôt joyeuse, baigne dans une lumière méditerranéenne et s'achève par une grande aria d'Ariane. La soprano Laurence Janot y déploie un joli timbre de colorature, qui manque encore un peu d'ampleur. Face à sa jeunesse rayonnante, René Massis est un Thésée bien émoussé. L'Orchestre philharmonique de Strasbourg, sous la direction expérimentée de Claude Schnitzler, sait faire scintiller cette musique un peu mineure, mais qui ne manque pas de charme.

Dans *Le Château de Barbe-Bleue*, dont Béla Balazs écrit le livret, la formation strasbourgeoise domine les embûches d'une partition très riche en couleurs et en dynamique. Entre les trilles des flûtes et des hautbois, les rafales des cuivres et des percussions, les grands crescendos des cordes, les soli de clarinettes et de violons, la musique ne perd pas un moment de son intensité. Dans le « parlé-chanté » à la hongroise qui caractérise la ligne de chant, Hedwig Fassbender est plus à l'aise que Nikita Storojev. La voix profonde de la basse russe bouge un peu trop et manque de la violence contenue d'un Samuel Ramey. La cantatrice allemande est émouvante, vibrante : sa Judith se cogne à un Barbe-Bleue muré comme un bloc dont elle s'épuise, à travers les sept portes symboliques, à arracher les secrets un à un. Pour ces deux opéras en un acte, l'équipe de mise en scène, Dieter Kaegi, Mu-

riel Gerstner (décors et costumes), Roberto Venturi (lumières), a pris comme fil conducteur l'eau. L'eau matricielle dans laquelle Ariane se love pour mourir et où Judith trouve le chemin de son anéantissement. On pense à Mélisande penchée sur sa fontaine, comme un écho de l'influence que Maeterlinck et Debussy eurent sur Martinu et Bartok. La traduction scénique d'*Ariane*, chantée dans la version originale française, est claire, intelligente, drôle.

Le spectacle devient plus abscons dans *Le Château de Barbe-Bleue*, donné en hongrois, sans sur-titres. Pourtant, les mains qui se tendent l'une vers l'autre pour des étreintes déchirées, les éclairages qui captent au-delà des corps l'angoisse des âmes semblent jaillir naturellement de cette musique si sombre. Dans la scène finale, Barbe-Bleue, resté seul, rejette à l'eau les clés. La septième, la dernière, celle des amours recluses, tombe sur la dernière note. On ne pouvait rêver conclusion plus tragiquement limpide.

Pierre Moulinier

## CONCERTS

### CHATELET

LUNDI 12 MAI 12h45

Catrin Wyn-Davies, soprano  
Ian Burnside, piano  
BARBER, COPLAND, STRAUSS, WELLS  
Location 01 40 28 28 40

### L'itinéraire

Les Europes musicales

14 mai

L'itinéraire en concert  
Deligatos • Durastoni • Lopez Lopez • Nono • Nunes • Sarason

15 mai

Musica Viva, ensemble instrumental  
Borradini • Cilichstein • Remitelli • Smetacek • Solitari

Itcam - 20h00 -  
1 place / Strawinsky, 75004  
Avec la location de l'11 44

50 à 90 F - Tel: 01 47 16 14 60

### cité de la musique

son musée  
ses activités  
ses concerts

résumé de piano  
Mitsuko Uchida

Schubert, Berg  
15 mai à 20h

Orchestre du Conservatoire de Paris

Stéphane Benève, dir.  
Schubert, Brahms, Kravtchouk  
18 mai à 16h30

M. PIERRE DE MONTPELLIER  
01 44 84 44 84

## Orchestre Philharmonique de Radio France

Vendredi 9 mai, 20h - Salle Pleyel

Segerstam Avri.

Beethoven Concerto pour piano et orchestre n° 3

Nielsen Symphonie n° 4 « l'Inextinguible »

Inogen Cooper, piano

Leif Segerstam, direction

Location 01 42 30 15 16

Radio France

MUSARM Productions présente en accord avec Lévon SAYAN

# AZNAVOUR



avec  
RTL

AU PALAIS  
DES CONGRÈS

DU 4 NOVEMBRE 97  
AU 3 JANVIER 98

LOC. : PALAIS DES CONGRÈS, VIRGIN MÉGASTORE, FRAC, 36 15 PALAIS ET PAR TÉL : 01 40 68 00 05

THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

NOIRMAND CHAURETE

LES REINES

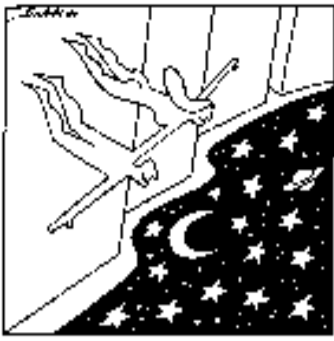
MISE EN SCÈNE DE JOËL JOUANNEAU  
Paris CIC Paris Théâtre 1997

Du 6 mai au 15 juin 1997  
140 F - 110 F - JUSQU'À LA DERNIÈRE MISE EN SCÈNE  
01 44 39 87 00



# La compagnie Alis au pays de l'inattendu

Dominique Soria et Pierre Fourny inventent des danses de formes



**ON LES DIT** chorégraphes, ils sont en réalité des poètes, malhabiles à faire connaître leurs œuvres. Les membres de la compagnie Alis sont au travail depuis plus de quinze ans, et c'est un enchantement. Ils se situent dans la lignée des futuristes et des artistes du Bauhaus pour l'esprit, mais les formes qu'ils développent n'ont rien de géométrique, d'anguleux, elles possèdent la mouance du rêve éveillé, des hallucinations douces. Ils empruntent à la magie ses miroirs biseautés. Dans *Numéro Sept*, chiffre du bonheur, on voyage en Egypte, en Orient, aux pays de leurs fantaisies, qui toujours relencent la

curiosité. Ils sont des adeptes éclairés du temps, comme seuls les sages mathématiciens savaient le maîtriser. Alis présente deux autres pièces, dont *100 mobiles à part un*. Une exposition dévoile quelques-uns de leurs procédés. On peut jouer avec eux.

★ **Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14<sup>e</sup>. RER Cité Universitaire. 20 h 30, lundi, mardi et vendredi ; 19 h 30, jeudi ; intégrale : 18 h 30 et 21 heures, samedi ; 16 h 30 et 18 h 30, dimanche. Jusqu'au 16 mai. Tél. : 01-45-88-81-54. De 50 F à 110 F.**

## UNE SOIRÉE À PARIS

### Krystian Zimerman

Depuis son premier prix au Concours Chopin de Varsovie en 1980, le jeune pianiste polonais s'est hissé au premier plan des pianistes de son temps. Musicien secret, anti-démonstratif au possible, Krystian Zimerman est l'incarnation d'une perfection qui n'enfante pas la froideur, mais développe une intimité paradoxale avec le public. Il reste des places que tous les mélomanes devraient prendre d'assaut... de façon que le pianiste ne joue pas devant des bancs vides comme lorsqu'il vint jouer les deux cahiers de préludes de Debussy, au TCE. Haydn : *Sonate pour piano n° 59*. Beethoven : *Sonate pour piano op. 109*. Schubert : *Sonate pour piano D 959*.

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Ternes. 20 h 30, le 5 mai. Tél. : 01-45-61-53-00. De 60 F à 290 F.

### Il Matrimonio segreto

La troupe du jeune théâtre lyrique de France s'attache au délicieux ouvrage de Cimarosa. Avec notamment Jael Azzaretti (Carolina), Barbara Morihien, Peimin Yu (Elisetta), Karine Ohyanan, Patricia Fernandez (Fidalma), François-Nicolas Geslot (Paolino), Frédéric Goncalvès (comte Robinson). Orchestre du conservatoire Hector-Berlioz, Andreas Stoehr (direction), Michael McCaffery (mise en scène).

*Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Richelieu-Drouot. 19 h 30, les 5,*

6, 7, 12, 13, 14, 15 et 16 mai. Tél. : 01-42-44-45-46. De 35 F à 250 F.

### Mico Nissim Trio

Ce pianiste rare ne se sent pas de rester accroché à un genre, jazz, chansons, musique contemporaine... Depuis l'ONJ Barthélemy, il mène un parcours de leader en trio ou en soliste. Ces deux versants pour un soir.

*Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Chevaleret. 20 h 30, le 5 mai. Tél. : 01-45-84-72-00. 100 F.*

### Eric Lareine

Ecorché vif, chanteur passionné, anarchiste du sentiment, Eric Lareine navigue dans le sillage de Ferré, de Philippe Léotard. Ses récitals, que le rock et l'humour traversent, sont aussi des numéros d'acteur.

*Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. 20 h 30, le 5 mai. Tél. : 01-47-00-02-71. De 80 F à 100 F.*

### Compagnie le Marietta Secret

En quoi la danse du spectacle vivant diffère-t-elle de la danse entre amis, en boîte de nuit ? A quel moment perd-elle son côté spontané, joyeux, immédiat ? Hervé Robbe dans *V. O.* tente quelques réponses avec des danseurs japonais (*V. O. Mito*), avec ceux de sa compagnie La Marietta Secret (*V. O. Brest* – le chorégraphe est en résidence au Quartz de Brest), et avec un Américain, Wally Cardonna (*V. O. US*).

*Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 20 h 30, les 5, 6, 7 et 8 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F.*

### LA PLANTE HUMAINE

Dessin animé canadien de Pierre Hébert, (1 h 30).

### LE POLYGRAPHE

Film franco-canadien-allemand de Robert Lepage, avec Patrick Goyette, Marie Brassard, Peter Stormare, Maria de Medeiros, Linda Lepage-Beaulieu, José Deschenes (1 h 37). 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (+).

### TORTILLA Y CINÉMA

Film français de Martin Provost, avec Carmen Maura, Marc Duret, Michel Aumont, Marina Tomé, Marianne Groves, Mouss Diouf (1 h 30). UGC Forum Orient Express, dolby, 1<sup>er</sup> ; Latina, 4<sup>e</sup> (01-42-78-47-86) ; Elysées Lincoln, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-36-14).

### TURBULENCES A 30 000 PIEDS (\*)

Film américain de Robert Butler, avec Ray Liotta, Lauren Holly, Hector Elizondo, Ben Cross, Rachel Ticotin, Catherine Hicks (1 h 40).

**VO :** UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (+) ; UGC George-V, THX, dolby, 8<sup>e</sup>.

### LA VÉRITÉ SI JE MENS I

Film français de Thomas Gilou, avec Richard Anconina, Vincent Elbaz, Elie Kakou, José Garcia, Bruno Solo, Richard Bohringer (1 h 40). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6<sup>e</sup> ; UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (+) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8<sup>e</sup> (+) ; UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup> ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88) (+) ; UGC Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> ; Les Nation, dolby, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistral, dolby, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79) (+) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> ; Majestic Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17<sup>e</sup> ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (+) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96) (+).

### LA FÊTE BLANCHE

Film russe de Vladimir Naoumov, avec Innokenti Smoktounovskiy, Armène Djigarkhanian, Natalia Belokhovstikova, Natalia Naoumova, Elena Maiorova, Robert Vouifov (1 h 37).

**VO :** Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (01-43-26-84-65).

### GRACE OF MY HEART

Film américain d'Allison Anders, avec Illeana Douglas, Matt Dillon, Eric Stoltz, Bruce Davison, Patsy Kensit, Jennifer Leigh Warren (1 h 55).

**VO :** Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40) (+) ; Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (01-46-33-97-77) (+) ; UGC George-V, 8<sup>e</sup>.

(\*) Films interdits aux moins de 12 ans. (+) Réservation au 01-40-30-20-10.

## MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

### CLASSIQUE


**LUNDI 5 MAI**  
Ensemble 2<sup>e</sup>m  
Méfano : *Création. Xenakis : Kai, Kullenn. Pape : Makbénach, création. Polard : Au dehors de la nuit, création. Agnès Heidmann (soprano), Christophe de Villeneuve (récitant), Daniel Kientzy (sopxophone), Atelier Upic, Paul Méfano (direction). Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rambuteau. 20 h 30, le 5 mai. Tél. : 01-44-78-13-15. 90 F.*

### MARDI 6 MAI

**Pelléas et Mélisande**  
de Debussy. Luc Berthomieu, Dominique Ploteau (Pelléas), Régine Blanes, Angélique Greuter, Anne Lapalus (Mélisande), Frédéric Guieu, Claude Massoz, Alain Zürcher (Golaud), Philippe Degaetz, Olivier Peyrebrune (Arkel), Gaëlle Caro, Patricia Palamara (Geneviève), Lucie Bourroche, Marie-Charlotte Laborne (Yniold), Akémi Souchay-Okumura (piano), Pascale Jeandroz (direction), Elisabeth Navratil (mise en scène).  
*Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Goncourt, Belleville. 19 h 30, les 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 16, 17 et 19 mai ; 15 heures, le 18 mai, jusqu'au 15 juillet. Tél. : 01-48-06-72-34. 130 F.*

**Orchestre national de France**  
Enesco : *Suite pour orchestre n° 3 « Villageoise »*. Prokofiev : *Le Pas d'acier*. Stravinsky : *Jeu de cartes*. Gershwin : *Un américain à Paris*. Lawrence Foster (direction).  
*Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Passy. 20 heures, le 6 mai. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F.*

**Ensemble orchestral de Paris**  
Mozart : *Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre KV 364*. Chostakovitch : *Symphonie n° 14*. Françoise Pollet (soprano), Stafford Dean (basse), Christian Crenne (violon), Serge Soufflard (alto), Armin Jordan (direction).  
*Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Ternes. 20 heures, le 9 mai. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.*



# Les Citrouilles

## Ahmed aux Enfers

### Alain Badliou / Christian Schiaretti

à Ivry 5 mai - 1<sup>er</sup> juin - 01 46 72 37 43

20 h 30, le 6 mai. Tél. : 01-08-00-42-67-57. De 60 F à 190 F.

**A Sei Voci**  
Œuvres de Campra, Danielis, Brossard et Vigné.

*Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pont-Marie. 20 h 45, le 6 mai. Tél. : 01-44-62-70-90. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 130 F.*

**Orchestre national d'Ile-de-France**  
Sibelius : *Finlandia, Concerto pour violon et orchestre, Symphonie n° 2*. Tedi Papavrami (violon), Jacques Mercier (direction).  
*Montigny-le-Bretonneux (78). Théâtre de Saint-Quentin, place Georges-Pompidou. 20 h 30, le 6 mai. Tél. : 01-30-96-99-00. De 65 F à 120 F.*

**Quatuor Ludwig**  
Œuvres de Schubert, Hersant et Franck. Pascale Le Corre (piano).  
*Romainville (93). Salle des fêtes, avenue Paul-Vaillant-Couturier. 20 h 30, le 6 mai. Tél. : 01-49-15-55-26. 40 F.*

**Henrique Brescia-Aragón (piano)**  
Œuvres de Fabiní, Albeniz, Tchaïkovski et Gershwin.

*Saint-Denis (93). Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté. M<sup>o</sup> Saint-Denis - Basilique. 19 heures, le 6 mai. Tél. : 01-49-40-65-28. Entrée libre.*

**La Trilogie minuscule**  
de Schöllhorn. d'après la comtesse de Ségur. Elisabeth Baudry, Cyrille Gers-tenhaber, Donatienne Michel-Dansac (sopranos), Sylvie Grégoire (comédienne), Marie Leca, Pierre Boileau, Sylvain Espagnol, Eric Domeneghetti (danseurs), Carole Lalaurie (harpe), Pascal Pons, François Papirer (percussions), Sophie Grattard (piano), Caroline Gautier (mise en scène), Pierre Droulers (chorégraphie).  
*Vitry (94). Théâtre Jean-Vilar, 9, avenue Youri-Gagarine. 21 heures, le 6 mai. Tél. : 01-46-82-83-88. 90 F.*

### MERCREDI 7 MAI

**Nabucco**  
de Verdi. Sergei Leiferkus (Nabucco), Maria Guleghina (Abigaille), Daniel Galvez-Vallejo (Ismaël), Ferruccio Furlanetto (Zaccaria), Violeta Urmana (Fenena), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Maurizio Benini (direction), Robert Carsen (mise en scène).  
*Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. 19 h 30, les 7, 10, 13, 16 et 19 mai. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.*

**La Clémence de Titus**  
de Mozart. Keith Lewis (Titus), Anne Sofie von Otter, Angelika Kirchschlager (Sextus), Cynthia Lawrence (Vitellia), Christine Schäfer (Servilia), Angelika Kirchschlager, Elizabeth McCormack (Annius), David Pittsinger (Publius), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Armin Jordan (direction), Willy Decker (mise en scène).

*Opéra de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Opéra. 19 h 30, les 7, 10, 13, 16 et 19 mai, jusqu'au 27 mai. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.*

**Carmen**  
de Bizet. Béatrice Burley, Valérie Mar-estin (Carmen), Christian Lara, Laurent Chauvineau (don José), Patrick Méroni, Jean-Sébastien Bou (Escamilló), Marie-Paule Dotti, Fabienne Chanoyan (Micaëla), Orchestre Colonne, Didier Luchesi, Dominique Trottein (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).  
*Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Trinité, Chaussée-d'Antin, Havre-Caumartin. 20 h 30, les 7, 8, 9, 10, 14, 15, 16 et 17 mai ; 15 h 30, les 11 et 18 mai, jusqu'au 15 juin. Tél. : 01-53-32-32-00. Location Fnac, Virgin. De 100 F à 260 F.*

### JEUDI 8 MAI

**Octeur de France**  
Barber : *Quatuor à cordes op. 11*. Bernstein : *Sonate pour clarinette et piano*. Schiff : *Divertissement sur « Gimpel the Wolf »*.  
*Parc floral de Paris (Bois de Vincennes), Bois de Vincennes, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Château-de-Vincennes. 16 h 30, le 8 mai. Entrée libre.*

**Académie de l'Île Saint-Louis**  
Grieg : *Suite Holberg*. Haydn : *Concerto pour violoncelle et orchestre*. Chostakovitch : *Symphonie de chambre op. 110*. Marc Vieillefon (violon), Emmanuel Gaugué (violon).  
*Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pont-Marie. 17 heures, le 8 mai ; 20 h 45, le 10 mai. Tél. : 01-44-62-70-90. De 75 F à 120 F.*

**Ensemble Ars Nova**  
Essyad : *Marthiyah, Le Cycle de l'eau, extraits, Yasmina, Aurélia, création*. Pierre Roullier (flûte), Serge Garcia (violon), Isabelle Veyrier (violoncelle), Philippe Nahon (direction).  
*Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. 20 heures, le 8 mai. Tél. : 01-44-84-44-84. 75 F.*

**VENDREDI 9 MAI**  
**Orchestre philharmonique de Radio-France**

Segerstam : *Avril*. Beethoven : *Concerto pour piano et orchestre n° 3*. Nielsen : *Symphonie n° 4 « L'Inextinguible »*. Imogen Cooper (piano), Leif Segerstam (direction).  
*Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Ternes. 20 heures, le 9 mai. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.*

ris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 8 mai. Tél. : 01-42-33-37-71. 70 F.

**André Persiani Trio**  
*Le Ciel de Paris, tour Montparnasse, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Montparnasse-Bienvenue. 22 heures, le 8 mai. Tél. : 01-40-64-77-64. 90 F.*

**Roy Haynes Quartet**  
*Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 9 et 10 mai. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.*

**Nuit de la batterie**  
*Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. 16 heures, le 11 mai. Tél. : 01-42-00-14-14. 80 F.*

**Gilda Solve et Patrice Galas Trio**  
*Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 11 mai. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.*

**Collectif Hask**  
invite le VIC  
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, les 6 et 7 mai. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

**Derek Bailey, Joëlle Léandre**  
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 9 mai. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

### ROCK

**Supertramp**  
*Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Bercy. 20 heures, les 5 et 6 mai. Tél. : 01-44-68-44-68. 225 F.*

**Karma to Burn**  
*Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Place-d'Italie. 20 h 30, le 6 mai. Tél. : 01-53-79-00-11. 89 F.*

**Monster Mike Welch Band**  
*New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Château-d'Eau. 20 h 30, le 8 mai. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

**Asian Dub Foundation**  
*Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Anvers. 19 h 30, le 9 mai. Tél. : 01-44-92-45-45. 110 F.*

**13 NRV**  
*Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. 20 h 30, le 10 mai. Tél. : 01-47-00-02-71. 79 F.*

**La Nuit reggae**  
*Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9<sup>e</sup>. 20 h 30, le 10 mai. Tél. : 01-44-92-77-66. 90 F.*

**Raeo**  
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 10 mai. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 50 F.

**Make up**  
*Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 h 30, le 7 mai. Tél. : 01-69-43-03-03. 79 F.*

### CHANSON

**Nuit Télérama**  
Avec, entre autres : Arthur h, Anne-Sofie von Otter, Gianmaria Testa, Compay Segundo, David Sanchez Trio, Maxime Leforestier.

*Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 5 mai. Tél. : 01-49-52-50-50.*

**Procédé Guimard Dalaunay**  
*Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. 20 heures, le 6 mai. Tél. : 01-45-24-52-65. Location Fnac, Virgin.*

**Le Quatuor**  
*Théâtre du Palais-Royal, 38, rue Montpensier, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Palais-Royal, Bourse. 20 h 30, les 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 16, 17 et 20 mai, jusqu'au 31 mai. Tél. : 01-42-97-59-81. De 70 F à 230 F.*

**Lambert Wilson**  
*Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Abbesses. 20 h 30, les 6, 7, 8, 9 et 10 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F.*

**Jean-Jacques Debout**  
*Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Trinité. 20 h 30, le 6 mai. Tél. : 01-49-95-99-99. De 100 F à 140 F.*

**Souingue !**  
*Théâtre Marigny, Carré Marigny, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Champs-Élysées - Clemenceau. 21 heures, les 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 16, 17 et 20 mai ; 17 heures, les 11 et 18 mai, jusqu'au 31 mai. Tél. : 01-42-25-20-74. Location Fnac, Virgin. De 120 F à 150 F.*

**Arthur h, Giovanni Wurzbuger**  
*Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9<sup>e</sup>. 19 h 30, le 9 mai. Tél. : 01-44-92-77-66. Location Fnac, Virgin. 80 F.*

**Odja Llorca**  
*Le Loup du faubourg, 21, rue de la Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. 23 heures, les 9 et 16 mai. Tél. : 01-40-21-90-95. Entrée libre.*

**Kalifa**  
*Le Loup du faubourg, 21, rue de la Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. 20 h 30, les 11, 12 et 13 mai. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

**Sylviane Cedia Trio**  
*Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 21 heures, les 6 et 7 mai. Tél. : 01-42-36-01-36. 100 F.*

**Laurent Fickelson et Yannick Rieu Quartet**  
*Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 6 mai. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.*

**Les Nuits blanches**  
*Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 h 30, les 6, 13 et 20 mai, jusqu'au 27 mai. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.*

**Claire Martin Quartet**  
*New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Château-d'Eau. 20 h 30, le 7 mai. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

**Nguyen Le, Dieter Ilg, Francis Lassus**  
*Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 7 et 8 mai. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.*

**Maison Klaus**  
*Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 7 mai. Tél. : 01-42-33-37-71. 80 F.*



**AUDIOVISUEL** La commercialisation du bouquet numérique AB Sat est très décevante, à côté des scores réalisés par ses grands rivaux, CanalSatellite et TPS. Avec seule-

ment 4 600 abonnés fin mars, le groupe maintient quand même son objectif de 75 000 à la fin de l'année. ● **LES INVESTISSEMENTS** réalisés par le groupe AB de Claude Berda dans

la télévision numérique et le rachat de la société de production Hamster ont pesé fortement dans les comptes 1996. Les bénéfices du groupe ont baissé de 26,8 %, s'éta-

blissant à 120,1 millions de francs en 1996. ● **LE COURS** du groupe AB à Wall Street a perdu 65 % depuis son introduction en décembre 1996, essentiellement en raison d'une rené-

gociation à la baisse de ses contrats avec TF 1. ● **CE CONTEXTE** difficile n'empêche pas AB d'envisager sa cotation sur le marché français au premier semestre de 1998.

## Le groupe AB de Claude Berda traverse une passe délicate

Les investissements dans la plate-forme numérique AB Sat ainsi que l'achat de la société de production Hamster ont pesé sur les comptes 1996 du groupe. Malgré sa déconvenue à Wall Street, où le cours a chuté de 65 %, AB envisage une introduction à la Bourse de Paris en 1998

**LE TATI** du numérique : en complet décalage par rapport à l'establishment audiovisuel français, Claude Berda et Jean-Luc Azoulay, les producteurs d'« Hélène et les garçons », souhaitent conquérir une part du marché prometteur de la télévision numérique, aux côtés des deux poids lourds du secteur, CanalSatellite et Télévision par satellite (TPS). Mais, pour l'heure, les premiers résultats d'AB Sat, le bouquet de dix-huit chaînes thématiques lancé en décembre 1996, se révèlent très décevants.

Le groupe, qui commercialise mais ne loue pas ses décodeurs, revendiquait 4 600 abonnés fin mars, tandis que CanalSatellite affichait 300 000 abonnés à son service numérique et TPS 116 000, à la mi-avril. Sans jamais se démonter, Claude Berda, président du groupe, affirme au *Monde* qu'il maintient son objectif de 75 000

abonnés à la fin de l'année. L'incendie qui a ravagé, le 24 avril, une partie des studios du groupe AB à la Plaine Saint-Denis n'a pas remis en question la commercialisation du bouquet numérique, dont la diffusion a été arrêtée « pendant vingt-quatre heures ».

Pour doper ses ventes, Claude Berda compte notamment sur son accord technologique avec CanalSatellite (les deux bouquets seront accessibles via un décodeur unique) qui sera mis en place le 20 mai. « *L'accès aux films érotiques de la chaîne XXL pourra être un moteur pour les abonnements* », ne cache pas un analyste. Pour d'autres, cet accord permet à Canal Plus de prouver sa bonne volonté aux pouvoirs publics, qui souhaitent l'émergence d'un décodeur universel, tout en désignant clairement TPS comme le mauvais élève du trio du numérique.

En tout cas, les investissements

pour AB Sat ont pesé dans les comptes 1996 du groupe AB à hauteur de 122,3 millions de francs (en pertes d'exploitation). Les résultats publiés la semaine dernière sont en baisse de 26,8 %, à 120,1 millions de francs, tandis que le chiffre d'affaires, réalisé à plus des deux tiers par l'activité de production, a augmenté de 17,1 %, à 966 millions de francs - 3,3 millions seulement du volume d'affaires sont générés par les ventes des chaînes d'AB Sat à des câblo-opérateurs. Malgré sa contre-performance, le groupe AB a réussi à payer deux fois moins d'impôts en 1996 qu'en 1995 (66,3 millions, contre 116,1 millions l'année précédente).

Le rachat, pour 82,5 millions de francs, de la société de production Hamster au cours de l'été 1996 a également grevé les comptes du groupe d'un montant de 38,6 millions. « *Les méthodes comptables ont été modifiées en profondeur dans les comptes d'Hamster* », affirme un proche du dossier. Aujourd'hui, à l'exception notable du fondateur Pierre Grimblat, une dizaine de cadres dirigeants de la société productrice de « Navarro », « L'Insti » ou « Quai n° 1 » ont quitté l'entreprise depuis qu'AB l'a reprise et a procédé à la fermeture de certaines filiales ou départements (comme les documentaires ou les divertissements).

Sans doute l'image de patron très monarchiste qui colle à

Claude Berda a-t-elle joué dans cette cascade de départs. Tout comme le fait que les salaires du groupe AB sont bien moins élevés que ceux d'Hamster. Et, plus sûrement, que Jean-Luc Azoulay, le « créatif » - il fait partie des vingt auteurs les mieux rémunérés par la Sacem pour ses chansons en 1996 -, n'a pas réussi à convaincre les cadres de rester.

### DÉPENDANT ET RIVAL DE TF 1

En rachetant Hamster et son intéressant catalogue de droits, le groupe AB comptait se placer à la fois sur « l'access prime-time » avec ses propres sitcoms, mais aussi accéder aux heures de forte audience, notamment de TF 1. Aux yeux d'un producteur, « *le fait qu'AB soit aussi dépendant de TF 1 est un handicap d'autant plus important qu'ils sont désormais rivaux dans la télévision numérique* ».

En comprimant les coûts de sa grille, TF 1 a d'ailleurs réduit, en janvier, ses contrats avec AB. Aujourd'hui, tempère Claude Berda,

les émissions de Dorothée ne représentent qu'un peu plus de 7 % du chiffre d'affaires du groupe. « *Nous avons l'habitude de nous adapter à tous les cas de figure* », assure-t-il. En revanche, la Bourse de New York a fortement sanctionné cette réduction du contrat avec TF 1. Depuis son introduction à Wall Street le 12 décembre 1996, le cours du groupe AB a perdu 65 % de sa valeur pour clôturer à 7 dollars le 30 avril.

La valorisation initiale (5,5 milliards de francs) du groupe AB lors de son entrée à Wall Street a permis à Claude Berda, Marc Sillam, directeur général, et Denis Bortot, vice-président, de réaliser leur patrimoine, en cédant 1,15 million d'actions, tout en levant 889 millions de francs (en net), dont 600 millions sont destinés aux développements dans le numérique. D'ailleurs, Claude Berda ne désespère pas de faire son entrée en Bourse à Paris, au cours du premier semestre 1998. « *Les banques qui ont réalisé notre introduction à*

*New York, Morgan Stanley et Donaldson, Lufkin et Jenrette, travaillent sur ce dossier* », nous a-t-il précisé.

Pour l'heure, Claude Berda n'envisage pas l'arrivée de nouveaux partenaires dans son groupe. « *Nous ne sommes quasiment pas endettés et, après avoir mis sur le marché 22 % du capital, nous n'avons pas encore touché à nos réserves financières* », précise-t-il.

Selon plusieurs analystes, le groupe AB peut tenir trois ans pour financer son développement dans le numérique. « *Il est toujours difficile de prévoir la stratégie de Claude Berda, qui, généralement, laisse les options plus longtemps ouvertes que les autres joueurs, estime un producteur. Il reste le plus important exportateur de programmes français et fait travailler chaque mois 1 500 intermittents. Sans jamais avoir eu un souci de financement auprès des banques.* »

Nicole Vulser

### L'immeuble qui a brûlé était de type Pailleron

« *L'immeuble qui a brûlé a été construit selon les normes Edouard-Pailleron, explique Claude Berda. C'est à la suite d'un contact électrique défectueux que le feu a pris à une vitesse incroyable* », précise-t-il, en saluant « *le travail remarquable effectué par les pompiers* » pour éteindre cet incendie qui a ravagé une partie des bâtiments du groupe à La Plaine Saint-Denis le 24 avril (*Le Monde* du 26 avril). « *Mon bureau s'est affaissé de deux étages. Malgré cela, toute l'équipe s'est remise à l'œuvre très rapidement, tout a été démantelé et les régies rebranchées, si bien que, en vingt-quatre heures, toute la diffusion des chaînes a pu reprendre* », a-t-il ajouté. L'incendie d'AB Sat n'a pas eu d'incidence directe sur le cours de Bourse du groupe à Wall Street.

## Le petit écran passé à la loupe

Quarante années d'innovations télévisuelles retracées par une exposition

**EST-CE** à cause du mépris dans lequel les universitaires l'ont longtemps tenue ? La télévision n'a été que tardivement l'objet d'un travail scientifique sérieux. Elle a accompagné si quotidiennement le demi-siècle écoulé que sa présence était comme d'évidence. Tout juste s'interrogeait-on sur son inféodation au pouvoir politique. L'appel de certains chercheurs, comme Jean-Noël Jeanney, à ouvrir un chantier d'investigation sur la télévision n'a trouvé un écho qu'à la fin des années 80. Aujourd'hui, de Pierre Bourdieu à Dominique Wolton, les efforts de compréhension et d'explication de l'histoire contemporaine commencent à passer par la loupe du petit écran.

L'exposition organisée par le Musée d'histoire contemporaine et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) s'inscrit dans cette démarche. Tout comme l'épais livret-catalogue qui l'accompagne. « *C'est le dernier état de la re-*

*cherche* », explique Laurent Gervereau, conservateur du musée. Pour lui, comme pour les autres promoteurs de l'exposition, l'entreprise reposait sur une double exigence : la rigueur du travail historique et le respect de la magie de la télévision. Pour Francis Denel, directeur de l'Inathèque de France, « *il était temps de marquer une pause pour analyser une histoire qui couvre déjà trois générations* ».

### LE FRÉMISSEMENT DE 1953

Accueilli par une statue de Belphegor et l'antique mire de la RTF, le visiteur est convié, selon son âge, à une promenade nostalgique ou, au contraire, à une quête de découverte. Pour les uns, le chemin sera une manière de revisiter leur propre histoire. Les plus jeunes, ceux qui ont pris l'aventure du petit écran en marche, comprendront-ils pourquoi cette rétrospective s'arrête à 1975, alors que l'odyssée technologique continue avec le numérique et que les métamorphoses se succèdent en accéléré ? « *Dans les années 70, toute l'histoire des genres et des formes télévisuelles était déjà créée* », justifie Francis Denel. Le journal télévisé et son homologue ont vite trouvé leur niche de 20 heures. Les feuilletons (*Thierry la Fronde*), les jeux (« *La Tête et les jambes* »), les émissions littéraires (« *Lectures pour tous* ») ou d'informations (« *Cinq colonnes à la une* ») ont aussitôt fait l'ordinaire des téléspectateurs. Le petit écran était déjà satirique (« *La Boîte à sel* »), voire corrosif (« *Le Petit Rapporteur* »), encyclopédique (« *Alain Decaux raconte* »), léger (« *Dim Dam Dom* »), insolite (*Les Shadoks*) et familial (« *Intervilles* », « *Au théâtre ce soir* »).

La concurrence exacerbée de ces vingt dernières années n'aurait rien inventé. Surtout pas le frisson du direct, auquel la télé des années 60 était condamnée. « *De Jean Nohain à Jean-Pierre Foucault, les émissions de variétés s'appuient sur les mêmes recettes* », remarque Francis Denel. Les vraies innovations dans ce domaine remontent à 1963, lorsque Jean-Christophe Averty proposa, dans

« *Les Raisins verts* », une écriture télévisée puisée au meilleur de l'art contemporain.

Cette mythique émission est l'une des étapes de l'exposition, qui ne se limite pas à la projection d'extraits choisis. « *L'image obéit à une logique d'illustration, pour scander les époques* », explique Laurent Gervereau. Depuis le premier téléviseur, conçu par René Barthélémy en 1931, à la reconstitution d'un studio des années 60, le visiteur observera, selon M. Denel, que « *la notion d'exploit technologique est une constante dans l'histoire de la télévision, mais ce sont les grands événements qui ont développé le parc des récepteurs* ».

Le frémissement date de 1953, avec la retransmission en direct du couronnement d'Elisabeth II : à Paris, 5 000 téléviseurs seront vendus en une semaine. Puis il y eut l'avènement de la couleur, accéléré par les Jeux olympiques d'hiver de Grenoble en 1968. Les Jeux d'été de Mexico inaugureront la monodivision. Antenne 2 naîtra en 1964, puis la troisième chaîne en 1973. 85 % des foyers étaient équipés en 1974, lorsque Jacques Chirac fit éclater le monopole, contre 1 % vingt ans plus tôt.

L'exposition montre la place grandissante de la télévision par la reconstitution d'intérieurs des années 30 et 60. On la mesure aussi avec l'essor de la presse spécialisée (*Télé-Magazine* tire à 30 000 exemplaires en 1955) et le développement des produits dérivés (porte-pyjamas Nicolas et Pimprenelle, boîtes de jeux de société comme « *Le Mot le plus long* », ou la voiture-jouet de Starsky et Hutch). Dès les années 60, la littérature populaire et la BD intègrent le phénomène qui envahit tout : déjà, rappelle Laurent Gervereau, « *il y a de la télé hors de la télé* ».

Jean-Jacques Bozonnet

★ « *La grande aventure du petit écran, la télévision française 1935-1975* ». Jusqu'au 28 juin, sauf le lundi et les 8 et 18 mai, au Musée d'histoire contemporaine, Hôtel national des Invalides, 75007 Paris.

**La vie en face**  
chaque mardi  
20.45

**Que sont-ils devenus après la chute du mur ?**

**Mardi 6 mai à 20.45**

**"Ouvert pendant les travaux."**  
Bien sûr, envahie de chantiers et de grues, est-ce toujours possible de réaliser des projets. Les des illusions et les ambitions de quatre allemands. De l'est à l'ouest, à quoi ressemblent aujourd'hui les chantiers de leur existence ?

un documentaire de  
Bernard Margaria

**La vie en face**  
Chaque mardi  
à 20.45,  
un documentaire  
sur nos sociétés  
européennes, filmé du  
côté des gens,  
au plus près du réel.

2615 ARTE 11.23F m  
http://www.arte.museum

**arte**



# Jeux de tréteaux

par Alain Rollat

ILS SONT en représentation. « Il y a une part de mise en scène, admet le porte-parole du Parti socialiste, François Hollande. C'est comme pour les pièces de théâtre : pour que la scène soit bien jouée, il faut qu'elle ait été travaillée. » Ils sont en tournée, et le reconnaissent sans détours. De préférence sur Canal Plus, au « Vrai journal » de Karl Zéro, le lieu dominant à la mode quand on cherche à rajouter son image. M. Hollande y analyse en expert la grande scène des retrouvailles : il fallait montrer que les socialistes et les communistes se remettaient en ménage sans se remarier : on a donc vu Lionel Jospin et Robert Hue côte à côte au sortir de leur accord civil, puis séparément à la messe médiatique, et encore ensemble pour la poignée de main symbolique. Images gigognes. M. Hollande est content : « Plutôt du beau théâtre. » Du vaudeville.

Le chef de la troupe concurrente, Alain Juppé, reste dubitatif. Il n'a pas trouvé le duo Jospin-Hue « très bon ». Mais il s'en tiendra à cette « litote ». Son propre metteur en scène lui a recommandé de se montrer charitable : « Il paraît qu'il faut être gentil, je suis gentil... » Clin d'œil. Le premier ministre accepte de tutoyer Karl Zéro, dont il est l'invité une semaine après Lionel Jospin. Il joue le jeu de la dérision. Non, cela ne le dérange pas qu'on le surnomme « Tignous » : un « tignous », dans les Landes, « c'est quelqu'un qui s'accroche, ne renonce pas facilement. C'est plutôt gentil. » Non, il ne consulte pas l'astrologue Elizabeth Teissier. Elle

lui a bien écrit pour lui prédire de « bonnes nouvelles » en 1997, « mais, dit-il, nous en sommes restés là dans nos échanges épistolaires ». Non, il n'a jamais goûté au haschisch : il préfère fumer des havanes. M. Juppé tient à merveille son rôle de faire-valoir de Karl Zéro, qui fait l'apologie de la farce. Dur métier.

Mais certaines des bouffonneries de Karl Zéro sont d'authentiques polars. Le spectacle de Pierrette Lalanne révélant que son ancien mari entretenait des relations mystérieuses avec un « parain » de Pigalle, devenu celui de sa fille, et avec certains financiers soupçonnés de blanchir l'argent sale valait à lui seul le déplacement. Il y avait quelque chose de shakespearien dans son récit anecdotique du jour où, leur divorce étant consommé, son ancien époux lui expédia avec délicatesse les cendres de sa défunte mère... « dans un sac-poubelle ». En bonne équité, Canal Plus devrait donner la parole à l'ancien compagnon de cette mégère peu apprivoisée, un certain Jean-Marie Le Pen.

Plus classique, Jack Lang, hôte d'Anne Sinclair, sur TF 1, fit sien, avec son talent habituel, le répertoire de Pierre Mendès France : « Respect des électeurs, vérité, transparence », etc. Sa référence était appropriée. « L'usage de la télévision, disait en effet Pierre Mendès France, a entraîné une dégradation civique supplémentaire : le théâtre politique est plus ouvert, mais plus faussé que jamais. Il est plus que jamais un théâtre de vedettes... »

# La Belgique, du grotesque au tragique

Cette soirée d'Arte consacrée à nos proches voisins suggère la métaphore d'un pays longtemps expert dans l'art de renvoyer à demain ce qui dérange

QU'Y A-T-IL DE COMMUN entre un sosie de Séraphin Lampion, lourdement assis dans le fauteuil du bourgmestre de Bruxelles, et un poète lisant des vers dans sa modeste maison, quelque part en Wallonie ? Ils sont belges, c'est tout, placés chacun à une extrémité de cet arc national qui va du grotesque au tragique, aussi inattendus l'un que l'autre dans le rôle qui leur échoit dans ce pays aussi proche qu'exotique.

La soirée d'Arte - « Belgique, le pays où Icare s'est noyé » - a été conçue par Claudio Piazienza, assisté de Robert Neys, bien avant les événements qui ont bouleversé le pays : découverte des crimes abominables de Marc Dutroux, marche blanche de Bruxelles, choc de la fermeture de Renault-Vilvorde. Pourtant cette « Théma » n'est pas à remettre en question au contraire. Son point de départ, sa construction, les thèmes abordés témoignent d'une vision prophétique de ce qui allait se passer, de ce qui devait se passer.

Tableau avec chutes, de Claudio Piazienza, part d'une toile de 1555 attribuée à Pieter Bruegel, Paysage avec la chute d'Icare. Un mythe revu « à la belge » par le peintre. Dans un paysage d'une antiquité trop rêvée pour être réelle, au bord d'une mer d'un vert improbable, un labourer trace consciencieusement son sillon, l'œil rivé au soc de sa charrue, tandis qu'un berger fixe le ciel. Au loin, un port que l'on devine prospère attend l'arrivée de galions aux voiles gonflées. En bas du tableau, presque invisibles,



émergent les jambes d'un personnage en train de se noyer, et quelques plumes sont emportées par le vent sur la crête des vagues. C'est la chute d'Icare, dans l'indifférence générale. Métaphore d'une Belgique où le drame reste celui de l'homme seul, puni d'avoir tenté de fuir la médiocrité collective.

Ce pays qui n'avait pas demandé à naître a été obligé de vivre, de se forger bien malgré lui une histoire, de se plonger dans des passions, des affrontements politiques et communautaires. Il s'en est sorti jusque-là, ou plutôt il a fui son destin, grâce à ces fameux « compromis à la belge », manière inimitable

de renvoyer à plus tard ce qui dérange. Un pays si tranquille, de Wilbur Leguëbe et Robert Neys, chronique douce-amère de ces pirouettes, n'est pas dénué de cette autodérision sympathique que les Belges pratiquent comme les Anglais l'humour. Une manière élégante d'éviter les problèmes, de se dire qu'au fond tout cela n'a guère d'importance, que les vrais valeurs sont ailleurs, dans l'amour, la tendresse, les petites choses de la vie qui font le véritable bonheur et les grands chagrins.

On ne peut comprendre la Belgique si l'on n'y voit qu'une déclinaison un peu particulière des

cultures auxquelles se rattache chaque partie du pays : française au sud, néerlandaise au nord. Ainsi, ce parler franco-belge, tant moqué chez nous, se révèle souvent plus apte à saisir, décrire, interpréter les sentiments et les passions humaines, à analyser les situations politiques et sentimentales que le langage réglementé et aseptisé de l'Hexagone. On peut rire certes, nul ne vous en tiendra rigueur à Bruxelles, Liège ou Anvers. Mais en sachant qu'en riant d'eux on rit aussi de nous et de nos travers de Français persuadés que la grandeur de notre histoire nous dispense d'un regard lucide sur nous-mêmes.

Entre le grotesque et le tragique émergent des figures singulières dont les autres éléments de la soirée donnent un aperçu. On pourra estimer que *Portrait en son absence*, le court-métrage dédié au sculpteur flamand Panamarenko, alias Henri van Herreweghe, présente tous les défauts du documentaire « dur », sans concession et résolument antipédagogique. En revanche, le film de Gérard Preszow sur le poète William Cliff est un bonheur. Ses vers, qu'il lit d'une voix admirablement modulée, sont à la poésie ce que la « ligne claire » d'Hergé est à la bande dessinée : l'absolue évidence de leur nécessité.

Luc Rosenzweig

★ « Théma » : « Belgique, le pays où Icare s'est noyé », Arte, mardi 6 mai à 21 h 40.

LUNDI 5 MAI

TF 1

20.45

**COLUMBO**  
A chacun son heure.  
Série O d'Alan Levi,  
avec Peter Falk, Joanna Going  
(95 min.) 556969  
Le neveu du lieutenant  
Columbo vient d'épouser un  
célèbre mannequin. Le soir des  
noces, elle est enlevée par un  
dangereux psychopathe...

22.20

**LE DROIT  
DE SAVOIR**  
Magazine présenté  
par Charles Villeneuve.  
La voyance :  
mensonges et vérités  
(85 min.) 1141056  
23.45 Ex libris. Magazine.  
Besoin de mer  
et désirs d'ailleurs  
(70 min.) 8052698  
0.55 et 1.55, 2.55, 4.05, 4.45  
TF 1 nuit.

1.10 7 sur 7 (rediff.). 2.05 L'Equipe  
Cousteau en Amazonie. Documentaire.  
1/16). 3.10 et 5.15 Histoires  
naturelles. Documentaire. 4.20 Cas de  
divorce. Série. Gallonet contre Gallonet.  
4.55 Musique (20 min).

France 2

21.15

**UNE FEMME  
EN BLANC**  
Feuilleton d'Aline Issermann, avec  
Sandrine Bonnaire, Christian  
Brendel.  
(6/6) (110 min.) 8346834  
Un dernier épisode dans lequel  
on retrouve Margaux à la  
croisée des chemins.

23.05

**TAGGART**  
Assurance sur la mort.  
Série d'Alan Bell, avec Mark  
McManus (110 min.) 9185940  
0.55 Journal, Bourse, Météo.  
1.10 Le Cercle de minuit.  
Magazine. Littérature.  
Invités : Alain Jouffroy,  
Philippe Sollers,  
Bernard Chambaz,  
Florence Delay,  
Pascale Casanova  
(70 min.) 5585032  
2.20 Histoires courtes. Court métrage.  
Le radar mental. 3.10 Vagabond du  
pôle Nord. Documentaire. 4.00 24  
heures d'info. 4.15 Météo. 5.20 D'un  
soleil à l'autre. Magazine. Reprise  
France 3 (30 min).

France 3

20.50

**L'INSPECTEUR  
HARRY EST  
LA DERNIÈRE CIBLE**  
Film O de Buddy Van Horn  
(1988, 95 min.) 614018  
Satire des faits divers et des  
médias. Clint Eastwood a l'air  
de s'ennuyer.  
22.25 Journal, Météo.

22.55

**LES DESSOUS  
DE CANNES**  
Le bêtisier.  
Une émission proposée par André  
Halimi (55 min.) 6035037  
Les dessous du Festival vos au  
travers du regard décalé de  
grands comiques.  
23.50 Défense traquée.  
Téléfilm  
de Deborah Reinisch,  
avec Gregory Harrison  
(90 min.) 2591853  
1.20 Lignes de mire. Magazine (rediff.).  
2.15 Musique graffiti. Magazine.  
De Bach à Bartok, confidences pour  
piano. 2.25 1944 la France libérée. Documentaire (50 min).

Arte

20.45

**KAGEMUSHA  
(L'OMBRE DU GUERRIER)** ■ ■ ■  
Film d'Akira Kurosawa, avec Tatsuya Nakaida, Tsutomu Yamazaki (1980, v.o., 150 min.) 1492766  
Luttes féodales dans le Japon du XVI<sup>e</sup> siècle.  
Le grand chef d'un clan est blessé. Pour le  
remplacer, on fait appel à un « Kagemusha », un  
guerrier fantôme, son sosie parfait.  
23.15 Kinorama. Magazine.

23.30

**QUAND PASSENT LES CIGOGNES  
(LETIAT JOURAVLI)** ■ ■ ■  
Film de Mikhail Kalatozov,  
avec Tatiana Samoilova, Alexei Batalov  
(1957, N., v.o., 90 min.) 40834  
L'émouvante histoire d'un amour brisé, un film  
qui a marqué le « dégel » idéologique et  
artistique du cinéma soviétique.  
1.00 Court circuit. Magazine.  
L'Œil du père, court métrage de Mohammed  
Raza Sarhangi ; La Maison de poupée, de Spiro  
Taraviras (30 min.) 7149186  
1.30 Une journée au Luxembourg.  
Téléfilm de Jean Baronnet, avec François  
Bourcier (rediff., 50 min.) 6754761  
2.20 Cartoon Factory (rediff., 30 min).

M 6

20.45

**CONAN  
LE BARBARE** ■ ■ ■  
Film Δ de John Milius,  
avec Arnold Schwarzenegger,  
James Earl Jones  
(1982, 135 min.) 518834  
Tiré d'un cycle  
« Heroic Fantasy »  
de Robert E. Howard.

23.00

**ENQUÊTE  
À CHINATOWN**  
Téléfilm de Michael Pressman, avec  
George Peppard  
(105 min.) 3824495  
Deux clochards, témoins de  
l'assassinat d'un membre de la  
mafia chinoise, sont pris en  
chasse par les tueurs...  
0.45 Jazz 6.  
All Stars Swing Festival and  
Tribute to Louis Armstrong  
(65 min.) 1209341  
1.50 Best of Dalida. 3.00 Fréquentar.  
Françoise Hardy (rediff.). 3.50 Cou-  
lisses. L'Affaire Louis Trio (rediff.).  
4.15 L'île aux plongeurs nues (rediff.).  
4.40 Fan de (rediff.). 5.05 Turbo  
(rediff., 25 min).

Canal +

20.35

**MON HOMME** ■  
Film de Bertrand Blier, avec Anouk  
Grinberg, Gérard Lanvin  
(1995, 95 min.) 766124  
22.10 Flash d'information.  
22.12 Spécial infos net.  
Législatives 97.  
22.17 Qu'en pensez-vous ?  
Magazine.

22.30

**SANG  
POUR SANG** ■ ■ ■  
Film de Joël Cohen, avec John Getz,  
Frances McDormand  
(1983, v.o., 95 min.) 7480582  
Un patron de bar charge un  
détective privé de tuer sa  
femme et l'amant de celle-ci. Le  
privé le tue après avoir fait  
croire qu'il a éliminé le couple.  
0.05 Desperado  
Film de Robert Rodriguez  
(1995, v.o., 99 min.) 4674709  
1.45 Crossing Guard ■ ■ ■  
Film de Sean Penn  
(1994, ♦, 110 min.) 6660902

Radio

France-Culture

20.30 L'Histoire en direct.  
1979 : Exode en mer de Chine,  
les boat people vietnamiens.  
21.30 Fiction. Amour en 74,  
de Catherine de la Clergie.  
22.40 Toit ouvrant.  
Laura Cottingham,  
Jacques Nichet.  
0.05 Du jour au lendemain. Bernard  
Deforge (Le Festival des cadavres).  
0.48 Les Cinglés du music-hall. 1.00  
Les Nuits de France-Culture (rediff).

France-Musique

20.30 Concert. Donné en direct de  
la salle Estonia, à Tallinn, par  
le Chœur de la Philharmonie  
estonienne et l'Orchestre de  
chambre de Tallinn, dir. Tõru  
Kaljuste : Œuvres de Pärt, de  
Tüür.  
22.30 Musique pluriel.  
Œuvres de Paggiarani, Chango  
Elegua.  
23.07 Entre les lignes.  
0.00 La Rose des vents. 1.00 Les  
Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées  
de Radio-Classique.  
Claude Debussy et André  
Caplet. Œuvres de Debussy :  
Le Martyre de saint Sébastien,  
par l'Orchestre  
philharmonique de Los  
Angeles, dir. Salonen ; Gígues  
(transcription Caplet) ;  
Epiphanie pour violoncelle et  
orchestre, de Caplet, par le  
Philharmonique Orchestra,  
dir. Dutoit ; Parsifal :  
enchantement du vendredi  
saint, de Wagner, par  
l'Orchestre symphonique  
Columbia, dir. Bruno Walter.  
Œuvres de Debussy, Caplet.  
22.45 Les Soirées... (Suite). Œuvres  
de Roman, Tartini, Stanley, Bach,  
Couperin. 0.00 Les Nuits de Radio-  
Classique.

Chaînes  
d'information  
CNN

Information en continu, avec, en  
soirée : 20.00 et 23.00 World  
Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00  
World News. 21.00 IMPACT - Larry  
King Live. 22.30 Insight. 23.30 World  
Sport. 0.00 World View. 1.30 Money-  
line. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures,  
avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15,  
20.45, 21.45, 22.45 Economica. 19.20,  
20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39,  
20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09,  
22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50,  
21.50, 22.50 Sport. 23.15, 1.15 No  
Comment. 23.45 Odéon. 0.15 Euro-  
zone. 0.45 Sportsweek.

LCI

Journaux toutes les demi-heures,  
avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Busi-  
laume Durand. 20.13 et 20.45 Le  
18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Jour-  
nal. 21.10 et 22.12 Le Journal du  
Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal  
de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42  
Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA

0 Accord parental  
souhaitable.  
Δ Accord parental  
indispensable ou  
interdit aux moins de 12 ans.  
□ Public adulte ou  
interdit aux moins de 16 ans.

ABONNEZ-VOUS

et économisez jusqu'à 294 F  
soit 42 numéros gratuits

1 AN - 1890 F  
au lieu de 2 184 F\*



\* Prix de vente au numéro - (Tarif en France métropolitaine uniquement)

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 536 F  6 MOIS - 1 038 F  1 AN - 1 890 F  
au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit :  F 701 MQ 001

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N°

Date de validité     Signature : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal :

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2 086 F	2 960 F	« Le Monde » (USPS-009729) is published daily for \$ 892 per year « LE MONDE » 21, bis, rue Claude-Bernard 75342 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Cham- plain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMAS- TER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-16, Cham- plain N.Y. 129 19 1518 Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Vir- ginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03
6 mois	1 123 F	1 560 F	
3 mois	572 F	790 F	

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de  
votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par  
prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays  
étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :  
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc  
60646 Chantilly Cedex

TV 5

20.00 Thalassa  
(France 3 du 2/5/97).  
21.00 Enjeux - Le Point.  
21.55 Météo  
des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 Le monde est à vous.  
Invitée : Liane Foly  
(France 2 du 27/4/97).  
0.00 Festival  
franco-ontarien.  
"Garoloup [1/2]".  
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Olivier Messiaen  
et les oiseaux.  
21.50 La Colline  
aux milliardaires.  
22.35 Les Enfants du bac.  
Autopsie d'un mythe.  
23.30 Une jungle  
en naufrage.  
0.00 L'Autre Amérique. [5/6].  
Les fautes de nos pères.

Animaux

20.30 Faune ibérique. [1/2].  
Le vautour noir.  
21.00 Le Monde sauvage.  
Une classe laborieuse.  
21.30 Flipper le dauphin.  
L'appel du dauphin.  
22.00 Korup.  
23.00 Mors aux dents. Boss.  
23.30 Beauté sauvage.  
Les insectes.  
0.00 Le Monde sauvage.  
Tropical.

Paris Première

20.00 et 0.15  
20 h Paris Première.  
21.00 Rue Barbare ■  
Film de Gilles Béhat  
(1983, 105 min.) 71212360  
22.45 Le J.T.S. Magazine.  
23.20 Tricky - Spearhead.  
Concert enregistré à l'Astoria  
de Londres en 1994 (55 min).  
68927650

France  
Supervision

20.30 Osterman  
Week-end ■ ■ ■  
Film de Sam Peckinpah  
(1983, 100 min.) 28567853  
22.10 Au bonheur  
des artistes. Magazine.  
23.15 La Chute d'Icare.  
0.05 Concert Mozart.  
Enregistré à l'abbaye  
Saint-Georges  
de Boscherville  
(95 min.) 48266438

Ciné Cinéfil

20.30 Le Défroqué ■  
Film de Léo Joannon  
(1953, N., 115 min.) 3570414  
22.25 L'Histoire  
d'Hester Costello ■  
Film de David Miller  
(1956, N., v.o., 100 min).  
34695124  
0.05 Deux nigauds aviateurs  
(Keep 'em Flying)  
Film d'Arthur Lubin  
(1941, N., v.o., 85 min).  
15665490

Ciné Cinémas

20.30 Mort d'un  
commis voyageur ■ ■ ■  
Film de Volker Schlöndorff  
(1985, 135 min.) 22886563  
22.45 A vingt-trois  
pas du mystère ■  
Film de Henry Hathaway  
(1956, v.o., 100 min).  
99606230  
0.25 L'Ami retrouvé ■ ■ ■  
Film de Jerry Schatzberg  
(1988, 110 min.) 12558438

Festival

20.30 Le Cri du papillon ■  
Film de Karel Kachyna  
(1990, 115 min.) 52690414  
22.25 Vendredi  
ou la vie sauvage.  
Téléfilm de Gérard Vergez  
[1/3] Avec Michael York  
(95 min.) 88320105

Série Club

19.50 Les Années coup  
de cœur. Le piston.  
20.15 L'île aux naufragés.  
Opération : Steam Heat.  
20.40 Le Club. Magazine.  
20.45 Les Charmes de l'été.  
21.45 et 1.30 Symphonie.  
22.30 Sherlock Holmes.  
Le trésor du roi Richard.  
23.00 Two.  
Malheureux anniversaire.  
23.45 Lou Grant. Le héros.  
0.40 Sam et Sally (50 min).

Canal Jimmy

20.00 Mister Gun.  
Tire quand ça bouge.  
20.30 Souvenir. Eddy Mitchell.  
21.25 New York Police Blues.  
Alice a disparu.  
22.10 Chronique de la route.  
22.15 Driver ■  
Film de Walter Hill  
(1978, 90 min.) 85607105  
23.45 Vélo. Magazine.  
0.10 Farm Aid and Friends.  
Concert enregistré à  
Indianapolis, le 7 avril 1990  
(60 min.) 85894457  
1.10 Star Trek.  
La machine infernale (50 min).

Eurosport

15.00 Hockey sur glace.  
En direct. Championnats  
du monde. Phases finales.  
1<sup>er</sup> groupe A - 3<sup>e</sup> groupe B  
(150 min.) 9140327  
17.30 et 22.30 Tennis.  
En direct. Open d'Allemagne.  
Tournoi messieurs de  
Hambourg, 1<sup>er</sup> jour (90 min).  
825360

19.00 Hockey sur glace.  
En direct. Championnats  
du monde. Phases finales.  
1<sup>er</sup> groupe B - 3<sup>e</sup> groupe A  
(150 min.) 7932114  
21.30 Sumo. Tournoi Bashi  
d'Osaka (Japon). 4<sup>e</sup> partie.  
(60 min) 502766  
23.00 Eurogoals. Magazine  
(60 min.)

Disney Channel

19.00 Petite fleur. L'attente.  
19.30 Dinosaur.  
Y a-t-il quelqu'un  
pour tondre la pelouse ?  
20.10 La Belle  
au bois dormant.  
Téléfilm (90 min.) 1478853  
21.40 Santo Bugito.  
22.05 La Rédac.  
22.35 Sinbad.  
23.00 Planète Disney.  
Magazine.  
23.50 L'Africain volant (70 min).

Téva

20.30 et 23.15 Téva interview.  
20.55 Les gens ne sont pas  
forcément ignobles.  
Téléfilm de Bernard Murat  
avec Christian Clavier  
(1990, 90 min.) 500849327  
22.25 Murphy Brown.  
Envoyé spécial.  
22.50 Téva débat (55 min).

Voyage

19.55 et 23.25  
Chronique Polac.  
20.00 et 23.30 Suivez le guide.  
22.00 Au-delà des frontières.  
Madras.  
22.30 L'Heure de partir.  
Magazine (55 min).

Muzzik

20.30 Anton Webern.  
De Thierry Knauff.  
21.00 La Traviata.  
Opéra en



# Johan Cruijff, « immortel » d'Ajax

Les Néerlandais exaltent les vertus du grand footballeur, à l'occasion de son cinquantième anniversaire, et en font un héros national

LA NATION néerlandaise s'identifie au grand footballeur. La « Cruijffmania » s'est emparée des Pays-Bas. Alors que l'ancien numéro 14 de l'équipe d'Ajax d'Amsterdam fête ses cinquante ans à Barcelone, où il entraîna le « Barça », les médias néerlandais affichent sa photo en Une, et les éditorialistes célèbrent la grandeur de celui « qui ne connaît qu'une route, celle qu'il s'est choisie ». Six livres, des biographies pour la plupart, ont été publiés ou remis à jour, tandis que télévision et radio publiques lui consacrent émissions spéciales en prime time, portraits – « Cruijff, génial et têtu » – et interviews.

Car Johan Cruijff est un véritable héros populaire, l'un des inventeurs du « football total »,

donnant le primat à l'attaque plutôt qu'à un jeu de défense. Celui qu'un journaliste sportif du quotidien *Het Parool* qualifie de « *Noureev du stade* » affiche sur vingt ans de carrière un palmarès digne des véritables géants du football : 520 matches joués, 291 buts marqués, trois fois vainqueur de la Coupe des champions sous le maillot rouge et blanc de l'Ajax, sacré trois fois meilleur joueur européen. Même sa défaite face à l'Allemagne en finale de la Coupe du monde de 1974 a laissé des souvenirs émerveillés chez les journalistes sportifs qui y ont assisté.

Le *Telegraaf* vient donc de consacrer une page entière au fils d'épicier du « Betondorp », le village de béton, ce quartier d'Am-



terdam adossé à l'ancien stade de l'Ajax. « *Par sa façon si particulière de vaincre, Cruijff restera immortel* », écrit le quotidien populaire, en légende d'une quinzaine de photos retraçant les grands moments de sa vie privée (Johan, adolescent pensif en compagnie de sa mère) et sportive (les meilleurs buts, la première coupe d'Europe, la visite

de l'équipe nationale au palais de la reine Juliana). Un peu plus iconoclaste, le *Volkskrant* se penche sur la période 1981-1982, sa saison la moins glorieuse. L'hebdomadaire *Vrij Nederland* lui consacre un dossier spécial.

## « L'ORANGE MÉCANIQUE »

Pour son éditorialiste, celui que l'on surnomma « *l'orange mécanique* », en raison de la couleur du maillot de l'équipe néerlandaise, est plus qu'un roi du ballon rond : « *Avec son talent artistique, son sens de la justice sociale, sa capacité à relativiser, son désir d'indépendance, la logique personnelle, et grâce au rayonnement de toutes ses qualités, Cruijff a maintenu les Pays-Bas sur la carte du monde.* »

Sans doute est-ce là le secret de l'immense popularité dont jouit cet as du ballon rond, en dépit de son mauvais caractère. En faisant de cette petite contrée l'un des temples mondiaux du foot, Cruijff a permis aux Néerlandais d'exprimer un chauvinisme qui reste généralement enfoui sous le tabou qui pèse sur toute expression de fierté nationale. Depuis lors ce peuple, habituellement réservé et ne supportant pas les expressions de liesse populaire, s'est jeté dans l'adoration de ses héros des stades. L'un d'entre eux aurait pu s'appeler Jordi Cruijff. Mais l'héritier a délaissé les polders pour le club britannique de Manchester United.

Alain Franco

## DANS LA PRESSE

### THE OBSERVER

■ La démocratie fonctionne. Le pays, étouffé si longtemps par un conservatisme qui n'était pas le reflet profond de sa culture et de ses valeurs – s'il l'a jamais été – a agi de manière décisive. Votant tactiquement pour frapper aussi fort qu'ils le pouvaient, les Britanniques ont bousculé le conservatisme pour une décennie au moins, peut-être même plus. La nouvelle Chambre des communes renvoie l'image d'une Grande-Bretagne libérale qui avait été submergée trop longtemps – rassembleuse, équitable, l'esprit ou-

vert et profondément démocratique – et qui montre tous les signes de durabilité.

M. Blair et son cabinet ont donné à la Chambre des marges de manœuvre et une dimension qui étaient bien au-delà de leurs espoirs. Ils se doivent maintenant, à l'égard de leur électorat, de prendre l'initiative intellectuelle et politique et d'exercer le pouvoir de manière aussi créative et imaginative que possible. Ils ont bien et vraiment gagné ; les fantômes du conservatisme peuvent être exorcisés. (...) Le cabinet travailliste dispose d'une immense opportunité pour redéfinir les termes du débat politique et reconquérir le langage pour la

confrontation politique ouverte. (...) Les premiers signes montrent que M. Blair et son équipe ont à chaque fois l'intention d'aller dans cette direction. Nous allons être vraiment les témoins d'un extraordinaire moment de transformation de la politique britannique. Les années de traversée du désert sont passées.

### THE INDEPENDENT ON SUNDAY

■ Pas encore installé à Downing Street, M. Blair a promis : « *Nous avons été élus comme New Labour et nous gouvernerons comme New Labour.* » Dans un sens, c'est rassurant : le parti a réuni une vaste coalition de supporteurs qui s'est

rassemblée derrière sa version du socialisme, laquelle n'est pas celle de ses récents prédécesseurs. Si le programme favorise les classes les plus faibles au-delà des catégories les plus larges de salariés, ou abaisse les impôts pour les travailleurs pauvres en renforçant les ponctions sur la minorité la plus riche, ou s'il abolit le marché en contrepartie de dépenses supplémentaire pour le service national de santé, alors c'est pour cela que des millions d'électeurs – qui n'ont pas voté pour Kinnock ou Foot ou Callaghan – sont eux aussi favorables à cette politique. Les travaillistes ont appris à écouter. Ce qu'ils entendent de leurs petits groupes témoins dont on s'est

beaucoup moqué, peut apparaître conservateur de manière décevante et égoïste, et même ne pas sembler vraiment reconnaissable en tant que socialiste ; mais c'est la voix de beaucoup dans le pays.

### THE GUARDIAN

■ Une victoire écrasante qui, en d'autres termes, est une perte de la foi collective plutôt que l'expression d'un rejet généralisé. C'est la pensée qui précède l'acte plutôt que l'acte lui-même. (...) Les gens ont décidé de faire confiance aux travaillistes il y a longtemps. Il est temps maintenant que les travaillistes comprennent qu'ils peuvent faire confiance aux gens.

## EN VUE

■ La marine de guerre des Etats-Unis, qui a récemment donné à l'une de ses unités le nom de **Bob Hope**, comique aux armées, vient d'expérimenter avec succès un navire imitant la nage des pingouins. « *C'est en observant les spécimens du New England Aquarium que nous avons réalisé que la nature avait la solution* », ont déclaré **James Czarnowski** et **Michael Triantafyllou**, du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

■ **Cristina**, fille de **Juan Carlos** et de **Sofia**, s'est officiellement fiancée, samedi 3 mai, avec **Inaki Urdangarin**, handballeur, médaillé de bronze aux jeux d'Atlanta (*lire page 4*). La presse du cœur avait auparavant prêté à la princesse deux aventures sentimentales : avec **Alvaro Bulto**, champion d'Espagne de motocyclisme, et **Fernando Leon**, champion olympique de voile. L'infante est passionnée de sport.

■ Un détenu de la prison pour hommes de Villabona, en Espagne, qui s'était plaint de devoir porter des pantalons, a obtenu gain de cause : le juge a estimé que **Maria Jesus Lastra** avait le droit de s'habiller en femme, tant qu'il restait « *décent* ». C'est que, récemment, **Ugur Kilic**, un travesti turc incarcéré dans le quartier des femmes de la prison de Manisa (nord d'Izmir), avait abusé d'une codétenu et l'avait mise enceinte.

■ Au mois d'avril, à Clermont-Ferrand, le Secours populaire a dû mettre aux enchères des bretelles de **Michel Charasse**, portant l'inscription « *I am the Boss* », et un pull-over gris ayant appartenu à **Valéry Giscard d'Estaing**. Les bretelles ont rapporté 400 francs, le pull 200 francs.

## Le cimetière des olifants

par Pierre Georges

**QUE D'IMAGES**, que de formules ! A la pelle. Des perles, de vrais petits cailloux blancs pour indécis égarés dans la sombre forêt des sondages. L'Agence France-Presse, qui les rapporte dans une rubrique « Ils ont dit : les mots et les phrases du jour », a assuré, bravement, la collecte du week-end.

Prenons, presque au hasard, Pierre Bédier, délégué général aux fédérations du RPR. Il existait donc. La preuve, cette métaphore sportive : « Ce que nous proposons M<sup>me</sup> Royal et ses amis socialistes, c'est de faire du saut à l'élastique sans élastique. » Activité dangereuse, on en conviendra. Comme ascenseur sans fil à Singapour. Ou, à la réflexion, comme dissolution sans solution.

Prenons Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, qui fait dans la brocante : « Lionel Jospin a été définitivement intronisé comme le président du MRA, Mouvement pour le retour en arrière. » Prenons François d'Aubert, en son grand prix de France électoral : « Faire le pari de la modernité avec Lionel Jospin, c'est courir un grand prix de formule 1 au volant d'une voiture d'occasion. » Prenons le jeune François Baroin, présidentiel poulailler, surpris les doigts dans la confiture un peu poisseuse des jeux de noms : « On se dit que M. Jospin, c'est Monsieur J'ose pas ou Monsieur J'ose rien. »

Ah ! qu'est-ce qu'on s'amuse, durant cette campagne de mai, entre ponts et merveilles, far niente et pépites ! Brice Lalonde la joue Dupont et Pontdu, « Jospé et Juppé ». Gilles Savary, candidat PS face à Alain Juppé, dénonce les intermittents du pouvoir : « Nous avons un premier ministre à faible rendement et un maire à temps

partiel. » Philippe de Villiers, in-soumis du premier tour, vogue dans cet état cataleptique et vaguement comateux que provoque chez lui « l'autre campagne (qui) flotte à mi-hauteur entre les gadgets du traitement social et les abstractions de l'euro-somnifère ».

Pierre Bédier, RPR, a ouvert son dictionnaire. A propos du programme socialiste : « Il y a un verbe en argot, jaspiner, qui veut dire causer pour ne rien dire. On devrait le récrire en disant jospiner parce que je trouve cela d'un creux parfait. » Et c'est un tambour-major qui parle. Simone Bourges, candidate PS face à Alain Madelin, n'hésite pas à en tirer un concentré de portrait « un idéologue pur jus ! ». Jean-François Copé, pilote RPR du projet majoritaire, a cru voir passer un iceberg. Il prépare l'orchestre et le pays au schéma socialiste, « au schéma "Titanic, la mort en chantant", le paquebot va couler comme en 1981 (...) »

En mai, dis ce qu'il te plaît. Titanic ou pas, Pierre Mauroy fait du sauvetage en mer. Il a trouvé un naufragé : « Philippe Séguin ferait mieux d'être carrément à gauche, plutôt que de traîner les pieds à droite. il se veut à l'arrière-garde du RPR, mais il n'est jamais nul par l'avant-garde de quoi que ce soit. » Phrase à relire deux fois pour en comprendre le côté très Roncevaux et cimetière des olifants. Comme cet autre, d'ailleurs, du même Pierre Mauroy : « Ce qui me surprend, c'est le nombre de gens qui veulent le changement ! » Et ne le s'avent pas encore. Sauf Arlette Laguiller, qui ne propose rien moins que d'« inverser le sens de l'austérité et de mettre la bourgeoisie sur la paille ». Pire, en somme, que le Titanic ou que l'incendie du Crédit lyonnais.

## 91 réfugiés rwandais meurent étouffés dans un train de rapatriement pour Kisangani

Le HCR n'a pu éviter que les réfugiés prennent d'assaut le convoi

KISANGANI

de notre envoyée spéciale

Quatre-vingt-onze réfugiés rwandais sont morts étouffés, dimanche 4 mai, au cours d'un voyage en train qui devaient les conduire du camp de Biaro à Kisangani, où ils devaient emprunter le pont aérien mis en place par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Au départ de Biaro, plus de 2 000 personnes avaient pris d'assaut le train qui avait été affrété par le HCR et l'Alliance rebelle zaïroise de Laurent-Désiré Kabila.

Quand la locomotive a stoppé dimanche en gare de Kisangani, vers 18 heures, et que les portes des cinq wagons se sont ouvertes, une vision d'horreur a frappé les témoins. Aux pieds de ceux qui commençaient à descendre, gisaient des corps tordus, cassés, au visage mort. Les journalistes présents sur les lieux furent les premiers à sortir les cadavres de leur cage. Très vite, les humanitaires travaillant sous l'autorité du HCR se sont organisés. Les corps des morts ont été alignés sur le quai et les blessés les plus graves – une cinquantaine – ont été évacués vers la clinique universitaire. Dans ce lieu privé de lumière et dépourvu de lit, l'équipe médicale zaïroise

a établi ses diagnostics : fracture crânienne, membre cassé, asphyxie... Jusqu'au matin, les rescapés ont été emmenés au centre de transit par camions. Hébertés mais presque rassurés d'avoir échappé au mauvais sort.

Lundi matin, le bac reliant le quai de la gare à la rive opposée du fleuve où s'étend la ville n'a cessé ses navettes. A la lumière des torches. Paul Stromberg, porte-parole du HCR sur place, n'a quitté le quai qu'après le départ du dernier réfugié. Comme ses collègues, il était abattu, sous le choc. « On ne pouvait, au camp, les empêcher de s'entasser dans le train, a-t-il expliqué. Il aurait fallu tirer dans le tas. Ils avaient tellement peur de passer une nouvelle nuit dans le camp. »

Dans de telles conditions, fallait-il alors que démarre ce train ? Au camp, dimanche, la question s'était naturellement posée. Depuis le matin, des réfugiés campaient sur les rails pour être les premiers à partir. Vers 13 heures, quand la locomotive est arrivée, cela a été la ruée.

Les hommes et les femmes avec leur bébé, les fratries d'enfants se tenant par la main, se sont agglutinés dans les compartiments, sur les toits, dans les espaces étroits entre wagons. Les plus faibles ne purent prendre

place à bord du train. Les plus sages et tous ceux qui n'avaient pu réussir à s'agripper au convoi repartirent vers les « sheetings », les plastiques délimitant leur espace dans les camps. Munis de bâtons, quelques envoyés humanitaires tentèrent de faire descendre les grappes humaines du train avant son départ. Ce fut l'échec total. Puis la locomotive prit son élan...

« FUIR, FUIR... »

Quinze minutes après le départ, sur le toit d'un wagon, un photographe aperçut un homme dans le compartiment qui brandissait sa chemise comme pour faire signe d'arrêter le convoi. Des cris montaient, mais personne ne prit conscience du drame, sauf les voisins immédiats des victimes. « Fuir, fuir pour éviter d'être à nouveau massacrés » : c'est ce sentiment qu'on avait saisi, au fil de la journée passée dans le camp de Biaro.

Peu avant le départ fatal du train, déjà, un violent incident avait suscité la réprobation des réfugiés les plus conscients. « Organisez les choses ! C'est impossible de survivre comme ça ! », avaient lancé des anciens aux responsables humanitaires présents. D'un camion du HCR, une

équipe venait de lâcher quelques boîtes de biscuits, avant de repartir aussi sec. Une foire d'empoigne s'était ensuivie. Des adultes avaient frappé à coups de blocs de béton des enfants qui tentaient de s'emparer des précieux biscuits. Deux petits étaient morts écrasés.

Improvise quelques jours auparavant, le camp de Bario n'avait pu être parfaitement mis en place par les équipes du HCR. Il avait débordé chaque jour sous le flot des réfugiés qui sortaient de leur abri en forêt. Plus de trente mille vendredi dernier, plus de quarante mille le lendemain...

Les évacuations s'étaient poursuivies vers le camp de transit de Kisangani, puis vers le Rwanda par avion. Mais les rotations se sont montrées insuffisantes. D'abord se sont posés des problèmes liés au carburant. L'approvisionnement était de si mauvaise qualité que les allées et venues aériennes ont été ralenties. Puis les formalités fluctuantes imposées par l'Alliance, qui administre le Haut-Zaïre, ont compliqué les transferts. Enfin l'angoisse des réfugiés, leur peur panique de revivre des massacres ont fait le reste.

Danielle Rouard

## Le professeur Montagnier va ouvrir un centre de recherche sur le sida à New York

**LE PROFESSEUR** Luc Montagnier, chercheur au CNRS et à l'Institut Pasteur de Paris, vient d'annoncer sa décision d'enseigner à temps partiel au Queens College de l'université de la ville de New York, où une chaire de professeur émérite a été spécialement créée pour lui et où il va prochainement ouvrir un centre de recherche sur le sida. Le centre sera créé sur le campus de l'université avec l'aide de fonds publics et privés. D'ores et déjà 22,5 millions de francs ont été mobilisés, provenant de fonds privés. 75 millions de francs de fonds publics sont attendus.

« Cette initiative permettra d'accélérer les recherches qui restent absolument nécessaires pour vaincre l'épidémie du sida dans le monde, notamment pour la mise au point d'un vaccin et de traitements accessibles à toutes les personnes atteintes par l'infection, dont la majorité se trouve dans les pays en développement », a précisé le professeur Montagnier dans un communiqué.

« Ma décision s'inscrit dans le cadre de l'action que je développe depuis plusieurs années au sein de la Fondation mondiale de recherche et prévention Sida que je préside, a-t-il déclaré au Monde. Nous avons créé, dans ce cadre, des centres de recherche et de traitement à Paris et à Abidjan. D'autres créations sont prévues notamment en Afrique du Sud, en Argentine et en Thaïlande. Au Queens College, nous allons réunir une équipe internationale où l'on s'intéressera à

la valeur des gens plus qu'à leur date de naissance. » En effet, le découvreur du virus du sida a fort peu apprécié la récente décision gouvernementale fixant à soixante-cinq ans l'âge limite d'activité des directeurs de recherche travaillant dans des structures publiques (Le Monde du 10 février). Cependant, le professeur Montagnier, qui aura soixante-cinq ans en août, pourrait, parce qu'il a trois enfants, exercer un an de plus en France si ses autorités de tutelle – l'Institut Pasteur et le CNRS – ne s'y opposent pas.

MARGINAL EN FRANCE

Soucieux de développer son activité de recherche, le chercheur français a estimé ne pas pouvoir refuser l'offre américaine. Celle-ci met en lumière la reconnaissance dont jouit le chercheur de l'Institut Pasteur de Paris à l'échelon international, et qui tranche avec sa position quelque peu marginale au sein de son Institut et des organismes scientifiques publics. En définitive, tout s'est passé comme si les responsables de la recherche en France, et plus encore ceux de l'école pasteurienne, n'avaient jamais vraiment reconnu la portée majeure de la découverte historique, celle du virus du sida, faite en 1983 par l'équipe qu'il animait en marge des structures officielles.

Jean-Yves Nau

## Paris ouvre en légère baisse

**LA BOURSE** de Paris a ouvert en légère baisse, lundi 5 mai. Après quelques minutes de transactions, l'indice CAC 40 cédait 0,12 %, à 2 652,08 points.

La Bourse de Tokyo était fermée, lundi, en raison de la fête des enfants au Japon.

Sur le marché des changes, le franc cédait un peu de terrain face à la monnaie allemande, à 3,3735 francs pour un mark. Le dollar cotait 1,7270 mark, 5,8265 francs et 126,60 yens. Dimanche 4 mai, le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, avait réaffirmé l'attachement de la Maison Blanche à un dollar fort. « Nous pensons aussi, avait-il ajouté, qu'il n'est pas avantageux pour nous ou le commerce mondial d'avoir des monnaies désynchronisées avec leurs données de base économiques. »

La semaine sera marquée, sur le

plan économique, par la publication, mardi, des statistiques du chômage en Allemagne et des commandes à l'industrie aux Etats-Unis. Les opérateurs de marché suivront aussi de près la rencontre, mercredi, à Londres, entre le nouveau chancelier de l'échiquier Gordon Brown et le gouverneur de la Banque d'Angleterre Eddie George. Une hausse du taux de base de l'institut d'émission pourrait être décidée à cette occasion.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 10h15	05/05 Titres échangés	Capitalisation en F
Axa	52694	18940601,80
L'Oréal	8810	18622753
Eaux (Gie des)	18336	14899585
Alcatel Alsthom	22120	14192793
Carrefour	3829	14160962
Sidel	30330	13019086,90
Elf Aquitaine	20569	11756745
Paribas	27242	9979083,10
Sanofi	16882	9344870
Total	18544	9029880,20

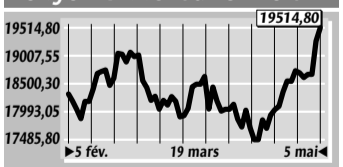
## BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 5 mai, à 10 h 15 (Paris)

**FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES**

Tokyo Nikkei	19514,80	+1,24	+0,79
Hong Kong Index	13081,70	+0,47	-2,74

**Tokyo. Nikkei sur 3 mois**



**MARCHÉ DES CHANGES À PARIS**

DEVICES	cours BDF	02/05	% 30/04	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,1800	+0,01	325	349	
Écu	6,5750	-0,12			
États-Unis (1 usd)	5,8133	-0,15	5,5200	6,1200	
Espagne (100 pes.)	16,3400	+0,01	15,7800	16,8800	
Pays-Bas (100 fl)	299,7300				
Italie (1000 lir)	3,4035	-0,03	3,1500	3,6500	
Danemark (100 krd)	88,5700	+0,01	83,2500	93,2500	
Irlande (1 iep)	8,6990	-0,57	8,3000	9,1400	
Gde-Bretagne (1 L)	9,3800	-1,10	8,9300	9,7800	
Grèce (100 drach.)	2,1195	-0,09	1,8500	2,3500	
Suède (100 krs)	74,2600	-0,22	70	80	
Suisse (100 F)	395,4700	+0,28	383	407	
Norvège (100 k)	82,0800	+0,15	77,5000	86,5000	
Autriche (100 sch)	47,9050	+0,05	46,4500	49,5500	
Espagne (100 pes.)	3,9970	+0,09	3,7000	4,3000	
Portugal (100 esc.)	3,3600		2,9500	3,6500	
Canada 1 dollar ca	4,2019	+0,76	3,8900	4,4900	
Japon (100 yens)	4,5894	-0,05	4,3800	4,7300	

Tirage du Monde date dimanche 4-1undi 5 mai 1997 : 560 880 exemplaires 1 - 3

## « Le Destin » et « Le Baiser du serpent » en compétition à Cannes

**LES FILMS** de Youssef Chahine, *Le Destin* (prévu hors compétition), et de Philippe Rousselot, *Le Baiser du serpent* (prévu dans Un certain regard), seront présentés en compétition au Festival de Cannes, qui se déroule du 7 au 18 mai, a annoncé le délégué général, Gilles Jacob. Ces changements interviennent après que le Studio Guanxi de la République populaire de Chine, producteur du film de Zhang Yimou *C'est mieux*

d'en parler (*Keep cool*), en a interdit la présentation à Cannes. D'autre part, après avoir espéré jusqu'au dernier moment infléchir les autorités de Téhéran, le délégué général du Festival a dû renoncer à inscrire à son programme le nouveau film d'Abbas Kiarostami, *Le Goût de la cerise*. C'est donc désormais *Marius et Jeannette*, de Robert Guédiguian, qui fera l'ouverture d'Un Certain regard.

■ **CANTONALES** : Patrice Valentin (div. d. soutenu par la majorité départementale UDF-RPR) a remporté le second tour de l'élection cantonale partielle, dimanche 4 mai, à Esternay, dans la Marne. Conseiller municipal d'Esternay, M. Valentin succède à Henri Saïgues, UDF-PR, décédé il y a quelques semaines.

I, 3 682 ; V, 2 322 ; A, 36,93 % ; E, 2 133.

Patrice Valentin, div. d., 1 284 (60,19 %) ÉLU  
Albert Michon, div. d., 849 (39,80 %).

27 avril 1997 : I, 3 683 ; V, 2 385 ; A, 35,24 % ; E, 2 309 ; Patrice Valentin, div. d., 778 (33,69 %) ; Albert Michon, div. d., 551 (23,86 %) ; Jean-Pierre Tandini, div. g., 331 (14,33 %) ; Michel Jacquard, div., 306 (13,25 %) ; Ferdinand Le Beherec, FN, 238 (10,30 %) ; Philippe Peuchot, PCF, 105 (4,54 %).

**OISE**

Stages d'anglais ou d'allemand est été

Anglais - Italien - Allemand - U.S.A

Herblanc 03 57 92 14 12  
Tél: 01 2 40 25 38  
Fax: 04 78 24 03 74  
Paris: 01 44 15 60 60  
Rennes: 02 99 79 78 44  
T. en Direct: 09 75 15 79 5

**Vos outils de travail**

**CODE DU TRAVAIL**

**DROIT DE L'EMPLOI**

L'édition 1997 du Code du Travail est riche de nouveaux textes (Loi Robien loi du 12.11.1996 sur le Comité d'entreprise européen et sur la négociation d'accords collectifs) et d'une abondante jurisprudence (notamment sur les plans sociaux).

**DALLOZ**